

A LA CONFÉRENCE
DE STOCKHOLMViolent réquisitoire
de M. Gromyko
contre les Etats-Unis

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

Notre supplément
« le Monde des arts
et des spectacles »
Pages 15 à 23Pour un musée
de l'architecture

La France veut accroître ses exportations d'armes

Ideologie et commerce

En demandant à ses voyageurs de commerce de l'armement de manifester plus d'agressivité commerciale, le ministre français de la défense contraindrait-il à l'idéologie socialiste telle qu'elle s'exprimait avant 1981 au sein d'un parti très divisé sur ce difficile sujet des ventes d'armes par des considérations plus morales que politiques ? On peut trouver dans la littérature du P.S., du temps où il était opposant, tout et son contraire sur ce thème.

La plupart des Français ont encore en mémoire les images télévisées de M. Mitterrand inaugurant, le 5 juin 1981, un salon aéronautique du Bourget où, sur l'ordre de conseillers empressés de l'Elysée, les avions et les hélicoptères exposés par la France avaient été débarrassés de leurs armes offensives. Ce geste avait été très commenté à l'époque, y compris à l'étranger.

Plus récemment, le 27 mai 1983, le même président de la République disait devant les organisateurs du même Salon du Bourget : « Depuis 1981, j'ai pris en compte la nation française dans sa réalité. Nous avons un effort d'indépendance nationale soutenu par une armée et une défense qui doivent avoir les moyens. Et, pour avoir les moyens, il faut vendre nos armes à l'étranger ».

Ces propos, pensés alors impérieux, confirmaient ce que, quelques semaines auparavant, avait approuvé la représentation nationale : le Parlement, en adoptant la loi de programmation militaire 1984-1988, avait donné son accord à un texte disposant que le maintien d'un système national de défense suppose que l'industrie française de l'armement puisse amortir ses coûts par l'exportation.

Autres temps, autres mœurs, disent ceux qui dénoncent ce changement de politique et qui, pour des raisons essentiellement éthiques, continuent de condamner le commerce des armes par un pays dont la réputation industrielle en la matière n'est à vrai dire pas tellement supérieure à celle qu'il a déjà acquise dans d'autres domaines, comme les télécommunications, le nucléaire, l'espace ou les transports.

Mais ce qu'il importe surtout de retenir, c'est que : 1) la France depuis 1981 a décidé d'honorer sa signature en exécutant des contrats conclus précédemment ; 2) dans le même temps, elle a choisi d'indéfinir progressivement sa politique en répondant — en priorité — à des demandes de clients désireux d'acquiescer au savoir-faire technologique par le développement d'une industrie locale. Ce qui suppose la formation d'une main-d'œuvre compétente, qu'il s'agisse de pays nouvellement indépendants ou des alliés européens traditionnellement les plus proches de Paris.

D'où les propositions constantes et originales du gouvernement français en faveur de la signature d'accords-cadres de coopération bilatérale ou multilatérale qui limitent les ventes pures en privilégiant l'association industrielle et, du même coup, en assurant un certain « décollage » technologique du pays client. Ce faisant, il court évidemment le risque d'être accusé par les industriels français concernés de fournir ainsi, à un Etat étranger, les moyens de devenir, demain, un concurrent de leur propres productions. Comme celui d'être soupçonné d'encourager la prolifération des industries militaires dans le monde.

Dans une note confidentielle le délégué général pour l'armement demande que soient obtenus des « résultats sensibles » à la fin du premier semestre

Au ministère de la défense, on convient volontiers que la conclusion, au début de cette année, d'un contrat d'armes, de 35 milliards de francs, avec l'Arabie Saoudite ne doit pas faire oublier le tassement général des exportations militaires de la France observé en 1983. Cette chute des commandes a été prise au sérieux, puisque la délégation générale pour l'armement est entrée en loge — comme on dit au cabinet de M. Charles Hernu — pour réfléchir à la définition d'une nouvelle ligne de conduite à tenir en matière de ventes d'armes.

Selon de premières estimations qui restent à préciser, le montant global des commandes d'armements reçues par la France de l'étranger serait de 30 à 32 milliards de francs en 1983, au lieu de 41,6 milliards l'année précédente. La chute amorcée durant le premier semestre (le Monde du 13 octobre 1983) s'est confirmée durant le second semestre, au point de provoquer, pour tenter d'y remédier, toute une série de réunions entre spécialistes du ministère de la défense, alimentées par des directives personnelles du ministre et des études comman-

dées par le délégué général pour l'armement à son directeur des affaires internationales chargé de l'exportation et de la coopération militaire dans le monde.

Certes, l'année 1982 fut exceptionnelle, avec la signature de contrats avec l'Irak, l'Egypte ou l'Inde. Mais, si les premiers résultats de 1983 ont tant inquiété les responsables français, c'est probablement parce qu'ils traduisent une situation internationale particulièrement tendue pour les deux ou trois ans à venir. De nombreux marchés sont saturés. Les acheteurs traditionnels disposent de moins de ressources financières. Certains Etats, vers lesquels la France se tournait pour diversifier sa clientèle, sont en banqueroute. De nouveaux fournisseurs apparaissent, tandis que les concurrents habituels se montrent beaucoup plus agressifs.

D'où cette volonté française de réfléchir, en période de vaches maigres, aux moyens concrets de redresser la tendance constatée.

JACQUES IGNARD.

(Lire la suite page 13.)

M. Chaban-Delmas : le pays se dirige vers « une sorte de guerre civile froide »

L'ancien premier ministre accuse le pouvoir d'avoir lancé l'affaire ELF-ERAP pour « déclencher une explosion majeure »

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, estime que les échanges de déclarations auxquels donne lieu l'affaire ELF-ERAP « blessent non seulement les hommes mais la démocratie », et appelle à une renouveau du « dialogue social ».

« Vous êtes un des rares hommes politiques à n'avoir pas donné son avis sur l'affaire ELF-ERAP. Qu'en pensez-vous ? »

« Il est malheureusement difficile d'aborder un entretien, aujourd'hui, autrement que par le biais de cette affaire, qui a littéralement explosé du fait de la conjonction, d'une part, de la parution d'articles dans la presse reprenant et développant des articles parus en juin 1983, qui, à l'époque, avaient fait long feu après réponse d'ELF-ERAP, et, d'autre

part, de déclarations gouvernementales faites à l'Assemblée nationale en réponse à une question posée par le groupe socialiste et visiblement programmée en accord avec le gouvernement.

« Voulez-vous dire qu'elle a été déclenchée volontairement par le pouvoir ? »

« Pour tous ceux qui ont assisté à cet événement, soit dans l'hémicycle, soit à la télévision en direct, le doute n'est pas possible. Il s'agit d'une opération destinée à remplir la fonction de détonateur pour déclencher une explosion majeure : nature à la fois sensationnelle et obscure du sujet, son développement, l'attaque outrancière contre un des plus hauts magistrats qui soient et l'éclairage télévisuel projeté à l'instant choisi sur M. Raymond Barre, premier ministre à l'époque de ces faits, tout conduisent à la mise en cause impli-

cite du précédent président de la République. M. Giscard d'Estaing ne s'y est pas trompé. La provocation ne pouvait d'ailleurs que réussir, car il n'était pas possible à l'accusé, même non nommé, d'encaisser sans réagir. Le doigt est mis dans l'engrenage et on connaît la suite, qui n'est assurément pas près de se fin.

« Quels avantages le gouvernement peut-il en espérer ? »

« Point n'est besoin à un observateur objectif d'être particulièrement sagace pour constater que le pouvoir, qui peut d'ailleurs en essayer de graves retombées — boomerang, peut attendre deux effets principaux de l'explosion de cette mine à retardement.

Propos recueillis par
ANDRÉ PASSERON.

(Lire la suite page 9.)

La réunion du comité central du P.C.F.

LIRE PAGE 7 LES PRINCIPAUX EXTRAITS DU RAPPORT DE M. GEORGES MARCHAIS
ET L'ARTICLE DE PATRICK JARREAU : « Raidissement »

DIX-HUIT MOIS DE NIGUEUR

Le chant des sirènes

par ALAIN VERNHOLES

A ceux qui, en ce début d'année, s'interrogent sur l'état de notre économie et sur les chances que nous avons de redresser la situation, on peut répondre que la voie prise depuis un an est la bonne, même si son coût social est douloureux. Mais, de même que l'équipe qui s'est fourvoyée en voulant atteindre son but doit repartir dans la bonne direction, de même tout reste à faire en France, — ou presque tout — pour retrouver l'équilibre, la voie du développement puis celle du progrès.

Le blocage des salaires de l'été 1982, les mesures de rigueur prises en même temps qu'était à nouveau dévalué le franc, ont évité le pire, c'est-à-dire l'humiliante demande de crédit au F.M.I., qui aurait marqué notre impuissance en même temps que la perte d'une certaine indépendance. Il était temps de redresser la barre, notre endettement extérieur — près de 70 milliards de dollars — ayant atteint les limites au-delà desquelles un pays s'appauvrit dangereusement en remboursant ses dettes.

La voie maintenant prise est la bonne, et les premiers résultats n'ont

pas été très longs à venir. Au déficit catastrophique du commerce extérieur de 1982 a succédé, en 1983, un redressement très net, qui devrait normalement déboucher sur l'équilibre, au plus tard en 1985, probablement même dès cette année (1). Les paiements courants de la France (2), qui, outre les échanges commerciaux, prennent en compte les échanges touristiques, les grands contrats à l'étranger, les échanges technologiques, mais aussi les intérêts de nos emprunts extérieurs se rétablissent également.

Cette balance-clefi, dont l'importance est capitale, devrait être complètement équilibrée en 1988, peut-être même en 1985.

Pour parvenir à ces premiers résultats, les Français ont dû payer plus d'impôts. Ils ont surtout dû supporter des cotisations sociales de plus en plus lourdes (3).

Parallèlement, les salaires nominaux ont augmenté nettement moins vite qu'auparavant : 9,5 % en 1983 — à peu près comme les prix —

après 12,6 % en 1982 14,3 % en 1981. Du coup, les revenus ont été dévalués par rapport à la situation de 1980, ce qui a entraîné une baisse des cotisations sociales, en moyenne, de 0,5 %. Si l'on met à part l'année 1980, cela ne s'est jamais produit depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Une consolation : la hausse des prix, tout en restant beaucoup trop forte, s'est ralentie en fin d'année.

On trouve les conséquences de ce changement sur la consommation française, qui s'est tout juste maintenue en moyenne par rapport à 1982 et a même baissé entre le début et la fin de l'année dernière. La recul a été très net pour les produits manufacturés (électro-ménager, télévisions, automobiles, etc.), le recours croissant aux services empêchant seule la consommation de reculer dans son ensemble. Cela également ne s'était jamais produit.

(Lire la suite page 27.)

(1) La balance avait été déficitaire de 30,6 milliards de francs en 1981, de 93,3 milliards en 1982. Le déficit aura été d'environ 42 milliards de francs en 1983.

(2) La balance des paiements courants avait été déficitaire de 25,8 milliards de francs en 1981, de 79 milliards de francs en 1982. Le déficit 1983 est estimé à environ 33 milliards en 1983. La balance des paiements courants a été équilibrée au second semestre 1983, mais cet équilibre risque d'être éphémère du fait du poids grandissant des intérêts de la dette extérieure : 30 milliards environ en 1983, 40 milliards en 1984, 45 milliards en 1985.

(3) Les impôts d'Etat et des collectivités locales, qui représentaient 23,5 % du PIB en 1980 et 23,6 % en 1981, sont passés à 24 % en 1982 et à 24,5 % en 1983. Quant aux cotisations sociales, elles sont passées de 18,5 % en 1980 et 1981 à 19 % en 1982 et à 19,8 % en 1983.

Piège

par BRUNO FRAPPAT

Les conclusions de la nouvelle autopsie de Robert Boulin n'infirment pas la thèse du suicide de l'ancien ministre et ne contredisent nullement celles de la première expertise de 1979.

Le garde des Sceaux, M. Robert Badinter, a porté plainte en diffamation contre la famille Boulin, qui avait accusé le procureur de Versailles d'avoir voulu « soustraire les cadavres aux bras de la justice ».

La deuxième affaire Boulin est un chef-d'œuvre de désinformation. Quelles que soient les conclusions des experts successifs, qui ne remettent pas en cause le suicide, en dépit des évidences, des faits et du simple bon sens, le doute est mis — et pour longtemps — sur les conditions de la mort du ministre gaulliste. Celui qu'on a retrouvé, le 30 octobre 1979, mort dans un étang de la forêt de Rambouillet, n'est-il pas le même ? Chacun aura de ces airs attendus qui font la France des cafés du commerce.

On pourra raconter cent fois le récit des dernières heures de Robert Boulin, rappeler qu'il avait lui-même écrit plusieurs lettres pour annoncer son suicide, radier qu'on trouve chez lui — dans sa corbeille à papiers — une note rédigée par lui et qui permet de retrouver son corps au lieu indiqué ; on pourra citer les témoins — amis et collaborateurs — de sa déprime et de ce qu'il pensait être son déshonneur insupportable (l'affaire des terrains de Ramatuelle) ; on pourra expliquer mille fois que cet homme a absorbé un tube entier de tranquillisants et que, dans cet état

second, il a évidemment pu se noyer dans 60 centimètres d'eau ; on pourra dire et répéter qu'un être de son caractère qui a décidé d'en finir — et l'a annoncé — n'a pas besoin d'un meurtrier. Rien n'y fera : les imaginations se sont envolées, l'improbable est devenu certitude. Le lent travail de la calomnie aura atteint son but, d'un suicide certain faisant un possible meurtre. Il ne reste plus alors qu'à nommer le meurtrier qui se nichait dans les hautes sphères de l'Etat d'alors, puisque, bien sûr, le coup n'aurait pu venir que de là.

Il aura fallu pour en arriver à ce délire collectif — où certains médias ont joué le rôle qu'on attendait d'eux — la rencontre de trois éléments. Un avocat exceptionnellement doué pour la défense tous azimuts, la provocation permanente et pour qui l'intérêt supposé de la défense passe avant tout le reste. Une famille qui n'a pas pu, plus de quatre ans après le drame, faire le deuil de son héros et tente un suicide en se faisant entrer un défilé de déshonneur et d'indignité tout sentiment de culpabilité, puisqu'il ne s'agit plus d'un suicide. Une succession d'expertises, enfin, et de maladroites des autorités judiciaires d'hier qui ont voulu hâtivement enterrer — à tous les sens du terme — Robert Boulin.

Si l'on peut comprendre les raisons d'une telle dérive, si l'on peut déplorer les ombres de la procédure en ses débuts, que dire du rôle de l'avocat ? Qu'il est conforme, dans sa défense libre à son image et à son projet, de nature profondément politique : il voue à notre Etat de droit et à cette société « bourgeoise » une haine mythologique. L'ouï, de l'affaire Barthelemy-Boulin, les frassantes déclarations qu'il multiplie. Dans le brouillard ainsi créé, la vérité perd toute évidence puisque nous ne voyons tout.

Cela ne serait rien, s'il ne s'était trouvé — sur les ordes surtout — des relais pour transmettre fidèlement, et en toute hâte, les thèses les plus folles de la partie civile et quelques esprits forts pour accorder plus de crédit aux soupçons invérifiables qu'à l'étude des faits avérés. Dans le piège ainsi tendu, un habile manipulateur a voulu entraîner l'opinion. Avec quel objectif ? Pour maquiller un suicide en meurtre ? Pour insinuer que, naguère, les ministres de la République se tuaient entre eux ?

(Lire page 11 les articles de ESCOFFIER-LAMBIOTTE et de LAURENT GRELSAMER.)

RICHARD NIXON

LEADERS

ceux qui ont changé le monde

CHURCHILL • DE GAULLE •
KHOUCHEV • ADENAUER •
NASSER • MAO • CHOU EN-LAI •
LE CHAH D'IRANune fascinante galerie de portraits
un document capital pour l'histoire
contemporaine.

PLON

La crise du Proche-Orient

Le président de l'université américaine
de Beyrouth assassiné

LIRE PAGE 30

L'O.L.P. en quête d'une nouvelle stratégie

LIRE PAGE 5 LE DÉBUT DE L'ENQUÊTE D'ÉRIC ROULEAU

Le Monde

idées

Pour une mémoire plurielle

par SUZANNE CITRON (*)

Enseigner l'histoire

Du 19 au 21 janvier, le ministère de l'éducation nationale réunit à Montpellier un colloque sur l'histoire et son enseignement. Georges Séguy demande que l'on n'oublie pas la dimension sociale de l'histoire. Pour Suzanne Citron, le monde dans lequel nous vivons n'a plus grand-chose à voir avec l'historiographie scolaire traditionnelle et il faut forger une mémoire collective nouvelle, résolument plurielle. Yves Lacoste montre que la connaissance de la géographie est aussi importante pour les citoyens que celle de l'histoire. Et Gilbert Conte parle de l'ouvrage récemment paru de Jean Duché, relatif au destin du monde occidental.

PARADOXALEMENT. René Girault ne met pas en question, dans son rapport, l'histoire scolaire sous sa forme et dans son découpage traditionnels. Pour les niveaux correspondant à la scolarité de base - école et collège - le rapporteur propose l'étude successive de l'histoire nationale, de l'Antiquité, du Moyen Âge, de l'Europe du seizième au milieu du dix-neuvième siècle et, en troisième, d'une « initiation au monde contemporain de 1850 à nos jours ». Ainsi, la problématique et la périodisation qui, de Michelet, à Jules Isaac, en passant par Lavisse, Seignobos et Albert Malat, ont marqué l'enseignement de l'histoire depuis plus de cent ans, resteraient valables pour « préparer », selon les propres termes de R. Girault, « les jeunes à vivre en société, c'est-à-dire leur donner la possibilité d'une intelligibilité du monde qui les entoure, tout en les préparant à y jouer un rôle actif » (1).

Mais le monde dans lequel nous vivons n'a plus grand-chose de commun avec celui des Pères de l'historiographie scolaire. Les enfants, dès leur plus jeune âge, évoluent dans un espace traversé par une multitude de messages électroniques. Les écrans sont un kaléidoscope d'images et de sons qui viennent de la planète entière. Les bandes dessinées, les téléfilms plongent les jeunes dans un univers culturel sans frontière.

Ce n'est donc qu'à partir d'un regard planétaire qu'on leur fera comprendre la spécificité du pays dans lequel ils sont nés. Marqué par la dramatique inégalité entre le Nord et le Sud, ce monde ne peut être rendu intelligible - et cela dès que l'enfant peut poser des questions - par un récit du passé élaboré au temps du triomphe colonial.

Notre siècle peut-il être expliqué par la grille d'une histoire européenne, replaçant sur la croyance messianique d'un progrès humain dont l'Europe (et particulièrement la France) a été le vecteur pour le reste du monde ? Les contre-symboles que sont Amnesty international, Médecins du monde, Médecins sans frontières ne prédisent-ils pas que dans une vision élargie du passé, matrice de toute l'histoire du temps présent, un décou-

dage nouveau du devenir de l'espèce humaine, de ses pulsions, de ses crimes, mais aussi de son inventivité, de sa créativité manuelle, intellectuelle et artistique, de ses solidarités et de ses grands élan spirituels.

Notre présent est déchiré par la violence et les guerres, notre avenir menacé par la catastrophe atomique : si l'on veut que les jeunes sachent « agir sur le présent à partir d'idées ou de moyens fournis par l'analyse du passé (2) », il est nécessaire de commencer par découvrir certains textes qui, dans les manuels d'aujourd'hui, contiennent de transcrire les traditionnelles images de l'histoire de France. Légitimer les guerres et croisades faites au nom de la chrétienté, les conquêtes qui « agrandirent la France », mais stigmatiser celles des autres : ce manichéisme dont reste imprégnée l'historiographie présente n'est plus acceptable.

Pourtant, éduquer les enfants de notre société en applaudissant Charlemagne qui « protège le pape contre les Barbares et oblige les peuples à devenir chrétiens », en dénonçant parallèlement les « nouveaux envahisseurs qui viennent menacer les populations du royaume des Francs » ?

Pourquoi les croisades seraient-elles - présentes positivement - « l'épée au service de la foi » contre « les musulmans, les païens, les hérétiques » - tandis que l'offensive des musulmans en direction de l'Occident chrétien serait une entreprise éphémère qu'il est juste et glorieux d'avoir « arrêté » ? L'histoire de France a toujours véhiculé à l'égard des Arabes, « pirates » qui font des « coups de main », un racisme diffus qui n'est pas absent des manuels les plus récents (3).

Aujourd'hui, dans une société française multiculturelle, quand les leurs sont à la recherche de leur identité, quand les jeunes Juifs se tournent vers leur tradition, quand les Bretons redécouvrent leur passé et que les Antillais restent un peuple à la mémoire brisée, l'idée de « mémoire collective » n'est plus réductible à l'historiographie nationale traditionnelle.

(*) Agrégée d'histoire, maître assistante en sciences de l'éducation.

nelle, façonnée à partir des archives de l'État et sacrifiée par la Révolution française.

Déjà, voici quarante ans, le sociologue Maurice Halbwachs écrivait que « la mémoire collective ne se confond pas avec l'histoire » (4). La III^e République se donna comme mission d'unir les Français autour de l'État républicain par l'enseignement d'une vulgate historique à l'école. Mais la société française, à l'aube du troisième millénaire, a le besoin urgent que soit abordée de façon nouvelle la question de la mémoire collective dans son rapport avec l'histoire.

Imprégnés de cette vulgate, dont on voudrait encore faire le support de notre enseignement « national », une majorité de Français et la plus grande partie de « l'élite » souscrit en juillet 1940 à la légitimité de l'État français vichyssois. Nourrie par cette même vulgate, la quasi-totalité de la classe politique se regroupa, en février 1955 autour de l'idée que l'Algérie « c'était la France ».

Construction partielle et partielle (comme toute « histoire ») l'historiographie héritée doit aujourd'hui être analysée, démythifiée dans son « historicité ». La mémoire nationale a été confondue avec l'histoire scolaire que fabrique la III^e République. Elle doit être relayée par une mémoire collective nouvelle, plurielle, foisonnante, dont la mémoire républicaine traditionnelle ne serait qu'une des composantes.

Le colloque national sur l'enseignement de l'histoire, et la mission Le Goff-Girault devraient mettre en chantier les perspectives d'une historiographie multi-dimensionnelle, à partir des questions de notre présent et d'une éthique des Droits de l'homme valable pour notre temps.

Une identité française fondée sur la tolérance de l'Autre dans une société multiculturelle pourrait alors germer.

(1) Ministère de l'Éducation nationale, Service d'Information.

(2) *Ibid.*

(3) Citations à titre d'exemple prises dans le manuel Delagrave, cours moyen 1981. D'autres manuels auraient pu être cités.

(4) *La Mémoire collective*. PUF 1968 (texte écrit vers 1940).

La dimension sociale

par GEORGES SÉGUY (*)

POUR avoir de longue date déploré les carences qui affectent l'enseignement de l'histoire, il était bien naturel que la C.G.T., par la voix de son Institut d'histoire sociale, saluât les déclarations du président de la République sur cette question, d'août 1983. Elles ont en le mérite de relancer une intéressante confrontation d'idées. Chacun admettant en règle générale qu'il y a quelque chose à faire, mais divergeant souvent quant à la nature de ce qu'il faut entreprendre.

Après le colloque qu'il a tenu sur « L'histoire sociale dans l'enseignement secondaire » (1), notre Institut s'estime autorisé à soutenir un certain nombre de propositions dans le cadre tant du débat en cours que de la concertation préalable à toute décision que le ministre de l'Éducation nationale devrait prendre dans les meilleurs délais. Étant entendu qu'il lui faudrait remettre en cause la composition de la commission qui a élaboré le rapport Girault, à laquelle ne participait aucun représentant des travailleurs. Parler de réforme en matière d'enseignement de l'histoire en écartant de son élaboration les représentants de la classe sociale dont la place dans l'histoire ne saurait être contestée reviendrait à appauvrir *a priori* le contenu même de cet enseignement.

Notre opinion sur l'état présent de l'enseignement de l'histoire ne recoupe pas l'analyse catastrophique parfois proposée pour préconiser une réforme générale ou suggérer que tout se passe dans un pays où le contenu d'un enseignement qui - si l'on en juge par les manuels scolaires les plus usités - est trop systématiquement altéré par une influence idéologique déterminée.

Deux exemples : - Ràmoner l'histoire de la Résistance à l'appel du 18 juin en occultant le rôle décisif des travailleurs dans le combat contre l'occupant, c'est porter la contradiction à nos monuments aux morts où sont

gravés les noms des martyrs de la Résistance et au général de Gaulle lui-même, qui a rendu un vibrant hommage à la part prépondérante de notre classe ouvrière dans la Résistance.

- Présenter aux élèves des terminales dans un manuel d'histoire une version des événements de mai 68 qui attribue le rôle majeur aux étudiants gauchistes et à « des grèves sauvages lancées par des jeunes ouvriers mal payés et peu qualifiés » en concluant que « la C.G.T. et le P.C. très hostiles au gauchisme, préférèrent à l'inconnu le maintien du pouvoir en place » (2), ce n'est plus de la légèreté, c'est de la falsification basement partisane.

Ces deux exemples pourraient être multipliés aussi bien pour la Révolution et la Commune que pour le Front populaire et la guerre d'Algérie, pour évoquer que ces quatre grandes pages de notre histoire passée et contemporaine. Ils montrent à l'évidence à quel point le contenu de l'enseignement de l'histoire a besoin d'être enrichi de vérité.

Sans prétendre exercer au sein de l'éducation nationale des responsabilités qui ne relèvent pas de sa vocation, notre Institut C.G.T. d'histoire sociale revendique le droit de contribuer - dans les domaines où sa compétence se saurait être contestée - à la rénovation qui s'impose aussi bien en ce qui concerne le contenu que la méthode de l'enseignement de l'histoire.

Pourquoi des travaux d'étude et de recherche, soutenus par un centre d'archives devenu au plan national la plus importante unité de documentation en matière sociale, ne se prolongent-ils pas directement jusqu'au stade de l'enseignement ?

Autant de questions qui méritent réflexion et discussion dans le cadre des débats à venir, et notamment à l'occasion du colloque de Montpellier auquel notre Institut doit participer.

(*) Président de l'Institut C.G.T. d'histoire sociale.

(1) Les 18 et 19 novembre 1983 à Montpellier.

(2) Histoire : *Le Monde de 1939 à nos jours*, collection Grang, Terminales A, B, C, D.

« LE BOUCHIER D'ATHÈNES », DE JEAN DUCHÉ

Conversations sur le destin de l'Occident

Le nouveau livre de Jean Duché, consacré au destin du monde occidental, ressemble à une gentilhommière pleine de meubles anciens, et d'équerres précieuses. L'écrivain s'y transforme en vieil orléanais, il raconte la filière d'opinion familiale dans une conversation en deux volumes à ses neveux et nièces, que cette saga fabuleuse enthousiasme médiocrement. Au début du siècle, leurs aînés préparaient Saint-Cyr ou la diplomatie. Ils s'attardaient encore sur Thiers, Sainte-Beuve et Albert Sorel. L'actuelle génération de jeunes cadres dynamiques préfère les rapports d'entreprise ou les sondages et, pour se détendre, s'adonne aux joies du jogging. Pour se faire une opinion en littérature, ils regardent *Apostrophes* un vendredi sur trois.

Pour les intéresser à sa cause, oncle Jean déploie des trésors de science, un art adroit du raccourci, l'indispensable grain de sel philosophique, soit 722 pages bourrées d'événements terribles, d'hommes extraordinaires, avec des détails minutieux sur l'industrie du silicium après

Cro-Magnon, l'Église mérovingienne ou la pensée de Karl Marx. Rarement il cite à contretemps, se trompe sur une date. Dans le foisonnement de son savoir, nul ne remarque la défileillance. Et, pourtant, l'ouvrage soufre d'un mal de lecture.

Au premier regard, rien n'y manque. Les vues d'ensemble dégagent l'horizon. Le pittoresque abonde. Un aimable humanisme place guerres, crises, révolutions, progrès techniques sous un excellent éclairage. En plus, il faudrait seulement cette petite étincelle, où s'allument les œuvres originales.

Oncle Jean professe un conservatisme bon teint : « Mais que des ouvriers français veulent détruire une société qui a quadruplé leur niveau de vie en trente ans, qu'ils veulent scier la branche où ils sont assis pour cultiver dans la pénurie indéfectible et partout vérité de la société communiste, est-ce intelligent ? »

Non ! Non ! ça ne l'est pas ! Le nouveau, éternel, son cousin de Polytechnique, le savent bien, ils hochent doucement la tête tandis que,

à l'écart, Marie-Cendrine restait se respirer. Comme quelques autres vieux messieurs de sa génération, Oncle Jean ne se soucie guère de ce qu'il y a derrière son fauteuil, et vous les lisez en pleine figure sans avertissement : « Le véritable antithèse du capitalisme n'est pas le socialisme mais l'écologie ».

Rien de plus vrai, sans doute. Mais parler d'écologie à ces jolies nées assises sur des coussins moelleux leur jette un sacré froid dans l'estomac. Que Marie-Cendrine toutefois ne se décourage pas ! Qu'elle l'écoute quand même, ce Bouchier d'Athènes, et qu'elle en tire chaque page. L'écologie moderne y retrouvera tout ce qu'elle a oublié depuis le bachelot et des occasions de réfléchir.

GILBERT CONTE.

* *Le Bouchier d'Athènes. L'Occident, son histoire et son destin*, par Jean Duché. Préface de Fernand Braudel. Robert Laffont, 2 vol. 725 p. 178 F.

Et la géographie ?

par YVES LACOSTÉ (*)

On s'indigne que, à l'école, au collège et au lycée, les jeunes Français n'entendent plus guère parler, par exemple, de Jeanne d'Arc ou de la guerre de 1914. On ne se soucie guère de ce qu'il y a derrière son fauteuil, et vous les lisez en pleine figure sans avertissement : « Le véritable antithèse du capitalisme n'est pas le socialisme mais l'écologie ».

Pourquoi cet « oubli » ? Pourquoi cet embarras quand, en troisième ou en première, le « prof d'histoire-égo » essaie d'aborder cette géographie régionale que l'on dit « traditionnelle » et qui barbe tellement les élèves ? C'est lorsqu'ils doivent traiter de la France, et peut-être plus encore de la région où vivent leurs frères, que les enseignants rencontrent le plus de difficultés. Et pourtant, hors de l'école, dans les journaux, on n'a jamais tant discuté de la « région ». Ce contraste devrait être considéré comme un des symptômes les plus graves du grand malaise de l'enseignement de la géographie dans ce pays.

En effet, n'est-ce pas d'abord pour faire connaître leur pays aux futurs citoyens qu'un enseignement de géographie, tout autant que d'histoire, fut considéré comme nécessaire et obligatoire lorsque, à la fin du dix-neuvième siècle et au lendemain du traumatisme de la défaite

de 1870, se mirent en place les structures du système scolaire français. Certes, de nos jours, dans un pays comme la France, on évoque beaucoup moins la patrie qu'autrefois. Sans doute est-ce un tort. En revanche, de l'école, on parle beaucoup plus que par le passé des « régions », et surtout de la « région » où l'on vit et l'on en parle, à la différence d'autrefois, en termes politiques.

Quand certains revendiquent le « droit de vivre et de travailler au pays », c'est même du « petit pays » dont il est question, du sous-ensemble régional. Mais quelles sont ses caractéristiques ? A quoi correspond-il ? Un héritage du passé ? Quelle est sa raison d'être aujourd'hui ? C'est si plus si moins de la géographie, mais de cette géographie personnelle ne veut plus en entendre parler aujourd'hui. Et pourquoi donc ? Pour la bonne raison qu'elle paraît devoir exister, par essence, au sein de problèmes politiques, ceux de la cité, et qu'elle paraît, de ce fait, ne devoir servir à rien.

Si l'on s'interroge, si l'on s'indigne des carences de l'enseignement de l'histoire, c'est que la signification politique et la fonction civique de cette discipline sont évidentes. En revanche, si l'on est tellement indifférent au « barbare » beaucoup plus grand encore de la géographie, c'est que l'importance politique de ce savoir a été, depuis plusieurs décennies, systématiquement oubliée et, en premier lieu, par les géographes universitaires eux-mêmes et donc par les enseignants qu'ils contribuent à former.

Il est indispensable de rappeler aujourd'hui que, depuis des siècles, la vraie géographie est un savoir politique, indispensable aux princes, aux chefs de guerre, aux grands commis de l'État et aussi, aux hommes d'affaires. Cette géographie que j'appelle fondamentale est aujourd'hui plus active et plus précise que jamais (ne serait-ce que par les renseignements fournis par les satellites d'observation), mais elle est discrète, parfois secrète et destinée qu'elle est d'abord aux États-majors militaires ou financiers, les résultats de ses recherches sont, le plus souvent, ignorés du grand public comme des professeurs. Mais ces derniers ne doivent surtout pas oublier l'existence de cette géographie fondamentale et l'importance de son rôle politique, car c'est, en vérité, la raison d'être de leur discipline, ce qui en démontre l'utilité : savoir mieux voir et savoir penser l'espace pour agir plus efficacement.

(*) Géographe, professeur à l'université Paris-VIII et directeur de la revue *Hérodote*.

ou mieux comprendre ce qui se passe.

Malheureusement pour les géographes comme pour les citoyens, lorsque la géographie commença d'être enseignée en Sorbonne, au tout début du vingtième siècle, ce fut par un maître qui estima que pour fonder une science, il fallait proscrire toute référence au politique et oublier ce qui avait été jusqu'alors une des raisons d'être fondamentales de ce savoir. Il fallait rompre avec les barreaux châtiviens, mais, alors que les historiens se dégageaient peu à peu des préoccupations propagandistes, sans pour autant cesser d'étudier les phénomènes politiques, les géographes universitaires en arrivèrent à penser que les problèmes des États, ceux de leurs frontières comme ceux de leur organisation territoriale par exemple, n'étaient pas « géographiques » et ne relevaient donc pas de leur compétence.

Le champ de la géographie universitaire et de même son savoir scolaire subit alors une mutilation considérable et elle devint la discipline dépourvue d'enjeu et d'intérêt que l'on connaît aujourd'hui.

En vérité, la vraie géographie est à l'espace ce que l'histoire est au temps, et ce n'est pas seulement par souci de commodité administrative que l'on a décidé - originalité française - que ces deux disciplines seraient associées et enseignées par de mêmes maîtres. Ceux-ci ont aujourd'hui beaucoup plus le goût de la réflexion historique que celui de la réflexion géographique, et on peut aisément les comprendre puisque ce dernier a été si profondément atrophié. Pourtant, le monde est intelligible pour qui n'a pas un minimum de connaissances géographiques.

Par ailleurs, jamais dans un pays comme la France, les citoyens ne se sont sentis autant intéressés par des questions qui sont, en vérité, des problèmes géographiques : ceux de l'environnement, ceux de l'urbanisme, ceux de la régionalisation... Aujourd'hui un nombre croissant de citoyens veulent participer aux débats quant à l'organisation de l'espace, qu'il s'agisse du plan d'occupation des sols de leur commune ou de l'aménagement du territoire dans la région où ils vivent. Encore faut-il que ces citoyens aient reçu la formation qui leur permette de comprendre ce dont il s'agit, de lire une carte ou un plan et de replacer les problèmes locaux en fonction de ceux de la région et de l'ensemble du pays, faute de quoi les procédures de consultation démocratique sont vides de leur raison d'être.

Mais pour que les citoyens s'intéressent à la géographie, il faut réintroduire la référence aux actions et aux enjeux politiques dans le discours des géographes.

MAÎTRISE de L'ÉNERGIE

Dans « Le Monde » daté 22-23 janvier

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO 8

- Le FSPT pour accroître la compétitivité des entreprises
- Des thermiciens chez les agriculteurs
- Brésil : énergie et développement local
- Les humeurs de Claude-Marie Vadrot

Lettre mensuelle de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75247 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4287-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 69572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER		ABONNEMENTS			
		3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Indonésie, 90 p. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 370 P. ; Libye, 0,300 DL ; Luxembourg, 25 F. ; Norvège, 0,60 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 0,60 esc. ; Singapour, 340 F CFA ; Suède, 2,70 kr. ; Suisse, 1,30 L. ; Thaïlande, 122 ba.					
Édité par la S.A.R.L. Le Monde					
Gérant : André Laurens, directeur de la publication					
Ancien directeur : Hubert Beauville-Ridley (1944-1969) Jacques Fontana (1969-1982)					
Imprimé au « Monde » 5, rue des Italiens, PARIS-IX					
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration					
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037					

مكتبة الأمل

A LA CONFÉRENCE DE STOCKHOLM

M. Gromyko accuse les Etats-Unis de « ne raisonner qu'en termes de guerre »

De notre envoyé spécial

Stockholm. — Les travaux de la conférence de Stockholm sur le désarmement en Europe (C.D.E.) ne vont pas tarder à tomber dans l'oubli. Mercredi, alors que les ministres européens se succèdent à la tribune, ils risquent d'être complètement éclipsés par la rencontre Gromyko-Shultz qui devait commencer à 15 heures. L'entrevue à lieu en « territoire » soviétique, c'est-à-dire à l'ambassade d'U.R.S.S., puisque la dernière rencontre du même type, il y a quatre mois à Madrid, s'était déroulée à l'ambassade américaine.

Quoi qu'on en pense, le ton a bien changé depuis septembre dernier entre les deux Super-Grands. A Madrid, nous étions au lendemain de l'affaire du Boeing sud-coréen, et rien, sinon de violentes récriminations, n'était sorti de l'entrevue Gromyko-Shultz. Les Pershing-2 et les missiles de croisière ont commencé, depuis, à être déployés, et il ne se passe pas de jour sans que Moscou annonce ou commente quelques contre-mesures. On s'accorde pourtant, d'un côté comme de l'autre, à reconnaître que la rencontre des chefs des diplomates américains et soviétiques peut avoir quelque chose de positif, ne serait-ce qu'en permettant une désescalade de la rhétorique. L'entrevue a d'ailleurs été quelque peu préparée par divers contacts diplomatiques, même si aucun ordre du jour n'a été fixé. Elle devait durer au moins trois heures et l'on faisait savoir, dès mardi, que M. Gromyko, tout en s'exprimant en russe, ne demanderait pas, pour gagner du temps, une traduction dans cette langue des propos de M. Shultz. Les deux hommes devaient être assistés de plusieurs collaborateurs. C'est ainsi que M. Hartman, l'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, est venu tout spécialement à Stockholm pour assister le secrétaire d'Etat. Mais personne ne s'attend à une bruyante amélioration du climat Est-Ouest, ou à quelque miracle diplomatique.

De fait, M. Gromyko a donné le ton en se lançant, ce mercredi matin, dans un réquisitoire extrêmement violent contre la politique des Etats-Unis, et cela dans tous les domaines, qu'il s'agisse des armements et des relations Est-Ouest, du Liban,

de la Grèce ou de l'Amérique centrale. Pour le ministre soviétique, « les Etats-Unis ne raisonnent qu'en termes de guerre et agissent en conséquence » et leur politique est basée sur la « tromperie ». M. Gromyko a encore confirmé que Moscou n'envisage pour le moment aucune reprise des négociations sur le désarmement suspendues en novembre et décembre dernier, ces négociations étant « dorénavant sans objet ».

M. Shultz : « Les Etats-Unis ne reconnaissent pas la légitimité de la division de l'Europe »

Comme l'avaient dit, mardi, M. Cheysson puis M. Shultz, la plupart des Occidentaux — exception faite, dit-on, des Allemands de l'Ouest — considèrent des propositions aussi vagues et aussi générales comme totalement « hors sujet » à Stockholm. « La confiance ne se décline pas », avait fait remarquer le ministre français pour qu'il « de nouvelles déclarations », si solennelles soient-elles, ne s'imposent pas. M. Shultz a repris dans son discours la même idée en affirmant que ce serait « tromper les peuples européens que de prétendre que la réaffirmation d'engagements existants et trop souvent violés représente un progrès ».

EN RÉPONSE AUX PERSHING

Des fusées « tactico-opérationnelles à portée allongée » se trouvent déjà en R.D.A. annonce un journal soviétique

Des fusées soviétiques « tactico-opérationnelles à portée allongée » se trouvent déjà en R.D.A., indique un article publié mercredi 18 janvier par l'Étoile rouge, organe de l'armée soviétique reproduit par l'agence TASS, mardi. L'article, qui est en fait un reportage effectué par

un correspondant du journal auprès d'une unité en charge de ces fusées, ne précise pas si ces engins sont opérationnels, mais il insiste sur le fait que « tous ce qui est nécessaire à la vie des troupes et à l'entraînement au combat a déjà été préparé », que les « casernes ont été équipées » et qu'« une grande assistance a été fournie à cet effet par les amis allemands ». Le journal indique encore que l'installation de cette unité s'inscrit « dans le cadre des mesures de riposte de l'U.R.S.S. au déploiement en Europe des Pershing-2 et missiles de croisière américains » et cite un sergent soviétique pour qui « on nous a confié une arme réellement terrible et puissante ».

● Visite de M. Anicet Le Pors. — Le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des réformes administratives, M. Anicet Le Pors, est arrivé lundi 16 janvier à Boudoua, en Côte d'Ivoire, en Haute-Volta et au Sénégal. Le secrétaire général de l'ONU va examiner au cours de son voyage la possibilité de réunir une conférence des pays donateurs et bénéficiaires pour attirer l'attention sur l'ampleur des problèmes engendrés par la famine en Afrique noire. — (Renter).

● Incident meurtrier à la frontière sino-vietnamienne. — Des gardes-frontières chinois ont tué sept soldats vietnamiens qui s'étaient infiltrés en territoire chinois samedi dernier 14 janvier, a rapporté mercredi le Quotidien du peuple à Pékin. Selon le journal, neuf soldats vietnamiens avaient fait une incursion dans un district de la province du Yunnan où ils avaient tiré des coups de feu en direction des paysans qui travaillaient dans les champs. Les gardes-frontières chinois sont alors intervenus. Deux des Vietnamiens ont pris la fuite. — (A.F.P.)

dans l'établissement de la confiance en Europe ». Les mesures étudiées à Stockholm, a ajouté le secrétaire d'Etat, doivent être au contraire « militairement significatives, politiquement contraignantes, vérifiables et applicables à l'Europe tout entière ».

Le secrétaire d'Etat, dont le ton rappelle celui utilisé, lundi, par le président Reagan, a également annoncé que les Etats-Unis allaient présenter « dans les prochains mois » au comité du désarmement de Genève un projet de traité prévoyant l'élimination et l'interdiction des armes chimiques dans le monde entier. Ce projet, qui vise bien sûr à faire pièce à une proposition soviétique ne concernant que l'Europe, comprendra à l'ajout le secrétaire d'Etat, des mesures de vérification par inspection sur place. Approuvant cette idée, M. Cheysson a fait remarquer au cours d'une conférence de presse qu'il serait absurde de limiter la portée d'un tel traité au seul territoire européen, ne serait-ce que parce que les traces d'utilisation d'armes chimiques relevées au cours des dernières années l'ont été dans d'autres parties du monde.

M. Shultz, qui a consacré une importante partie de son discours au problème des droits de l'homme, a également commenté son intervention en rendant hommage au diplomate suédois Raoul Wallenberg, « a créé une petite sensation en affirmant à un moment donné que « les Etats-Unis ne reconnaissent pas la légitimité de la division de l'Europe imposée artificiellement ». N'était-ce pas revenir sur les accords d'Helsinki qui consacrent le statu quo européen ? La question fut posée au secrétaire d'Etat au cours d'une conférence de presse. « Les Etats-Unis reconnaissent les frontières européennes », affirmait-il, mais par « division de l'Europe », ils entendent les mesures restreignant la liberté d'information, de circulation, etc., en vigueur dans les pays de l'Est, et qui, de facto, divisent non seulement l'Europe mais même des familles.

Interrogé sur le même sujet, M. Cheysson ne se déclara pas choqué par les propos de son collègue. Après avoir rappelé la formule « d'après Yalta », M. Cheysson fit remarquer que « la France reconnaît certes le fait que constitue la division de l'Europe, mais pas sa légitimité ». Comme on lui demandait ensuite ce qu'il pensait du dernier discours de M. Reagan, le ministre français affirma que les propos du président américain « conviennent tout à fait à la délégation française ». Et de lancer une de ses formules-chocs qu'il affectionne : « Nous n'acceptons pas l'intimidation, mais nous voulons le dialogue ».

Reste à savoir si ce dialogue Est-Ouest va s'amorcer aujourd'hui ou si les Soviétiques préféreront, comme certains leur en prêtent l'intention, attendre la prochaine élection présidentielle américaine, dans l'espoir d'avoir affaire alors à un interlocuteur plus facile.

JACQUES AMALRIC.

Le discours de M. Cheysson

De notre envoyé spécial

Stockholm. — M. Cheysson, parlant au nom de l'Europe des Dix, peu après l'ouverture de la conférence de Stockholm lundi, s'est félicité de ce que « la volonté de dialoguer l'ait emporté sur le désir compréhensible et parfois justifié de dénoncer et de condamner ». Selon lui, « la volonté politique est là. La dynamique de Helsinki reprend de la force ; de nouveau, inlassablement, nous allons nous consacrer à la restauration du vieux européen déchiré par les guerres du passé et par les divisions idéologiques, politiques et militaires du présent. Peut-être y a-t-il maintenant de meilleures chances pour qu'échouent les tentatives de certains pour enlever cette dynamique et pour lui substituer le repli sur soi, la menace, la sanction, le mépris ».

Intervenant « au terme d'une année qui a été difficile » (...), la rencontre d'aujourd'hui a une importance politique exceptionnelle », a poursuivi M. Cheysson. Le ministre français a déposé trois objectifs pour la réunion de Stockholm en rappelant qu'elle n'a pas à se substituer à celle de Genève :

1) « Il faut poursuivre à trente-cinq la marche commencée à Helsinki » a dit le ministre. Pour cela, « les travaux de Stockholm doivent échapper à toute discipline de blocs, mais ils ne doivent évidemment pas ignorer la réalité des alliances ; comme la C.S.C.E. dont elle est partie, la C.D.E. couvre toutes les parties du continent de l'Atlantique à l'Oural ».

2) Améliorer la sécurité européenne. Pour M. Cheysson il est essentiel « d'agir de manière progressive » car « on ne restaure pas d'un coup la confiance ; celle-ci ne se crée pas ».

M. Cheysson a précisé : « Il convient dans un premier temps de réduire le secret afin d'éviter la surprise, de diminuer puis de faire disparaître les craintes d'attaques inattendues et prévisibles, de tenter également d'empêcher les démonstrations de force à des fins d'intimidation ; puis de poursuivre en cherchant à établir dans une deuxième phase l'équilibre des armements considérés par des réductions significatives d'armements contrôlés ».

Au passage, M. Cheysson, résumant par avance la position soviétique, a affirmé que « de nouvelles déclarations, si solennelles soient-elles, ne s'imposent pas. Notre ambition doit être autre si nous voulons créer un nouveau état de sécurité ».

et leur mobilité aggraver encore les difficultés.

Le ministre des relations extérieures s'est prononcé pour une procédure de négociation basée sur « une approche pragmatique ». Terminant son intervention au nom des Dix, il a affirmé : « La conférence de Stockholm devra éviter les extrêmes : elle ne doit pas tourner à la discussion d'experts (...), elle ne doit pas prétendre devenir le noyau d'un système de sécurité collectif en Europe. Simplement, elle doit définir ce qui est possible aujourd'hui dans les circonstances pénibles actuelles pour animer un nouveau dialogue entre les trente-cinq Etats directement intéressés à la sécurité de l'Europe, dans la compréhension des problèmes et de la situation de chacun. Elle doit ainsi, au niveau régional qui est le sien, ouvrir la voie à des réductions conventionnelles ultérieures. Par là même elle pourra contribuer à la diminution des risques de déclenchement de conflits ».

Développant ensuite la position française, M. Cheysson a expliqué pourquoi, à son avis, les armes nucléaires devraient être exclues de la deuxième phase de la conférence, laquelle, en tout état de cause, ne pourra pas s'ouvrir avant 1986. Selon lui, en effet, « il n'y a pas d'équilibre nucléaire européen ou d'équilibre eurostratégique distinct de l'équilibre stratégique global (...) dans les conditions stratégiques prévalant actuellement dans l'hémisphère nord. Les projets de zone dénucléarisée ou de désengagement limités n'ont pas de réalité significative (...). Alors que le conventionnel permet l'approche régionale, il n'en va pas de même du nucléaire dans les parties du monde où la dissuasion, c'est-à-dire l'impossibilité de la guerre, est fondée sur le nucléaire (...) Un très grand risque pour l'Europe actuellement est qu'un jour quelqu'un puisse faire le pari fou d'imposer sa domination grâce à sa seule supériorité conventionnelle en posant comme postulat qu'il lui sera possible de limiter la bataille en dehors du seul nucléaire. Nul ne peut être assuré qu'un conflit conventionnel sur le sol européen pourrait être ainsi limité (...). L'accumulation excessive et déséquilibrée des armements conventionnels a provoqué et provoque dans la moitié nord de notre planète la course aux armements nucléaires que l'on connaît, cette course même que tous les peuples du monde veulent arrêter. En nous attaquant au problème de l'armement conventionnel entre Européens et pour toute l'Europe, nous allons donc contribuer à couper une des racines du mal. Nous contribuerons à permettre le désarmement nucléaire contrôlé et équilibré qui est examiné par ailleurs ».

J. A.

Le chef de l'Etat d'Israël fait une visite officielle au Libéria et au Zaïre

De notre correspondant

Jérusalem. — Le chef de l'Etat d'Israël, M. Haim Herzog, a entrepris mardi 17 janvier un voyage officiel de huit jours au Libéria et au Zaïre. Ces deux pays avaient rétabli leurs relations diplomatiques avec l'Etat hébreu, respectivement, en août 1983 et mai 1982.

La dernière visite d'un chef d'Etat israélien sur le continent noir remonte à 1965. Le président Shazar avait alors séjourné dans plusieurs pays d'Afrique occidentale. C'était l'âge d'or des relations israélo-africaines avant le grand tournant de 1973. A la demande du monde arabe et par solidarité avec l'Egypte, membre de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), vingt-six pays d'Afrique noire avaient rompu avec Israël après la guerre du Kippour. Deux d'entre eux sont donc revenus jusqu'à présent sur leur décision : le Libéria et le Zaïre. Quatre autres n'ont jamais boycotté l'Etat juif : la République Soudanaise, le Malawi, le Lesotho et le Swaziland.

A Monrovia, M. Herzog rend la politesse à son homologue libérien, le sergent-chef Samuel Doe, qui vint à Jérusalem dix jours seulement après avoir renoué avec Israël. M. Begin avait alors proposé au président Doe de l'aider dans sa lutte d'influence contre la Libye. Jérusalem envisageait même d'envoyer au Libéria des conseillers militaires. Cette initiative ne s'est pas concrétisée, le pays de M. Doe étant une chasse gardée des Etats-Unis dans ce domaine. De manière générale, les Israéliens assurent ne pas tenir outre mesure à détacher des instructeurs militaires auprès de leurs partenaires africains.

Sans doute ont-ils été plus déçus de voir que le Libéria, cédant à des pressions arabes, n'a pas, comme il l'avait laissé entendre, accueilli le geste symbolique d'ouvrir son ambassade à Jérusalem, capitale contestée de l'Etat hébreu. La chancellerie, en cours d'installation, a élu domicile, comme celle du Zaïre, à Tel-Aviv. Au Libéria, Israël doit notamment participer à la mise sur pied d'une compagnie maritime.

La coopération israélo-zaïroise, autrefois très fructueuse, s'est à nouveau diversifiée, à la mesure de l'intérêt économique que l'immense pays africain peut représenter à terme pour Jérusalem. Des experts israéliens sont notamment associés à des projets de développement rural. En 1982, Israël a contribué à la formation de la brigade spéciale présidentielle, unité d'élite de l'armée zaïroise. En janvier 1983, les deux pays ont décidé de mettre en œuvre un plan quinquennal de coopération militaire, portant pour l'essentiel sur la réorganisation de la « division Kamanyola » (5 000 hommes) en garnison dans la province du Shaba au sud-est du Zaïre. M. Shamir s'était rendu à Kinshasa en décembre 1982 en tant que ministre des affaires étrangères. M. Begin avait dit quant à lui reporter un voyage au Zaïre, qui finalement n'eut pas lieu.

J.-P. LANGELLIER.

Malgré cette double réconciliation israélo-africaine, les véritables retrouvailles entre Jérusalem et le continent noir n'ont pour l'instant pas commencé. Certes la presse israélienne spéculé de temps à autre, sans être confirmée par les faits, sur une normalisation des relations avec d'autres Etats « modérés » du continent : Côte d'Ivoire, Gabon, Kenya, Togo, République Centrafricaine.

La plupart des pays dits modérés s'estiment déliés des engagements pris en 1973 envers le monde arabe. Ils paragent l'analyse du maréchal Mobutu selon laquelle la restitution du Sinaï à l'Egypte entraîne aujourd'hui au boycottage d'Israël sa raison d'être. L'invasion du Liban en juin 1982 dut convaincre les Africains qu'il était urgent d'attendre. D'autre part, on le sait, l'aide financière promise par les riches pays arabes n'a pas répondu à leurs espérances.

Une active présence économique

Soucieux de réduire son isolement sur la scène internationale, Jérusalem s'efforce de maintenir le contact avec le continent noir. En marge du sommet africain de Vittel, en octobre dernier, une délégation israélienne avait rencontré plusieurs participants. La France, soit dit en passant, avait conseillé à ses partenaires africains, sans s'ingérer dans leurs affaires, d'entretenir des relations équilibrées avec les deux parties en conflit au Proche-Orient.

La diplomatie est une chose, les affaires en sont une autre. Economiquement, Israël est très présent en Afrique sud-saharienne. Quelque 4 000 techniciens travaillent dans une vingtaine de pays pour le compte d'entreprises privées ou de sociétés multinationales. Ainsi, lors du récent coup d'Etat au Nigeria, les autorités ont appelé qu'environ 2 000 experts servaient dans ce pays. La plupart sont employés par une importante entreprise de travaux publics, Solel Boneh. On trouve aussi des Israéliens dans l'Afrique dite « militante ». Un seul exemple : des conseillers agricoles fort appréciés travaillent en Zambie.

Les échanges commerciaux officiels entre l'Israël et Israël, légèrement à l'avantage de Jérusalem, avoisinent 100 millions de dollars. Mais bien d'autres exportations israéliennes sont « camouflées » d'une façon ou d'une autre et les ventes d'armements n'apparaissent pas dans ces statistiques. Enfin, quelques centaines d'étudiants africains accomplissent chaque année des stages en Israël, le plus souvent de courte durée, dans divers domaines : médecine, agriculture, formation militaire. Faute de pouvoir se targuer d'une percée diplomatique spectaculaire, Israël s'attache donc à consolider un acquis non négligeable.

Pour comprendre le monde dans lequel nous vivons, la collection NOTRE SIECLE

LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE

PIERRE GERBET

Les étapes, les difficultés et les péripéties de l'une des entreprises les plus originales et les plus fécondes de notre époque

504 pages • 151 illustrations • 17 x 24 cm • Broché ou relié

IMPRIMERIE NATIONALE

Représentations : SEVPO - 27, rue de la Convention, 75732 Paris Cedex 15. Tél. : 575 62 65, p. 292. Magasins de vente : 2, rue Paul-Hervieu, Paris 15^e • 20, rue La Boétie, Paris 8^e

DIPLOMATIE

LA CRISE DE L'EUROPE DES DIX

M. Roland Dumas se propose de rencontrer l'ensemble de ses collègues de la Communauté

Strasbourg. — M. Claude Cheysson, ministre des Affaires européennes, se rendra mercredi 18 janvier dans l'après-midi, les grandes lignes de la politique que la France se propose de suivre pendant les six mois durant lesquels elle va exercer la présidence de la Communauté, c'est-à-dire jusqu'au 30 juin prochain.

Son discours aux parlementaires européens ne peut guère échapper à un certain formalisme : un tel exercice obéit en effet à des règles qui lui ont été imposées de longue date. En outre, le ministre français est dans l'impossibilité de se montrer trop précis, dans la mesure où l'ouverture de cette session intervient avant la réunion des ministres des Affaires étrangères des Dix, lundi et mardi prochains à Bruxelles.

Le dîner en forme de conférence de presse qui suit la séance de l'Assemblée européenne est un peu le baptême du feu pour M. Roland Dumas, ministre des Affaires européennes. Depuis qu'il a été nommé, le nouveau ministre s'est employé à se familiariser avec des dossiers communautaires. Après avoir rendu visite aux institutions européennes à Bruxelles, il a reçu à Paris un certain nombre de personnalités, dont, lundi, l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Galbraith, avec lequel il a évoqué l'opportunité d'engager rapidement des négociations économiques euro-américaines, et, mardi, M. Christian Tackels, secrétaire d'Etat au Foreign Office, chargé des questions économiques. Il compte multiplier ses contacts, y compris avec des

De notre envoyé spécial

personnalités françaises, et notamment des responsables des organisations agricoles, qu'il pourrait rencontrer prochainement, en accord avec M. Rocard.

C'est délibérément que M. Dumas a jusqu'à présent adopté un « profil bas », se contentant d'abord de débroussailler ses dossiers qu'il s'affirme dans l'opinion. Cette attitude répondait à deux nécessités au moins. La première était de se donner un peu de temps pour acquiescer au minimum de connaissances techniques sans lequel ses interventions n'auraient pas été très crédibles. La seconde était de ne pas gêner par des déclarations prématurées le président de la République, auquel on prête l'intention d'intervenir prochainement et publiquement sur les questions européennes.

Un appel solennel ?

La composition du cabinet de M. Dumas n'est pas, d'autre part, totalement arrêtée. Mais le choix de son directeur paraît du moins acquis : il s'agit de M. Marc Perrin de Brichambault, jusqu'alors responsable, au cabinet du ministre des Relations extérieures, de la coopération économique multilatérale. Le « débouchage » de cet espoir de l'équipe Cheysson (àgé de trente-cinq ans, il est agrégé de géographie et ancien élève de l'ENA, et il a appartenu au centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay) ne peut évidemment avoir eu lieu

sans l'aval de son précédent « patron ». Ce qui semble rassurer ceux qu'inquiétait au Quai l'arrivée en force d'un ministre des Affaires européennes très « politique ».

Quant à la nécessité de laisser les coudées franches à M. Mitterrand dans le domaine communautaire, elle s'impose d'autant plus que le président de la République va tenter dans les semaines qui viennent de frapper un grand coup en lançant un appel solennel, accompagné de propositions précises, en faveur de la relance de la construction européenne. L'occasion pourrait en être, le 2 février, sa rencontre informelle avec le chancelier Kohl à Ludwigshafen : les Allemands ont récemment manifesté, par écrit au début du mois, et oralement au cours d'une rencontre ministérielle qui a eu lieu, lundi, à Paris, leur souhait de voir à nouveau le tandem Franco-R.F.A. jouer le rôle de « locomotive » à cet égard. Mais cet appel européen de M. Mitterrand pourrait tout aussi bien être lancé dans une autre occasion, notamment lors de son voyage aux Pays-Bas, les 6 et 7 février.

En attendant, M. Dumas va se rendre avec M. Mauroy et Cheysson au Portugal puis, seul, en Espagne, fin janvier, pour y parler de l'élargissement de la Communauté. En février, il devrait aller à Bonn et à Londres. Il devrait avoir rencontré avant le conseil européen de Bruxelles, en mars, l'ensemble de ses collègues des Dix. Autant d'occasions pour lui de se situer et, si possible, de s'imposer. Mais aussi de montrer que la collaboration avec M. Cheysson, sur laquelle beaucoup s'interrogent encore au Quai d'Orsay et ailleurs, ne pose pas nécessairement les problèmes que certains redoutent, ou espèrent. Encore que la longue et partance du ministre des Relations extérieures à la Commission de Bruxelles l'ait évidemment plus que familiarisé avec les dossiers communautaires. Et que M. Cheysson, son vicaire, comme nouveau directeur de cabinet, la personne de M. Bertrand Durocq, le directeur, d'Europe.

BERNARD BRIGOLEUX.

A OTTAWA

Le premier ministre chinois « apprécie » les efforts de paix de M. Trudeau

De notre correspondant

Ottawa. — Dans un discours prononcé mardi 17 janvier à Ottawa devant les deux Chambres réunies — honneur sans précédent pour un dirigeant communiste — le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, a félicité son collègue canadien pour son initiative en faveur de la paix mondiale, sans appuyer formellement toutefois les projets avancés par M. Trudeau.

M. Zhao Ziyang n'a pas fait allusion à la proposition principale du premier ministre canadien, qui souhaite une réunion des cinq puissances nucléaires (Etats-Unis, Union soviétique, Chine, Grande-Bretagne et France). Il s'est borné à déclarer que son pays « appréciait les efforts de M. Trudeau pour sauvegarder la paix mondiale, défendre le climat international et promouvoir le désarmement nucléaire ».

Pour le premier ministre chinois, c'est aux Etats-Unis et à l'Union soviétique de prendre l'initiative d'une réduction des arsenaux nucléaires puisqu'ils détiennent à eux seuls 90 % des armements nucléaires.

Peu auparavant, M. Trudeau avait déclaré que la Chine pouvait faire davantage pour réduire la tension sur la scène internationale. Les autres pays, avait-il ajouté, ne doivent pas attendre les Etats-Unis et l'Union soviétique pour préparer des mesures en vue de réduire les ris-

ques de guerre. M. Trudeau espère encore se rendre à Moscou au cours de la semaine prochaine, même s'il ne peut rencontrer M. Andropov en raison de la maladie du dirigeant soviétique.

La visite du premier ministre chinois pour renforcer les relations commerciales entre les deux pays. Celles-ci sont largement bénéficiaires pour le Canada (1,5 milliard de dollars en exportations contre 250 millions pour les importations), mais il s'agit, pour l'essentiel, de ventes de blé.

Le Canada a accordé, en 1979, à la Banque de Chine une ligne de crédit de plus de 16 milliards de francs qui n'a pratiquement pas été utilisée. M. Zhao Ziyang s'est engagé à resserrer les liens commerciaux avec les différents partenaires de la Chine. « A la cours des dix prochaines années », a-t-il déclaré, nous donnerons la priorité à l'énergie, aux transports et aux communications. Plusieurs compagnies canadiennes dans ces secteurs (PétroCanada pour la recherche pétrolière, de Havilland et Canadair pour l'aéronautique, Spar Aerospace pour les communications par satellite) sont déjà sur place.

B. DE LA GRANGE.

LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE DE CASABLANCA

LA RÉINTÉGRATION DE L'ÉGYPTÉ PARAIT IMPOSSIBLE

Casablanca (A.P.). — La réintégration de l'Égypte au sein de la Conférence islamique semblait peu probable, mardi 17 janvier, après le refus opposé par plusieurs délégations lors du sommet qui se tient depuis lundi à Casablanca.

C'est le président guinéen, M. Sékou Touré, qui a officiellement proposé le retour de l'Égypte trois ans après l'expulsion consécutive à la signature de traité de paix avec Israël. Selon diverses informations, M. Arafat n'a pas participé au débat mais la Syrie et la Libye se sont vigoureusement opposées au projet, suivies par le Yémen du Sud et le Bénin, tandis que le Soudan soutenait la Guinée.

D'après une source égyptienne, le Caire n'a fait aucune démarche officielle pour réintégrer le mouvement islamique.

D'autre part, l'agence de presse marocaine MAP, qui avait fait état d'une rencontre entre le ministre syrien des Affaires étrangères, M. Khaddam, et M. Yasser Arafat, a diffusé, mardi soir, une mise au point précisant que la rencontre était seulement « prévue ». Selon certaines sources, cependant, la rencontre a effectivement eu lieu mais M. Khaddam aurait exigé qu'elle fût tenue secrète.

VINGT-QUATRE CHEFS D'ÉTAT PRÉSENTS

L'Organisation des conférences islamiques (O.C.I.) compte quarante-cinq membres, dont l'O.L.P., jouissant du même statut que les Etats participants. Vingt-quatre sont situés en Afrique, vingt en Asie et un en Europe (Turquie). Vingt-trois d'entre eux appartiennent à la Ligue arabe.

L'Égypte et l'Afghanistan, suspendus, ainsi que l'Iran, absent, ne figurent pas sur la liste que nous publions ci-dessous.

Tous les membres de l'O.C.I. participent au quatrième sommet, qui se déroule depuis le lundi 18 janvier à Casablanca. Les pays dont les noms sont imprimés en italique sont représentés par leur chef d'Etat :

Algérie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Cameroun, Comores, Djibouti, Emirats arabes unis, Gabon, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haute-Volta, Indonésie, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Malaisie, Maldives, Mali, Mauritanie, Maroc, Niger, Oman, Ouganda, Pakistan, Qatar, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Syrie, Tchad, Tunisie, Turquie, Yémen du Nord, Yémen du Sud, Zambie. M. Yasser Arafat assiste à la conférence.

AFRIQUE

Mozambique

La C.E.E. va fournir une nouvelle aide pour faire face à l'aggravation de la famine

La Communauté économique européenne est sur le point d'accorder au Mozambique une aide supplémentaire de 6,8 millions de dollars, pour venir en aide aux victimes de la sécheresse, qui a déjà fait cent mille morts dans les provinces de Gaza et d'Inhambane, au sud du pays.

Cette assistance financière permettra l'envoi sur place d'équipes de la Croix-Rouge allemande, de Médecins sans frontières et d'autres organisations humanitaires, ainsi que de 20 000 tonnes de céréales. Victime de quatre années successives de sécheresse, le Mozambique se trouve, en effet, dans une situation catastrophique (le Monde du 15 décembre).

Devant l'ampleur du drame, M^{me} Danièle Mitterrand, répondant à un appel de M^{me} Machel, épouse du président du Mozambique, a pris l'initiative de réunir un collectif de dix-huit organisations de solidarité regroupées sous l'appellation de Collectif français d'urgence Mozambique. Dans une conférence de presse, lundi 16 janvier, ce collectif a lancé un appel afin de réunir les fonds nécessaires à l'envoi d'un premier chargement de 50 tonnes accompagnées des camions et de l'essence pour en permettre la distribution.

L'envoyé sur place de Terre des hommes, M. Patrice Communal, estime que la production vivrière est tombée de 50 à 90 %, selon les régions. La population se nourrit de feuilles, de racines et d'herbes pour survivre, ce qui engendre souvent des diarrhées mortelles, raconte un médecin, M^{me} Marie-Alice Camprasse, du Centre de recherche et d'information sur l'Afrique australe (C.R.I.A.A.), qui rentre d'un voyage de douze jours dans les provinces méridionales. « A Vilanculos, dans la province d'Inhambane, 90 % des malades hospitalisés souffrent de malnutrition ; amaigrissements spectaculaires, cadences de carences, diarrhées mortelles qui touchent en

priorité les enfants mais aussi les adultes. Le Mozambique connaît actuellement un taux de mortalité infantile de 150 % pour une natalité de 45 %, mais à Gaza, sur un échantillon représentatif, il était évalué à 170 % en 1981 ».

« Le Sahel plus le Biafra »

Ce médecin qui, jusqu'en mois de mars 1983, a travaillé dans le pays au titre de la coopération, a constaté lors de son récent séjour combien la situation s'était encore dégradée notamment en raison de l'insécurité qui règne dans la brousse du fait des attaques de la R.N.M. (Résistance nationale du Mozambique), mouvement armé hostile au régime de M. Samora Machel. Selon ce témoin, de nombreux blessés de guerre sont actuellement soignés dans les hôpitaux. Les secours ne peuvent être organisés facilement car certains secteurs sont peu sûrs, mais aussi parce que les rares moyens de transport sont souvent immobilisés par manque de carburant. « C'est le Sahel plus le Biafra », selon l'expression d'un journaliste mozambicain. La presse de Maputo dénonce les « bandits » de la R.N.M. qui « volent le bétail et la nourriture des populations ».

Selon M^{me} Camprasse, « le chiffre de cent mille morts est probable, si non dépassé ». On ignore en effet ce qui se passe dans les autres provinces, notamment celles de Manica et de Tete où il est impossible de se rendre. Selon différents témoignages à Maputo même, l'argent n'a plus aucune valeur et le troc prévaut à toutes les transactions. Les achats s'effectuent contre des denrées alimentaires.

* Collectif français d'urgence Mozambique, B.P. 9607, 75327 Paris Cedex 07, C.C.P. Paris 823 A, tél. : 544-56-54.

Tchad

UNE MISE AU POINT DU MINISTRE DE LA DÉFENSE

Dans un communiqué publié mardi 17 janvier par le ministère de la Défense, le général Jean Poli, qui commande l'opération « Manta » au Tchad, dément avoir déclaré à notre collaborateur Jean-Claude Pomont ainsi qu'à l'envoyé spécial de l'A.F.P., Jean-Eudes Barthe, que le nord du Tchad est « en voie d'annexion par la Libye » (le Monde du 18 janvier). « Je m'étonne des propos qui me sont prêtés », indique le général, qui précise qu'il n'a pas parlé d'« annexion » mais a rappelé que les forces libyennes et les éléments du GUNT s'installent, depuis quelque temps déjà, conforter leur position au nord.

(Nous remercions que le général Poli a bien tenu les propos rapportés par notre envoyé spécial, et qui ont sans doute été jugés inopportuns à Paris.)

ASIE

Afghanistan

LA RÉSISTANCE AURAIT ENLEVÉ DIX-HUIT SOLDATS SOVIÉTIQUES

La résistance a enlevé, au début de janvier, dix-huit Soviétiques dans les provinces de Kaboul et de Mazar-e-Sharif (nord du pays), a-on appris, mardi 17 janvier, de sources diplomatiques à Islamabad. Selon cette source, dix-huit soldats soviétiques ont été enlevés le 5 janvier au cours de l'attaque par les résistants d'une unité d'engins, tandis que six autres ont été alors qu'ils circulaient en jeep à proximité de Shiwaki, au sud de la capitale. Les guérilleros auraient l'intention d'échanger leurs prisonniers contre cinq chefs de la résistance arrêtés en novembre, après l'assassinat, à Mazar-e-Sharif, du général Abdul Qudus Rashid, commandant de la 18^e armée afghane.

En outre, un soldat soviétique, Mohammed Razaqzad, a été capturé le 5 janvier, à Kaboul, a été présenté à la presse par la résistance, mardi à Peshawar, en Pakistan.

D'autre part, deux professeurs à l'université d'agriculture de Kaboul, émigrés récemment au Pakistan, y ont déclaré, dans une conférence de presse, que la production agricole avait considérablement diminué depuis le conflit en raison du manque d'eau, de semences, d'engrais et d'hommes pour cultiver la terre. Ils ont ajouté qu'il y avait peu eu de réelle réforme agraire depuis l'arrivée de M. Karmal au pouvoir, en décembre 1979 (sa même temps que l'intervention soviétique) et que d'importantes superficies de terres appartenant à des chefs tribaux ou religieux ainsi qu'à des hauts responsables militaires avaient été exemptées des mesures limitant la propriété foncière. Les deux professeurs ont également confirmé que le système d'éducation avait été entièrement « soviétisé ».

Sri-Lanka

ENLEVEMENT DE NEUF GRÉVISTES DE LA FAIM TAMOULS

Colombo (U.P.I., Times, Reuters). — Neuf étudiants tamouls — cinq garçons et quatre filles — qui avaient entrepris depuis sept jours une grève de la faim, à Jaffna, pour demander le transfert dans le nord de l'île (où les populations tamoules sont prédominantes) de dix-huit de leurs collègues fréquentant les universités de Colombo, Kandy et Moratuwa, dans le Sud, ont été enlevés, mardi 17 janvier, par des hommes armés. La voiture des ravisseurs a été retrouvée à 5 kilomètres du lieu de l'enlèvement. La police estime que celui-ci a été organisé afin d'éviter une agression de grévistes, qui aurait pu entraîner de graves troubles communautaires.

Pen auparavant, le gouvernement avait fermé l'université de Jaffna — « soustraite, comme les autres établissements, le 24 janvier — et renforcé les mesures de sécurité. Les autorités affirment qu'il n'y a pas de place dans le Nord pour y accueillir les étudiants qui déclarent n'être pas en sécurité dans le Sud. Cette affaire survient au moment où le gouvernement engage des conversations avec les deux communautés, cinghalaise — majoritaire — et tamoule, pour tenter de désamorcer la tension entre elles.

2 FORMULES D'ABONNEMENT AVANTAGEUSES

1 EN VOUS ABONNANT :

POUR 1 AN 12 NUMEROS VOUS ECONOMISEZ 29,00 F

POUR 2 ANS 24 NUMEROS VOUS ECONOMISEZ 84,00 F

EN CADEAU 3 OUVRAGES EN CADEAU 5 OUVRAGES

SUR L'U.R.S.S.

PRIME SUPPLEMENTAIRE : LES 2 NUMEROS PRECEDENTS DE LA REVUE

A RENVOYER SOUS ENVELOPPE TIMBRÉE A :

ETUDES SOVIETIQUES 14, place du Général Carroux 75017 PARIS - Tél. : 227.98.18

RÉPONSE DE YOURI ANDROPOV A « L'APPEL DES CENT »

C'est avec une grande attention que j'ai pris connaissance de votre message dans lequel vous faites part de la profonde préoccupation du peuple français devant la brusque aggravation du climat international et de sa détermination croissante à lutter pour la cause de la paix.

On connaît en Union Soviétique l'activité de votre mouvement auquel participent les représentants de différents milieux sociaux et politiques de France, des personnalités connues du monde culturel et scientifique de votre pays, des anciens de la Résistance française.

Le danger de guerre nucléaire s'accroît effectivement à la suite du déploiement des nouveaux missiles américains en Europe. Certes, vous avez tout lieu de poser la question de l'élimination des obstacles qui compromettent le règlement des problèmes du désarmement nucléaire en Europe, autour de la table de négociations.

L'Union Soviétique est, elle-même, pour l'élimination de ces obstacles. Les tentatives des Etats-Unis et de leurs alliés pour parvenir à une suprématie militaire en sont l'obstacle majeur : toute la marche des négociations de Genève en témoigne. C'est pour cette raison que les Etats-Unis ont fait des négociations de Genève un paravent appelé à camoufler leurs plans en vue de déployer à tout prix en Europe occidentale la nouvelle arme nucléaire de première frappe. Et lorsque les Etats-Unis ont commencé le déploiement effectif de leurs missiles, poursuivire les négociations dans ce contexte reviendrait à duper ensemble l'opinion européenne et internationale. Tout homme non prévenu le comprendra.

De la sorte, ce sont les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN, qui ont soutenu le déploiement des nouveaux missiles américains sur le sol européen, qui endossent toute la responsabilité de la situation qui s'est créée.

C'est avec une compréhension totale que nous réagissons à l'angoisse grandissante des Français pour l'avenir de notre continent qui est exprimée dans votre message. Je ne cacherais pas que pour les Soviétiques, le principal souci est aujourd'hui d'écarter la menace de guerre nucléaire. Mais nous estimons que la situation qui s'est créée n'est pas irréversible. La direction soviétique a déjà déclaré en toute netteté que si les pays de l'OTAN se montrent prêts à revenir à la situation qui existait avant le début du déploiement des fusées américaines de portée moyenne en Europe, l'U.R.S.S. sera également prête à le faire. Et l'on verrait alors disparaître naturellement la nécessité des contre-mesures que l'Union Soviétique et ses alliés sont actuellement forcés de prendre et qui recèlent une tout aussi grande menace que le déploiement des nouvelles fusées américaines à proximité immédiate de nos pays.

Hier comme aujourd'hui, nous estimons qu'on ne doit laisser échapper aucune possibilité, aucune chance pour revenir dans la voie des négociations en vue de réduire les armements nucléaires tant à l'Ouest qu'à l'Est, sur la seule base réelle qui existe : la parité et la sécurité égale. Les peuples des pays européens, les larges milieux de l'opinion publique sont appelés à y jouer un rôle de plus en plus important.

J'aimerais que toutes les Françaises et tous les Français croient ferme que l'Union Soviétique continuera à faire une politique orientée sur la paix, la détente et l'amitié entre les peuples, qu'elle persistera, sans ménager ses efforts, à œuvrer pour l'arrêt de la course aux armements, surtout aux armements nucléaires.

Je vous souhaite le succès dans votre noble activité en vue de délivrer l'Europe et toute notre planète des nuages de plus en plus épais du danger nucléaire.

مقاومة لا أمل

PROCHE-ORIENT

L'O.L.P. en quête d'une nouvelle stratégie

Tunis. — Quand M. Yasser Arafat quitta Tripoli le 20 décembre à bord du bateau grec *Odyssée-Elytis* (le *Choix d'Ulysse*), il se rendait compte que son départ forcé du Liban — le deuxième en six mois — marquait la fin d'une époque. Stagnant sur le pont du navire, accablé au bastingage, il contemplant les rivages d'un pays qui lui avait servi pendant une décennie tout à la fois de foyer, de sanctuaire et de forteresse.

Serait-ce la fin du mouvement palestinien, de trente ans d'après-combats politiques et militaires ? La dispersion d'une vingtaine de milliers de fedayin dans huit pays arabes, l'éparpillement des dirigeants de l'O.L.P. à Damas, à Tunis, à Alger, à Amman, au Koweït, à Aden ; la passivité des régimes arabes et l'indifférence de l'opinion mondiale face à la « détresse d'un peuple à la recherche d'une patrie et d'une identité ; l'absence de toute possibilité d'un règlement négocié, et équilibré, du conflit israélo-palestinien : tout concourt, ce jour-là, à la tristesse du président de l'O.L.P.

Accablé, M. Yasser Arafat est aussi traumatisé par l'épreuve qu'il vient de subir à Tripoli. Pour la première fois dans l'histoire du Fath, des Palestiniens (les dissidents) ont combattu d'autres Palestiniens (les loyalistes), allant jusqu'à bombarder, à l'arme lourde, des camps peuplés de réfugiés. Certains de ses proches collaborateurs, notamment l'un de ses gardes du corps, ont été blessés ou tués sous ses yeux. Les victimes des balles, des obus et des fusées furent par la Syrie et la Libye sont plus nombreuses que celles qui ont succombé, à Beyrouth, sous les bombes israéliennes. Amer, M. Yasser Arafat fait remarquer à son entourage que les six organisations « radicales » de l'O.L.P., installées à Damas, sont, à des degrés différents, responsables du drame. Trois d'entre elles, d'obédience syrienne ou libyenne, participent aux combats. Les trois autres protestent, certes, contre le « conflit fratricide », appellent à un cessez-le-feu, mais n'en continuent pas moins à défendre l'« indispensable alliance stratégique » entre la résistance palestinienne et la République basside.

« Des amis, mais aucun allié »

Naguère partisan d'une telle alliance, M. Yasser Arafat ne peut plus croire au « progressisme » ou à l'« anti-impérialisme » d'un gouvernement qui, selon ses termes, « ne cherche la tâche éternelle par Shimon et Régnier ». Chassés, en 1982, de Beyrouth et du Liban du Sud par l'armée d'Israël, avec la bénédiction de Washington, les fedayin sont soumis à un intense pilonnage dans la souricière de Tripoli, assiégée

I. — Le « bond » de M. Yasser Arafat

De notre envoyé spécial ERIC ROULEAU

d'une part par l'armée syrienne et, de l'autre, par la marine de guerre de l'Etat hébreu. Comme pendant la guerre du Liban, la plupart des Etats arabes se voient la face, ne répondent pas aux appels angoissés à l'aide. L'Algérie et, dit-on, l'Egypte parviennent à livrer clandestinement des cargaisons d'armements. La Jordanie autorise quelques centaines de volontaires palestiniens à rejoindre les rangs des loyalistes. L'Arabie Saoudite, qui tient par-dessus tout à sauvegarder ses bonnes relations avec le président Assad, interrompt auprès de celui-ci pour faciliter l'évacuation de M. Yasser Arafat et de ses combattants. Mais aucun gouvernement arabe ne paraît vouloir ou pouvoir sauver la résistance palestinienne de l'effondrement.

« Nous avons d'innombrables amis, mais aucun allié », commente, ironique, le président de l'O.L.P.

Ce dernier ne se confie à personne, même pas à Abou Jihad, son adjoint à la tête des forces armées et fidèle compagnon depuis la fondation du Fath dans les années 50. Mais son entourage pressent que le chef palestinien, loin d'admettre sa défaite, s'apprête à reprendre l'initiative. A-t-il déjà décidé de renouer avec l'Egypte malgré les accords de Camp David et la paix que celle-ci a conclue avec Israël ?

Tandis qu'une pluie d'obus s'abat sur Tripoli, M. Yasser Arafat lâche des « petites phrases » qui, rétrospectivement, annoncent sa visite « improvisée » au Caire. L'Egypte, contrairement à la Syrie, remarque-t-il un jour, n'a jamais fait couler le sang palestinien. Anouar El Sadate, irrité par les incursions et la duplicité des régimes arabes, a été « couronné » par ceux-ci à faire cavalier seul. Mais n'a-t-il pas obtenu, en échange, la restitution à la souveraineté égyptienne de la totalité du Sinaï ?

Le président Hosni Mubarak, soulignait-il un autre jour, n'est pas comparable à son prédécesseur. Il n'a pas pris part aux négociations de Camp David, et il a toujours refusé, avant comme après la disparition d'Anouar El Sadate, de se rendre en visite officielle en Israël. Il a rappelé son ambassadeur à Tel-Aviv dès l'investiture du Liban par l'armée du général Sharon, et a « gelé » ainsi bien les processus de normalisation entre les deux pays que les négociations sur l'autonomie des territoires occupés.

Tandis que le président Assad tente d'imposer son hégémonie sur l'O.L.P. et ne souhaite pas, dans son for intérieur, la création d'un Etat palestinien, disait encore M. Yasser Arafat à son entourage, M. Mubarak a démontré, dans la pratique, qu'il défendait avec conviction et

persévérance la cause de la résistance. Le chef de l'Etat égyptien n'a cessé de soutenir le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à la création d'un Etat sous l'égide exclusive de l'O.L.P., même s'il critiquait tel ou tel aspect de la politique de la centrale des fedayin.

Réunissant à sa table, le soir même de son départ de Tripoli, les journalistes qui s'étaient embarqués avec lui sur l'*Odyssée-Elytis*, M. Yasser Arafat disserta longuement, et hors de propos, sur le « poids démographique, culturel et politique de l'Egypte », pour conclure que l'exclusion de celle-ci de la Ligue arabe en mars 1979 — en guise de sanction à la paix séparée qu'elle venait de conclure avec Israël — avait « objectivement servi la cause palestinienne ». Et il ajoutait, énigmatique : « Vous allez bientôt assister à un événement historique ».

Le spectre de Hadj Amine El Hussein

Les membres du comité central du Fath redoutaient précisément que leur président ne se livre à quel geste tout aussi spectaculaire qu'intempestif, pour effacer l'humiliation qu'il avait subie à Tripoli. Ils l'avaient exhorté à venir les rejoindre sans tarder à Tunis. Mais, intransigeant, M. Yasser Arafat insistait pour se rendre d'abord à Sanaa, au Yémen du Nord, où — disait-il — il lui fallait présider une réunion du Conseil supérieur militaire, une manière de marquer symboliquement que la défaite de Tripoli n'avait pas entamé sa volonté de poursuivre la résistance armée. Comment devait-il réagir si les dirigeants égyptiens venaient le saluer lors de ses escales à Port-Saïd et à Ismaïlia ? Consultés, ses pairs lui recommandèrent de répondre « chaleureusement » à l'accueil qui lui serait réservé, mais à la condition expresse de s'écarter, sous aucun prétexte, d'aller au Caire pour y rencontrer le président Mubarak.

Les membres du comité central sont, certes, unanimes pour estimer qu'une normalisation avec l'Egypte est indispensable, mais ils tiennent à la « monnaie » politique. A cet effet, certains d'entre eux avaient engagé de discrètes tractations dès le début de l'année dernière à Paris, à Genève et ailleurs, notamment avec le chef de la diplomatie égyptienne, M. Kamel Hassan AE. En accord avec le gouvernement de M. Mubarak, il était prévu qu'Abou Iyad, l'un des principaux dirigeants du Fath, assisterait le 15 janvier au Caire à une grande manifestation pro-palestinienne organisée par des partis de l'opposi-

tion. Le chef des services spéciaux de l'O.L.P. aurait eu alors l'occasion de s'entretenir, parallèlement, avec des dirigeants égyptiens pour mettre au point « la mise en scène de la réconciliation », à des conditions politiques qui restaient à déterminer.

On reproche, aujourd'hui à M. Yasser Arafat d'avoir violé tout à la fois les résolutions de la Ligue arabe et les consignes du comité central du Fath, d'avoir brisé les étapes en provoquant la confusion et d'inutiles divisions au sein de l'opinion et des organisations de la résistance. Par-dessus tout, ajoutent ses censeurs, il a rendu crédibles, a postérieur, les thèses des partisans de la Syrie qui l'accusaient depuis des mois de vouloir entraîner la résistance sur la voie de la capitulation, celle de Camp David.

M. Yasser Arafat ne s'est pas laissé intimider par le torrent de critiques dont il a été l'objet. Il persiste à soutenir que le « bond » qu'il a effectué au Caire a donné une nouvelle et puissante impulsion à la résistance palestinienne. La réconciliation ébauchée avec le président Mubarak, explique-t-il, a creusé le fossé qui sépare l'Egypte d'Israël, portant ainsi un coup supplémentaire aux accords de Camp David ; a affaibli la position de la Syrie et des dissidents palestiniens sur la scène arabe ; a contribué à élargir la marge de manœuvre de l'O.L.P., notamment face à la Jordanie, dans le cas où celle-ci serait tentée de se substituer à la centrale des fedayin dans d'éventuelles négociations avec Israël. Il n'a pas pour autant, a-t-il souligné, consenti la moindre concession politique au président Mubarak, qui, lui, en revanche, s'est engagé à œuvrer en faveur de la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza, confédéré à la Jordanie.

Ses camarades au sein du comité central concèdent, en privé, que la visite du Caire comporte aussi d'indéniables « aspects positifs ». Mais ils tiennent, en dénonçant son « discipline », à prévenir d'autres initiatives « personnelles » plus risquées. « Yasser Arafat, explique l'un d'eux, est hanté par le spectre de Hadj Amine El Hussein, et ne veut pas subir le triste sort de celui-ci ».

L'ancien mufti de Jérusalem, qui fut le chef de la résistance palestinienne entre les deux guerres, avait rejeté tous les compromis qu'on lui proposait. Il est mort en exil, en 1974, virtuellement oublié par la plupart de ses compatriotes. « Arafat », ajoutait notre interlocuteur, « veut passer dans l'histoire comme l'homme qui a donné à son peuple une patrie, quelles que soient ses dimensions ».

Prochain article :

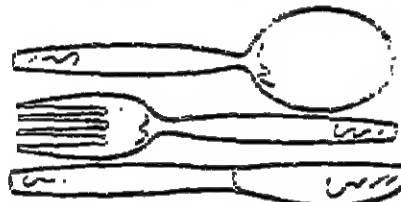
LA « LOCOMOTIVE » FRANÇAISE.



SOLDE

ARNYS 14, rue de Sévres 7^e - Tél. 348.76.99

GALERIES LAFAYETTE
LE MARCHÉ
AUX AFFAIRES
du 13 janvier au 4 février



GUY DEGREMON :
Couverts en acier, exemple : ras 5 fourchettes.

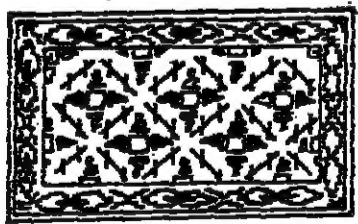
Le Monde
dossiers et documents

LA
DÉCENTRALISATION
DANS CE NUMÉRO, UN SECOND DOSSIER

LA
BRETAGNE

NUMÉRO DE JANVIER 1984
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX, 6,50 F

GALERIES LAFAYETTE
LE MARCHÉ
AUX AFFAIRES
du 13 janvier au 4 février



TAPIS DHURRIES :

Tissés main, dessins assortis, tons pastels, en provenance directe de l'Inde, env. 183 x 274 cm.

• Faubourg - Montmartre

SI VOUS MESUREZ
1,80 M OU PLUS
(jusqu'à 2,10 m)

SI VOUS ÊTES MINCE
OU FORT.

John Rapal

Spécialiste du prêt-à-porter Grandes Tailles

4 jours de soldes
exceptionnelles
du 18 au 21 janvier.

UNE SEULE ADRESSE A PARIS
40, av. de la République
75011 Paris - Tél. : 355 66 00
Livraison immédiate. Parking gratuit assuré.

(Publicité)

escargots
au froid

Préparation manuelle et recette centenaire, tous les gourmets apprécient l'extrême finesse de nos escargots dont l'origine est rigoureusement garantie. Et le sa conservent plusieurs mois au congélateur en gardant intactes leur saveur et leur fraîcheur. N'hésitez plus à traverser Paris pour venir en faire provision, ils seront l'occasion de merveilleux dîners improvisés. Vendus au détail le dimanche jusqu'à 13 h et tous les jours de 8 h 30 à 20 h (sauf le lundi).

LA MAISON DE L'ESCARGOT,
79, rue Fondary,
XV^e, M^e E. Zola,
81^e, 80, 81
575 31 09

TICKET BLANC ET BLANC TICKET

BLANC POUR BLANC VOYEZ PLUTÔT LA COLLECTION BLANC DE LA BOUTIQUE CHIC ET CHOC. DES TÔRCHONS, DES DRAPS DE BAIN, DES FOULARDS. DU 16 JANVIER AU 27 FÉVRIER. BOUTIQUE CHIC ET CHOC. CHÂTELET - LES HALLES (RER)



RATP

GALERIES LAFAYETTE
LE MARCHÉ
AUX AFFAIRES
du 13 janvier au 4 février



DANIEL NICOTIER :
Serviette éponge 100 % coton, 55 x 86 cm

EUROPE

A GENÈVE

Varsovie boycotte la réunion d'une commission d'enquête du B.I.T. sur la situation syndicale en Pologne

Genève. - Les travaux de la commission d'enquête désignée par le conseil international du travail (B.I.T.) pour examiner le bien-fondé des plaintes concernant la situation syndicale en Pologne, se sont ouverts le 16 janvier, à Genève, en l'absence - comme on s'y attendait - de tout représentant du gouvernement ou du syndicat polonais. Les débats, avec déposition de témoins, dureront, à huis clos, jusqu'au 31 janvier.

Une fois de plus, le gouvernement varsoisien a refusé de coopérer avec le B.I.T., qu'il accuse de se mêler de ce qui ne le regarde pas, en d'autres termes, de la liberté syndicale. Cette attitude contredit l'article 26 de la « constitution » de cet organisme à laquelle la Pologne a souscrit, qui prévoit que tout délégué à la Conférence internationale du travail peut déposer une plainte contre tout membre qui, à son sens, a assuré pas d'une manière satisfaisante l'exécution d'une convention qu'il aurait ratifiée.

Il s'agit, en l'occurrence, de l'examen de plaintes déposées par deux syndicalistes : M. Marc Blondel, représentant du groupe des travailleurs français, et M. Liv Beck, représentant du groupe des travailleurs norvégiens. Or la Pologne, tout comme la France et la Norvège, a ratifié les conventions internationales du travail sur la liberté syndicale et sur les négociations collectives.

Le 27 mai dernier déjà, lorsque le conseil d'administration avait agité, par 44 voix contre 6, et 5 abstentions,

De notre correspondant

Le principe de la création d'une commission d'enquête, le gouvernement de Varsovie s'était fâché. Dès le 31 mai, M. Turbanowski, ambassadeur de Pologne auprès de l'ONU et de ses institutions spécialisées à Genève, avait déclaré que son pays se retirerait du B.I.T. si le conseil d'administration ne revenait pas sur sa décision. L'organisation se voyait reprocher de participer à une escalade de la « campagne antipolonoise » en cours, et de s'intéresser de trop près à la situation des travailleurs de ce pays. La Pologne devait donc décider de ne pas participer à la 69^e Conférence internationale du travail, en juin 1983. C'est M. Lech Walesa en personne qui était à la tête de la délégation des travailleurs polonais à la 67^e session de la Conférence, en 1981, et jamais personne n'aurait été aussi applaudi que lui au Palais des nations.

Au lendemain de la 69^e Conférence, non seulement le B.I.T. n'était pas revenu sur sa décision, mais il avait désigné une commission d'enquête. La Pologne avait alors décidé de suspendre toute coopération avec le B.I.T.

M. Walesa représenté

En règle générale, lors de réunions comme celle qui vient de s'ouvrir à Genève, le pays en cause est représenté et son droit de citer des témoins. La Pologne a refusé de le faire, ainsi que par tous les Etats membres de l'Organisation internationale du travail.

aux questions écrites posées par la commission d'enquête. Par sa position de refus, elle viole ainsi l'article 27 de la constitution de l'Organisation, qui dispose que, « dans le cas où une plainte serait renvoyée, en vertu de l'article 26, devant une commission d'enquête, chacun des membres, qu'il soit ou non directement intéressé à la plainte, s'engage à mettre à la disposition de la commission toute information qui se trouverait en sa possession ».

Pour sa part, M. Walesa, invité à Genève, où son témoignage aurait été sans conteste des plus précieux, a répondu courtoisement que, « pour des raisons connues », il ne pourrait pas se rendre au B.I.T. Mais il a désigné un représentant qui devait y prendre la parole ce mercredi.

M. Valticos (Grèce), président de la commission d'enquête, qui s'était rendu en Pologne avant la fin de l'année 1981 et la fin mai 1983, un dossier suffisamment épais pour que, en dépit de l'absence de la Pologne, la réunion ne revête pas un caractère unilatéral. Les témoins peuvent en effet être cités par les deux parties, par le conseil d'administration lui-même, ainsi que par tous les Etats membres de l'Organisation internationale du travail.

ISABELLE WICHNIAC

R.F.A.

Le limogeage du général Kiessling a jeté un certain trouble dans les milieux de l'OTAN

La commission de contrôle du Bundestag chargée de vérifier l'activité des services de renseignement devait être informée ce mercredi 18 janvier par le gouvernement des circonstances du limogeage du général Kiessling. Au même moment, le ministre de la Défense, M. Werner, devait s'expliquer sur cette affaire devant la commission de la Défense du Bundestag. Le général Kiessling a refusé, mardi, une confrontation avec les quatre témoins sur lesquels s'appuie le dossier des services de renseignement, exigeant que soit auparavant divulgué l'identité de ces témoins, ce qui lui a été refusé. Dans les milieux de l'OTAN à Bruxelles, où le général Kiessling était adjoint de commandant en chef, le loi du silence règne toujours sur cette affaire.

De notre correspondant

Bruxelles. - Au siège de l'OTAN comme au quartier général du SHAPE, la consigne de silence est assez strictement respectée. Dès le début de ce scandale, le général Rodgers et son entourage ont affirmé que le G.Q. des forces atlantiques n'a joué aucun rôle dans cette affaire. Rien n'aurait permis, affirme-t-on, de prévoir les accusations contre le général Kiessling qui ont été formulées par les services de sécurité de la R.F.A. D'autre part, il n'y aurait aucune raison de penser que des différends entre le commandant en chef de l'alliance et son adjoint aient pu jouer un rôle dans les péripéties de ces derniers jours. Tout au plus admet-on qu'il a pu y avoir, comme dans n'importe quelle organisation, des divergences de caractère entre les deux hommes.

Certains n'en reconnaissent pas moins que la structure du commandement militaire présente quelques défauts. Le commandant en chef,

indiqué-t-on, communique directement avec son chef d'état-major, « également américain », sans tenir suffisamment compte de ses deux adjoints. « Si l'un des adjoints n'est pas du même avis », nous a déclaré un témoin résolu à garder l'anonymat, le commandant américain décide tout seul. Un tel état de choses est dans de nature à provoquer de nombreuses frictions entre le commandant en chef et ses « collaborateurs » européens.

Plus troublant toutefois est le fait que le sort du général Kiessling ait été discuté au SHAPE dès le mois de septembre de l'année dernière, ce qui contredit les déclarations faites la semaine dernière par le général Rodgers. Le limogeage de l'adjoint du commandant en chef n'a pas surpris au sein des instances atlantiques. La manière dont l'affaire se développe ne manque cependant pas d'inquiéter.

JEAN WETZ

Grande-Bretagne

Une partie des conservateurs se désolidarise du gouvernement à propos d'un projet de loi sur les impôts locaux

(De notre correspondant.)

Londres. - Le gouvernement Thatcher a vécu, mardi 17 janvier, à la Chambre des communes, un moment embarrassant lorsque treize députés tories, parmi lesquels M. Heath et plusieurs anciens ministres, se sont joints à l'opposition pour voter contre un projet de loi. Ce texte vise à restaurer le traditionnel pouvoir des conseils de districts ruraux ou urbains en matière d'impôts locaux. Cette question, apparemment anodine, a suscité dans les rangs des conservateurs une des frondes les plus importantes auxquelles Mme Thatcher ait eu à faire face depuis son arrivée au pouvoir en 1979. Compte tenu des abstentions, près d'une quarantaine de parlementaires tories ont exprimé leur opposition au projet. Le gouvernement disposant d'une énorme majorité aux Communes, le texte a néanmoins passé le stade de la seconde lecture.

En présentant son projet de loi au Parlement, Mme Thatcher ne faisait, en fait, qu'honorer une vieille promesse électorale - limiter le droit des conseils à fixer le montant des impôts locaux - justifiée par deux raisons. L'une politique : réduire le poids, jugé excessif, des taxes imposées aux particuliers et aux entreprises par des conseils de districts à dominance travailliste ; l'autre économique : contraindre les autorités locales à respecter les limites fixées par l'administration centrale en matière de dépenses publiques.

La droite frondeuse n'a rien contre le premier objectif. Mais elle s'oppose aux articles qui autoriseraient l'administration à étendre son contrôle à l'ensemble des conseils, y compris ceux qui sont gérés de façon économique. Ces dispositions sont jugées surprenantes venant d'un gouvernement qui a toujours fait de la réduction de l'intervention de l'Etat un des piliers de sa philosophie. Surtout lorsqu'elles s'ajoutent à d'autres « libertés » centralisatrices, comme la suppression du Conseil du Grand-Londres (G.L.C.) et des conseils des comtés métropolitains, tel que celui du Grand-Manchester.

Ce texte sur les impôts locaux a ainsi provoqué une alliance contre nature entre les irréductibles de la gauche travailliste (qui contrôle les districts réputés prodigieux) et les plus traditionnels des tories, ces notables terriens champions de la décentralisation locale à l'ancienne. Autre paradoxe : en trébuchant sur la question des impôts locaux, l'administration Thatcher bute, en fait, sur ce qui a été un de ses meilleurs arguments électoraux.

Une série d'incidents

Cela ajoute à l'impression de malaise qui entoure l'activité du gouvernement depuis juin dernier, en dépit de son écrasante victoire électorale. Les sept premiers mois de la nouvelle administration conservatrice ont été marqués par une succession d'incidents embarrassants : une affaire de mort impliquant un des collaborateurs les plus proches de M. Thatcher, M. Cecil Parkinson ; une série de tensions dans les relations anglo-américaines tant vantées par le premier ministre ; une présentation maladroite des plans d'économie dans le secteur hospitalier, laissant croire que les tories s'approprient à démanteler l'Etat-providence ; l'échec du conseil européen d'Alibon.

Dans le domaine économique, le gouvernement a adopté un ton plus prudent et semble s'être fixé des objectifs plus modestes que par le passé. M. Thatcher vient d'admettre, pour la première fois, que son gouvernement ne pourrait peut-être pas ramener le taux général d'imposition en dessous de son niveau de 1979 (une vieille promesse électorale conservatrice). Elle a reconnu, par ailleurs, qu'elle avait été incapable de réduire la part des dépenses publiques dans le P.N.B., un autre de ses engagements.

Les pauvres débuts de la deuxième administration Thatcher ne semblent cependant pas avoir de conséquences notables sur la cote de popularité du parti conservateur. Selon un sondage publié mardi, les tories n'ont perdu que deux points par rapport à leur score électoral et devançant toujours les partis d'opposition. La forte remontée du Labour (37 % des intentions de vote), enregistrée par le même sondage, se fait surtout au détriment de l'alliance des libéraux et des socialistes démocrates (19 %).

(Interim.)

AMÉRIQUES

Argentine

Un nouvel officier général est arrêté pour une affaire d'enlèvement datant de 1978

De notre correspondant

Buenos-Aires. - Il y a une semaine, le général Bignon, ancien chef de l'Etat, était arrêté et mis au secret. Le mardi 17 janvier, c'est l'ex-commandant du premier corps d'armée, le général Suarez-Mason, qui a été arrêté. Un juge d'instruction, M. Luis Angel Cordoba, l'avait inculpé, le 13 du mois de novembre 1978 par un groupe de huit hommes en civil affirmant appartenir à la police fédérale. Les ravisseurs avaient pénétré sans difficultés dans les locaux de l'I.N.T.I., grâce à la complicité de responsables de cet organisme.

L'accusation concernant le premier corps d'armée basé dans la capitale est le principal inculpé dans la disparition d'un physicien de l'Institut de technologie industrielle (I.N.T.I.), M. Alfredo Giorgi. Ce dernier avait enlevé le 27 novembre 1978 par un groupe de huit hommes en civil affirmant appartenir à la police fédérale. Les ravisseurs avaient pénétré sans difficultés dans les locaux de l'I.N.T.I., grâce à la complicité de responsables de cet organisme.

Ensuite, plus de nouvelles du physicien. Les multiples demandes de la famille se heurtent au silence obstiné du pouvoir exécutif, jusqu'à ce que, finalement, une instance soit introduite devant le juge d'instruction, M. Gizard. On est en 1980, et M. Gizard ne veut pas prendre de risques. Après une enquête superficielle, il décide de fermer le dossier. En août 1983, les élections approchent, et certains magistrats, comme M. Cordoba, veulent faire bonne figure. Il accepte la réouverture de l'affaire.

L'avocat de la famille Giorgi a en main deux pièces d'importance. Il s'agit d'abord des témoignages recueillis dans un rapport d'Amnesty International de 1980, de MM. Oscar Gonzalez et Horacio Cid de La Paz. Ces derniers déclarent avoir vu M. Alfredo Giorgi dans le camp de concentration Olimpo, situé en plein Buenos-Aires. Ils affirment, d'autre part, que M. Giorgi avait été arrêté par des membres du Groupe d'action n° 1 dépendant du premier corps d'armée aux ordres du général Suarez-Mason. Le juge d'instruction peut vérifier que la description faite par les deux ex-prisonniers correspondait à la réalité et que tout laissait supposer qu'il s'agissait d'un fonctionnaire d'un centre de détention clandestin. Deuxième témoignage versé au dossier : celui d'un ex-commissaire réfugié en Espagne, M. Rodolfo Peregrino Fernandez. Ce dernier confirme l'existence du Groupe d'action n° 1 et donne la liste des officiers qui le composaient. Parmi eux figuraient, outre le général Suarez-Mason, alias « Sam », le général Bignon, le général Riveros et l'inévitable général Campa, chef de la police fédérale.

La déposition, le 4 janvier dernier, d'un témoin-clé, M. Mansur Azzam, devait marquer un tournant décisif dans l'affaire Giorgi. Après avoir gardé le silence durant plus de cinq ans, (il fut en effet libéré en décembre 1978), il révéla qu'il avait vu M. Alfredo Giorgi le jour même de l'enlèvement. Quelques heures

Etats-Unis

Deux documents confidentiels fournissent des indications sur les objectifs militaires de Washington en Amérique centrale

Washington (A.F.P.). - Deux documents confidentiels, remontant l'un et l'autre à novembre 1983, fournissent des indications sur les objectifs militaires de Washington en Amérique centrale. L'un est un mémorandum du Congrès contre les actions envisagées à l'encontre du Nicaragua. L'autre est un rapport du commandement sud de l'armée américaine basé à Panama, relatif à l'aide au Salvador.

Le mémorandum confidentiel du Congrès indique qu'il existe un réel danger pour les Etats-Unis « de se réveiller un jour devant une guerre civile en Amérique centrale ».

La pierre angulaire pour le commandement sud, indique le mémorandum, se trouve au Honduras, pays qui s'est préparé à la guerre civile, sans renversement de la politique du président Reagan en faveur d'actions diplomatiques.

La pierre angulaire pour le commandement sud, indique le mémorandum, se trouve au Honduras, pays qui s'est préparé à la guerre civile, sans renversement de la politique du président Reagan en faveur d'actions diplomatiques.

Le général, qui, selon le document, a la réputation d'un bon stratège militaire et d'un expert en matière de services secrets, plaide pour une présence permanente des Etats-Unis en Amérique centrale ; les manœuvres conjointes américano-honduriennes « Abnax Tars II » (Big Pine 2) ont permis un premier pas en ce sens.

Les Etats-Unis ont un accord avec Tegucigalpa pour sceller aux bases aériennes honduriennes et construire des installations militaires, d'un montant de 21 millions de dollars, destinés à améliorer les bases de Commandement et de la Ceiba.

L'étape suivante consisterait en l'établissement d'une installation américaine permanente au Honduras, de la taille de la base de Guantanamo à Cuba, ajoute le document. Il indique qu'un projet est à l'étude concernant une base à Puerto-Castilla, sur la côte caribéenne, pour un coût de 160 millions de dollars.

Les objectifs des Etats-Unis sont d'accroître leur capacité dans la région, d'être prêts à répondre à une crise militaire et d'obliger le président cubain, M. Fidel Castro, à sentir une menace militaire venant du Sud, poursuit le mémorandum.

Le Pentagone a déjà annoncé que les prochaines manœuvres, en juin, appelées « Abnax Tars III », seront aussi importantes que les précédentes, qui auront mobilisé plus de cinq mille soldats américains au Honduras de septembre à février.

Quant au document confidentiel du Pentagone, il estime à quelque 200 millions de dollars l'augmentation de l'aide militaire américaine nécessaire en 1984 au Salvador, pour obtenir une victoire des forces gouvernementales sur la guérilla avant le 31 octobre 1985, fin de la prochaine année fiscale.

Selon ce document, qui a circulé en novembre dernier au Congrès, le commandement sud de l'armée américaine a élaboré un plan visant à constituer une « nouvelle armée » au Salvador, avec cinquante-deux unités antiguerrilles et sept bataillons d'intervention rapide, ce qui ferait passer les effectifs gouvernementaux salvadoriens à quarante-neuf mille huit cents hommes, contre trente-deux mille huit cents quatre-vingt-cinq actuellement.

Le rapport de la commission Kissinger, qui demandait pour 1984 et 1985 une aide militaire de 400 millions de dollars au Salvador, s'est donc inspiré de ce document du Pentagone, sans pour autant le citer.

Ce document a été rédigé par le général Woerner, désigné par le chef du commandement sud pour superviser l'assistance militaire à l'Amérique centrale.

L'aide totale des Etats-Unis au Salvador devrait être portée à 1,4 milliard de dollars (374 millions d'assistance militaire et 1,026 milliard d'aide économique) pour les années fiscales 1984 et 1985 (le total de l'aide au Salvador en 1982 et 1983 s'était élevé à 554 millions de dollars).

Le commandement sud évalue les besoins de l'aide militaire pour 1984 à 231 millions de dollars (dont 64,8 ont déjà été approuvés par le Congrès) et ceux de 1985 à 143 millions de dollars. Le montant de l'aide pour 1984 serait donc triple par rapport aux deux années précédentes, où il était respectivement de 81 et de 82 millions.

Le document considère que la proposition du commandement sud permettrait de faire de l'armée salvadorienne la plus puissante d'Amérique centrale (le Nicaragua comptait vingt-deux mille hommes et le Honduras vingt et un mille deux cents). La guérilla salvadorienne, selon le document de la DIA, compterait, elle, de quatre mille à six mille combattants à temps plein, et le soutien de huit mille à douze mille personnes.

Le rapport du Pentagone indique encore que le commandement sud a fondé « de grands espoirs » sur la commission Kissinger, ce qui ne manquera pas de susciter une vive controverse au Congrès.

Mais, dès novembre, le Pentagone ne croyait pas possible que le Congrès vote un crédit de 1,4 milliard de dollars pour « gagner » au Salvador, et considérait qu'il ne restait donc que quatre solutions pour les Etats-Unis : « perdre » le Salvador ; maintenir l'embargo sanglant actuel pendant deux ans ; changer la politique de l'administration Reagan pour l'orienter vers la recherche d'une solution pacifique ; envoyer des troupes américaines au place.

De « grands espoirs » sur la commission Kissinger

Quant au document confidentiel du Pentagone, il estime à quelque 200 millions de dollars l'augmentation de l'aide militaire américaine nécessaire en 1984 au Salvador, pour obtenir une victoire des forces gouvernementales sur la guérilla avant le 31 octobre 1985, fin de la prochaine année fiscale.

S.O.S. AMITIE ILE-DE-FRANCE

recherche des écoutants bénévoles pour ses quatre centres d'écoute

ÉCRIRE : S.O.S. AMITIE ILE-DE-FRANCE B.P. 100 92105 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX

autres régions, écrire à S.O.S. AMITIE 5, rue de Laborde 75008 Paris

مكتبة الامم المتحدة

LE RAPPORT DE M. MARCHAIS AU COMITÉ CENTRAL DU P.C.F.

« Nous sommes à l'heure de choix cruciaux »

Dans le rapport qu'il a présenté le 17 janvier devant le comité central du P.C.F., M. Georges Marchais rappelle que l'œuvre accomplie par la gauche est « importante, encourageante », mais souligne que si ce bilan est « ainsi qu'il l'avait été le 1^{er} décembre lors de la rencontre P.C.F.-P.S. », « déjà supérieur aux grandes conquêtes du Front populaire et de la Libération », les « atouts nouveaux » dont dispose la gauche (nationalisations, décentralisation, droits des travailleurs) « sont insuffisamment utilisés » et « les mesures prises ne suffisent pas à redresser la situation ».

Le secrétaire général du P.C.F. insiste notamment sur l'emploi et le

pouvoir d'achat. « La manière dont la gauche va aborder ces problèmes sera décisive pour sa réussite ou son échec », dit-il. M. Marchais estime que « la situation de l'emploi continue de se dégrader ». On ne peut plus attendre, selon lui, d'effets bénéfiques des mesures sociales qui avaient permis la stabilisation du chômage. A propos de Talbot, le secrétaire général du P.C.F. déclare : « Ce qui s'est passé montre quelle situation grave, dangereuse, peut se créer si le gouvernement ne se donne pas les moyens de faire prévaloir des solutions conformes aux intérêts des travailleurs et à l'avenir industriel du pays en associant tous les intéressés ».

M. Marchais ajoute que « les capacités matérielles de production » ont baissé en 1982, que les investissements ont chuté de 9 % en deux ans, que la formation professionnelle « demeure très insuffisante », que le financement de la recherche industrielle est « souvent très faible » en regard de l'effort consenti par l'Etat. « Nous sommes donc, conclut-il sur ce point, en présence d'une dégradation réelle de la situation de la production et de l'emploi », avant d'affirmer que « l'évolution du pouvoir d'achat est également inquiétante » (stagnation du pouvoir d'achat du SMIC en 1983, baisse sensible du pouvoir d'achat des salaires nets, qui est inférieur de 0,1 % à ce qu'il était en 1978). Il souligne que l'objectif de 5 % d'inflation en 1984 est « très ambitieux ».

« Tout le montre, dit M. Marchais, la situation de l'économie française est préoccupante. Nous sommes à l'heure de choix cruciaux pour la France et pour son gouvernement ». Il réaffirme que l'objectif du P.C.F. reste de « faire tout ce qui dépend de nous pour la réussite de la gauche ».

Après avoir énuméré les responsabilités des anciens gestionnaires et du grand patronat, M. Marchais affirme : « L'archaïsme n'est pas de notre côté. Nous ne défendons pas la sidérurgie, le charbon, l'industrie navale parce que les hommes du passé que nous serions aurons comme « bastions » des secteurs dépassés. Nous défendons ces branches parce qu'elles constituent des industries d'avenir, et que les sacri-

fier constituerait un immense gâchis ».

M. Marchais estime que le progrès technique ne signifie pas « fatalement » moins d'emplois, mais qu'il peut être utilisé pour « accroître les productions », donc pour accroître l'emploi. « Rien, dit-il, ne justifie les projets de licenciements massifs, de casse industrielle, supplémentaire que la droite et le patronat veulent à toute force réaliser ».

La campagne anticommuniste

« Face aux pressions du grand patronat, qui, en même temps qu'il défend ses intérêts économiques, poursuit des objectifs politiques en faisant tout pour contribuer à battre la gauche et à affaiblir la classe ouvrière, nous considérons que le gouvernement doit faire preuve de plus de fermeté », souligne M. Marchais. « Nous disons : pas de licenciements, pas un chômage de plus. Et nous ajoutons : réussir la rénovation de l'industrie nationale implique de commencer non pas par diminuer mais par accroître l'emploi productif. La gravité de la situation exige plus que des demi-mesures ». Le secrétaire général du P.C.F. affirme que « on ne doit pas fermer des sites sidérurgiques sans même avoir tenté de regagner des commandes en France », ni « fermer des sites charbonniers quand l'importation est supérieure à la production nationale », ni « fermer des sites de construction navale alors que du 1^{er} octobre 1982 au 1^{er} octobre 1983, sur vingt et un navires achetés au total en France

par les armateurs, trois seulement ont été construits dans notre pays ». Il appelle « toutes les forces populaires » à s'unir, « le plus largement possible », « sans exclusive d'aucune sorte ». « Telle est, dit-il, notre ligne de conduite : rien ne nous fera dévier. Nous n'entendons nullement, par exemple, nous mettre à répliquer sur le même ton aux propos qu'Edmond Maire tient actuellement contre notre parti ».

M. Marchais évoque ensuite le « déchaînement anticommuniste » qui caractérise, selon lui, l'attitude des « ennemis du progrès ». Résumant tout procès du stalinisme, il souligne que « nul plus que les communistes n'ont souffert de la « vérité historique ».

La seule issue véritable

M. Marchais affirme que la réalité présente de l'U.R.S.S. est « incomparable » à ce qu'elle était du temps de Staline, et rappelle que le P.C.F. a prononcé « une condamnation sans appel, irrévocable, irréversible, irrévocable, irréversible du stalinisme ». Le P.C.F., pour ce qui le concerne, n'a jamais porté atteinte à la démocratie et aux libertés, poursuit le secrétaire général, avant d'ajouter que les communistes français ont décidé « définitivement de garder les yeux grands ouverts sur la réalité des pays socialistes ». M. Marchais conclut sur ce point en indiquant que le P.C.F. ne peut admettre sans réagir que « les moyens d'information relevant du service public soient mis sans retenue au service » de ceux qui mènent

une campagne anticommuniste et qui affirment que « le socialisme, c'est l'échec ».

Il précise à ce sujet qu'à ses yeux « Cuba socialiste, c'est mieux que Cuba dépotiste de l'impérialisme, que le Vietnam libre, c'est mieux que l'Indochine française, que l'U.R.S.S., c'est mieux que la Russie des moujiks, que la Chine nourrissant un milliard d'êtres humains, c'est mieux que la Chine de la famine ». Quant à l'idée que « le socialisme, c'est la guerre », M. Marchais demande : « Qui est en guerre aujourd'hui ? ». Il précise : « On nous répondra : l'U.R.S.S. en Afghanistan. C'est vrai. Nous le regrettons et souhaitons une solution politique à ce conflit, qui n'a que trop duré ». Puis il fait l'inventaire des conflits présents et passés dans lesquels sont engagés les Etats-Unis.

M. Marchais estime qu'à travers cette campagne la « réaction » tente de mettre en doute la « loyauté » du P.C.F. au sein de la majorité, son « patriotisme » et son attachement à la démocratie. Il indique que la participation des communistes au gouvernement est devenue « l'enjeu décisif de la bataille politique ». Il souligne que le P.C.F. propose « la seule issue véritable » à la crise, à savoir le « socialisme à la française ». Il regrette que les attaques dont il est l'objet « ne rencontrent pas toujours la riposte nécessaire ».

Il conclut en affirmant qu'il s'agit maintenant de « concrétiser » les décisions d'actions communes du P.C. et du P.S.

Raidissement

La réunion du comité central du parti communiste, initialement prévue pour deux jours, les 17 et 18 janvier, a été prolongée jusqu'au 19 janvier, la discussion ayant pris, indiquent-on mercredi matin au P.C.F., une ampleur inattendue. L'« Humanité » soulignait, mercredi, le « caractère exceptionnel » de cette session. Le débat, introduit par le rapport de M. Georges Marchais, est centré sur la question des mutations industrielles.

Une grande inquiétude, indiquent-on au P.C.F., s'est exprimée dans les interventions de mardi, qui ont refait un « malaise assez profond » dans le parti, dans sa base, mais aussi, soulignent-ils, chez des salariés qui avaient voté pour le parti socialiste. Cette réunion du comité central avait été décidée il y a une quinzaine de jours. La plupart des membres de cette instance représentant des régions ou des branches industrielles concernées par les restructurations ont pris la parole mardi ou mercredi le faire mercredi ou jeudi.

Les interventions ont porté sur des cas précis de secteurs ou d'entreprises menacés : les charbon-

nages, la sidérurgie, la construction navale, mais aussi les ARCT de Riom (Loire) - unité de production de textiles synthétiques dépendant de Rhône-Poulenc, et dont le maintien en activité avait été l'enjeu d'une lutte de longue durée, menée par le P.C.F. et par la C.G.T., sous le patronat précédent - ou les Constructions de Clichy, entreprise établie en Saint-Denis et qui doit être transférée à Villeurbanne (Rhône). Ce dernier cas, qui met en cause M. Charles Hecquy, ministre de la défense et maître de Villeurbanne, pose le problème des emplois en région parisienne.

De façon générale, les tendances de la discussion étaient, selon les indications recueillies mercredi matin, à l'expression d'une déception. Les communistes estiment que la gauche s'est mal engagée dans cette entreprise de mutation et qu'elle risque d'y perdre le crédit qu'elle conserve dans sa base sociale. Ils dénoncent les conceptions patronales qui passent, selon eux, d'un trop grand poids sur la manière dont le gouvernement aborde ce problème. Ces conceptions se résument, selon les communistes, à ceci : pour moderniser, commençons par licencier. Ils opposent une autre logique : pour moderniser, commençons par créer des emplois.

Cette logique conduit à refuser les licenciements « en masse », qu'ils soient étalés dans le temps, comme le souhaite l'Hotel Martigny, ou que l'on « porte le fer », comme le préconise l'Elysée (Le Monde du 18 janvier). « Nous disons : pas un licenciement, pas un chômage de plus », a déclaré M. Marchais dans son rapport.

Les communistes en viennent ainsi à insister sur l'importance de la formation professionnelle, secteur dont l'un des leurs, M. Marcel Rigout, est chargé au gouvernement. Le comité interministériel, réuni le 18 janvier par M. Pierre Mauroy, et auquel participait M. Rigout, ne leur a pas donné satisfaction sur cette question. L'ordre des priorités retenu par le gouvernement n'est pas celui qu'ils recommandent.

Le raidissement dont fait preuve la direction du P.C.F. d'espérer, en partie, par les retombées du conflit Talbot, évoqué dans la discussion au comité central. Le comportement du parti communiste et celui de la C.G.T., dans cette circonstance, semblent avoir créé un malaise dans les rangs des deux organisations.

En affirmant que, contrairement à ce que dit le ministre de l'économie et des finances, il existe un « trésor de guerre » capitaliste, et en dénonçant le comportement des banques nationalisées, les communistes entendent se démarquer nettement d'un discours aujourd'hui dominant à gauche et totalement contraire à celui qu'ils ont toujours tenu. Leur dénonciation de la « campagne anticommuniste » vise à mettre en garde leurs partenaires contre ceux qui cherchent à provoquer une rupture de la coalition de gauche, rupture qui, disent-ils, laisserait les socialistes isolés et désarmés face à l'opposition.

PATRICK JARREAU.

M. BORNARD (C.F.T.C.) : « Le gouvernement est « coincé » entre les promesses antérieures et les contraintes financières d'aujourd'hui »

A l'issue d'un entretien de plus de deux heures avec le premier ministre, le 17 janvier, M. Jean Bornard, président de la C.F.T.C., a estimé que le gouvernement apparaissait « coincé » entre les promesses antérieures et les contraintes financières d'aujourd'hui, en ce qui concerne les restructurations industrielles et l'emploi.

La C.F.T.C. a présenté trois demandes à M. Mauroy : nécessité de la modernisation de l'appareil industriel ; nécessité de « parler clair » et de fixer des objectifs précis en accord avec les organisations syndicales, mais aussi en tenant compte de leurs répercussions régionales et locales ; nécessité de mettre en œuvre des politiques d'accompagnement et des relais d'emplois.

« Les réalités », s'est demandé M. Bornard, vont-elles pouvoir se plier aux intentions exprimées ? Arrivera-t-on à trouver des relais d'emplois avec une croissance de 0 %, alors qu'on avait déjà beaucoup de mal à faire des reconversions dans le passé avec une croissance de 3 % ? »

A TFI, le 17 janvier, M. Henri Krasucki a affirmé que, tant sur l'emploi que sur le pouvoir d'achat, « il y a des choses qui ne peuvent pas être supportées par la masse des travailleurs ». Interrogé sur les restructurations industrielles, le secrétaire général de la C.G.T. a estimé qu'il y a « quelque chose de choquant, de révoltant » dans l'idée de suraffectifs dans l'industrie, car « il y a » « sureffectifs », c'est bien, selon lui, chez les chômeurs qu'ils se trouvent.

ACTE LE 1^{er} RÉSEAU EN FRANCE

LOCATION DE BUREAUX (à la journée, au mois) sièges de stés avec secrétariat. Télés, perman. Téléphone.

RELAIS D'AFFAIRES pour PME : recrutements, formation, publicités, études de marchés, implantations locales, assistance commerciale.

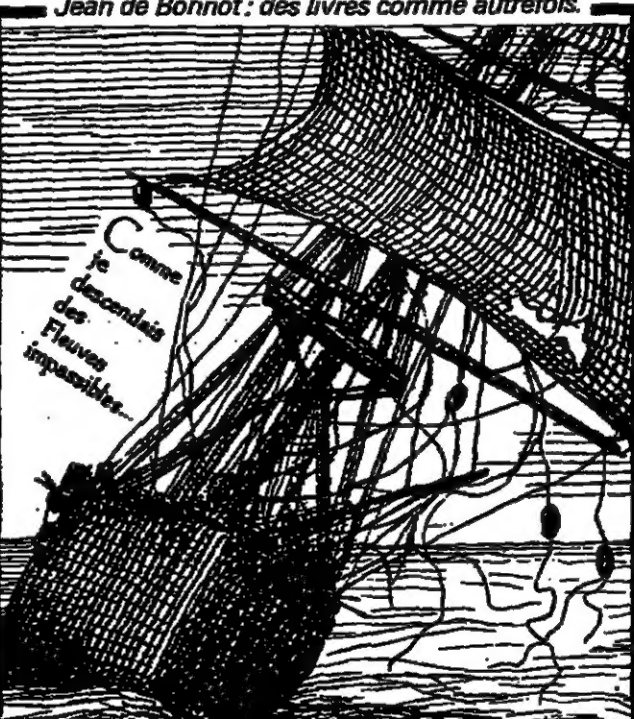
MATERNITÉS D'ENTREPRISES, dé marches, formalités, assistance de gestion, commerciale, administrative...

BORDEAUX - DIJON - ESSONNE - LILLE - NANTES
NICE - ROUEN - TOULOUSE - PARIS (2^e et 8^e)

RENSEIGNEMENTS & RÉSERVATION CENTRALE : (1) 261.88.88 +

GARANTIE ACTE

Jean de Bonnot : des livres comme autrefois.



Nouvelle édition en or véritable Reliure plein cuir

fabriqué, selon l'ancienne méthode de la « forme ronde », dans une papeterie des Vosges qui date de 1590. Papier délicat, aux « veines » précieuses, papier chaleureux que l'on aime à regarder à contre-jour, comme le faisaient nos ancêtres.

En plein cuir de mouton, coupé d'une seule pièce, décoré à l'or véritable avec des fers gravés à la main par Maurice Charrier, une reliure raffinée habille cet ouvrage précieux.

Garantie à vie

Je vous prête avec grand plaisir ce volume, afin que vous puissiez vous rendre compte par vous-même et décider en toute tranquillité. Si vous n'êtes pas séduit, n'hésitez pas à me le renvoyer dans son emballage d'origine. Vous ne me devrez rien et vous conserverez de toute façon la gravure que je vous offre. De plus, pour vous démontrer ma confiance dans cet ouvrage, je me déclare prêt à vous le racheter, au même prix, même dans plusieurs années, si, un jour, vous désirez vous en séparer.

Votre bien dévoué

Jean de Bonnot

CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale représentant un paysage. Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot

En un seul grand volume, l'œuvre poétique intégrale d'Arthur Rimbaud

« l'enfant maudit de la poésie ».

Édition d'art en or 22 carats : 349 illustrations « en bandeaux » de maîtres graveurs de l'époque.

Après son dernier poème, il a encore dix-sept ans à vivre. C'est peu.

C'est à partir de ce moment qu'il court les routes du monde : il s'engage dans l'armée coloniale

hollandaise, deserte et revient en France. La Belgique, Vienne, Hambourg.

En attendant d'entrer dans la marine américaine, il travaille dans un crâne et puis, de nouveau, prend la route. La Suède, le Danemark, Marseille, Alexandrie, l'Italie et encore Hambourg et la Belgique.

Il traverse les Vosges et le Saint-Gothard à pied. Gènes, l'Égypte, Chypre, l'Arabie. Il travaille dans un comptoir colonial. C'est la stabilité, ou presque, mais le démon du voyage résurgit.

C'est maintenant l'Afrique inconnue. Il est le premier à mettre les pieds à Bubassa et à traverser l'Ogaden. Il vend des armes au roi du Choa, Ménélik. Il explore des régions ignorées.

Dans une factorerie, à Harrar, il est atteint d'une tumeur au genou. On l'embarque pour Marseille où on l'ampute de la jambe droite. Il est trop tard. La maladie progresse toujours. Il meurt à l'âge de trente-sept ans.

Un livre d'art fait de main d'ouvrier.

Je désire vous présenter notre édition qui, en un seul volume, recueille toute l'œuvre de cet homme misérable et merveilleux.

En créant ce livre, j'ai essayé de faire, moi aussi, de la poésie à ma manière. Nous avons travaillé, mes collaborateurs et moi, avec amour : mission étrange et châtiment que de toucher à cette œuvre extravagante et mystique. Le texte comporte les variantes souhaitées par le Poète. Les caractères et les illustrations (349 au total) sont de l'époque. Le papier est notre vergé chiffron.

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré 75392 Paris Cedex 08

Oui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours l'Œuvre Poétique d'Arthur Rimbaud, en un seul volume 14 x 21 cm, auquel vous joindrez mon cadeau.

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai, de toute façon, la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 149,50 F (+ 10,70 F de frais de port).

Nom Prénoms

Adresse complète

Code postal Ville

Signature

Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

L'opposition devrait présenter une liste unique malgré les réserves de l'U.D.F.

La présentation d'une liste unique de l'opposition conduite par M. Simone Veil devrait être officiellement décidée le 26 janvier, à l'issue d'une nouvelle réunion entre les délégations du R.P.R. et de l'U.D.F. Mardi 17 janvier, après deux heures quarante de discussion dans le bureau de M. Chirac, à l'hôtel de Ville de Paris, le communiqué suivant a été publié : « Les représentants de l'U.D.F. et du R.P.R. se sont rencontrés le 17 janvier pour examiner les conditions de préparation et d'organisation des prochaines élections européennes. Cet examen a fait apparaître tout d'abord un accord sur la nécessité et les modalités d'une relance de la construction européenne, garantie essentielle de la sécurité et des libertés des Français. »

« S'agissant par ailleurs d'une consultation qui s'inscrit dans un contexte politique national, les participants se sont interrogés sur la meilleure stratégie à mettre au point pour assurer le succès le plus large de l'opposition républicaine. Ils ont décidé de consulter leurs instances et de se réunir à nouveau le 26 janvier, à 16 heures. »

Participaient à cette réunion, outre M. Simone Veil, du côté de l'U.D.F., M. Jean Lecanuet, président du mouvement, et les quatre vice-présidents ou leurs représentants : MM. François Léotard (P.R.), Pierre Méhaignerie (C.D.S.), André Rossinot (parti radical) et Max Lejeune (P.S.D.). Du côté du R.P.R. : MM. Jacques Chirac, Bernard Foss et les deux présidents des groupes parlementaires, MM. Claude Labbé et Charles Pasqua.

À l'issue de la réunion de l'hôtel de Ville, M. François Léotard, secrétaire général du R.P.R., a adressé une lettre aux militants du parti républicain, par laquelle il justifie sa démission de ses fonctions de vice-président de l'U.D.F.

Il rappelle qu'il a toujours été opposé à la constitution d'une liste commune, qui est une mauvaise solution pour l'ensemble de l'opposition et pour l'U.D.F. « Il n'a pas été possible de s'opposer à cette décision. C'est une erreur tactique, politique et morale. Il a estimé que « les 48 % de voix perdus par le sondage en cas de liste unique ne seraient même pas atteints en juin ». M. Léotard présente pas de liste séparée et qu'il apportera son soutien à la liste présentée et soutient par cette formation.

Au cours de la réunion de l'hôtel de Ville, M. Jacques Chirac, selon son entourage, souligné que, « si la tactique des deux listes pouvait se défendre, l'opposition avait néanmoins intérêt à dépasser les problèmes tactiques et à proposer une stratégie à faire passer d'unité pour aller dans le sens de ce que souhaite son électorat. »

Le report de la décision finale au 26 janvier prochain a été notamment justifié par la réunion, dimanche 22 janvier, du conseil politique du C.D.S. M. Méhaignerie, président de cette formation, est également favorable à la constitution de deux listes.

■ **PRÉCISION.** - Si M. Giscard d'Estaing a effectivement estimé qu'une liste unique de l'opposition aux élections européennes « compromettrait les chances pour 1986 », il n'a pas tenu ce propos au cours du « Grand Jury R.T.L.-Le Monde » comme nous l'avons écrit dans l'article consacré à la rencontre R.P.R.-U.D.F. (le Monde du 17 janvier) mais au cours de la réunion du bureau politique de l'U.D.F. le 12 janvier.

Le P.F.N. envisage de présenter sa propre liste

Le comité exécutif du Parti des forces nouvelles (P.F.N.), extrême droite, réuni lundi 16 janvier à Paris, a « déploré vivement » le refus du Front national, qui dirige M. Jean-Marie Le Pen, de négocier la constitution d'une liste commune aux élections européennes (le Monde du 17 janvier). « L'attitude sectaire du mouvement de M. Le Pen est d'autant plus étonnante que celui-ci déplorait avec raison les exclusives faites à son encontre par le R.P.R. et l'U.D.F. », affirme-t-il. Les dirigeants du P.F.N. demeurent, « malgré tout », partisans de « l'union », mais ils déclarent que « si celle-ci ne pouvait être réalisée, une liste « Eurodroite » serait présentée, comme en 1979, aux élections de juin prochain » (1).

Le P.F.N. entend aussi présenter sa propre liste à la prochaine élection municipale partielle de Draguignan (Var), où le Front national a décidé, lui aussi, de participer à la compétition. « Il va de soi que nous maintenons notre liste, indique le comité exécutif du P.F.N. Nous ne céderons, en aucun cas, à ce genre de chantage et ce d'autant plus qu'à Dreux, comme à Aulnay-sous-Bois, nous n'avons rien fait pour gêner l'action du Front national. »

■ **M. Pierre Joxe et la maison de la culture de Chalon-sur-Saône.** - La maison de la culture de Chalon-sur-Saône n'est pas dissoute, selon M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Le député de Saône-et-Loire, qui se trouvait vendredi 13 janvier dans cette ville, a déclaré que la décision de la municipalité, dirigée par M. Perben (R.P.R.), de se retirer du conseil d'administration de la maison de la culture était « illégale » (le Monde du 4 janvier). M. Joxe a précisé qu'une telle décision ne pouvait être prise qu'après une délibération et un vote du conseil municipal. Il a proposé que la question soit traitée en concertation avec le ministère de la culture, la municipalité et la maison de la culture.

■ **M. Bonnefous et l'aide au retour des travailleurs immigrés.** - M. Edouard Bonnefous, sénateur (Gauche démocratique) des Yvelines, a déposé une proposition de loi tendant à favoriser le retour volontaire des travailleurs immigrés dans leur pays. Cette « aide au départ volontaire » est, selon M. Bonnefous, « la seule solution humaine, généreuse et réaliste » car, souligne-t-il, « comment ne pas comprendre les travailleurs immigrés qui émettent des doutes sur l'efficacité de la formation qui leur sera dispensée alors que beaucoup n'atteignent pas un niveau d'alphabétisation satisfaisant dans leur propre langue maternelle et a fortiori dans la nôtre ».

Le P.F.N. participera aussi à l'élection cantonale partielle qui doit avoir lieu à Aix-en-Provence et peut-être à Marseille si les résultats enregistrés en mars dans certains secteurs sont annulés. « L'avenir de nos idées passe avant les ambitions personnelles et le sectarisme, conclut le P.F.N. Plus que jamais, détermination et réalisme doivent guider notre action, non des propos et des objectifs utopiques et irréalistes qui, ne pouvant être atteints, déçoivent demain les sympathisants qui ont rejoint la droite nationale et nationaliste depuis quelques mois. »

(1) En 1979, le Front national et le P.F.N. avaient initialement constitué une liste commune, la liste de l'Union française pour l'Eurodroite des patries, conduite par M. Michel de Saint-Pierre, n'ayant pu réunir les voix nécessaires pour mener campagne. Deux jours après cette décision, le P.F.N. avait déposé sa propre liste, la liste d'Union française pour l'Eurodroite, emmenée par M. Jean-Louis Tixier-Vignancour. Le Front national avait vivement réagi à ce coup de théâtre et appelé à l'abstention. La liste de M. Tixier-Vignancour avait recueilli 265 106 voix, soit 1,33 % des suffrages exprimés.

En bref

M. Bonnefous juge « excessive » la somme de 20 000 F avancée par des travailleurs immigrés de l'usine Talbot-Poissy. « Un calcul plus rigoureux devrait être effectué en fonction des situations personnelles de chacun », déclare-t-il.

■ **Les forces militaires françaises hors de l'Hexagone.** - Dans une réponse à une question écrite posée par M. Pierre-Christophe Taittinger, sénateur (R.I.) de Paris, et parue au Journal officiel du 12 janvier, M. Charles Hernu, ministre de la défense, indique que la France entretient environ 20 000 hommes dans les D.O.M. et T.O.M. et 9 000 dans les différents pays d'Afrique, avec lesquels elle a conclu des accords de coopération. Il ajoute que 8 000 hommes opèrent actuellement au Tchad et au Liban (17 500 dans la force multinationale de sécurité de Beyrouth, près de 1 000 dans la FINUL, 2 500 dans la marine au large du Liban et 2 860 en premier échelon au Tchad). Enfin, les forces françaises stationnées en Allemagne se composent d'environ 50 000 hommes.

■ **Incidents en Guadeloupe.** - Des incidents se sont produits, mardi 17 janvier, à Pointe-à-Pitre, à l'occasion d'une manifestation organisée par quatorze associations politiques et syndicales pour protester contre la fermeture de Radio-Unité,

L'AFFAIRE DES « AVIONS RENIFLEURS »

La situation juridique confuse du rapport Giquel Vers le compromis

Plus de deux semaines après que M. Pierre Mauroy lui en ait fait la demande, la Cour des comptes ne s'est pas encore prononcée sur la nature du rapport établi par M. François Giquel dans l'affaire des avions renifleurs d'ELF-ERAP.

Il semble que l'instance chargée de rendre un avis, en l'absence du « bureau » auquel M. Mauroy avait confié cette mission, soit la conférence des présidents, qui réunit le premier président, le procureur général et les présidents de chambre. Néanmoins, cette saisine de la conférence des présidents n'est pas confirmée officiellement.

Le ministère de la justice, parallèlement à la Cour des comptes, examine, lui aussi, « minutieusement » le dossier.

Le gouvernement est placé devant un choix malaisé. L'inculpation de M. Bernard Beck ne pourrait qu'accroître la dégradation du climat politique, sans bénéfice certain pour la gauche ; d'autant que l'ancien premier président de la Cour des comptes ne paraît avoir joué qu'un rôle secondaire si on le compare aux responsabilités prises par les autorités politiques et les dirigeants d'ELF-ERAP de l'époque.

Mais le pouvoir est lié aussi par les déclarations faites par M. Pierre Mauroy, lors de sa conférence de presse du 2 janvier : des suites judi-

ciaires, avait-il annoncé, seraient données à cette affaire, et le choix a été fait de lui donner une dimension spectaculaire. Si M. Giscard d'Estaing, comme l'a fait remarquer M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a pris l'initiative de « médiatiser » l'affaire en montrant le rapport à la télévision, M. Mauroy n'a pas été en reste le 2 janvier.

D'un point de vue purement juridique, la qualification que la justice, éclairée, si elle le souhaite, par l'avis de la Cour des comptes, peut donner à la destruction effectuée par M. Beck - crime ou délit - dépend à la fois du statut même du rapport (voir encadré) et de la nature des exemplaires détruits, copies ou originaux.

Si la justice considère qu'il s'agit d'« actes ou titres » au sens de l'article 173 du code pénal, cette destruction est un acte criminel. Mais, selon l'expression du « code pénal annoté » de M. Emile Garçon, « cette expression est loin d'être claire et elle a suscité des difficultés délicates ». Néanmoins, si ce rapport avait été établi dans le cadre de l'activité proprement juridictionnelle de la Cour des comptes (contrôle des comptes publics), l'original du rapport serait à peu près sûrement un « acte ou titre ».

D'autre part, l'activité de la Cour, lorsqu'elle contrôle la gestion des

entreprises publiques, est d'ordre administratif. Mais, comme le note un document de présentation de la Cour : « Ces deux types de contrôle sont en fait complémentaires et ils s'exercent simultanément : c'est à travers la vérification de la régularité des comptabilités et en se fondant sur les pièces justificatives qui sont produites à l'appui de celles-ci que les magistrats de la Cour peuvent apprécier la question de la gestion des organismes publics. »

On notera que la dernière page du rapport précise, ce qui ne semble pas être habituel à la Cour : « Le présent rapport a été dactylographié en six exemplaires, un original et cinq copies, tous signés par le rapporteur et paraphés à chaque page par ses soins (1) ».

En outre, l'article 439 du code pénal, complété par l'ordonnance du 4 décembre 1944, permet de poursuivre « quiconque aura sciemment détruit, soustrait, recélé, dissimulé ou altéré un document public, ou privé de nature à faciliter le rapprochement de crimes et délits, la découverte de preuves ou le châtiment de leur auteur ». Là encore, selon la qualification du document, « acte de l'autorité publique » ou « toute autre pièce », la destruction est un crime ou un délit. A signaler aussi cette disposition de l'article 52 d'un décret du 20 septembre 1968 relatif à la Cour des comptes, et quelle soit

la nature du rapport en cause : « Si, à l'occasion de ces contrôles, indicateurs de la Cour des comptes découvrent des faits de nature à motiver l'ouverture d'une action pénale, le procureur général saisit le ministre intéressé et avise le garde des sceaux (...) ainsi que le ministre de l'économie et des finances. »

Enfin l'article 434 du code pénal permet de poursuivre « quiconque aura volontairement détruit ou détourné un objet mobilier (...) appartenant à l'Etat ». Il s'agit, alors d'un délit.

Ces divers éléments juridiques pourraient faire l'objet d'écrits sans fin. Dans un souci de concision, la Cour des comptes paraît incliner à retenir l'hypothèse suivante : les documents détruits par M. Beck sont de simples copies. Seul l'un des exemplaires remis à M. Barre et aujourd'hui revenus à la Cour des comptes après les tribulations que l'on sait, dans une telle interprétation, l'appellation d'« original ». M. Beck n'encourt donc cette hypothèse que des poursuites provoquées par un simple délit.

Il n'est pas douteux que la perspective d'un tel compromis, réjouissant dans l'oubli le « gros » mot de M. Henri Emmanuelli à l'Assemblée nationale, soulageait aussi l'hôtel Matignon.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) Le rapport remis par un collaborateur de M. Raymond Barre aux services de M. Pierre Mauroy est enregistré à la Cour - sous numéro 46, exemplaire 216 - Il s'agit donc d'une des cinq « pièces ».

Les inventeurs et leurs découvertes espagnoles

De notre correspondant

Madrid. - L'inventeur belge M. Alain de Villages avait procédé à des expériences de recherche d'hydrocarbures en mer dans le golfe de Gascogne avec la compagnie ELF-ERAP. Ces tentatives de prospection se révélaient fructueuses, selon le ministre espagnol de l'information et du tourisme de l'époque, M. Sanchez Bella, qui rendit possible l'opération.

« Au début des années 70, nous n'étions pas, je le fus contacté par l'avocat d'affaires M. Jean Violet, qui était un ami de longue date. Il me présenta M. de Villages, qui affirmait avoir découvert un procédé révolutionnaire permettant de détecter des nappes d'eau souterraines. Ce chercheur semblait quelque peu illuminé. Il était persuadé qu'il apparaîtrait dans le futur comme l'un des bienfaiteurs de l'humanité. Il espérait vendre son procédé à la Banque mondiale, mais voulait d'abord l'expérimenter dans notre pays. Sa proposition semblait, au tout cas, digne d'être prise en considération. »

M. Sanchez Bella reconnaît que les experts en hydrologie ne furent pas consultés, pas plus que le ministère responsable de ce secteur. « M. de Villages avait demandé que les recherches soient réalisées avec la plus grande discrétion afin que le secret de l'invention ne soit pas dévoilé, affirme notre interlocuteur. J'étais pratiquement le seul personnel à être au courant. Je lui ai notamment accordé des permis de prospection pour la région d'Almería, une des zones les plus désertiques de notre territoire. »

Les recherches commencèrent dans une ferme d'élevage située près du cap de La Cheta (Capo de Gata), à une vingtaine de kilomètres d'Almería. M. Sanchez Bella s'est rendu à

plusieurs reprises sur les lieux. « L'opération se déroula à bord d'un camion. M. de Villages était muni d'un appareil ressemblant à un pistolet, qui émettait un bruit étrange à l'approche d'une nappe d'eau, à la manière d'un compteur Geiger. »

L'Etat espagnol ne commettait-il pas une imprudence en se lançant dans cette aventure sans même consulter les spécialistes ? « Le risque était d'autant plus limité que nous ne déboursions pas un centime, répond M. Bella. M. de Villages assumait lui-même tous les frais. » Qui donc finançait l'opération ? Sur ce thème, notre interlocuteur est très évasif. « Je l'ignore, affirme-t-il, mais le coût des recherches n'était guère élevé. Le matériel se limitait à l'appareil de prospection et à un camion, et l'équipe était réduite : de Villages, l'ingénieur italien Aldo Bonassoli - un homme de génie, précise-t-il, - quelques techniciens et un manager américain. »

Les recherches furent apparemment couronnées de succès. « Nous avons découvert de l'eau aux endroits indiqués par M. de Villages et à la profondeur annoncée, déclare l'ancien ministre de l'information. Mais ces premières nappes n'étaient pas suffisamment abondantes pour pouvoir être exploitées commercialement. »

« Très anti-américain »

Après un début assez encourageant, pourquoi ne pas être allé de l'avant en poursuivant l'opération ? « L'Etat espagnol n'avait pas les moyens de financer des recherches à plus grande échelle, explique M. Sanchez Bella. D'autant que de Villages, qui avait au début axé ses études sur l'eau, s'est ensuite tourné vers le pétrole à partir de la crise énergétique de 1973, et a voulu opérer à partir d'un avion au lieu d'un camion. Un apport de fonds était donc devenu indispensable. »

« Comme il était très anti-américain, il voulait absolument vendre son procédé à une firme européenne, poursuit notre interlocuteur. L'Espagne (compagnie pétrolière espagnole) ne possédait pas les ressources techniques et matérielles suffisantes, de Villages s'est tourné vers ELF-ERAP. Son intention était d'accorder à cette compagnie le monopole d'exploitation de son invention. Il avait été convenu qu'en Espagne l'opération serait gérée conjointement par la compagnie ELF, mais sous le couvert de la firme espagnole Barroca. La rupture entre de Villages et ELF a toutefois empêché ce dernier projet de se matérialiser. »

L'aspect du scandale pris par l'affaire des avions renifleurs ne semble pas avoir ébranlé la confiance de M. Sanchez Bella dans l'inventeur belge. « Ce n'était pas une supercherie, insiste-t-il. Le procédé qu'il avait mis au point était tout à fait sérieux. Il était sans doute même révolutionnaire, mais il n'était pas encore suffisamment élaboré pour permettre de passer au stade de l'exploitation. J'ai même été témoin pendant des années avant de mettre au point le pistolet atomique ? » M. de Villages ne semble toutefois pas avoir bénéficié du même crédit auprès de tous ses interlocuteurs espagnols.

THIERRY MALINAK.

Une procédure hybride

La nature juridique des exemplaires détruits du rapport Giquel n'est pas simple à établir, dans la mesure où ce rapport n'a servi de bout en bout ni la procédure utilisée pour le contrôle par la Cour des comptes des entreprises publiques (que nous appelons procédure A), ce qui est fait en document officiel de la Cour des comptes, ni la procédure (que nous appelons procédure B), par laquelle un magistrat de la Cour peut, en dehors de la Cour elle-même, établir, sur demande d'un ministre, un rapport sur un sujet donné.

La procédure suivie par le rapport Giquel, d'après ce que l'on peut en reconstruire, est une procédure hybride, qui emprunte plus d'éléments déterminants à la procédure officielle (procédure A) qu'à la procédure individuelle ou officieuse (procédure B). Une difficulté supplémentaire provient du fait que la procédure A n'est pas réglementée jusqu'au détail et que la procédure B est entièrement coutumière.

■ **Archivage - enregistrement :** dans le cas de la procédure A, le rapport est enregistré au greffe central de la Cour et archivé à la Cour ; dans le cas de la procédure B, les rapports ne sont ni enregistrés ni archivés, puisqu'ils ne sont pas considérés comme des travaux de la Cour.

Le rapport Giquel a été enregistré au greffe central de la Cour, trois exemplaires ont été transmis à M. Barre, premier ministre, trois exemplaires ont été conservés dans le coffre-fort de la présidence jusqu'à ce que M. Beck, alors premier président, prenne, à la cessation de ses fonctions, la décision de les détruire.

■ **Présentation :** les rapports ayant suivi la procédure A ont une couverture qui porte la mention « Cour des comptes ». Dans le cas de la procédure B, la mention « Cour des comptes » n'apparaît nulle part, si ce n'est éventuellement pour indiquer que l'auteur du rapport est magistrat à la Cour des comptes.

Le rapport Giquel porte la mention « Cour des comptes. Confidentiel ».

■ **Procédure collégiale et contradictoire :** schématiquement, dans le cas de la procédure A, le rapporteur rédige un premier rapport dit « jeune », de la couleur de sa couverture, transmis au procureur général, envoyé aux dirigeants de l'entreprise contrôlée et au ministre de tutelle de celle-ci. Un conseiller maître rédige un contre-rapport. Les dirigeants de l'entreprise sont entendus par la chambre compétente. Un premier délibéré a lieu en présence des autorités de tutelle. Puis la chambre ou une section de la chambre (trois magistrats au moins) délibère et

arrête le texte définitif du rapport. Le rapport devient alors un rapport de la Cour des comptes. C'est un rapport « bleu », comme la couleur de sa couverture, qui est transmis avec ses conclusions « aux ministres intéressés », ainsi qu'aux dirigeants de l'entreprise. Il est tenu à la disposition des « membres du Parlement désignés pour suivre et apprécier la gestion » des entreprises publiques.

Dans le cas de la procédure B, le rapport, qui n'est pas un rapport de la Cour, ne suit aucune de ces étapes. Il est transmis directement par son auteur au ministre demandeur qui est libre d'en faire ce qu'il lui semble.

Le rapport Giquel a suivi une partie des étapes de la procédure A. Il a été examiné par la première section de la chambre ; il porte sur sa dernière page la mention « fait le (...) », suivie du nom des quatre magistrats qui ont participé à cet examen. La mention habituelle est « fait et délibéré », mais il arrive que la seule mention « fait » soit utilisée. L'un des signataires est le contre-rapporteur. Le rapport Giquel n'a pas été transmis au procureur général. Nous ignorons si l'audition par la section de chambre, dans le cadre de la procédure A, est une couverture plutôt « jeune » ou « bleue ».

■ **Statut du rapporteur :** dans le cas de la procédure A, le magistrat établit un rapport dans le cadre de ses fonctions à la Cour. Le rapporteur est un magistrat de la Cour des comptes. Dans le cas de la procédure B, le rapporteur agit en dehors de la Cour des comptes, il établit un rapport en son nom, qui n'est pas un rapport de la Cour des comptes. Il est saisi, directement par un ministre, avec l'accord du premier président de la Cour, celui du président de la chambre à laquelle appartient le magistrat, et l'accord du magistrat lui-même. Le magistrat qui n'agit pas en qualité de rapporteur son rapport dans le cadre d'une lettre de mission émanant directement du ministre demandeur.

Dans le cadre de l'affaire des avions renifleurs, M. Giquel établissait un rapport disjoint, à la demande du premier ministre, du rapport qu'il rédigeait sur ELF-ERAP, dans le cadre du contrôle des entreprises publiques par la Cour des comptes.

Phénomène enfin que, selon la Cour des comptes, les dispositions législatives qui prévoient que « la Cour prend toutes dispositions pour garantir strictement le secret de ses investigations et de ses observations » (loi du 22 jan. 1967, modifiée par la loi du 22 jan. 1976, puis le 10 juil. 1982) n'ont jamais reçu de décrets d'application.

POLITIQUE

Un entretien avec M. Chaban-Delmas

(Suite de la première page.)

« Le discrédit d'anciens dirigeants en tant que gestionnaires, alors qu'ils sont, jusqu'à présent, réputés être bons, et le détournement de l'attention publique d'une série de problèmes graves, dont la gravité a été sensiblement accrue par les effets négatifs précédents de la gestion erratique des deux premiers années des actuels dirigeants du pays. »

« Le proche avenir dira si ces objectifs seront atteints. Mon expérience de campagnes dirigées contre moi, même totalement infondées, me conduit à penser qu'ils le seront au moins partiellement. » *Colonnes; colonnes; il en reste toujours quelque chose.*

« Quel qu'il en soit, voici mis en cause deux présidents de la République, le précédent et l'actuel. D'une déclaration à une autre, on en est arrivé aux paroles qui blessent non seulement les hommes, mais la démocratie. Le respect de la démocratie implique, comme son bon exercice, de viser l'adversaire dans ses idées, dans ses actions, pour, si possible, l'atteindre, mais sans le blesser. »

« Quelles suites prévoyez-vous ? »

« On se dirige vers une sorte de guerre civile froide. Le dommage pour notre pays est certain, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur et ELI-Aquilaine en fait, en ce moment même, la dure expérience. La moins mauvaise hypothèse pour le proche avenir repose dans l'espoir que l'opposition publique ne s'enflamme pas à son tour et qu'elle deviendra simplement mais fidèlement un peu plus sceptique encore vis-à-vis du personnel politique et aussi de nos institutions. Il s'agit donc bien d'une affaire perdante pour l'intérêt commun. »

L'affaire Boulin

« Et voilà pourtant que l'on remet en cause le suicide de Robert Boulin dont vous fûtes l'ami. Y voyez-vous une exploitation politique ? »

« Les rebondissement de ces derniers jours ravivent la peine ressentie lors de la mort de Robert Boulin et aussi le regret d'avoir eu à affronter un homme si fidèle, si entièrement dévoué au bien public, à sa ville de Libourne, à la France, et, de surcroît, un des meilleurs gouvernants de notre époque, comme l'a d'ailleurs prouvé sa quasi-immuabilité ministérielle. »

« Pour ma part, à l'époque de cette tragédie, je n'ai pas mis en doute son suicide tel qu'il a été annoncé officiellement et tel que le confirmait la lettre que m'avait adressée Robert Boulin, ainsi qu'à plusieurs autres personnes. Le fait de la famille d'aller au fond des choses est parfaitement légitime. Il faut laisser se dérouler l'instruction en cours, et tous ceux qui disposent de quelque information encore inconnue ont le devoir de la verser au dossier. Quel qu'il en soit, Robert Boulin aura souffert injustement. C'est ma conviction. Plaise au ciel que sa mémoire ne soit pas trahie par quelque exploitation politique que ce soit. »

« Trouvez-vous que ces « affaires », ont pour objet de détourner l'attention de l'opinion ? »

« C'est tout à fait cela. L'année 1983 a été caractérisée par la difficile reconquête des marges de manœuvre fort injustement pillées depuis mai 1981. Est-ce que cela sera suffisant ? »

« Le commerce extérieur s'est sensiblement redressé, grâce à trois dévaluations consécutives, au renouveau de l'activité intérieure et de la volonté exportatrice de nos entreprises. Un retour durable à l'équilibre sera néanmoins difficile. Quant aux prix, la différence d'inflation avec nos principaux partenaires dépasse 5 points pour 1983 et a rarement été aussi forte. Les perspectives 1984 paraissent moins mauvaises, mais que de temps perdu ! Notre dette extérieure atteint maintenant officiellement 53 milliards de dollars, dont le remboursement va peser très lourd sur nos chances de redressement. »

« Sur le plan intérieur, le déficit public va dépasser pour 1983 la norme fixée de 3 % du PIB. Je ne crois pas que 1984 sera très différent. Comment sera-t-il possible de faire baisser réellement et durablement le taux des prélèvements obligatoires à partir de 1985, comme l'a annoncé le président de la République ? »

« Le maintien du pouvoir d'achat individuel s'est fait sur le dos des entreprises. C'est la base même de notre richesse nationale, et de notre bien-être individuel, qui est atteinte. L'arrivée sur le marché du travail de nouveaux et nombreux demandeurs d'emploi peut faire craindre l'approche des trois millions de chômeurs. »

« Tous ces facteurs sont durables. La « gestion sociale » du chômage ne parviendra plus longtemps, à elle seule, à faire face aux conséquences des restructurations en cours. Apportant une réponse humanitaire de plus en plus partielle, elle contribue à retarder la prise de conscience économique. »

« Dire la vérité aux Français devient une nécessité dès lors que l'on espère le consensus et la mobilisation indispensables pour faire face à ces défis. Le gouvernement sera-t-il capable de faire revivre le dialogue social, la concertation entre partenaires responsables, pour engager les mutations qui nécessitent un effort durable de solidarité et une mobilisation au bénéfice de la compétitivité de nos entreprises ? Tels sont les véritables problèmes qui se posent aujourd'hui à la France, et qui ne doivent pas être masqués par des faux-semblants. »

Le pouvoir

en porte-faux

« Le pouvoir actuel vous semble-t-il plus présidentiel que ses prédécesseurs ? »

« Depuis l'origine, le caractère présidentiel de nos institutions a prévalu selon des modalités variées. Il en est de même actuellement. Si l'appartenance de M. Mitterrand apparaît dans ce sens, peut-être est-ce parce que n'est pas complètement effacé le souvenir de ses prises de position répétées, abruptes et même violentes, précisément contre l'aspect présidentiel affirmé au cours des dernières décennies. »

« Vous trouvez donc que le gouvernement ne joue pas assez son rôle ? »

« Quelle que soit la « présidentialisation » du pouvoir, le gouvernement n'en existe pas moins. Dans sa composition comme dans la majorité parlementaire qui le soutient, il est fondé sur l'union du P.S. et du P.C.F., dont les valeurs et les objectifs sont non seulement différents mais, à bien des égards, opposés. Il en résulte un porte-faux politique apparu dès 1972 lors de l'adoption du programme commun de la gauche et qui affecte à la fois la situation politique d'ensemble et l'action gouvernementale, tout en constituant, selon mon opinion, un danger sérieux pour la France. »

« Le P.C.F. étant gêné aux entournures du fait de sa participation au gouvernement, opère par le relais de la C.G.T., dont il a le contrôle. D'où des à-coups, des freinages, des pertes d'efficacité, notamment dans l'application de la politique économique adoptée depuis mars 1983. D'où aussi - et c'est le plus grave - des relances ou des atteintes nouvelles aux structures mêmes de la société. »

« Au parti socialiste, diverses tendances subsistent, soit d'accord, soit plus ou moins réagissant à cet état de choses, qu'il s'agisse, par exemple, de la liberté de l'enseignement ou de celle de la presse, fondements mêmes d'une société de liberté et de responsabilité ; ces tentatives menacent directement l'équilibre culturel et social de la Nation. »

« La véritable ligne de partage entre les citoyens et leurs représentants devrait être tracée en réponse à la question essentielle qui est énoncée : « Dans quel type de société voulez-vous vivre, vous et vos enfants ? » Alors cette ligne, aujourd'hui tracée en fonction de la configuration des partis politiques, passerait quelque part dans le parti socialiste et ce serait la fin d'ambiguïtés dont la persistance entraine notre pays vers une autre société d'égalitarisme trompeur, d'étatisation croissante et finalement de morne collectivisme. »

« Vous pensez donc toujours à la nouvelle société ? »

« Changer la société pour la rendre plus juste et plus humaine en réduisant les injustices qui ne sont pas dues au mérite ou aux services rendus, en formant chacun à l'exercice des responsabilités sans lesquelles la liberté est un vain mot et la justice, un mensonge : oui ! Telles devraient être la nouvelle société que j'ai tenté de faire apparaître lorsque j'étais premier ministre, que je m'efforce de réaliser à Bordeaux et que je crois toujours salutaire pour les Français. »

« Mais changer de société : non ! et je continuerai à m'y opposer. Pour l'avenir, je m'attache donc toujours à actualiser le projet de nouvelle société et, croyez-moi, je ne suis pas isolé. »

Pour une liste unique

« Il a été question de vous comme tête de liste aux élections européennes. »

« Je compte saisir l'occasion de la prochaine campagne en vue des élections européennes pour témoigner de ma conviction. Il ne pouvait être question pour moi de conduire

une liste en raison de l'impossibilité pratique d'ajouter un mandat à Strasbourg à mon travail habituel qui absorbe tout mon temps entre Bordeaux et Paris. Mais j'appuierai de mon mieux l'action de celles et de ceux qui seront en piste. »

« J'ai été et je demeure partisan d'une liste unique de l'opposition en dépit des résultats d'un sondage très sollicité qui accorde un meilleur score global à deux listes. Il s'agit d'élections européennes. Toutefois, comme l'opposition d'aujourd'hui a l'ambition de devenir la majorité de demain, il faut informer l'opinion publique de la politique européenne qui serait celle du gouvernement en cas d'alternance. Le R.P.R. et l'U.D.F. s'accordent maintenant sur l'essentiel, et leur union appuyée sur un « programme européen commun » répond à cette exigence. Chacun sait que le P.S. et le P.C.F. seraient dans l'impossibilité d'aboutir à un tel accord, sauf à se réfugier dans l'ambiguïté qui caractérise leur actuelle cohabitation au pouvoir. »

« Puisque vous souhaitez la victoire de l'opposition en 1986, comment envisagez-vous l'alternance qui se produirait alors ? »

« Il m'a été, en effet, posé cette question : « Dans ce cas, accepteriez-vous d'être premier ministre de M. Mitterrand ? » Pour la clarté du sujet, voici la réponse : « Tout premier ministre ne serait pas le premier ministre de M. François Mitterrand mais un premier ministre désigné par le président de la République pour faire une politique différente de la sienne et, à un certain nombre d'égards, contraire. L'action de ce premier ministre traiterait dans le sens général voulu par les

électeurs, avec le soutien de la nouvelle majorité. »

« Du point de vue institutionnel, et comme vous l'avez écrit vous-même récemment dans le Monde (1), rien ne s'oppose à la cohabitation d'un président de la République et d'une majorité parlementaire opposée à lui. J'ai même plus loin : dans une telle hypothèse, la Constitution serait pleinement respectée : pour la première fois depuis 1958, l'article 20, article clé, serait appliqué. Cet article dit en propres termes : « Le Gouvernement détermine et conduit la politique de la Nation. » On en mesure le plein effet. »

« En 1962, lorsque l'élection du président de la République a été transférée des grands électeurs à tous les électeurs, cet article 20, qui pouvait sembler périmé de ce fait, a été conservé en vertu d'un choix fait par le général de Gaulle lui-même. Ainsi, tant dans sa lettre que dans l'esprit de son fondateur, notre Constitution permet et prévoit même une telle cohabitation par laquelle le pouvoir traverserait la Seine, de l'Elysée, à Matignon. Le président de la République conserverait alors essentiellement le pouvoir de dissolution de la nouvelle Assemblée nationale ; ce qui ne serait pas rien. »

« Cela, c'est le droit. Mais il y a aussi les hommes et les faits. Que seraient-ils en cas de nouvelle alternance ? Personne n'en sait rien, et la réponse à votre question repose sur une hypothèse dont la réalisation exigerait de fort nombreuses conditions. »

Propos recueillis par ANDRÉ PASSERON.

(1) Le Monde du 26 octobre 1983.

UNE ENQUÊTE DE DIALOGUE DES VILLES DE FRANCE

M^{me} Pelletier : les femmes peuvent contribuer au renouvellement du discours politique

L'association Dialogue des villes de France, présidée par M^{me} Monique Pelletier, ancien secrétaire d'Etat, a noté que, depuis mars 1953, on dénombre 72131 femmes élues dans les mairies. Elle a mené une enquête dans toutes les villes de plus de 10000 habitants - à l'exception de Paris, Lyon et Marseille - pour connaître le nombre de femmes adjointes et les délégations dont elles ont la charge.

Bien que les villes de l'opposition aient plus largement répondu à cette enquête que celles de la majorité - sur 672 villes de plus de 10000 habitants, 262 maires de l'opposition et 113 maires de la majorité ont répondu. - Dialogue des villes de France considère que les taux de réponse obtenus peuvent être considérés comme représentatifs : sur 3682 adjoints, 650 sont des femmes, soit 19,5 % (19,9 % dans l'opposition, 18,6 % dans la majorité). La femme adjointe type, d'après cette enquête, a quarante-cinq ans et s'occupe des affaires sociales, scolaires ou culturelles.

55,38 % des élus traitent des affaires sociales (38,48 % et scolaires (16,90 %), 11,50 % s'occupent des affaires culturelles et des loisirs, 7,20 % ont en charge les relations publiques, etc. C'est en Basse-Normandie, en Corse, en Haute-Normandie et en Ile-de-France qu'une femme aurait le plus de chances d'être élue adjointe.

M^{me} Monique Pelletier s'appuie sur d'autres sondages consacrés aux femmes et à la politique pour affir-

mer qu'« il existe désormais un vote féminin, les femmes votent pour les femmes », et que ces dernières sont « désormais crédibles en politique ». Elle juge que si « les partis politiques ont franchi une étape, il y a quelques années, en admettant l'intérêt et l'utilité de l'action pour les femmes, ils ont encore des progrès à faire [ne serait-ce que] pour accepter de les aider à accéder aux responsabilités politiques. »

« La vérité, dit-elle, est que l'inclusion des femmes dans ces clubs masculins qui sont les partis politiques trouble le jeu, qu'elles dérangent et que, n'étant pas elles-mêmes aux postes de décision dans ces instances, leur cause n'avance guère. Il me semble urgent de renouveler le discours politique, les méthodes et les pratiques. Actuellement, la crédibilité de la classe politique est sérieusement mise en cause : l'effet « Mondat » n'a pas d'autre raison. »

Pour M^{me} Pelletier, il est clair que « les femmes peuvent contribuer à ce renouvellement parce que, nouvelles en politique, leur regard est neuf, leur langage est plus concret, plus vrai, leur capacité à dépasser les clivages partisans plus grande. »

M^{me} Pelletier souhaite que les femmes « n'attendent pas que la classe politique reconnaisse leurs mérites », mais qu'« elles s'engagent dans chacune des élections à venir », qu'il s'agisse des européennes de 1984, des cantonales de 1985 ou des législatives de 1986.

REMERCIEMENTS DES EDITIONS JEAN DE BONNOT

Cette annonce est réservée aux clients de Jean de Bonnot. Elle remplace tout courrier ou autre message adressé personnellement.

LES PENSÉES DE PASCAL
Génie à l'état pur, Blaise Pascal est à la fois le Mozart et le Léonard de Vinci des lettres françaises.

L'œuvre la plus forte du 17^e siècle

En offrant aujourd'hui ce maître-livre de notre littérature au prix coûtant, ne vous y trompez pas, Jean de Bonnot ne souhaite ainsi que payer un peu sa dette à l'amitié et à la fidélité. Ce geste n'est le résultat d'aucune concession sur la qualité. En effet, ce bel in-octavo (14 x 21 cm) de 528 pages a été réalisé dans la saine tradition Jean de Bonnot : plein cuir et or véritable, papier chiffon, vignettes et bandeaux d'époque, etc. L'œuvre proposée est un des textes majeurs de notre littérature. Elle bénéficie d'autre part des éditions mises au point de la critique moderne : sur ce plan le savant et spirituel archiviste paléographe Jacques Hanmont nous a donné avec une

érudition sans pesanteur des notes du plus grand intérêt que la mise en pages a su rendre discrètes.

L'étrange destinée d'un homme hors du commun

Quel prodigieux génie que Pascal ! C'est le Mozart des lettres françaises et son Léonard de Vinci. Comme le musicien, il montre une précocité surprenante, presque inquiétante, et, comme Léonard, ses dons se manifestent dans de multiples directions. Un tel dessin à quelque chose de singulier qui dépasse notre entendement ! Ainsi que le relate sa nièce, la jeune Jeanne de Pascal est marquée par la sorcellerie : à l'âge de deux ans, il est atteint d'une mystérieuse langueur qu'on attribue aux maléfices d'un envoutement et dont on le délivra par la magie, en transférant le mal à un chat noir qui mourut en effet. A onze ans, il rédige un traité d'acoustique, redécouvrant, sans les avoir appris, les principes fondamentaux de la gé-

métrie. A douze ans, il retrouve de lui-même la plus abstraite des propositions d'Euclide. A seize ans, il compose un traité des coniques qui étonne les savants du temps. A dix-neuf ans, il invente la machine à calculer, la presse hydraulique, la brouette et maintes autres merveilles. Il formule peu après le principe de l'hydrostatique et présente le calcul des probabilités.

Aux confins de la raison

Mais ce savant précoce est d'abord un homme. La puissance même de son esprit lui en fait voir les limites. C'est ce conflit entre la raison et les élans de l'âme, entre l'esprit de géométrie et celui de finesse, qui fait la matière des Pensées. Ce drame, cette grandeur misérable de l'homme perdu entre les deux infinis, annonce les plus émouvantes manifestations de la réflexion contemporaine.

Quel jaillissement ! Chacune des pensées, écrites sans apprêt, comme elle vient, dans la plus belle langue qui soit, éveille en chacun de nous un écho qui prolonge notre propre interrogation. Athée ou croyant, tout le monde trouve sa nourriture dans les Pensées de Pascal qui reste l'œuvre la plus puissante et la plus reconfortante de toute notre littérature. De Voltaire à Bergson et à Valéry, de Chateaubriand à Stendhal, du physicien Louis de Broglie aux plus matérialistes des marxistes, les Pensées de Pascal sont depuis trois siècles le livre de chevet de tous les Français de quelque esprit et de tous les esprits de quelque profondeur.

Un livre précieux et rare

On ne trouve plus dans le commerce des livres de cette qualité à ce prix. Jean de Bonnot est probablement un des très rares éditeurs, sinon le seul, à employer encore exclusivement le vrai cuir et l'or véritable pour ses éditions. Dans cette tradition les Pensées de Pascal sont une réussite : reliure plein cuir taillée d'une seule pièce dans une peau de mouton irréprochable, dos et plats ornés d'un décor particulièrement élégant composé à partir de fers gravés au 17^e siècle, décor et titres au dos poussés à l'or véritable, tranche supérieure dorée à la feuille avec ce même or de bon aloi, mise en pages raffinée ponctuée de vignettes et de bandeaux du temps, tranches-fils, signet tressé, gardes à l'ancienne... Sait-on que pour ses livres Jean de Bonnot utilise un minimum de 52 cm² de feuille d'or tirant 22 carats ?

Garantie à vie

Il vaut mieux avoir peu de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'âme une éclaircie des satisfactions insaisissables. Jean de Bonnot ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails. Elles prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir embellissent en se patinant avec le temps. C'est pourquoi Jean de Bonnot s'engage à racheter ses ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE EN REMERCIEMENT

A renvoyer à Jean de Bonnot, 7, fg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant les "Pensées" de Pascal en un fort volume grand in-octavo (14 x 21 cm), relié plein cuir, au prix de 98,50 F (+ 12,70 F de frais d'envoi).

Veillez trouver ci-joint mon règlement.

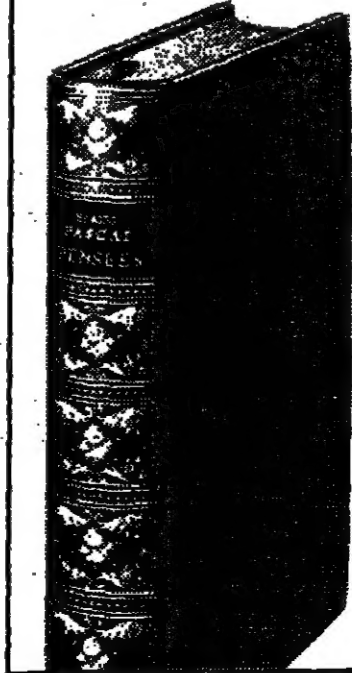
Si ce livre ne me convient pas, je le renverrai et je serai aussitôt remboursé.

Nom _____ Prénoms _____

Adresse complète _____

Code postal _____ Ville _____ Signature _____

* Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.



**JOURS
DE
FRANCE**



Photo : Henry PESSIER

AU CAFÉ DU COMMERCE LE PROGRÈS TECHNIQUE N'EST PAS GÉNÉRATEUR DE CHÔMAGE

François : Bonjour Marie ! Comment vas-tu aujourd'hui ?

Marie : Moi ça ne va pas mal, mais j'ai un copain qui travaille chez Peugeot et qui m'a dit que le mois prochain il y aurait encore huit jours de chômage technique. Le progrès technique est-il, oui ou non, générateur de chômage ?

François : Oui, si l'on considère un industriel qui produit un matériel quelconque. Dans le cas où il développe son outillage et même construit quelques robots, il sera dans la nécessité de licencier les trois quarts de son personnel ; et si cet industriel n'a pas d'imagination, évidemment il n'y a pas de solution.

Non, si au contraire on a affaire à un industriel qui connaît bien la technique, qui investit, qui construit, qui embauche et qui exporte ; alors là le progrès technique n'est pas générateur de chômage.

Mais vouloir se développer trop vite en empruntant aux banques n'est pas une solution. Car si une difficulté surgit dans la mise au point d'un prototype ou si une crise survient (car ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on sait qu'il y a des vaches grasses et des vaches maigres), les banquiers peuvent réclamer le remboursement de leurs avances et l'on n'est pas loin du dépôt de bilan. Si on se développe calmement, par autofinancement, on est mieux à même de surmonter un à-coup, quel qu'il soit.

C'est ainsi qu'au Japon et en Amérique, notamment, quand les industriels produisaient des magnétophones, dont la sortie a trouvé dans le public un très large succès, ils créaient les prototypes et faisaient l'outillage des téléviseurs couleurs qui ont eu l'expansion que tout le monde connaît.

Quand ils produisaient les téléviseurs couleurs, ils créaient les prototypes et faisaient

l'outillage des magnétoscopes qui ont été une véritable révolution dans l'audiovisuel.

C'est ainsi qu'en produisant chaque fois de nouveaux matériels qui n'arrêtent pas la fabrication des précédents, il n'y a jamais de licenciements, au contraire, on embauche et on exporte.

Maintenant, les Japonais et les Américains fabriquent des ordinateurs de différentes catégories, depuis les plus grands jusqu'aux plus petits. Cependant, sur ce plan-là, ce sont plutôt les Américains qui se sont imposés. Un constructeur américain vient de sortir en très grande série des petits ordinateurs familiaux très modernes, à un prix très compétitif. En appuyant sur les différentes touches, on obtient l'horaire des chemins de fer, les cours de la bourse, le montant de son compte en banque, l'adresse des médecins de nuit avec leur spécialité, etc.

Après les ordinateurs, nul doute que le Japon comme l'Amérique n'inventent d'autres produits très sophistiqués qui, par la suite, deviendront d'un usage courant.

Tu vois qu'on ne peut pas dire que le progrès technique soit générateur de chômage. Bien au contraire, mais il faut avoir des chefs d'entreprise et des ingénieurs dynamiques.

Marie : Tu en connais des choses, je ne te croyais pas aussi savant.

Justement on m'a dit qu'à l'occasion du Nouvel An, le personnel de l'Elysée s'était cotisé pour offrir au Président un de ces petits ordinateurs familiaux qui a été placé sur son bureau. Il paraît que lorsque le Président a appuyé sur la touche indiquant « Horoscope des prochaines années », on a vu sur l'écran apparaître les mots « UNION NATIONALE ».

Marcel Dassault
Député de l'Oise

هتدأ من الامل

هكذا من الإمل

Le Monde **société**

LA POLÉMIQUE SUR LA MORT DE ROBERT BOULIN

M. Badinter porte plainte contre la famille de l'ancien ministre

Le garde des sceaux, M. Robert Badinter, a décidé de porter plainte à la suite de la « diffusion publique » dont a été l'objet le procureur de la République de Versailles, M. Robert Barbat (le Monde du 18 janvier). Après avoir été reçu le 17 janvier par M. Michel Maestroni, juge d'instruction, qui leur a communiqué les résultats du deuxième rapport d'autopsie de Robert Boulin, M^{me} Colette Boulin, son fils et sa fille ont en effet rendu publique une

« requête ouverte à M. le procureur de la République de Versailles » dénonçant son « inaptitude », sa « forfaiture » et ses « communi- qués mensongers ». M. Badinter s'appuie sur l'article 48-3 de la loi du 29 juillet 1881, qui prévoit : « Dans le cas d'injure ou de diffamation envers les fonctionnaires publics, les députés, les sénateurs ou agents de l'autorité publique autres que les ministres, et envers les citoyens chargés d'un service ou d'un mandat public, la pour- suite aura lieu, soit sur leur plainte, soit d'of- fice, sur la plainte du ministre dont ils relè- vent ».

Nous publions ci-dessous les conclusions des deux rapports d'autopsie de Robert Boulin. Aucun de ces deux documents ne permet de conclure à un assassinat. Les deux collègues d'experts retiennent l'hypothèse d'une mort par noyade et n'infirment nullement la thèse du suicide.

La nouvelle expertise n'infirme pas la thèse du suicide

Un mort, deux expertises. Plus de quatre ans après le décès de Robert Boulin, ministre du travail de M. Giscard d'Estaing, la douleur de sa famille et l'action conjuguée de l'avocat qu'elle a récemment choisi, M^{re} Jacques Vergès, contribuent à faire resnaître une « affaire » et, sur- tout, à attiser une polémique probé- lement vaine.

C'est le 30 octobre 1979, un petit matin, que le corps de Robert Boulin avait été découvert par les gen- darmes, à moitié immergé au lieu-dit l'Étang-Rompu, dans la forêt de Rambouillet. Les gendarmes avaient eu le tort de le tirer hors de l'eau vers la rive. Le jour même, vers 16 heures, après qu'un proche de la famille Boulin eut tenté de s'opposer à l'autopsie ordonnée par M. Robert Barbat, procureur de la République à Versailles, les docteurs Bailly, De- ponce et Kampschell procédaient aux différents examens d'usage. Le pre- mier substitut du tribunal de Ver- sailles assistait à l'autopsie. Dans leur rapport médico-légal du 30 oc- tobre 1979, les docteurs Bailly et Deponce retiennent l'hypothèse d'une submersion.

mettre un éventuel examen anatomo-pathologique.

« Les petites lésions constatées au niveau du visage sont des lésions banales qui peuvent avoir été provo- quées par une chute antérieure à la mort, mais qui ne sont pas suffi- santes pour permettre d'envisager l'hypothèse de violences volontaires préalables ».

« Conclusions :
1. Les constatations effectuées sur le corps de Robert Boulin sont celles habituellement observées dans les asphyxies par submersion.
2. Les viscères ont été prélevés aux fins d'analyses toxicologiques.
3. Des fragments de tissus ont été prélevés pour permettre un exa- men anatomo-pathologique.
4. Un examen radiologique préalable a montré l'absence de pro- jectile inclus ».

Querelle d'experts ?

Ainsi, l'hypothèse du suicide de Robert Boulin est-elle retenue par les autorités judiciaires. Et le rap- port de l'autopsie se verra « ap- puyé » par l'enquête du service de police judiciaire de Versailles. L'en- quête de la machine à écrire de Ro- bert Boulin confirmera que le minis- tre a bien dactylographié la longue lettre — reçue par des journaux et des hommes politiques — dans la- quelle il annonce qu'il va se donner la mort dans les étangs de Hollande (forêt de Rambouillet). Une ex- périence graphologique attestera à son tour que Robert Boulin a bien écrit, de sa main, le mot d'affection pour sa famille que les gendarmes décou- vriront sur le pare-brise de sa voiture garée le long de l'étang.

Un an plus tard, en 1980, ce sui- cide semble s'être mis en doute per- sonne. M. Bertrand Boulin, fils du ministre, rédige un livre intitulé *Ma vérité sur mon père*. Il écrit tout au long de son ouvrage que ce der- nier s'est suicidé. Il entend alors « rendre tout son sens profond à son acte ».

Deux ans passent. C'est la volen- tate. M. Bertrand Boulin, sa mère et sa sœur se croient plus au suicide. Ils prennent pour avocat M^{re} Vergès et se constituent partie civile contre X... pour homicide volon- taire, le 6 juin 1983. A la demande de M^{re} Vergès, M. Michel Maes-

tron, juge d'instruction chargé de ce dossier, ordonne que le corps de Ro- bert Boulin soit exhumé. Une nou- velle autopsie en forme de contre- expertise a alors lieu à Bordeaux.

Les professeurs L'Épée, Lazarini et Delorme rédigent leur rapport après les examens des 16 novembre, 6 et 26 décembre 1983. S'ils notent que le corps offre un état de conser- vation « relativement » satisfaisant, ils indiquent cependant — c'est le point 1 de leurs conclusions — qu'ils ont opéré dans des « conditions déli- cates » et qu'il y a eu parfois « im- possibilité pour apprécier et éva- luer des parties molles, très profondément remaniées par les phénomènes cadavériques ».

Les conclusions soulignent aussi que la contre-expertise « met en évi- dence » :

« 2. Une petite fracture de 3 mil- limètres de l'extrémité distale (par- tie médiane) des os propres du nez. Cette fracture est décelable à la ra- diographie mais n'a pas pu être confirmée à la dissection et à l'anatomo-pathologie ».

« 3. Une fracture de la portion nasale du maxillaire supérieur gau- che. Cette fracture est sans cal visi- ble (radiographie, tomographie, dissection et anatomo-pathologie) ».

« 4. Cette indiscutable fracture de la portion antérieure du maxillaire supérieur gauche mesure 10 millimètres de long environ. Il ne peut s'agir d'une fracture ancienne. Elle correspond à une lésion trau- matique de la face du sujet. Si l'on tient compte de la description éga- lement (des tissus cutanés) de la face lors de l'autopsie en 1979, on peut admettre sans le prouver de façon absolue (car il aurait fallu une étude anatomo-pathologique de ces plaies en 1979) le caractère vital (du vivant du sujet) de cette lésion osseuse traumatique ».

« 5. Nous estimons donc qu'il y a eu « traumatisme appuyé » du maxillaire facial du vivant de Robert Boulin, pouvant correspondre :

« à un choc direct ;
« à un choc sur une substance dure ou contondante ».

« On ne peut cependant totale- ment éliminer :
« une manipulation brutale du cadavre après sa découverte ;
« une lésion osseuse produite par aiguille de Reverdin (aiguille chirurgicale) ou autre lors de la so- lidarisation labiale (manœuvre de présentation du corps suite à l'au- topsie) ».

« 6. Si les experts sont nette- ment en faveur de l'hypothèse d'un traumatisme facial chez un sujet vi- vant, ils estiment que ce trau- matisme ne peut être crédité du décès ».

« 7. Une mort par submersion chez un sujet ayant absorbé du Dia- zepam reste une hypothèse accep- table mais nullement démontrée par preuves scientifiquement indiscuta- bles ».

Telles sont les pièces du dossier. La deuxième expertise ne vient assu- rément pas contredire la première mais la complète et se plait à la cri- tiquer. Elle souligne au passage : « L'autopsie de 1979 avait été in- complète car la dissection du crâne n'avait pas été pratiquée sur ordre. Elle avait abouti à des conclusions peu démonstratives et se résumait au seul paragraphe suivant : « Les constatations effectuées sur le corps de Robert Boulin sont celles habituellement observées dans les asphyxies par submersion ». Il manquait un élément fondamental pour établir indiscutablement cette submersion : l'étude anatomo- pathologique des poumons, dont on ne trouve aucune trace dans le do- cument ».

Quelle est, ici, la part de la « que- relle d'experts » ? On ne le sait pas exactement. Mais M^{re} Vergès et ses clients ont la tâche de la déceler, l'agrandir et l'exploiter.

LAURENT GRELSAMER.

TENNIS

McENROE ET NAVRATLOVA CHAMPIONS DU MONDE

Le jury de la Fédération interna- tionale de tennis, composé des ar- bitres champions Donald Budge, Fred Perry et Lewis Hoad, a attri- bué, le mardi 17 janvier, à Londres, le titre de champion du monde à l'Américain John McEnroe, qui suc- cède ainsi au palmarès à son compa- triote Jimmy Connors.

Cette décision était attendue après la victoire du champion de Wimbledon sur le Tchecoslovaque Ivan Lendl en finale du tournoi des maîtres (le Monde du 17 janvier). Toutefois, pour la première fois de- puis que ce titre honorifique a été décerné, en 1978, McEnroe, déjà couronné en 1981, n'a pas fait l'unanimité du jury. Lewis Hoad s'est en effet prononcé pour le Suédois Mats Wilander, vainqueur des Internatio- naux d'Australie et finaliste de Roland-Garros, gagnant neuf tour- nois en 1983. « Malgré les progrès réalisés par Wilander, McEnroe reste le joueur le plus doué », ont estimé de leur côté Donald Budge et Fred Perry pour décerner le titre à l'Américain, qui a terminé l'année en tête du classement mondial et qui a été désigné par ses pairs comme le meilleur joueur 1983.

Le titre féminin, qui est attribué automatiquement à la première du classement mondial, est revenu pour la deuxième année consécutive à Martina Navratlova : une seule dé- faite en soixante-six matches.

SUSPENSION LEVÉE POUR VILAS

La commission d'appel du Conseil international du tennis profession- nel, réunie le mardi 17 janvier à New-York, a décidé d'annuler la suspension d'un an infligée à l'Ar- gentin Guillermo Vilas, soupçonné d'avoir touché des garanties finan- cières (60 000 dollars) pour partici- per au tournoi de Rotterdam en mars 1983. En revanche, la commis- sion a maintenu l'amende de 20 000 dollars qui devra être payée, moitié par le joueur, moitié par le Conseil.

A la suite de cette décision, Vilas a manifesté sa déception et son in- tention de faire appel.

« Ingemar Stenmark renoue avec la victoire en slalom. — Vic- time d'une chute le 16 janvier dans le premier slalom de Parpan (Suisse) comptant pour la Coupe du monde de ski alpin, le Suédois In- gemar Stenmark a pris sa revanche, le mardi 17 janvier, en s'imposant dans la seconde course devant le vainqueur de la veille, le Luxem- bourgeois Marc Girardelli. Le champion du monde, qui a creusé un substantiel écart avec les autres concurrents sur un tracé très sélec- tif, a ainsi remporté sa troisième vic- toire de la saison et la soixante- seizième de sa carrière. Au classement de la Coupe du monde, il occupe la troisième place, derrière Andreas Lenzel, du Liechtenstein, et le Suisse Pirmin Zurbriggen ».



Alfa Romeo
la maestria automobile



ALFA 33 la ligne



GAP
concessionnaire

PARIS-EST - NOISY-LE-SEC 93133
120, rue Villant Gouturier
(1) 843.53.59

REPUBLIQUE - PARIS 11
32, avenue de la République (1) 808.00.76

Asphyxie

Nous citons ci-dessous intégrale- ment la fin de ce rapport (discussion et conclusions) :

« Le corps de M. Robert Boulin a été découvert dans la forêt de Ram- bouillet, immergé dans un étang ».

« Les observations que nous avons effectuées sur le corps ont été précédées d'un examen radiologi- que effectué par le docteur Kampschell, qui n'a pas montré de projec- tile inclus ».

« Nous avons, quant à nous, constaté des lésions d'adéma- hydro-aérique du tissu pulmonaire habituellement observées dans les asphyxies par submersion et qui s'accompagnent de la présence d'eau à l'intérieur de la cavité gas- trique. Ces éléments anatomo- pathologiques plaident en faveur de l'hypothèse d'une submersion ».

« Les viscères présentaient par ailleurs un aspect congestif relative- ment banal. Les viscères ont été pré- levés pour une analyse toxicologi- que selon la technique habituelle ».

« Par ailleurs, des fragments de tissus ont été prélevés et placés dans une solution conservatrice pour per-

Deux autopsies concordantes

La seule différence existant entre le rapport d'autopsie pari- sien et celui conduit à Bordeaux réside dans la description d'une petite fracture de la région de la face située sur la pommette gau- che, à côté de la pyramide nasale. Les experts bordelais se réfé- rent à la description, lors de l'autopsie parisienne, de petites plaies et d'ecchymoses multiples de la face, notamment au niveau du nez, des lèvres et des pom- mettes, ces dernières situées sous les orbites, indiquent que la petite fracture qu'ils ont trouvée pourrait (sans qu'ils puissent le prouver) avoir été faite du vivant de Robert Boulin, par exemple s'il était tombé violemment sur une surface dure ou s'il avait reçu un coup de poing. Mais ils ne peuvent exclure que cette petite fracture soit tout simplement due soit aux manœuvres de l'autop- sie, lorsqu'on recouvrait le corps avec de grosses aiguilles spé- ciales, dites de Reverdin, soit à la façon quelque peu brutale dont le corps avait été retiré hors de l'eau. En toute hypothèse, ce traumatisme infime ne peut être responsable du décès.

L'hypothèse qui paraît accep- table au deuxième groupe d'ex- perts bordelais est donc celle de la noyade après absorption de tranquillisants ; conclusion à la- quelle étaient arrivés les spécia- listes parisiens. Ils regrettent au passage qu'il n'y ait pas eu à ce sujet une « preuve scientifique- ment indiscutable » (c'est-à-dire

un examen histologique des tissus pulmonaires). Mais un tel examen histologique ne relève- rait pas du pinaillage lorsqu'on sait, par la première autopsie, que l'estomac était rempli d'eau, que les poumons étaient égale- ment gonflés d'eau, qu'ils pré- sentaient des lésions d'écchy- moses caractéristiques et qu'une mousse aqueuse emplissait les trachées jusqu'aux grosses bron- ches ?

Quant à la dissection du crâne, non conduite en 1979, car éprouvants pour les proches, on ne voit guère ce qu'elle aurait permis de déceler, sinon un trau- matisme cérébral ayant entraîné la mort, mais qui aurait impliqué des lésions osseuses autrement plus importantes que les min- uscules fractures observées à Bor- deaux, alors qu'aucune anomalie n'avait été constatée par les ra- diographies de la tête pratiquées à l'époque.

En somme, la seule conclusion claire que l'on puisse tirer à la lecture de protocoles d'autopsie rédigés en un jargon technique qui peut être trompeur pour les non-initiés, et notamment pour les proches, c'est qu'il n'existe aucune contradiction entre les deux groupes d'experts. Le seul élément nouveau consiste en la découverte d'une petite fracture de la pommette, sans grande si- gnification, qui ne peut en aucun cas avoir entraîné la mort.

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

ON LIT CE LIVRE COMME UN ROMAN, ET ON Y APPREND MILLE CHOSES.

Bernard Pivot, *Apostrophes*

Ce livre est peut-être le plus beau monument aux morts de 14-18 qu'on puisse imaginer. Lucide, généreux, sans cocardes ni fanfares : honnête, en somme.

Jean-Didier Wollfram, *L'Express*

Grâce à Pierre Miquel, les souffrants des anciens de 14-18 retrouvent leur sens : celui d'un « combat désespéré mais ardent » contre la fatalité et pour la liberté.

Eric Roussel, *Le Monde*

Un ouvrage solide, honnête et lucide.

Jean-François Fayard, *Le Quotidien de Paris*

Un livre monumental et à bien des égards magistral.

E.R., *La France Catholique*

Le plus bel hommage aux millions de morts de 14-18. Celui de la vérité au service du cœur, de l'intelligence et de l'honnêteté.

Y. Chabot, *La Marne*

Quand on a lu ce livre, source de réflexion, invitation à la pensée personnelle, on ne peut plus penser que l'histoire est inutile.

Jean-Charles Varennes, *La Montagne*

Pierre Miquel apporte une foule de détails, de précisions, d'anecdotes qui rendent extrêmement d'air le récit d'une période historique dont les survivants existent encore et dont les traces demeureront pour des générations.

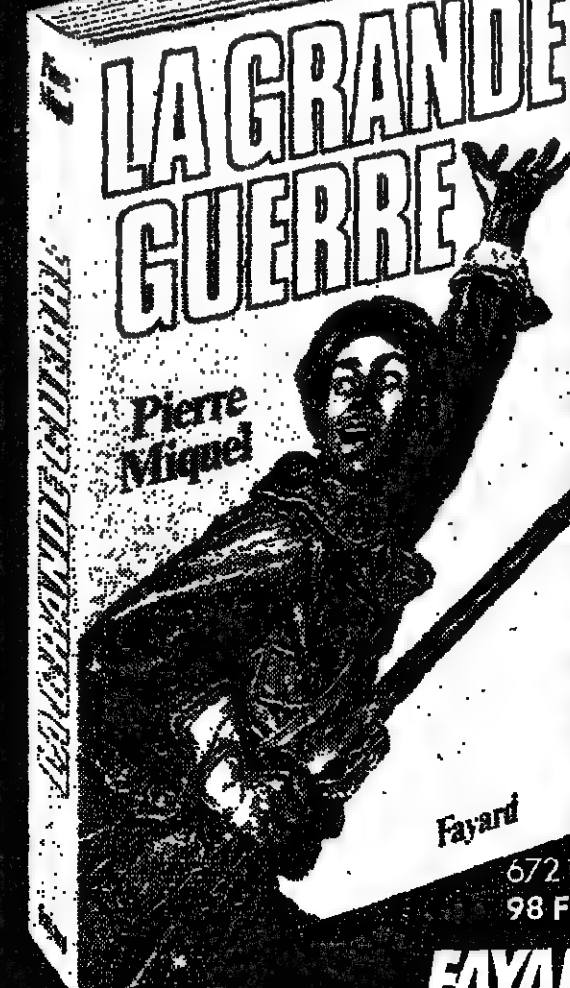
La Marseillaise

Pierre Miquel en première ligne avec ceux de 14... Opération réussie.

Michel Caffier, *L'Est Républicain*

Son œuvre la plus fouillée, la plus solide, la plus brillante.

Jean Baril, *Le Parisien Libéré*



LA GRANDE GUERRE
Pierre Miquel

Fayard

672 pages
98 F

FAYARD

DÉFENSE INFORMATIONS « SERVICES »

La France va accroître ses exportations d'armes

(Suite de la première page.)

D'où, aussi, ce pari lancé à ses subordonnés par le délégué général pour l'armement, selon lequel la fin du premier semestre 1984 devrait être « la date à laquelle des résultats sensibles dans le développement des exportations devraient être obtenus » par l'équipe en place, qui restera inchangée, à la direction des affaires internationales.

Par note « confidentiel-défense », il a demandé à cette équipe, menée par l'ingénieur général Marc Couche, de mieux étudier les marchés extérieurs, « en vue de redéfinir les zones et les pays sur lesquels doivent être accentués nos efforts, de prévoir les inflexions à donner pour tendre à une répartition géographique plus équilibrée de nos ventes, de réexaminer les moyens d'attaquer le marché avec le maximum d'efficacité (aides au financement, réseaux commerciaux) ».

A cet appel pour davantage de pugnacité commerciale et de prospective dans la recherche des besoins exprimés par la clientèle, s'ajoute le projet de réorganiser les structures administratives, chargées de promouvoir les ventes à l'exportation, en améliorant la qualité des hommes et de leur environnement professionnel pendant leurs missions.

Transfert de technologie

Le succès d'une opération de vente, écrit notamment le délégué général pour l'armement, ne peut provenir que de la convergence des actions des organismes et des individus directement impliqués. L'expérience a constamment montré que des actions en ordre dispersé ne pouvaient conduire qu'à des échecs. La réussite d'une opération ne peut en aucun cas être celle d'une ou de quelques individualités, mais celle d'une équipe (...). Un autre élément essentiel de la réussite des négociations est l'aptitude à prendre des décisions rapides et apporter des réponses, en temps réel, aux questions, aux demandes ou aux objections de l'autre côté.

Dans cet esprit, conclut l'auteur de la note « confidentiel-défense »,

je considère que c'est autour du noyau constitué par les ingénieurs et officiers responsables de zones et responsables de l'après-vente que doit être articulé le fonctionnement de la direction des affaires internationales. Ces responsables, chargés du pilotage direct et actif des affaires de leur zone ou de leur domaine, doivent disposer des moyens d'information et de communication les mieux adaptés.

Les vendeurs d'armes français sont ainsi incités à se soucier davantage des aptitudes de leur clientèle à tirer profit des transferts de technologie industrielle que la France leur consentirait : ne plus se contenter de simples ventes d'armes françaises sans « retombées » pour l'économie du pays acheteur, mais, au contraire, proposer au client de l'associer à long terme à l'exécution du contrat par la fourniture d'usines-clés, en-main avec, localement, la formation des personnels. « L'armement, dit-on au ministère de la défense, peut faire partie d'un dialogue Nord-Sud qui, à la différence des concurrents, élargit le horizon de crime idéologique ».

Cette prospection active, à l'adresse de pays du Golfe, du Maghreb ou de l'Amérique latine, ne devrait toutefois pas concerner certaines technologies « sensibles » — comme le domaine de la guerre électronique — à la protection desquelles veillent, avec une jalousie exclusive, les États-majors français.

Dans le même temps, certaines activités industrielles, pour lesquelles l'exportation demeure marginale, devront se préoccuper davantage de conquérir des marchés extérieurs. C'est le cas de la construction navale, au besoin grâce à la création d'un office de commercialisation sur le modèle de ceux qui existent déjà pour la promotion des armements terrestres et aéronautiques. Ce pourrait être, enfin, le cas de certains matériels défensifs, comme les batteries côtières ou des blindés légers pour la défense des frontières.

JACQUES ISNARD.

Des plans sanitaires d'urgence seront établis pour répondre à des guerres ou à des catastrophes

Un protocole d'accord portant notamment sur « la mise en œuvre de la défense du pays en cas de crise ou de guerre » a été signé, le 17 janvier, à Paris, entre M. Charles Hernu, ministre de la défense, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale et M. Edmond Hervé, secrétaire d'État chargé de la santé. Ce texte rendra possible, en temps de paix comme en période de conflit, la création de plans d'action sanitaire d'urgence permettant de satisfaire les besoins des armées en maintenant les capacités et le fonctionnement des services civils de santé.

Des exercices d'organisation de secours d'urgence en dimension réelle, pratiqués récemment dans la région de Belfort, où avait été simulée une catastrophe de grande ampleur, ont confirmé les insuffisances de la coordination entre les moyens civils — qu'ils soient publics ou privés — et militaires. Le protocole prévoit non seulement les modalités matérielles de cette coopération (locaux, installations, approvision-

nements sanitaires) mais aussi la formation de personnel civil de santé au traitement des victimes d'armes classiques ou modernes, qui exige un apprentissage particulier.

Dans le domaine de l'assistance sanitaire, un protocole avait déjà été signé le 12 mars 1983 entre M. Hernu, M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, et les présidents des Instituts Mérieux et Pasteur, pour la création d'une « bioforce », force de secours dotée de personnel et de produits biologiques dénichés, « aux États qui en feraient la demande pour surmonter une crise survenue sur leur territoire ». Dans le domaine de l'assistance sanitaire existe aussi déjà la FAHMR (Force d'assistance humanitaire d'intervention rapide), qui permet d'accroître les possibilités d'action en cas de guerre ou de catastrophe naturelle dans les pays démunis, et repose sur une coopération entre organismes publics et privés.

RELIGION

Semaine de l'unité des chrétiens, du 18 au 25 janvier

Une veillée œcuménique dans l'église protestante luthérienne des Billecettes, à Paris, jeudi 19 janvier, à 19 heures, réunissant les principaux responsables des Églises chrétiennes dans la capitale, marquera cette année la semaine de prière consacrée à l'unité des chrétiens (18-25 janvier).

L'archevêque de Paris, le cardinal Jean-Marie Lustiger, Mgr Melon, président du comité interépiscopal orthodoxe, l'inspecteur ecclésiastique René Blanc (luthérien), le pasteur Jacques Rigault (réformé) et le révérend John Livingstone (anglican) participeront à cette veillée, animée par les bénédictins du Bec-Hellouin.

A la télévision, le dimanche 22 janvier, les trois religions chrétiennes proposeront une émission commune en direct depuis un centre communautaire « La croisée des chemins » de Villeneuve d'Ascq (Nord). Récemment créé

par les Églises catholique et réformée de Lille, ce centre, voué comme « un lieu de liberté, d'accueil et de prière » et ouvert à tous, symbolise concrètement l'unité des chrétiens.

Cette semaine de l'unité donne encore lieu à des rencontres dans toute la France entre les différentes Églises chrétiennes, et notamment, depuis 1976, à des « échanges de chaires », le pasteur venant prêcher à l'église et le prêtre au temple. Mais la prise de position des évêques français l'année dernière sur l'« hospitalité eucharistique », refusant dans la plupart des cas la communion aux protestants — les orthodoxes pour leur part la refusent aux autres Églises chrétiennes — a jeté un froid sur les relations œcuméniques, et de nombreux pasteurs, notamment à Grenoble, ont refusé de participer à cet échange de chaires.

SANTÉ

Le nouveau calendrier des vaccinations

Le Conseil supérieur d'hygiène publique de France a adopté un nouveau calendrier vaccinal.

Plusieurs modifications apparaissent : la vaccination contre la poliomyélite est recommandée sous sa forme injectable, le vaccin oral étant réservé pour des situations épidémiologiques particulières ; le vaccin associé rougeole-rubéole est introduit, compte tenu des risques non négligeables de ces affections pour les jeunes enfants ; enfin, il est désormais conseillé de ne pas pratiquer la vaccination B.C.G. avant l'entrée en collectivité, la vaccination B.C.G. à la naissance étant réservée aux enfants vivant dans un milieu à risque.

À partir de 3 mois : diphtérie-tétanos-coqueluche-polio (D.T.C.P.) : première injection (sauf indication particulière laissée à l'appréciation du médecin traitant) ; 4 mois : D.T.C.P., deuxième injection ; 5 mois : D.T.C.P., troisième injection ; 12-15 mois : rougeole-rubéole (garçons et filles) ;

15-18 mois : D.T.C.P., premier rappel ; 5-6 ans : diphtérie-tétanos-polio, deuxième rappel ; avant 6 ans : B.C.G. ; 11-12 ans : diphtérie-tétanos-polio ; rubéole pour les filles ; épreuve tuberculinique (si négative : B.C.G.) ; 16-21 ans : diphtérie-tétanos-polio ; rubéole pour les filles non immunisées ; épreuve tuberculinique (si négative : B.C.G.) ; après 21 ans : tétanos-polio tous les dix ans ; rubéole pour les femmes non immunisées ; après 65 ans : vaccination antigrippale tous les ans.

Lorsqu'un retard est intervenu dans la réalisation du calendrier ci-dessus, il n'est pas nécessaire de recommencer le programme des vaccinations. Il suffit de reprendre ce programme au stade où il a été interrompu et de compléter la vaccination en réalisant le nombre d'inoculations requises en fonction de l'âge. Les vaccinations et leur date d'application doivent être mentionnées sur un carnet de vaccination.

EN BREF

INDUSTRIE

MÉCANES. — Des étudiants de l'Institut supérieur de gestion (I.S.G.) organisent, le 21 mars à Paris, la « première journée nationale du sponsoring et du mécénat ». Une bourse d'échanges sera ouverte à cette occasion pour permettre le rapprochement d'industriels, éventuels « parrains », et de personnes qui souhaitent une aide pour réaliser leurs projets culturels ou sportifs.

* I.S.G. (Sponsoring), 45, rue Spontini 75116 Paris. Tél. : 704-34-34.

LOGEMENT

CHAMBRES MEUBLÉES. — Le service d'accueil des cours de civilisation française de la Sorbonne recherche des chambres meublées indépendantes ou dans une famille

pour les étudiants étrangers qui suivront la session de printemps (de février à juin).

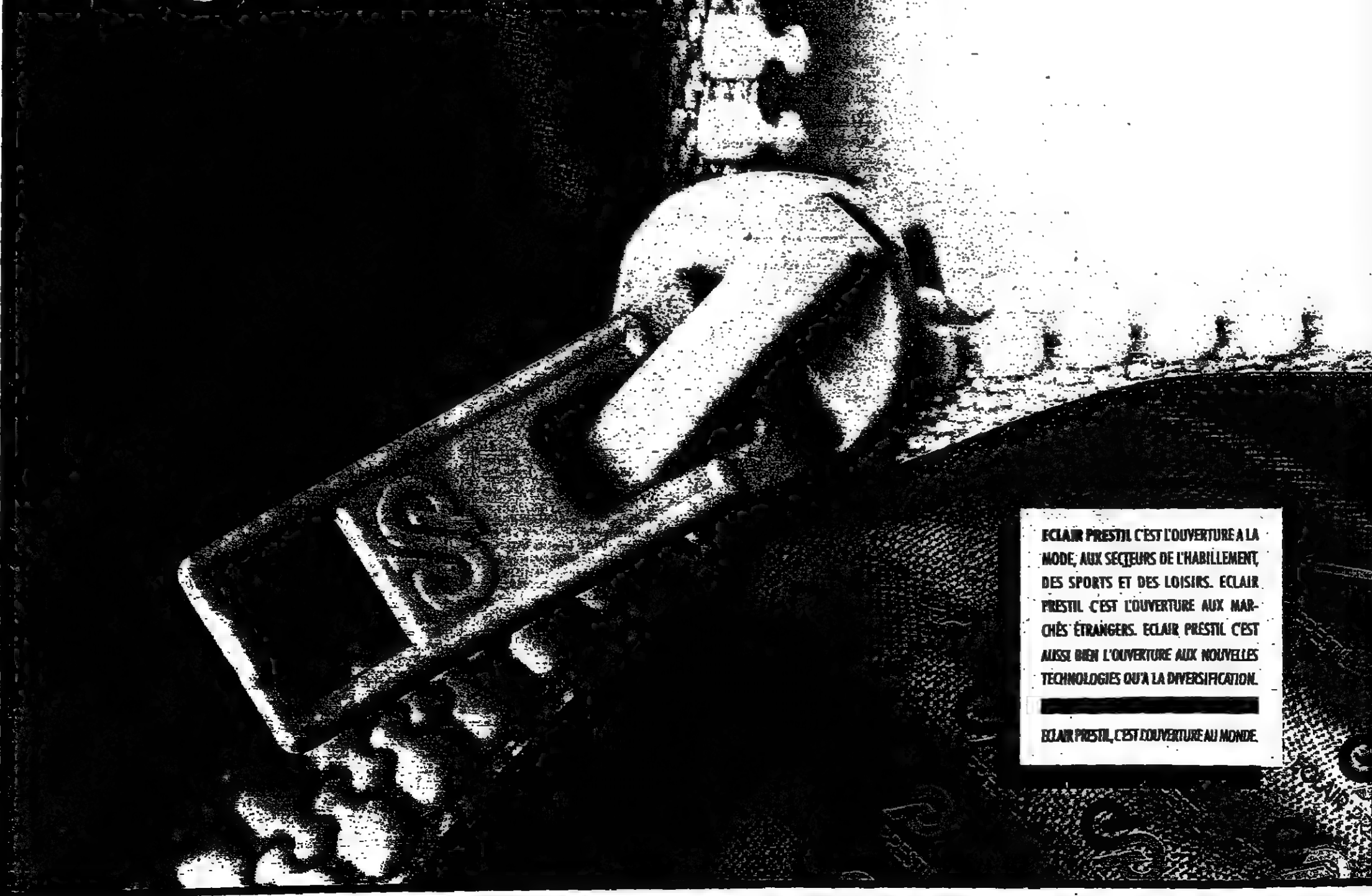
* 18, rue de la Sorbonne, 75005 Paris. Tél. : 633-81-13, les lundis, mercredis et vendredis de 11 heures à 16 heures.

SALON

MEUBLES FRANCO-ITALIENS. — Les Semaines latines présentent un panorama de la production française et italienne de meubles et objets pour la maison à l'intérieur, le Centre international des arts de la table et de la maison. Jusqu'au 31 janvier pour les professionnels, mais les journées des 19 et 20 janvier sont ouvertes au grand public.

* Intérieurs, 32, rue de Paradis, 75484 Paris Cedex 10. Tél. : 246-50-50.

L'OUVERTURE ÉCLAIR



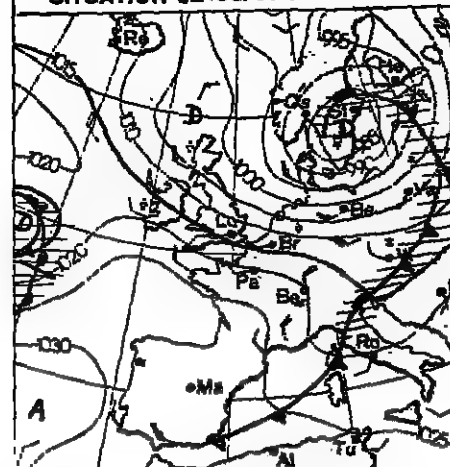
ECLAIR PRESTIL C'EST L'OUVERTURE À LA MODE, AUX SECTEURS DE L'HABILLEMENT, DES SPORTS ET DES LOISIRS. ECLAIR PRESTIL C'EST L'OUVERTURE AUX MARCHÉS ÉTRANGERS. ECLAIR PRESTIL C'EST AUSSI BIEN L'OUVERTURE AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES QU'À LA DIVERSIFICATION.

ECLAIR PRESTIL, C'EST L'OUVERTURE AU MONDE.

INFORMATIONS «SERVICES» LE CARNET DU Monde

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18 JAN 84 A 0 h G.M.T.

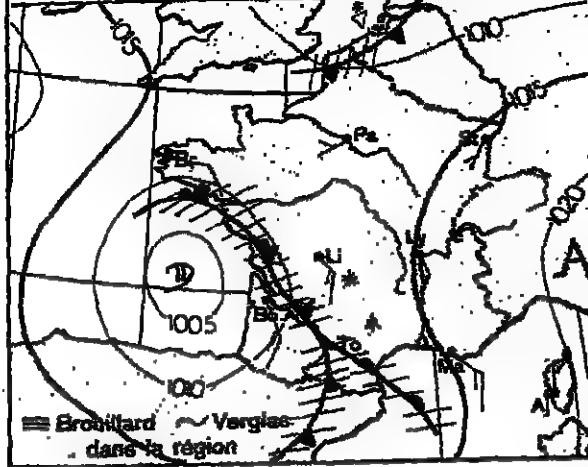


Evolution probable du temps en France entre le mercredi 18 janvier à 0 heure et le jeudi 19 janvier à minuit.

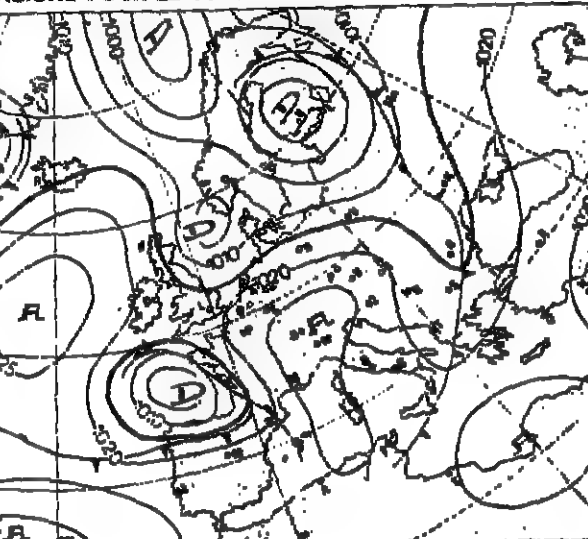
Après l'accalmie temporaire de mercredi, une nouvelle zone de temps très perturbé abordera l'ouest du pays et s'étendra jeudi à la moitié sud de la France.

Jeudi matin, un temps froid et sec, avec des formations de bancs de brouillard givrants sera observé du Nord au Sud. Des gelées de l'ordre de -2 degrés à -3 degrés se produiront sur ces régions. La zone de temps perturbé et pluvieux qui abordera les côtes atlantiques dans la nuit s'étendra en cours de journée aux régions de la moitié sud-ouest du pays, de la Vendée et de l'Aquitaine, au Massif Central, au sud des Alpes et à la Méditerranée. Cette perturbation sera précédée de neige; les précipitations seront parfois très fortes sur les versants sud des massifs montagneux; il neigera à basse altitude sur les Pyrénées, le Massif Central et les Alpes (du Sud au particulier). Le beau temps froid et sec persistera sur le nord-est du pays et gagnera la Normandie et la Bretagne en cours de journée. Le vent de sud-est soufflera assez fort à fort sur les

PRÉVISIONS POUR LE 19. 01. 84. DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 19 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



régions du Sud et du Sud-Est. Les températures maximales avoisineront 5 degrés à 10 degrés du nord au sud.

La pression atmosphérique redra au niveau de la mer d'ici, à Paris, le 18 janvier 1984, à 7 heures: 1021,2 millibars, soit 766 millimètres de mercure.

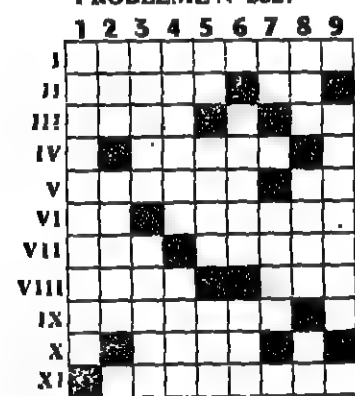
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 janvier; le second, le minimum de la nuit du 17 au 18 janvier): Ajaccio, 14 degrés et 4; Biarritz, 13 et 7; Bordeaux, 12 et 3; Bourges, 10 et 0; Brest, 8 et 2; Caen, 7 et 3; Cherbourg, 7 et 3; Clermont-Ferrand, 11 et -3; Dijon, 9 et -1; Grenoble, 8 et -1; Lille, 7 et 1; Lyon, 10 et -1; Marseille-Marguane, 13 et 5; Nancy, 8 et 2; Nantes, 11 et 0; Nice-Côte d'Azur, 18 et 7; Paris-Le Bourget, 10 et 1; Paris-Montsouris, 9 et 2; Pau, 13 et 3; Perpignan, 17 et 8; Rennes, 8 et 0; Strasbourg, 9 et 3; Tours, 10 et 1; Toulouse, 13 et 2; Pointe-à-Pitre, 30 et 22.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 19 et 8 degrés; Amsterdam, 6 et 2; Athènes, 11 et 2; Berlin, 9 et 2; Bonn, 8 et 2; Bruxelles, 8 et 2; Le Caire, 20; Les Canaries, 21 et 16; Copenhague, 5 et 1; Dakar, 21 et 17; Djibouti, 16 et 4; Genève, 8 et -1; Jérusalem, 12 et 2; Lisbonne, 14 et 10; Londres, 6 et 1; Luxembourg, 6 et 0; Madrid, 10 et -3; Moscou, -3 et -8; Nairobi, 27 et 11; New-York, 0 et 0; Palma-de-Majorque, 16 et 1; Rome, 15 et 12; Stockholm, 2 et 1; Téhéran, 16 et 7; Tunis, 17 et 5.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3627



HORIZONTALEMENT

1. Bien que parfois bernes, les particuliers admis dans son hôtel n'avaient rien de louches. - II. Tombée de lait ou promesse de chute d'eau. Note. - III. Se déplace avec une certaine pompe. Fraction de temps. - IV. Etablissement qui doit son succès à la presse. - V. Chiffre subjectif. Sigle d'un centre d'accueil pour les jeunes. - VI. Contracté. Mot de passe. - VII. Quand le bâtiment va pas, il le soutient. Dévore à nouveau pour assouvir une certaine nourriture. - VIII. Noble castillane. Auteur du jour. - IX. Elément de botte ou de bouquet. - X. Affluent du Rhône. - XI. Opérer à chaud.

VERTICALEMENT

1. C'est celui qui la lance qui reçoit. - 2. Telle l'apparition jaillissant d'un puits. Déchéance de laquelle peut, toutefois, subsister l'honneur. - 3. Celle des étiquettes est toujours à la mode. Prend parfois l'aspect bonhomme malgré sa froideur. - 4. A tout prendre, une femme préfère l'être au participe passé que de vivre le substantif au présent. Effet de lune ou effet de mer. - 5. Article. Sa Côte bronze les nôtres. Prénom féminin. - 6. Mordant ou piquant. Lentilles biconvexes. - 7. Passif. Domaine d'un modeste Robinson. - 8. Notre apathie est fonction de son ardeur. Bœuf dont le nom évoque plutôt une vache laitière. Personnel. - 9. Figure de Sire qu'on ne voit plus guère qu'au musée Grévin.

Solution du problème n° 3626

Horizontalement
1. Mauviette. - II. Abreuvoir. - III. Raillure. - IV. In. IE. Pot. - V. Ode. Vinb. - VI. Notes. - VII. NN. Ds. - VIII. ENA. Sérum. - IX. Tentative. - X. Tee. Ut. - XI. Estafette.

Verticalement

1. Marionnette. - 2. Abandonnées. - 3. Uri. Et Anet. - 4. Vélites. - 5. Jule. Sauf. - 6. Eve. Dette. - 7. Toupie. Ri. - 8. Tison. Duvet. - 9. Eréthisme.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 18 janvier 1984:

UN DÉCRET

● Relevant le plafond du chiffre d'affaires des entreprises pouvant bénéficier de paiement à titre d'avance par le crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises.

DES ARRÊTÉS

● Portant attribution de diplômes d'ingénieur de l'Ecole nationale des ponts et chaussées.

DES AVIS

● Relatif à une instruction de la Banque de France prise en application du décret du 9 janvier 1967, modifié par le décret du 23 février 1971, portant institution d'un système de réserves obligatoires.
● Relatif au prix d'émission des obligations de l'emprunt permanent - CAECL-Régions de France 13,50 p. 100, avril 1984.

DES LISTES

● Des candidats admis au concours d'agrégation pour le recrutement de professeurs des universités dans les disciplines juridiques, politiques, économiques et de gestion: section droit public.
● De classement au concours de 1983 pour l'entrée à l'Ecole normale supérieure de l'enseignement technique (sections A, 1, A, 2, A, 3).

PARIS EN VISITES

VENDEUR 24 JANVIER

● La Sorbonne. - 14 h 45, rue des Ecoles, M. Holo.
● Au cœur de Lutèce. 15 heures, entrée de la crypte, M. Jacques (Caisse nationale des monuments historiques).
● Hôtel de Lauzun. 15 heures, 17, quai d'Anjou (Approche de l'art).
● Le Sénat. 15 heures, 15, rue de Valenciennes (Arts et curiosités de Paris).
● Le Marais. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

Du jeudi 19 au vendredi 27 janvier inclus de 9 à 19 heures

Soldes

RIVES

la grande maroquinerie de Paris

156 rue de Rivoli
Métro Louvre

Fins de séries LANCEL

Mariages

- M. et M^{me} René COUTAU, Le professeur et M^{me} Jean STOUFFLET, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

Elisabeth et Stéphane, célébré le 30 décembre 1983, 92 bis, boulevard Poincaré, 75017 Paris. 13, rue du Maréchal-Foch, 63000 Clermont-Ferrand.

Décès

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Germaine BARD, rappelee à Dieu dans sa quatre-vingt-quatrième année. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale. Une messe sera dite à son intention le samedi 28 janvier 1984, à 11 heures, en la chapelle du Saint-Sacrement, 25, rue d'Armaillé, 75017 Paris. De la part de Claude et Jacques Bard, Odile et Philippe Bard, leurs enfants et petits-enfants.

- M. et M^{me} Maxime Dubaut, M. et M^{me} Olivier Dubaut, M. et M^{me} Emmanuel Dubaut et leurs enfants Guillaume et Nicolas, M. et M^{me} Etienne Fontaine et leurs enfants David et Hélène. Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Marguerite Bellonte, sa sœur, M. et M^{me} Francis Couriol, M. et M^{me} Michel Bellonte et leur fille Valérie, M^{me} Francis Couriol, ses neveux et nièces. Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès survenu à Paris, le 14 janvier 1984, dans sa quatre-vingt-huitième année de

Maurice BELLONTE, aviateur, ingénieur général honoraire de la navigation aérienne, grand-croix de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, titulaire de la Médaille de l'Aéronautique, commandeur du Libéry Bell.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 20 janvier, à 10 h 45, en l'église Saint-Louis-des-Invalides, à Paris-7.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière de Passy.

Le présent avis tient lieu de faire-part. 65, rue du Ranelagh, 75116 Paris. (Le Monde du 16 janvier.)

- M^{me} Yves-Salomon DOUBET, ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves-Salomon DOUBET, 43, rue Popincourt, 75011 Paris.

- Les familles Garnier, Roux, Follin-Arbelot et Bayon, ont la douleur de faire part du décès de

chanoine Pierre GARNIER, survenu le 15 janvier 1984, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 19 janvier 1984, à 8 h 30, en la cathédrale métropolitaine de Notre-Dame de Paris.

- M. et M^{me} Pierre Garnier, M. et M^{me} Michel Grandjean, Véronique et Laurence Garnier, Olivier, Anne et Edouard Grandjean, M. et M^{me} Marcel Pénard et leurs enfants, M. et M^{me} Louis Grandjean et leurs enfants, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Denis GRANDJEAN, ingénieur A. & M.

survenu le 17 janvier 1984, dans sa soixante-quinzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 20 janvier, à 14 h 30, en l'église de Daillecourt (Haute-Marne). 9, rue Marie-Louise, 68850 Daillecourt.

1^{er} Orde du Bois-Martin, 78160 Marly-le-Roi.

- Mohamed et Suzanne Benmari, Adil Benmari, Said et Samir Kabbaj, La famille Benmari, La famille Marout, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Hind, survenu le 11 janvier 1984, à Casablanca. M. et M^{me} Benmari Mohamed, Le Refuge, route Sidi-Maaron, Casablanca.

Anniversaires

- Il y a un an, le 19 janvier 1983, disparaissait

Shahed BAHRI, pharmacien, des suites d'une cruelle agression à Tunis. A ses nombreux amis, à ceux qui l'ont aimé, ont connu sa joie de vivre, ont apprécié sa bonhomie, son dévouement, son amabilité naturelle, il est demandé une affectueuse pensée, en ce jour anniversaire de sa mort.

Avis de messes

- Vendredi 20 janvier, en la chapelle des Pères Jésuites de la rue de Grenelle, une messe sera célébrée pour le repos de l'âme de

M. Jacques GANEM, décédé le 22 novembre 1983. De la part de M. et M^{me} Alain Beltrac, M. et M^{me} Jean Ganem, Et de leur famille.

Messes anniversaires

- Pour le dixième anniversaire du décès de

Pierre ARRETI, une messe sera célébrée à sa mémoire le vendredi 20 janvier, à 18 h 45, en la chapelle de Saint-Marie de Neuilly, 54, boulevard Victor-Hugo, Neuilly-sur-Seine. Une pensée d'union est demandée à ceux qui demeurent fidèles à son souvenir.

- En ce 19 janvier 1984, dix-huitième anniversaire du rappel à Dieu de

Edmond DORME, ses amis auront une pensée pour lui et s'uniront à la prière des siens, au cours des messes célébrées à son intention. 1, rue André-Courbet, Menton.

- En l'église Saint-Pierre-Saint-Paul du viii^e arr., sera dite, le 21 janvier 1984, à 10 h 30, une messe à l'intention de

docteur Jean-Luc FASSEL, disparu en mer accidentellement le 20 janvier 1981. Souvenance.

Communications diverses

- L'auditorium Maurice Ravel, le studio Grimaud et Musique nouvelle 4 présentent, le 27 janvier 1984, à partir de 18 heures, «Musiques-Machines». Cette manifestation veut illustrer le rôle de l'ordinateur dans la création musicale contemporaine. Jean Aster, Dominique Dubreuil et le studio Grimaud accueilleront les visiteurs, 6, quai Jean-Moulin, à Lyon.

- Université de Paris-V (Rend-Descentes), mardi 24 janvier, à 15 heures, salle 224, M. Seyed Ali Hani-Zadeh: «L'évolution de l'éducation de l'adolescent dans la société traditionnelle au XIX^e siècle».

Débats

- «Gagner la paix», sur ce thème deux débats publics sont organisés à Saint-Bernard de Montparnasse, le 25 janvier: «Que voulons-nous débiter? Pourquoi? Quelles menaces? Le 12 mars?». «Face à ces enjeux: les risques du nucléaire». Chapelle Saint-Bernard (sous la gare S.N.C.F.), à 20 h 30. Entrée libre.

Séminaires

- «Ensemble de Saint-Pas et de Saint-Germain-des-Prés», le 17 h 30: L'interprétation phonétique de la «Critique de la Méthode pure» (vol. 25 des cours de Heidegger). Mercredi 22 février, à 17 h 30: «De l'essence de la liberté humaine» (vol. 31).

LES LITRES

LE PRIX DES DEUX MAGOTS

A JEAN VAUTRIN

Le prix littéraire remis chaque année au café des Deux Magots, à Saint-Germain-des-Prés, a été attribué, mardi 17 janvier, au premier tome de Jean Vautrin pour «Pacheco», publié aux éditions Mazarine.

Jean Vautrin, alias Jean Herman, est né en 1933. Il a été successivement professeur, dessinateur, photographe, journaliste de Robert Roudiez, puis rédacteur en chef de la vie et scénariste de films (Yves Boisset a tiré un film sur son œuvre).

«Pacheco» a été A bulletin de la vie, suivi de Billy-le-Kick (1977) et Typhon (1979). Il a ensuite publié aux éditions Mazarine Bloody Mary en 1980, et en 1980 et 1981, sous le pseudonyme de Yves Boisset a tiré un film sur son œuvre.

Le Prix François-Sommer 1983 a été attribué à Henri Aubanel pour son livre «Camarades, un gardien en hiver». Edition Théodore Aubanel.

Le Prix Spécial du jury a été décerné à Pierre-Louis Duchastel, récemment décédé, pour l'ensemble de son œuvre. On lui doit un Dictionnaire de la chaise déjà couronné.

LA BAGAGERIE

SOLDE

SACS • ARTICLES DE VOYAGE
MAROQUINERIE DE POCHES • CEINTURES

Paris - 12, rue Tronchet - 41, rue du Four - 74, rue de Passy - Tout Mairie-Montparnasse

هتدائن الامل

ARTS ET SPECTACLES

POUR UN MUSÉE DE L'ARCHITECTURE

Quand la France aimait les belles pierres

A l'Exposition universelle de 1889, Charles Garnier fut chargé d'élever un ensemble de constructions « pour servir à l'histoire de l'habitation humaine ». C'était un peu court : trois maisons de ville illustraient trois styles : roman, gothique, Renaissance. L'idée n'alla pas plus loin, mais ce fut peut-être le point de départ de l'étonnant *Pueblo español* de Barcelone (1929), où des maquettes grandeur nature exposent au visiteur l'immense diversité des constructions régionales. Nous ignorons si dans les projets agités pour 1989, il y avait place pour un « village français » pittoresque et sérieux, capable de satisfaire une curiosité que l'on ressent un peu partout pour les particularismes. Le public risque d'être frustré longtemps encore, puisque nous restons toujours privés de cet organisme culturel primordial, qui serait un « musée de l'architecture et de l'espace français ». On imagine fort bien ce que pourrait faire un service comme celui de l'Inventaire général bien compris.

Qui croirait que, pendant des siècles, les Français ont été obsédés par leur sens de la pierre ? Leur indifférence actuelle contredit tout un passé. Une anémie collective se développe dans ce pays comblé d'édifices et de sites prodigieux. Il existe

entre l'architecture et la valeur réelle d'une nation des rapports tellement intimes qu'on pourrait faire l'histoire des peuples en examinant leurs édifices. Cette déclaration impressionnante se trouve depuis plus de cent ans dans les *Entretiens* de Viollet-le-Duc (1872). Mais la France est un des rares pays où cette puissante idée n'a pas été exploitée, sinon dans les recherches de l'érudition locale. Le savoir scientifique existe, mais une mentalité obstinée interdit de rayonner, et les préjugés abondent toujours.

La même Viollet-le-Duc, dessinateur hors pair et grand mécanicien de l'architecture, a contribué avec son talent à installer dans les esprits quelques idées fausses devenues quasi indéfectibles sur l'art de bâtir en France. On a célébré avec ferveur son souvenir il y a trois ans, mais personne n'a osé remettre en cause une doctrine dont les propositions maîtresses — le gothique est l'architecture rationnelle par excellence et le treizième siècle son moment unique — sont impossibles à soutenir aujourd'hui. Qu'on lise le bel exposé de Jean Bony, le plus grand spécialiste actuel de l'architecture médiévale, sur la part de l'accidentel dans la constitution du « système » gothique (1).

C'est donc à contre-courant des idées toutes faites que se développe avec un succès croissant un mouvement d'intérêt plus frais, plus exigeant, plus technique, sur l'architecture française. C'est le dix-huitième siècle qui en est surtout le bénéficiaire. Il est facile de voir pourquoi. Comme le montrent assez bien l'étude de Joseph Rykwert sur les « premiers modernes » et l'*Architecte*

ture des *Lumières* d'Allan Braham, c'est le siècle où la raison technique et la sensibilité obsédée par les symboles contribuent à tout remettre en cause (2). Les beaux travaux récents sur Soufflot, sur les Girard, sur Ledoux approfondissent ces propositions, qui invitent à mieux interroger les grands édifices aussi familiers que le Panthéon ou les Salines de Chaux en regardant les autres et en ne négligeant plus les problèmes professionnels de l'architecte.

Il se trouve que les Français n'ont cessé de « théoriser » l'art de la construction. Utilisons des textes révélateurs de partis pris, d'ambitions et de conflits passionnants. Un brave et solide archéologue parisien, Sauval, passionné, et chauvin comme il se doit, n'hésite pas à écrire que « presque toutes nos maisons royales et la plupart des hôtels (parisiens) sont plus magnifiques et plus grands, sans comparaison, que le palais Farnèse, Caprarole et tous ceux dont se vante l'orgueilleuse Italie ». Aux mains de nouveaux chercheurs, l'exploration des innom-

brables et sympathiques épisodes du bâtir en ce pays atteint une profondeur et une précision inespérées.

La réflexion de caractère fondamental qui manquait jusqu'ici est apportée maintenant par l'ouvrage de Jean-Marie Pérouse de Moncloux, *Architecture à la française* (3). Ce n'est nullement une histoire, mais une mise en place de notions touchant ces aspects primordiaux de l'art de bâtir : la taille de la pierre et les « topiques » ou traits particuliers, régionaux ou généraux, dans les aménagements et les formes. On y est invité à regarder enfin l'architecture et toutes les pratiques auxquelles les gens de ce pays ont pris tant de plaisir autrefois. On sort des tiroirs les plus belles photographies d'architectures et d'escaliers. On analyse les appareils. Le recensement des points de vue paraît être si radical, l'intérêt si soutenu, que les défauts plus ou moins voyants du texte, souvent discontinu et péremptoire, n'ont aucune espèce d'importance.

Une grande vague minérale

La stéréotomie, l'art de la taille de pierre, ou, comme on disait, du trait, était naguère encore la grande force de ce pays. « L'Europe d'aujourd'hui nous regarde avec raison comme ses modèles en ce genre », écrit en 1792 l'auteur d'un des derniers traités de métier. Vus sous cet angle, les bâtiments dans nos contrées — médiévaux ou modernes, peu importe — offrent partout des exemples modestes et éblouissants de cette technique indigène ancienne et merveilleusement continuée jusqu'au dix-neuvième siècle, quoi qu'en disent Viollet-le-Duc et ceux qui l'ont suivi, qu'il faut ici énergiquement réviser. Les appareillages de Philibert Delorme ou de François Mansart ne sont pas moins remarquables que ceux du treizième siècle, et la virtuosité des Français n'est

pas inférieure à celle des bâtisseurs de Rome.

La « voûte clavée », celle qui s'élève par un jeu de pierres appareillées, est la grande héroïne de l'art français : le vestibule de l'hôtel de ville d'Arles (Jules Hardouin-Mansart en 1673), pareil à une grande vague minérale suspendue sur ses têtes, est un enchevêtrement de voûtes annulaires dite vis de Saint-Gilles-du-Gard — Moncloux reproche légitimement aux historiens de n'avoir pas vu son importance — est le symbole de tout un art, et fut longtemps un lieu de pèlerinage pour compagnons. Pour la première fois, on nous offre l'analyse de ces trompes, de ces voûtures, de ces pénétrations... qui sont depuis des siècles le bonheur des constructeurs : au cloître du Mans, à l'escalier de Maisons-Laffitte, aux hôtels de Bor-

deaux, aux couvents de l'ordre de Prémontré (4), qui sont les grands personnages de cette histoire, chacun peut ajouter à sa convenance des exemples plus familiers. Tout un réseau de créations reprend vie à travers cette analyse sévère, très technique, bien sûr, mais rafraîchissante par une verve entraînante et la beauté des documents.

L'opposition du Moyen Âge et du classique est donc loin d'être absolue : ce qu'on appelle le prolongement du gothique aux Temps modernes, phénomène que tous les historiens sérieux connaissent bien, est plus simplement dû à la continuation d'un beau métier. De ces pratiques, il résulte toutes sortes de traits originaux pour les couvrements, les baies, etc., des topiques dont l'ensemble tendait à constituer une manière « nationale ». Gros problème, à peu près négligé jusqu'ici.

D'où la seconde proposition, provocante à souhait, de Moncloux : le classicisme national, celui qu'évoquent les fameux cours de Blondel, par exemple, est une illusion sans gravité, car il affirme la pérennité des modèles sans ruiner la vitalité des topiques : lucarnes à la Mansart, ressauts des façades, etc. A bien regarder, ni les Invalides ni Versailles ne règnent sur un monde monotone, quel que soit leur succès en Europe. Et la notion de « vernaculaire » reste largement valable. Au contraire, le classicisme international, qui se définit vers 1770 à partir d'une conception abstraite, intemporelle, transcendante — si l'on veut — de l'architecture, repousse et détruit tous les particularismes en même temps que tous les styles antérieurs. Avec l'école de chirurgie de Gondouin (achevée en 1775), par

exemple, « tout le système de la vieille architecture française fut renversé » (Landon) : plus d'avant-corps, corniche continue sans ressaut ni profil, etc. La qualité du trait perd son importance. Les « universaux », les formules théoriques fondées sur les modèles antiques réinterprétés, gagnent sur les topiques ; et, au fond, l'architecture uniforme, planétaire, de vingtième siècle est déjà en germe dans cette révolution, tellement plus sérieuse, en un sens, que celles de la vie politique. Viollet-le-Duc avait raison (sur ce point) : l'histoire des peuples se fait en examinant leurs édifices.

ANDRÉ CHASTEL

(1) J. Bony, « Architecture gothique : accident ou nécessité », dans *Revue de l'art*, n° 58-59 (1983).

(2) J. Rykwert, *The First Moderns: the Architects of the Eighteenth Century*, MIT Press, 1980. Un bel exemple d'ouverture sur l'imaginaire : « Le rocher et la colonne : un thème d'iconographie architecturale au dix-huitième siècle », dans le même numéro de la *Revue de l'art*.

A. Braham, *l'Architecture des Lumières : de Soufflot à Ledoux*, trad. fr. éd. Berger-Levrault, 1982.

(3) J.-M. Pérouse de Moncloux, *l'Architecture à la française : XVII^e, XVIII^e, XIX^e siècles*, éditions Picard, 1982. On doit au même auteur l'important *Vocabulaire de l'architecture*, Imprimerie nationale, 1972, l'un des succès de l'Inventaire général.

(4) Sur les magnifiques escaliers de Prémontré, de Saint-Martin-de-Lyon, etc., Philippe Bonnet, « Les constructions de l'ordre de Prémontré en France aux XVII^e et XVIII^e siècles », *Bibliothèque de la Société française d'archéologie*, n° 15, Orléans, 1983.

Vauban et les fantômes du palais de Chaillot

Le voyage à la colline de Chaillot est toujours le plus instructif qui soit. D'abord parce que c'est le plus grand complexe culturel de France. On y trouve, en partant de l'Alma, le palais de Tokyo et le Musée d'art moderne de la Ville de Paris, le musée Guimet, le musée Galliera et, pour s'en tenir aux plus vastes institutions (1), le palais qui s'est emparé du nom de la colline. Dans les deux étages de la colline, on relève l'existence du Musée de l'Homme, si mal doté par son ministère de tutelle, l'éducation nationale, le Musée de la marine, la salle qui fut jadis l'illustre T.N.P. pour naguère devenir le théâtre le plus moderne, le plus techniquement avancé et le plus difficile à manier qui se trouve, la Cinéma-thèque et son musée, qui jusqu'à présent a vécu de promesses, enfin le Musée des monuments français, atteint de cette terrible maladie que les vieilles gens appellent la « vieilleries ».

Du voyage à Chaillot, on tire ainsi un autre enseignement. Le prestige, l'utilité la plus universellement reconnue, le foulement des compétences les plus diverses, la beauté et la richesse intrinsèque d'un tel vaisseau ne suffisent à attirer l'attention, et séduire ceux-là même qui s'en voulaient leur plus grand intérêt — en l'occurrence le ministère de l'éducation nationale, déjà nommé, et celui de la culture. On est bien peu de chose. Maurice Béjart a d'ailleurs dû s'en douter lorsqu'il a finalement renoncé à l'école de danse qu'on lui construisait dans les combles des Monuments français. Si l'on oublie

ce musée, ne risquerait-on pas à force de l'oublier lui un jour, le haut, seul en pensant devant le panorama de Paris ?

Chaillot, les Monuments français, le panorama de Paris... Tout cela — c'est la troisième leçon du voyage — est affaire d'architecture. Par l'histoire des lieux (2), et par ce qu'il contient. Et c'est au Musée des monuments français que s'arrête notre étape, le plus mal aimé, le plus mal connu, malgré l'involontaire publicité que lui a donnée l'affaire Béjart, des hôtes de ces lieux.

Les commémorations

Au Musée des monuments français, on trouve la collection unique au monde, inestimable, des pierres de tout ce que la sculpture et l'architecture ont donné d'essentiel à notre pays en fait d'ornement et de décoration. L'importance de ces monuments tient, bien sûr, au rassemblement, donc à ses possibilités pédagogiques, d'éléments et d'œuvres dispersés dans tout le territoire, mais, en outre et désormais, à leur fonction de témoins : ils ont été effectués alors que la pierre sculptée des originaux n'avait pas encore connu les atteintes de la pollution. On trouve aussi, sans qu'elle soit exposée, faute de place et de moyens financiers, une tout aussi exceptionnelle collection de maquettes qui aident, ou plutôt aident, à la compréhension des édifices, des techniques et des périodes de l'architecture. De là à rêver d'un musée de

l'architecture, il n'y a qu'un pas qu'on franchit aisément. C'est celui de la réalisation qui semble difficile.

Le rêve aujourd'hui vient de se nourrir de nouveaux éléments, au point qu'il devient la hantise des gens les mieux réveillés. Par le premier, nous passerons vite puisqu'il s'agit d'écrits qui se diffusent eux-mêmes mieux que nous ne saurions le faire, et peuvent et doivent s'acquiescer aisément. C'est le numéro double (58/59) de la *Revue de l'art*, dont par ailleurs par André Chastel, tout entier consacré à l'architecture. On y voit ce que les recherches actuelles pourraient apporter à un tel musée, ce qu'un tel musée pourrait en retour apporter et aux chercheurs et au public. On conviendrait aisément l'intérêt de ce numéro lorsqu'on saura qu'il donne le répertoire des maquettes d'architecture, modèles et plans-reliefs qu'exposent ou recueillent les musées, les bibliothèques et quelques églises de France.

Des maquettes, on redoute souvent l'excès d'empilage, comme on craint le caractère hermétique des plans ou dessins d'architectes, et comme on accuse la froideur des photographies, pour repousser notre rêve muséal — mais n'est-ce pas plutôt l'architecture, c'est-à-dire l'architecture égoïste, qu'on continue de refuser depuis la dernière guerre ? Or l'exposition « Vauban réformateur » — et c'est le deuxième enrichissement de rêve, — montre parfaitement qu'il n'y a rien de passionnant, ou peut-être de telles maquettes, réductions du réel, ou homothéties du futur.

Il s'agit en l'occurrence d'un plan-relief, seul, qui ouvre l'exposition. Venue du Musée des plans-reliefs, des Invalides, la ville de Neuf-Brisach, représentée en 1703 au 1/600, a été placée au centre d'une estrade octogonale — ce que la ville est elle-même. Des cimaises forment partiellement cette estrade, sur lesquelles sont projetées des dispositions assorties d'un commentaire enregistré — bref, ce qu'on appelle un audiovisuel. Au fur et à mesure que les images de la cité défient, l'emplacement des édifices qu'elles montrent est indiqué sur la maquette centrale par des faisceaux lumineux. Ainsi le plan-relief prend-il son sens, qui est de réconcilier l'ensemble et le détail, de reconstituer la logique d'une grande œuvre. On note au passage la dégradation du Neuf-Brisach actuel, au regard de ce qu'avait conçu Vauban.

Que Vauban ait inspiré cet ingénieux dispositif, c'est le moindre hommage qu'on pouvait rendre au constructeur des citadelles, au défenseur, et dans une certaine mesure au créateur, du territoire français. Au grand « réformateur », pour reprendre le titre qui résume si bien les dispositions et les talents viciés de Sébastien Le Prestre de Vauban.

L'hommage — expositions et manifestations de tous ordres — a déjà été rendu à travers toute la France en 1983, année qui marqua le trois cent cinquantième anniversaire de la naissance du grand homme, tandis qu'on célébrait aussi, c'est le jeu étrange des commémorations, l'anniversaire, à trois siècles de distance,

de la mort de Colbert. Deux magnifiques services de l'Etat, chacun dans son domaine. Qui dit hommage dit inévitablement colloque, et Vauban a eu le sien qui a permis, à qui le connaissait déjà, de mieux l'apprécier, de mesurer le large spectre de ses compétences et la richesse de l'homme (3).

Et si les ouvrages qui lui sont consacrés sont peut-être moins nombreux que le mériterait pareille personnalité, Berger-Levrault a du moins sorti une excellente réédition du *Vauban* — un *Encyclopédisme* avant la lettre, de Michel Parent, ceci dans la collection bien nommée des *Illustrations* (4).

Un visage clair

Aussi est-ce d'avantage la tentative « muséographique », comme on dit, que le contenu de l'exposition qui nous retient ici. Tout n'en paraît pas satisfaisant à tous, tant il est vrai que l'abondance du texte, de la lecture, paraît antithétique de la pédagogie, au temps de l'image universelle. Mais on retiendra ici un principe de séduction — n'est-ce pas d'ailleurs le premier moteur de la pédagogie ? — qui est l'agrandissement photographique et systématique du livre, de la page, de la gravure d'époque, au point que disparaît l'époque présente. Et l'on baigne dans ce qui fut le décor et l'attention quotidiennement du personnage évoqué. Ainsi naissent une familiarité et une meilleure compréhension des œuvres ou des objets d'origine. C'est là un des nombreux principes qui pour-

raient être étudiés, si notre serpent de mer « musée de l'architecture » devait trouver preneur.

De Vauban, une statue par Guillot, un buste par Coysevox, surtout, ou le portrait en marbre de France par Largillière, montrent le visage intelligent, généreux, le regard calme et attentif. Un visage clair, en un mot, et un visage qui s'éclaircit davantage encore si ce patrimoine français qu'il contribue à édifier « aux quatre coins de l'Hexagone », ce paysage dont il fut le maître-géomètre, trouvait son abri, ses défenseurs. Mais qui s'occupe en France d'architecture ? La direction qui porte ce nom, si animée qu'elle en est transparente ? Le ministère de la culture ? Pour l'heure, le Musée des monuments français, comme presque tout le palais de Chaillot, reste peuplé de fantômes à la mine lugubre.

FREDERIC EDELMANN

* « Vauban réformateur », Musée des monuments français, palais de Chaillot. Jusqu'au 27 février.

(1) On y trouve aussi la maison de Balzac, l'Institut Goethe, etc.

(2) Voir le *Monde des arts et spectacles* du 9 juillet 1979 consacré à Chaillot.

(3) Le *Monde* du 31 août, du 14 décembre et daté 18-19 décembre. Une association Vauban accueille d'autre part tous les vaubanistes et vaubanophiles (Hôtel des Invalides, Paris. Tél. 705-11-07).

(4) Michel Parent, *Vauban, un Encyclopédisme avant la lettre*, Berger-Levrault, 95 F.

DANSE

Martha Graham reçue



Le 23 janvier, l'Opéra de Paris accueille Martha Graham. A l'issue d'un gala organisé au profit de sa compagnie et des écoles de danse de l'Opéra, elle sera faite chevalier de la Légion d'honneur. Opération mondiale et excellent soutien publicitaire pour Rudolf Noureïev, qui danse le dernier ballet de Martha Graham, mère de la *modern dance*.

VOICI enterrée de manière spectaculaire la hache de la guerre entre deux formes antinomiques. Martha Graham, bête noire des balletomanes, apaisément combattue par la critique française de l'après-guerre (à l'exception de Dinah Margit dans *Combat*), devient à quatre-vingt-dix ans « classique » à son tour. Mais il n'est pas si facile de la récupérer. L'image d'une vieille dame, enterrée dans le mythe de l'Amérique au même titre que le western, l'Empire State Building ou Hollywood, dissimule la vraie Martha, la scandaleuse.

Elle est née en 1894 à Pittsburg, mais passe son enfance dans la lumière de la Californie. Il y aura beaucoup d'hommes dans son existence, axée sur la lutte pour l'émancipation féminine. Tout d'abord son père, admiré, écouté, un médecin aliéné acquis à la psychanalyse. C'est lui qui l'emmène en 1911 à un spectacle de Ruth Saint-Denis et détermine sa vocation. De lui, elle tient cette idée que le mouvement ne ment jamais et livre le fond caché de l'individu.

Entrée à l'école de danse de Ruth Saint-Denis, elle est confiée à Ted Shawn, qui enseigne surtout la danse masculine. Avec lui, elle va s'intéresser aux sources ethniques de l'Amérique, aux Indiens, à leur « divine maladresse ». En 1920, elle interprète une jeune Inca dans *Xochitl*.

Autre rencontre essentielle : celle de Louis Horst, directeur musical au Denishawn. Il a beaucoup réfléchi aux caractères de l'homme américain, à l'immensité du continent, à l'appel de l'Ouest, à tout ce qui constitue alors l'*American Way of Life* et qui, selon lui, peut engendrer une expression chorégraphique directe, simple, libre. Il encourage Martha Graham à chercher sa propre voie. Elle quitte le Denishawn en 1923. En 1926, elle présente à New York, au Théâtre de la 48^e Rue, son premier spectacle. Une suite de pièces courtes, où sa conception de la danse est déjà en puissance : « une danse jamais vue », ainsi s'en-

thousiasme la critique du *New York Times*, qui deviendra son fervent challenger.

L'idée de Martha Graham, c'est que la danse a mieux à faire que de raconter des contes du temps passé et qu'elle peut exprimer la réalité de l'homme moderne, ses problèmes, ses angoisses. Une réalité qui est celle de son pays, l'Amérique, pays de pionniers, d'aventure, mais aussi d'intolérance et d'hypocrisie puritaine.

Pour raconter cela, un langage neuf est nécessaire et ce n'en pas facile, car, depuis plus d'un siècle, les Etats-Unis sont colonisés par la danse classique européenne, surtout depuis la révolution soviétique et la mort de Diaghilev. Pour Martha Graham, l'ennemi c'est la danse classique, stylisée, réductrice, conçue pour le parcours et l'élevation, et qui correspond à une autre époque, à une autre culture.

Martha Graham veut faire table rase, retrouver l'unité organique du corps et sa richesse dynamique à partir de données simples : la respiration, la marche, la course, le saut. Dans une première phase dite « primitiviste », elle va s'inspirer des rituels indiens, un peu comme Picasso

dans sa période « nègre », et ancrer la danse dans le sol. Danse repliée sur l'intérieur de soi pour mieux se détendre dans l'espace, effet de contraction-relâche que certains vont comparer à un orgasme, dialogue avec le sol par un jeu de chutes contrôlées, dont la fameuse « spirale » qui va donner en quelque sorte une troisième dimension à la danse.

Et puis Martha Graham évolue. Ses chorégraphies prennent de plus en plus un caractère revendicatif. Dans les années 50 où triomphe à New York un théâtre de comportement, influencé par Stanislavski, où sont jouées les œuvres d'Albee, O'Neill et surtout celles de Tennessee Williams marquées par la libido, elle crée le ballet introspectif où la femme - car la femme est toujours au centre de l'action - exprime les forces obscures qui la poussent à agir : sentiment de frustration, aspiration au bonheur, peur ou désir... Chacune de ses héroïnes, Hérodiade, Jeanne d'Arc, Phédre, Ariane, Marie Stuart, apprennent à l'issue de douloureux dialogues intérieurs à connaître leurs contradictions et à les assumer.

C'est Martha Graham et elle seule qui interprète ces rôles aux-



quels elle prête sa beauté et son magétisme. Elle est alors pleinement maîtresse de son corps, en pleine créativité. Elle aborde le « cycle grec », réinterprète les mythologies qu'elle identifie à la psyché. Elle incarne Médée, Clytemnestre, et surtout la Jocaste de *Night Journey*, revivante en flash-back le drame de l'inceste avec une grande économie de moyens dans un décor à la Calder de Noguchi, son décorateur attitré.

à l'Opéra

Jupe entravée, haut chignon barré d'une épingle d'or, elle rappelle davantage le théâtre néo, revu par Hollywood que la Grèce antique. Du moins a-t-elle réussi à réaliser le rêve du chorégraphe Noverre qui dès 1769 souhaitait « un langage du corps capable de parler à l'âme et d'égaliser la tragédie ».

Et les hommes ? Graham mesure de jeu les voit comme des héros athlétiques et nus. Elle invente pour eux des mouvements anguleux lourds, d'un style archaïque, une véritable écriture cubiforme, qui souligne leur caractère barbare. Plusieurs générations vont sacrifier à cette image masculine. Erick Hawkins (qui sera son mari), Bertram Ross, John Butler, Glen Tetley, Merce Cunningham, Tim Wengert, Paul Taylor, Robert Coban... tous chorégraphes aujourd'hui.

Reconnue, adulée, véritable monstre sacré, Graham est fortement attaquée par Fokine, installé en Amérique, mais fait bon ménage avec Balanchine. En 1960, alors qu'on commence à la connaître en France, elle est touchée de plein fouet par la vague contestataire américaine. C'est d'abord Cunningham qui instaure en réaction contre ses ballets une danse abstraite, épu-



rée de toute affectivité, ouvrant l'ère post-modern. En 1969, elle doit se résoudre à ne plus danser. Elle tombe malade - dépression nerveuse - puis c'est le coma. En 1973, la rencontre de Rudolf Noureïev, le coup de foudre réciproque. Il danse *Night Journey*, la *Lettre écrite au ciel* où il incarne un pasteur puritain. Pour lui, elle crée *Lucifer*, œuvre faible, plus théâtrale que dansée, où paraît également Margot Fonteyn, puis *Phédre's Dream* monté à Athènes en 1983. Les honneurs foudroient sur elle. L'Amérique des années 80 en repart sur elle même le chef-d'œuvre comme une gloire nationale, symbole du patrimoine culturel.

Entre-temps, Martha Graham a manqué sa position vis-à-vis de la danse classique et admet la coexistence des deux genres. Il est vrai que Martha la voleuse, la pillonneuse, comme elle s'intitule elle-même, a été pillée à son tour. Sa technique a servi largement à nourrir le ballet contemporain. Cependant elle est difficilement récupérable : un fossé demeure entre la danse classique, mesurée, disciplinée, et les pulsions diaboliques de l'Américaine.

Le vrai problème pour Martha Graham est ailleurs, dans le rejet des danseuses modernes qui estiment que sa technique, aujourd'hui strictement codifiée, s'est sclérosée. « Ce corps n'est pas le mien, ces problèmes ne sont pas les miens », dit une danseuse. Et c'est vrai que les disciples restent trop longtemps chez elle sont marqués par elle, irrémédiablement. Mais par-delà les conflits de générations d'autres chorégraphes représentent à leur compte cet esprit d'indépendance, la détermination, l'expérience directe du corps, le choc iconoclaste des premiers temps. Ce n'est pas un hasard si une Pina Bausch ou une Cécilia Lindqvist ont passé chez elle.

MARCELLE NICHEL

Tim Wengert, le disciple

Tim Wengert a été neuf ans soliste chez Martha Graham. Depuis novembre dernier, il est l'assistant de Jacques Garnier au G.R.C.O.P. (1). Il a commencé à y enseigner la technique Graham.

C'EST la troisième leçon ; on se croirait dans une salle de torture. Les danseurs, écartelés en « queue ouverte à terre », en proie aux crampes, ressemblent à des insectes cloqués au sol. Ils sortent de là pliés en deux comme des petits vieux, et cela dure pour eux le temps d'assimiler un travail musculaire entièrement commandé à partir du bassin : « Chez Graham, tout se passe entre les jambes », commente Tim Wengert.

La visite de la vieille dame à l'Opéra ne la bouleverse pas outre mesure. La compagnie Graham c'est le passé : « Neuf années qui m'ont marqué et que je paye aujourd'hui ; on n'erre pas impunément chez cette Armide. » Comme beaucoup d'Américains, Tim Wengert a tâté de toutes les techni-

ques : Hanya Holm, le « classique » avec Peter Van Muyden, José Limon, Anna Sokolov et Nikolais à l'université d'Utah. Il a dansé du Farber et du Tetley. En 1973, il est entré dans la compagnie Graham parce qu'il est bon de se rencontrer, et que cette danse-là convenait particulièrement à son corps et à son tempérament : « Jusqu'à dix-sept ans, j'ai vécu au Nouveau-Mexique et je n'ai connu comme danse que celle des Indiens, lourde, anguleuse, ancrée dans le sol, que l'on trouve chez Martha. Elle a une qualité de mouvement qui existe en dehors du temps et des modes, et qui correspond à la vie, à la mort, à la joie, à tous les sentiments primitifs exprimés d'une façon forte et directe, sans jamais tomber dans l'expressivité.

« C'est un contresens de parler de danse moderne à son propos. Sa danse remonte aux origines de l'homme ; elle est en relation directe avec la terre. Chez Graham, on tombe, pas comme le cygne qui s'abandonne, mais pour mieux rebondir. Il n'y a pas de temps

morts, le corps est toujours tenu, propulsé par l'énergie. »

Parmi les ballets qu'il a dansés, Tim Wengert avoue sa prédilection pour des œuvres gaies, enjouées, comme *Appalachian Spring*, *Acrobats of Gods* et *Diversissement of Angels*, peut-être son chef-d'œuvre avec *Dark Meadows*.

« Martha est terriblement présente dans ses ballets. Dans le cycle grec, qui se réfère à la psychanalyse (Jung de préférence à Freud), elle est dominatrice, castratrice. Mais la danse masculine n'est pas sacrifiée pour autant, du moins pour les premiers rôles ; elle comporte beaucoup d'extensions, réclame des corps flexibles, une grande mobilité du torse. Les fameuses contractions grahamiennes, différentes pour l'homme, sont un repli sur soi pour se protéger des coups ; le relâchement correspond à une véritable décharge d'énergie. »

Si on rappelle à Tim Wengert que Merce Cunningham a toujours été gêné par le caractère viscéral des danses de Graham, il réagit vivement : « C'était pareil pour moi

et pour de nombreux danseurs ; je suis puritain ; d'ailleurs Martha Graham est puritaine aussi, et dans ses ballets il y a toujours un contrepoint tragique à l'ironie. C'est pareil dans sa technique, la charge érotique du mouvement est neutralisée par la rigueur du travail musculaire. »

« J'ai quitté la compagnie en 1982 parce que sans la présence de Martha Graham les choses ont commencé à se dégrader ; c'est comme un tapis oriental : fabriqué à la machine, il est moins beau qu'à la main. »

« Décider si Graham est dépassée ou non n'est pas la question. Elle est venue en son temps, elle est allée beaucoup plus loin que personne. On va de plus en plus vers la danse abstraite. Mais un jour quelqu'un écopera le besoin de bouger très fort de l'intérieur, et cela n'est pas possible de manière abstraite, parce que nos os ne changent pas. » - M. M.

(1) Groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris.

ÉDITION

La reconversion d'Eric Hazan

ERIC HAZAN est un aventurier qui n'a pas eu d'océan à franchir. Alors il a changé de vie. Il était chirurgien des hôpitaux de Paris où il opérait des enfants de malformations cardiaques. Il est maintenant éditeur d'art.

Un jour, à quarante-sept ans, il en a assez de la douleur, de l'angoisse et de la mort. Mais que connaît un chirurgien en dehors de la chirurgie ? La chance d'Eric Hazan est d'avoir été élevé dans un univers de peinture, de sculpture et d'architecture. Succéder à son père à la tête de la maison d'édition familiale était possible. La reconversion était d'autant plus tentante qu'il s'était toujours senti en marge du monde médical.

« Je voulais être historien, dit-il, et je ne crois pas que, contrairement à la musique, la chirurgie soit un don. Je peux jouer du piano des heures durant, je ne serai jamais un musicien. J'ai beaucoup opéré, je suis devenu un bon chirurgien. Mais Eric Hazan avait l'impression de vivre à côté de sa vie. On disait de Saint-Saëns qu'il manquait d'expérience. Peut-être souffrait-il, en tant que professeur à la faculté de médecine, de ne jamais pouvoir poser de question. « Aujourd'hui, explique-t-il, c'est moi qui interroge. Cela me rend plus souriant, plus présent. Mes trois enfants me l'ont fait remarquer. Dans l'édition,

personne ne meurt. La naïveté est autorisée. »

Eric Hazan n'est pas un humaniste. C'est un homme qui aime les engagements. Et il ne les vit jamais à moitié. Il a été militant communiste et, en 1975, chirurgien aux côtés des Palestiniens. Il a participé à toutes les batailles pour rénover la médecine. Aujourd'hui il est - ou va devenir - un militant du livre d'art. « Il faut, pense-t-il, que le livre d'art cesse d'être un objet que l'on pose sur une table et que l'on regarde. Je veux qu'il devienne un roman. Les textes ne doivent être ni hermétiques ni des légendes de l'image. Seuls les grands écrivains, Genet, Bataille, Sarte, ont su parler de peinture. »

Une opération ou une maquette

Eric Hazan refuse l'écritisme sans pour autant être démagogue : « Il convient de s'appuyer sur le goût du public afin de l'égarer peu à peu. » Ainsi édite-t-il Marcel Duchamp. Il consacre un ouvrage à l'avant-garde russe, un autre à Giotto, à Matisse (1). Eclectisme, intelligence, envie de découvrir et de faire découvrir. Eric Hazan exprime brièvement ses ambitions, ce n'est ni un phraseur, ni un poète, ni un révélateur. Rationnel, il voue avoir des

idées bien arrêtées, et pourtant il refuse tout formalisme. Paradoxe d'un individu qui ne fume pas, qui fait de la course à pied tous les dimanches ; un individu aux gestes précis et rapides, au regard incisé.

Qu'il faille opérer ou réaliser la maquette d'un livre, la concision est de rigueur. Qu'il faille diriger un service hospitalier de cent cinquante personnes comme celui de Laennec ou une maison d'édition de dix personnes, il faut toujours savoir commander. Ce n'est pas parce que l'on change de continent que l'on change de personnalité. Si Eric Hazan n'a pas été un précurseur de la chirurgie infantile, il est arrivé à un moment où tout restait à découvrir. Aujourd'hui, il exerce sa créativité dans un autre domaine, se donnant à sa maison d'édition avec le goût de la perfection qui le caractérise. « Je suis un travailleur acharné », dit-il.

On a l'impression qu'Eric Hazan n'a jamais eu un instant de répit. Une existence sans regret ni remords, menée par un personnage qui cache sous un aspect parfois bourru une douceur proche de la timidité. « Si je rêve d'une vie future, soupire-t-il, j'aimerais être maquetteur ou graphiste. Un métier de solitaire. » Pour changer une fois encore.

CAROLINE DE BARONCELLI

(1) *Le Monde* du 22 décembre.

BD

Alix au pays des merveilles



cadre et le contenu des images, dans l'intelligence des enchevêtrements, dans le mélange d'associations improbables et plausibles, dans le jeu de la langue, dans le talent et le succès de Jacques Martin.

Aux enfants, s'il s'en trouve pour préférer le commentaire aux histoires elles-mêmes, « Ave Alix » apprendra dans quelle mesure il peut se fier aux tribulations du héros pour se donner cette culture historique que l'enseignement ne donne plus. L'His-

toire assurée par les historiens ? Les grandes personnes apprécieront le respect de Jacques Martin pour cette même Histoire, bien que les abondants agrandissements de la bande dessinée ne soient pas mis en rapport avec un nombre suffisant d'éléments archéologiques pour donner une vision exacte de la démonstration. Les grandes personnes, comme les enfants, auront sans doute envie de retourner vers les albums de leur jeunesse, surtout si elles découvrent que le héros de leur rêve n'était pas aussi amusé que le voudrait, croient-elles, le fait du genre. C'est d'ailleurs aussi le cas de l'archéologie, qui n'est pas faite seulement de tessons de poterie, d'épées rouillées, de précurseurs en terre du chauffage central ou de conduites plomées pour intiquer la grandeur de Rome.

Jacques Martin était fidèle à la vérité historique ? Soit. L'exposition, dont le parcours est aussi amusant à suivre qu'une aventure du bel Alix et du bel Erak, son plus jeune encore et sa compagne, laisse imaginer une autre exposition dont le principe serait inversé. Partant de l'archéologie, il s'agirait d'en retrouver les traces dans la large production de la bande dessinée qui s'en est inspirée (ou dans la littérature, ou dans la peinture). Ainsi saurait-on à qui se fier et à qui confier désormais sans plus se trahir la tête l'enseignement de l'Histoire.

F. E.

« Ave Alix » : chapelle de la Sorbonne, jusqu'au 23 février.

THEATRE

Daniel Olbrychski chez Margaret Mitchell

A partir du 20 janvier, le Théâtre Marigny présente *Autant en emporte le vent*, de Margaret Mitchell, dans une adaptation de Georges Soria, une mise en scène de Daniel Bancel, directeur du Centre dramatique de Saint-Etienne, où le spectacle a été créé le 28 décembre.

C'est un risque énorme de porter sur scène ce roman légendaire qui couvre la guerre de Sécession — victoire du monde industriel, dernières convulsions des sociétés féodales. Un roman qui tire son magnétisme des mythes de la terre du Sud, et qui, par l'intermédiaire du cinéma, a créé d'autres mythes, a divinisé les personnages — Scarlett O'Hara, Rhett Butler, les yeux de Vivian Leigh, le sourire de Clark Gable... Daniel Bancel a cherché des acteurs célèbres, mais dont l'image reste encore disponible dans l'esprit des spectateurs. Gabrielle Lazure, la « star qui monte », Daniel Olbrychski, l'un des acteurs favoris de Wajda — *le Déluge*, *la Terre de la grande promesse*. On l'a vu au théâtre en France (*les Gens déraisonnables*, avec Claude Régy), et il a joué dans *les Uns et les Autres*, de Lelouch.

Olbrychski n'a évidemment pas, pour le public français, la popularité d'un Belmondo ou d'un Depardieu. Il est à la fois exotique et connu. Reconnu chez lui en Pologne, internationalement, et par lui-même, sans vaine modestie. Car tout est arrivé très simplement, dès l'enfance entre une mère auteur dramatique et un père critique théâtral. Sa seule révolte contre la famille s'est manifestée par le désir de devenir champion olympique. Très vite l'entraînement lui a semblé trop contraignant, alors qu'il lui suffisait de dire des poèmes en public pour être applaudi. Il gagne un concours, est engagé par la télévision, puis au cinéma, fait le conservatoire, où Wajda le remarque et lui donne un rôle important dans un film inédit en France, *Cendres*, qui raconte l'histoire de Napoléon en Pologne. — C. G.

« **M** ON personnage, dit Daniel Olbrychski, était un petit cousin de Rhett Butler, en plus jeune bien sûr. Un aventurier romantique dans une histoire d'amour, de guerre, de mort. Après *Cendres*, les propositions sont venues, et je ne suis pas retourné à l'école. Je généralisais ma vie. C'était bien, étant donné la situation financière de ma famille. Je savais que j'allais revenir sur les planches car, pour mes parents, le théâtre passe bien avant le cinéma. J'ai quand même attendu cinq ans. J'avais vingt-cinq ans ; donc, j'avais tourné plusieurs films avec Wajda, j'étais chez nous l'idole des jeunes.

Adam Hanuszkiewicz, le directeur du Théâtre national de Varsovie, m'a engagé pour *Hamlet*. D'abord, il m'a fait jouer dans une comédie très populaire, j'ai appris mes moyens. J'ai joué *Hamlet* pendant cinq ans. Pas tout le temps, le Théâtre national est une troupe de tournée. En une semaine on passe

de Shakespeare à Beckett, de Tchekhov à Ionesco ; j'ai joué aussi Raskolnikov, et *Othello*, *Macbeth* pour la télévision. Je suis resté huit ans et entre-temps, je tournais en Pologne, à l'étranger. En Italie, un film de Miklos Jancso avec Monica Vitti, qui n'est jamais sorti. Je ne sais pas pourquoi, peut-être ne l'aimait-elle pas.

C'est grâce au théâtre que je suis venu en France pour jouer les Gens déraisonnables avec Claude Régy. Je parle français depuis mon enfance, mais là il fallait se confronter à un texte, qui est d'ailleurs une traduction. J'étais allé plusieurs fois à Cannes. J'ai manqué de peu le prix d'interprétation, mais j'ai pris ma meilleure leçon avec Kazan. On discutait un soir, on avait pas mal bu, il s'est levé, bien campé sur ses jambes : « Tu vois, c'est ça le travail d'acteur, l'équilibre. Tu jantes droite, c'est la conscience, la technique, le bœuf, l'espèce, la lumière, les règles quoi. Et ta jambe gauche, c'est le subconscient, la folie, les anges qui tournent autour de la tête. Alors, tu ne peux pas t'appuyer entièrement dessus, parce que tu égarerais réellement Dédé-mone, mais hors champ. Et non plus entièrement sur la jambe droite parce qu'il te manque la gauche. Tu prends bien ton équilibre, et le texte sort comme ça... » Il fait un grand geste qui part du sexe, griffe le ventre, la poitrine, remonte vers la bouche, se porte en avant... Et il tombe, se met, me dit : « Ça ne fait rien, moi je ne suis pas comédien. »

Vous êtes en France depuis combien de temps ? — Deux ans. C'est étrange de penser que je suis là depuis deux ans. Je suis toujours allé où le travail m'appelle. Il ne m'appelle pas en Pologne, il y a eu le coup d'État, enfin, l'état de guerre. J'avais un visa de sortie, et les choses se sont anachronisées. Jouer Rhett Butler est une aventure formidable. Ce n'est pas la première fois que je joue un



pas du Tchekhov ni du Dostoevski, mais il y a un lien avec la littérature russe par l'ampleur des émotions et de la vision historique. On peut dire ce qu'on veut du roman, son immense popularité ne s'est pas faite sur rien. Les caractères sont nets et justes. J'espère être crédible, donner l'humour caustique du personnage, son charme aussi. Ce n'est pas la première fois que je joue un

salut, c'est toujours de lui que les filles tombent amoureuses. Quand même, je développe un peu son cœur. Il pourrait aimer Scarlett, il est romantique.

— C'est-ce que vous appelez « romantique » ?

— Si le romantisme est ce que j'ai lu chez les poètes polonais du dix-neuvième siècle, c'est plus émotif que Byron ou Shelley. C'est lié à la situation particulière de la Pologne. Elle est la maîtresse de tous nos héros. Pas la maîtresse, l'amour absolu. Même si vous voyez le film de Wajda *la Terre de la grande promesse*, il montre des gens attachés à l'argent et il veut dire : « Oubliez vos rêves, participez à la construction du monde capitaliste et vous serez fort. Mais à quel prix ! » C'est l'éternel dilemme polonais : perdre ou se trahir. Après la première guerre mondiale, nous vivions en plein dix-neuvième siècle, et nous étions moralement bien. En fait, nous commençons à nous adapter. Mais en 1939, contre les chars allemands, nous avions la meilleure cavalerie du monde...

Dans notre littérature, le vent de l'histoire balaye les problèmes personnels, fabrique des héros qui doivent prouver, prouver toujours, traverser des épreuves, passer des examens. Ce n'est pas normal, chacun a le droit de douter, de se montrer lâche. Je pense à une poésie : « Je rêve qu'un jour de printemps, je verrai le printemps, pas la Pologne. » Même Gombrowicz. S'il a détruit systématiquement cet état d'esprit, c'est qu'il en était obsédé. Et il n'a jamais écrit *Autant en emporte le vent*. Il n'aurait jamais pu imaginer des personnages aussi concrets, positifs.

La poésie est ce qu'il y a de mieux dans notre littérature. Nos poètes sont incensurables. Personne ne peut éliminer leur œuvre. Je donne parfois des récitals poétiques pour un public, le même qui va au football et se soûle à la bière. Des gens qui travaillent durement.

La section Solidarité de Silésie a produit un spectacle Witkiewicz, — notre poète que l'on dit si obscur — dans une salle de boxe. Les billets étaient très chers, et c'était le seul spectacle rentable de toute l'histoire du théâtre. Ils étaient des milliers à écouter avec ferveur. La plupart ne voyaient à peine, je devais parler dans un micro. Ils écoutaient. Ils m'avaient invité parce que je tenais des rôles qui symbolisaient cet esprit, parce que je fais partie des gens qui réclamaient. « Activités politiques », comme on dit maintenant. En parler aujourd'hui, pour moi qui suis à l'étranger, ce n'est pas honnête, ça sert à rien.

— Les comédiens en Pologne ne sont pas considérés comme des salimbiques.

— Oui et non. Un soir, je dînais dans un restaurant avec un ami, le Coluche polonais. Un type est venu vers nous, il avait bu, il a pris nos têtes dans ses mains, et nous a dit avec une telle tendresse : « Mes chers singes bien-aimés... »

— Et à présent ?

— J'ai toujours pensé que je travaillerais à l'étranger. Une carrière internationale donne du poids chez soi. Si je reviens en Pologne, ce sera pour faire du théâtre. Le cinéma ne marche pas si bien. J'ai des propositions en France, en Allemagne. Je me pose la question : est-ce que c'est honnête envers mon public ? Je suis peut-être mégalo, non, j'ai surtout besoin de lui. Mais je ne suis pas le seul Polonais à habiter Paris quand la situation est problématique en Pologne... Quand on travaille, on n'est pas dépayssé. L'autre soir, à Saint-Etienne, je me suis endormi en coulisses. Brusquement je me réveille, je ne sais plus où je suis, ce que je joue, et puis j'ai entendu parler français. Ici, en Pologne, partout, un théâtre est toujours un théâtre.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

PHOTO

La poupée de Hans Bellmer

Princesses du bock

UNE fois la mère est morte, presque sans avoir prévenu, de presque rien. Le père a dit : « Il faudra dire à son fils. » Mais la fille avait entendu, de la bouche d'un médecin, un autre mot : cirrhose. Et dans la cave où le grand-père avait entassé ses alcools de poire pour les fins de banquet, la fille a retrouvé des bouteilles vides. La mère travaillait de nuit, dans une des brasseries légères, et elle rentrait toujours trop tard ; elle disait : « Il y a des clients qui s'attardent. » La mère se cachait pour boire, sa fille ne l'avait jamais vue grise. A sa mort, elle se demanda : « Bon sang ! est-ce que je l'ai connue ? » Elle part en enquête, dans les cafés. Les femmes qu'elle regarde, assises immobiles devant leur premier ou dernier demi de bière, pourraient être sa mère. La mince bande-terre ne suit pas à la lettre la bande-image, ce n'est pas la peine. On a compris, et l'émotion vient de ce décalage.

On voit des femmes usées qui se détournent, serrées dans leurs lourds manteaux, des fibres qui au contraire relèvent la tête, princesses du bock, celles qui semblent attendre quelqu'un, les essouffées et les saines, celles qui se cachent derrière des lunettes de vamp, celles qui font semblant de lire, les coquettes sous leurs chapeaux, les grosses papotantes, les médisantes et les bonnes, les tordues, les curieuses, celles qu'une simple présence émerveille et réconforte, les crévées qui prennent le comptoir comme orillon, les honteuses et les opiniâtres, les rêveuses, celles qui ont posé leur sac sur la table et qu'une envie de danser toujours chatouille. De si beaux portraits de femmes. Journaliste belge. Francine Vanberg signe ce livre infiniment émouvant : *On l'appelait Madame Thérèse*. — H. G.

★ Editions Contraste, 103, rue d'Espagne, 1060 Bruxelles. — Diffusion pour la France : Alternatives.

A U Centre Georges-Pompidou, deux étages en dessous de Balzac, a été installé un objet mal identifiable qui est comme le résidu de ses cérémonies, une petite fille dévêtue, abandonnée par le feu et par les chats, privée de mains mais dotée d'une trop grande vulve faite dans le plâtre au couteau, le degré cru et zéro — ou ultime — du fantasme, l'expression obscure et ressuscitée de l'obsession : la poupée de Bellmer, une Barbie sexy détachable aux yeux d'adultes, pour criminels et inspecteurs de police. Une chevelure à chiffonner ou à arranger de soie pilonnée, des lèvres à maculer, des genoux pivotants sur lesquels on peut dessiner des bleus, ou laisser la trace d'un peu de boue, de longues jambes roses d'écolière sur lesquelles on pourra remonter ou défaire des socquettes blanches à fil.

Comment le peintre devient-il photographe ? Le modèle du fantasme est devenu modèle de sculpture, modèle de la peinture à venir, d'abord modèle de photographie ou de coloriage, modèle nocturne à tout faire. Bricoleur photographe, Bellmer n'en finit pas d'établir le constat des crimes qu'il aimerait commettre (la photographie, pourvoyeuse de corps, est une bonne maquerelle) : sa main entre dans le cadre pour tripoter sa victime. La fille est déguisée en équilibriste, en carcasse de boeuf, en attraction de foire, en femme sans tête, en mec, en défenestration, en pendue ; chaque pose est la station d'un long supplice. Bellmer adore ce double corps difforme qui ne cesse de s'offrir, de démultiplier ses creux et ses bosses, ses fentes, ses globes, de s'accoupler à lui-même, moucheté de mèches vénériennes.

Ces simples photos en noir et blanc sur lesquelles vole parfois un cerceau, et qu'on dirait sorties des archives de la brigade criminelle, sont désertées par l'ombre d'un coupable à grand manteau qui n'abandonne son forfait qu'à re-

gret, et un peu trop tard, alors que le négatif a relevé son identité. Le corps postiche va s'accoupler au vrai corps de la femme aimée, Unica Zürn, qui, dans des photos plus intimes jusque-là inédites, va

rouge d'Amsterdam. On l'a disposée, au Centre Georges-Pompidou, dans un endroit noble, le cabinet d'art graphique à l'entrée du Musée d'art moderne, et l'on prend certaines dispositions écrites pour que



jouer le rôle d'une autre esclave, ligotée, pétrée par la ficelle.

Aujourd'hui, la poupée est une pièce de musée, dans une cage de verre, comme les filles du quartier

le visiteur ne puisse feindre de s'offusquer. Les petites jumelles à une seule tête sont entourées des photos de leurs frasques des années 30 comme de vieilles aristes épuisées mais bien conservées. Ces photos,

esquintées, tachées, aux couleurs presque évanouies, étaient le plus souvent d'un très petit format, viguettes à cacher dans les manchettes, qui pouvaient s'échanger entre joueurs spécialisés, qu'une distraction organisée pouvait laisser tomber à la sortie des écoles enfantes ou sur les pas des nurses trop sages qui hantent les parcs municipaux.

NERVÉ GUIBERT.

★ Hans Bellmer photographes. — Au Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 27 février. Livre-catalogue aux Editions Filipacchi, 178 F.

« Prises de temps » d'Armand Vial

LE photographe orléanais Armand Vial ne fait pas n'importe quoi : ses images ont une douceur, une sagesse, une qualité de silence et de réflexion qui leur évitent d'être des objets vains, ou de contemplation amorphe, impatience. Peu d'êtres, sinon très proches, la femme, l'enfant, des personnages originaux. Que des débris, des vestiges, de pauvres traces usées, des objets fatigués qu'un passant tout à coup honore. Beau livre qui flaire le « compte d'auteur », beau papier, belle impression. Les photos gagneraient peut-être à avoir des titres plus simples que « Au-delà de l'attente » ou « La leçon de la marée », à avoir des titres aussi simples qu'elles-mêmes.

H. G.

★ *Prise de temps*, d'Armand Vial, Editions du Palimpseste. Diffusion Alternative, 160 F.

Le New-York de B.-P. Wolff

IL n'est pas gai le New-York de Bernard-Pierre Wolff, mais il n'est pas faux. Qu'un photographe ait pris justement, habilement — non comme une personne envoûtée, paralysée par son admiration, — la leçon des alnès, cela donne des images formidables et curieusement inusuelles. Qu'on voie cette femme âgée avec son cabas qui traverse, en serrant son manteau, une nappe de brouillard, et l'on revoit la petite fille de Robert Frank qui fuit dans la rue déserte non loin d'un corbillard. Qu'on voie un Noir pris à l'emporte-pièce, par en dessous, et que le flou rapide semble lui donner des larmes, ou une bouche qui hurle, et l'on revoit tous ces visages inconnus braqués de trop près par William Klein. Qu'on voie la face tuméfiée, rosée, encroûtée d'un clochard très simplement cadré, mais qui s'éclaire tout à coup d'un sourire d'extase, et l'on revoit de ces trognes hallucinantes croisées par Diane Arbus.

Alors où se trouve la marge de manœuvre personnelle de Bernard-Pierre Wolff ? Peut-être pas lorsqu'il systématise une loi des contrastes, à l'intérieur d'un même cadre ou d'une image à l'autre. Peut-être plutôt lorsque l'image va de soi, lorsqu'elle s'impose et tient toute seule, lorsqu'elle est inévitable, même en marchant dans les pas des maîtres. Visions splendides d'une Bette Davis anonyme, d'un serveur de restaurant pris au piège d'une fresque murale trop onirique, ou d'une vieille femme pleine de gnous qui passe en titubant devant un magasin d'antiquités, narguant les Vénus de la vitrine. Le seul problème est que les Editions du Chêne, qui éditent ce travail, n'ont pas assez estimé le talent de Bernard-Pierre Wolff et proposent un livre ni très bon marché ni assez soigneusement fabriqué.

H. G.

★ *New-York Macadam*, Editions du Chêne, 125 F.

SELECTION

CINÉMA

« Prénom Carmen » de Jean-Luc Godard

A ténors, avec une infinie prudence, Godard retrouve ses marques de départ : l'histoire la plus banale, les personnages les plus conventionnels, peuvent, portés par la passion, par un regard qui ne s'arrête qu'à l'essentiel, se transformer en l'œuvre la plus rare. L'esprit de Méliès, à coup sûr, l'angoisse de l'artiste devant son art, le cinéma, qu'on sait de moins en moins par quel biais aborder.

« Et vogue le navire » de Federico Fellini

Une fable pour 1984, la fin d'un monde sans prophéties, affectueux et décalé. Fin d'un grand monde plutôt, la complicité d'un coucher de soleil derrière lequel se profile le nuit noire.

ET AUSSI : *Trahisons conjugales*, de David Jones (Gandhi joue Pinter); *A nos amours*, de Maurice Pialat (une phrase...); *Le vieil homme*, de Frank Capra (le microcosme américain); *Le Trésor de Bernard Favre* (sur les routes); *Longtemps Comboy*, d'Andy Warhol et Paul Morrissey (Taylor Mead irrépressible); *Tchou Pouchou*, de Claude Berri (Coluche inconnu); *La Nuit des juges*, de Peter Hyams (justice sur commande).

THÉÂTRE

Rufus au Théâtre Antoine

Il arrive, une valise à la main, comme s'il s'était trompé d'endroit et qu'il ne savait pas quoi faire sur ce plateau où il y a seulement, sur une colonnette, une rose dans un vase en porcelaine. Mais il est bien là, clown et acrobate, livide, impossible. Deux heures durant, il parle, perd ses paroles et les reprend, et ainsi de suite, sans cesse, jusqu'à perdre la souffle et la connaissance. Une magie. Un rire ininterrompu, presque terrible. La panique. Un miracle qui a pour titre *Rufus* à pleurer.

MUSIQUE

« L'Enlèvement au sérail » la « Khovanstchina »

Deux événements lyriques détonants à Paris : *L'Enlèvement au sérail* de Mozart, dans la miraculeuse mise en scène de Strehler à l'Opéra (huit représentations à partir du 21 janvier), et, à l'opéra d'une superbe saison russe (*le Cid* d'or, *Kriegel*, *le Prince Igor*, comédie et ballet divers), la *Khovanstchina* de Moussorgski, dans une bouleversante réalisation de Pierluigi Pizzi au Châtelet (dix représentations à partir du 24 janvier). A ne manquer sous aucun prétexte.

Rayon lyrique, à noter aussi une *Cenerentola* richissime à Bordeaux, avec L. Valentini-Terrani, P. Montaloni, S. Bergmann, mise en scène par Thomas (du 20 au 29); *Don Giovanni*, mise en scène par M. Rahinovski, direction Th. Guschlbauer (Strasbourg, du 20 janvier au 6 février), et la *Traviata* à Marseille (du 24 janvier au 1^{er} février).

Pendant ce temps, le MIDEM classique, qui réunit les professionnels de la musique du monde entier, permettra aussi aux mélomanes de la Côte de découvrir quelques artistes sélectionnés de grand avenir : un violoniste chinois, le Lamentable Consort, Dang Thai Son, le Quatuor Pro Arte, Ton Koopman, etc., à raison de quatre concerts par jour (Palais des festivals, du 24 au 28).

ET AUSSI : Schubert, Pfitzner, Bruckner, par les chœurs et l'Orchestre national, dir. F. Leyer (Pleyel, le 21); I Musici (Gaveau, le 21); M. Caballé (Athènes, le 23); Œuvres de Schreker et Cerba, par le NOP, dir. F. Cerba.

(Champs-Élysées, le 24); R. Jacobs et l'Ensemble Kuijken (Saint-Thomas-d'Aquin, le 24); G. Janowitz (T.M.F.-Châtelet, le 25); Haydn, Ravel, Stravinski, par l'Orchestre de Paris, dir. L. Foster, avec Alicia de Larrocha (Pleyel, les 25 et 26 janvier).

JAZZ

Sixième Festival de Rive-de-Gier

Illustrations sonores de films, interventions de plasticiens, le Festival de Rive-de-Gier (pas loin de Lyon) multiplie, comme c'est devenu l'usage, les innovations. Par chance, il y a aussi des concerts, et ils réunissent quelques noms très en vogue du jazz et de l'improvisation : le quatuor de saxophones de l'ARF, William Brecher Kollek, Laval, Stéphane Grappelli et le nouveau trio de Michel Petrucci. Du 20 au 26, à la salle des Fêtes de Rive-de-Gier. (77) 75-05-22.

VARIÉTÉS-ROCK

Pierre Desproges au Fontaine

Le premier solo d'un humoriste qui aime le comique en liberté, le burlesque dépendant de la comédie plus que du sens.

ET AUSSI : Tout baignant au Palais des glaces; Patrick Font et Philippe Val au théâtre du Gymnase; Renaud au Zénith; Sylvain Marc au Phil'One les 19, 20 et 21 janvier; Herbie Hancock au Casino de Paris le samedi 21 à 18 h 30 et le 30; The Lords of the New Church au Palace, samedi 21, à l'Élodore, le dimanche 22, à Lille (salle Charcot) le 23.

DANSE

Hommage à Martha Graham à l'Opéra de Paris

Invitée avec sa compagnie, Martha Graham, dont on célèbre le quatre-vingt-dixième anniversaire, présente au cours de deux soirées consécutives plusieurs pièces de son répertoire : *Seraphic Dialogue*, centré sur Jeanne d'Arc; *Brand* dans la *Masse* (Ariane et le Minotaure); *Actes of the Light* (rétrospective de différentes époques chorégraphiques); *Phaedra* et *Drums*, avec la participation de Nouvère, (23-25 janvier, 20 h 30).

ET AUSSI : *Chalk Work*, de Carolyn Carlson, à la Maison des arts de Grézil (version remaniée de l'œuvre de la danse, présentée l'été dernier au Festival d'Avignon); le groupe Ariadne au Théâtre de Paris (la haine au féminin); Régine Chupin au Théâtre de la Ville (amour, délices et cinéma); le groupe Lolita au Théâtre de la Bastille (danse et thriller).

EXPOSITIONS

Le réalisme au musée de Chartres

Une exposition au musée de Chartres, dont nos musées nationaux n'ont pas encore donné l'équivalent. L'exposition réaliste est, en effet, la méconnaissance de la peinture du dix-neuvième siècle. Honteuse, presque, car ses valeurs esthétiques révèlent un différent idéologique dans la société française. Scandale, vers 1830, un peu plus d'une génération après la Révolution, en pleine monarchie de Juillet avec la guerre civile à Paris, la peinture quitte ses allégories historiques et mythologiques pour aller à la découverte des gens ordinaires, paysans et ouvriers, chez eux, dans leurs champs et dans leurs ateliers. Courbet et Millet sont les deux phares du mouvement, mais nombreux et pas connus du public sont les peintres (comme Leloux, Rivin, Ribot, Bonhomme) qui ont assuré la tradition réaliste en France, jusqu'en 1870, et même au-delà.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

Animation générale, sauf mardi et dimanche, de 16 h à 19 h; sam. et dim., de 11 h à 19 h, galerie contemporaine.

BALTHUS. Jusqu'au 23 janvier.

HANS BELLMER, photographes. Jusqu'au 27 février.

NOUVELLES ACQUISITIONS. Photographes. Jusqu'au 29 janvier.

MARCO MENE. Jusqu'au 12 février.

ARGUMENTS. Jusqu'au 21 janvier.

LE CINÉMA EN POLOGNE. Jusqu'au 6 février.

IMAGE-MAGIQUE. Galerie de la collection « Image ». Bibliothèque des enfants, piazza. Jusqu'au 6 février.

C.C.I.

LES ENFANTS DE L'IMMIGRATION. Jusqu'au 23 avril.

LE C.C.I. ÉDITE. Jusqu'au 20 février.

Musées

AUTOUR DE RAPHAËL, dessins et gravures. Jusqu'au 12 février.

NOUVELLES ACQUISITIONS de département des peintures 1980-1982. Jusqu'au 2 avril. Musée de Louvre, pavillon de Flore, entrée par le jardin (205-30-36).

Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 12 F (gratuite le dimanche).

RAPHAËL et son temps. RAPHAËL, dans les collections françaises. Grand Palais, entrée place Chateaubriand (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h; mercredi jusqu'à 22 h. Billet journalier : 19 F; samedi : 13 F. Jusqu'au 13 février.

INVENTAIRE DU GANTON DES-CHAMPELLES (AIX). Palais de la Ville, 404. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 7 février.

SALON FIGURATION CRITIQUE. Grand Palais (91-45-55). Tous les jours, de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 5 février.

ELECTRA. L'Électrique et l'Électrique dans l'art du XX^e siècle. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue de Président-Wilson (723-00-01). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 5 F. Jusqu'au 5 février.

GERARD COLLIN-THIEBAUT - JAMES TURKILL - R.L. WOLA. ARS, au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris (723-61-27) (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 janvier.

LE PRINCE EN TERRE D'ITALIE. CHATELAIN ROMAINS. NOUVELLES ACQUISITIONS. Palais de la Ville, 13, avenue de Président-Wilson (723-61-27). Sauf mardi, de 9 h à 15 h. Entrée : 9 F.

LE NOUVEAU OPÉRA DE PARIS. 750 rue de la Harpe, 11, avenue de Président-Wilson (253-00-75). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 12 F. Jusqu'au 25 janvier.

STENDHAL ET L'EUROPE. Bibliothèque nationale, 38, rue de Richelieu (261-42-23). Tous les jours, de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 février.

LA CHINE ENTHUSIASTE. Bibliothèque Nationale (voir ci-dessus). Du 19 janvier au 8 février.

LES FOUQUET. Joies et joilleries à Paris. 189 rue de la Harpe, 11, avenue de Président-Wilson (253-00-75). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 12 F. Jusqu'au 25 janvier.

TADANORI YOKO. Jusqu'au 6 février. LE SPECTACLE EN SUÈDE. Affiche de la collection Paul Lepetit. Jusqu'au 22 janvier. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 10 h à 18 h.

L'ART CLÉMENTINE EN GAULE. Collections des musées de province. Musée de Louvre, 13, rue de Valenciennes (224-25-25). Sauf mardi, de 11 h à 18 h; jeudi jusqu'à 22 h. Entrée : 11 F. Jusqu'au 1^{er} février.

SAINT-ÉTIENNE. Études et litographies. Musée national des arts et traditions populaires, 4, avenue de Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (477-49-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F; samedi : 7 F (gratuite le 12 mars). Jusqu'au 16 avril.

DANTE ET VIRGILE AUX ENFERS. Musée Rodin, 77, rue de Valenciennes (705-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'au 17 février.

TRÉSORS DE L'ART SERIE MÉDÉVAL. XIX^e-XX^e SÈCLES. Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau (233-52-50). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 5 février.

FANTASMEUR. Soliste ténor et chanteur des musées. Musée de la Ville de Paris, 13, rue de Valenciennes (224-25-25). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 francs. Du 21 janvier au 11 mars.

DESSINS DÉCRIVANTS FRANÇAIS AU XIX^e SÈCLE. Musée de la Ville de Paris, 47, rue de Valenciennes (224-25-25). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 26 février.

INDISPENSABLES ACCESSOIRES. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Sicile (720-45-46). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 25 avril.

MAURICE BLANCHARD (1903-1969). Musée de la mode, COLLECTION DU VIEUX-MONTMARTRE. Musée de Montmartre, 12, rue Carot (606-61-11). De 14 h 30 à 17 h 30; dim. de 11 h à 17 h 30. Jusqu'au 1^{er} février.

VAUBAN RÉFORMATEUR (1633-1707). Musée des monuments français, palais de Chaillot (533-31-70). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 février.

POUPÉE SOUS, POUPÉE RE-PLIÉE. Musée de l'homme, palais de Chaillot (533-31-70). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 9 F; dim. 4,50 F. Jusqu'au 31 janvier.

L'ŒUVRE ET LA PLUME. Musée en herbe, Jardin d'acclimatation, boulevard de St-Jacques (747-47-66). Tous les jours, de 14 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 avril.

Centres culturels

ELISABETH DUBREUIL, MARC CHAMINET, GUY MAZÉ, DANIEL BERNARDI. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Barreau

(563-90-55). Sauf mardi, de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 février.

KELL STRANDQUIST. Peintures, jusqu'au 12 février. - EDNA MARTIN. Textiles, jusqu'au 16 février. Centre culturel sud-est, 11, rue Payson (271-42-20). De 12 heures à 18 heures. Sauf mardi, de 14 heures à 18 heures.

GER DÉKERS. Perspectives du Nord - GRAVEURS HOLLANDAIS DU XVIII^e SÈCLE. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (705-05-99). Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 19 février.

ESPACE SONORE - ESPACE SILENCIEUX. Espace Sonore. Centre culturel sud-est, 11, rue Payson (271-42-20). Sauf mardi et dimanche, de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 février.

LES FRESQUES SERRES MÉDÉVALES (copies). Centre culturel de S.E.F. de Valenciennes (272-50-50). 123, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 15 février.

AVE ALIX Chapelle de la Sorbonne. Jusqu'au 23 janvier.

LE CHRIST, LES APOÎTRES ET LES SAINTS dans l'art de la sculpture à la Renaissance de Paris. Crypto de la basilique de Sacre-Cœur (251-17-02). De 10 h à 18 heures. Jusqu'au 25 mars.

ENFANTS DU PASSÉ. Le Louvre des musées, 2, place du Palais-Royal (297-77-00). Sauf mardi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 4 mars.

JEUNE ABSTRACTION. M. J. C. Les Écoles de Beaufort, 43, rue de Beaufort (364-68-13). De 15 h à 21 h; dim. de 18 h à 21 h. Jusqu'au 31 janvier.

LA COULEUR DANS L'ART GRAPHIQUE. Centre culturel de S.E.F. de Valenciennes (272-50-50). 34, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 17 h; ven. de 9 h à 16 h. Jusqu'au 31 janvier.

DES CHÊNES ET DES HOMMES. Collection Guy Thibault. Centre culturel de S.E.F. de Valenciennes (272-50-50). 34, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 17 h; ven. de 9 h à 16 h. Jusqu'au 31 janvier.

FORME DE LA VILLE ET PROTECTION DU PAYSAGE EN TOSCANE. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (274-22-22). De 10 h à 18 h. Entrée libre. Du 22 janvier au 25 mars.

MOULIN À EAUX EN CALAIRE. Maison des sciences de l'homme, 54, boulevard Raspail (544-38-49). Jusqu'au 31 janvier.

FRANCE : Une nouvelle génération. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean. Du 29 janvier au 15 mars.

ALAIN COUTET - BARBARA DEBAR - FRANÇOISE FRUGIER - JACQUES TURKILL - R.L. WOLA. ARS, au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris (723-61-27) (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 janvier.

CARRERA - KIMBERLIN - LÉON VILLAS. Palais de la Ville, 13, avenue de Président-Wilson (723-61-27). Sauf mardi, de 9 h à 15 h. Entrée : 9 F.

LE NOUVEAU OPÉRA DE PARIS. 750 rue de la Harpe, 11, avenue de Président-Wilson (253-00-75). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 12 F. Jusqu'au 25 janvier.

STENDHAL ET L'EUROPE. Bibliothèque nationale, 38, rue de Richelieu (261-42-23). Tous les jours, de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 février.

LA CHINE ENTHUSIASTE. Bibliothèque Nationale (voir ci-dessus). Du 19 janvier au 8 février.

LES FOUQUET. Joies et joilleries à Paris. 189 rue de la Harpe, 11, avenue de Président-Wilson (253-00-75). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 12 F. Jusqu'au 25 janvier.

TADANORI YOKO. Jusqu'au 6 février. LE SPECTACLE EN SUÈDE. Affiche de la collection Paul Lepetit. Jusqu'au 22 janvier. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 10 h à 18 h.

L'ART CLÉMENTINE EN GAULE. Collections des musées de province. Musée de Louvre, 13, rue de Valenciennes (224-25-25). Sauf mardi, de 11 h à 18 h; jeudi jusqu'à 22 h. Entrée : 11 F. Jusqu'au 1^{er} février.

SAINT-ÉTIENNE. Études et litographies. Musée national des arts et traditions populaires, 4, avenue de Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (477-49-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F; samedi : 7 F (gratuite le 12 mars). Jusqu'au 16 avril.

DANTE ET VIRGILE AUX ENFERS. Musée Rodin, 77, rue de Valenciennes (705-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'au 17 février.

TRÉSORS DE L'ART SERIE MÉDÉVAL. XIX^e-XX^e SÈCLES. Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau (233-52-50). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 5 février.

FANTASMEUR. Soliste ténor et chanteur des musées. Musée de la Ville de Paris, 13, rue de Valenciennes (224-25-25). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 francs. Du 21 janvier au 11 mars.

DESSINS DÉCRIVANTS FRANÇAIS AU XIX^e SÈCLE. Musée de la Ville de Paris, 47, rue de Valenciennes (224-25-25). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 26 février.

INDISPENSABLES ACCESSOIRES. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Sicile (720-45-46). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 25 avril.

MAURICE BLANCHARD (1903-1969). Musée de la mode, COLLECTION DU VIEUX-MONTMARTRE. Musée de Montmartre, 12, rue Carot (606-61-11). De 14 h 30 à 17 h 30; dim. de 11 h à 17 h 30. Jusqu'au 1^{er} février.

VAUBAN RÉFORMATEUR (1633-1707). Musée des monuments français, palais de Chaillot (533-31-70). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 février.

POUPÉE SOUS, POUPÉE RE-PLIÉE. Musée de l'homme, palais de Chaillot (533-31-70). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 9 F; dim. 4,50 F. Jusqu'au 31 janvier.

L'ŒUVRE ET LA PLUME. Musée en herbe, Jardin d'acclimatation, boulevard de St-Jacques (747-47-66). Tous les jours, de 14 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 avril.

Centres culturels

ELISABETH DUBREUIL, MARC CHAMINET, GUY MAZÉ, DANIEL BERNARDI. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Barreau

(563-90-55). Sauf mardi, de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 février.

KELL STRANDQUIST. Peintures, jusqu'au 12 février. - EDNA MARTIN. Textiles, jusqu'au 16 février. Centre culturel sud-est, 11, rue Payson (271-42-20). De 12 heures à 18 heures. Sauf mardi, de 14 heures à 18 heures.

GER DÉKERS. Perspectives du Nord - GRAVEURS HOLLANDAIS DU XVIII^e SÈCLE. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (705-05-99). Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 19 février.

ESPACE SONORE - ESPACE SILENCIEUX. Espace Sonore. Centre culturel sud-est, 11, rue Payson (271-42-20). Sauf mardi et dimanche, de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 février.

LES FRESQUES SERRES MÉDÉVALES (copies). Centre culturel de S.E.F. de Valenciennes (272-50-50). 123, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 15 février.

AVE ALIX Chapelle de la Sorbonne. Jusqu'au 23 janvier.

LE CHRIST, LES APOÎTRES ET LES SAINTS dans l'art de la sculpture à la Renaissance de Paris. Crypto de la basilique de Sacre-Cœur (251-17-02). De 10 h à 18 heures. Jusqu'au 25 mars.

ENFANTS DU PASSÉ. Le Louvre des musées, 2, place du Palais-Royal (297-77-00). Sauf mardi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 4 mars.

JEUNE ABSTRACTION. M. J. C. Les Écoles de Beaufort, 43, rue de Beaufort (364-68-13). De 15 h à 21 h; dim. de 18 h à 21 h. Jusqu'au 31 janvier.

LA COULEUR DANS L'ART GRAPHIQUE. Centre culturel de S.E.F. de Valenciennes (272-50-50). 34, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 17 h; ven. de 9 h à 16 h. Jusqu'au 31 janvier.

DES CHÊNES ET DES HOMMES. Collection Guy Thibault. Centre culturel de S.E.F. de Valenciennes (272-50-50). 34, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 17 h; ven. de 9 h à 16 h. Jusqu'au 31 janvier.

FORME DE LA VILLE ET PROTECTION DU PAYSAGE EN TOSCANE. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (274-22-22). De 10 h à 18 h. Entrée libre. Du 22 janvier au 25 mars.

MOULIN À EAUX EN CALAIRE. Maison des sciences de l'homme, 54, boulevard Raspail (544-38-49). Jusqu'au 31 janvier.

FRANCE : Une nouvelle génération. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean. Du 29 janvier au 15 mars.

ALAIN COUTET - BARBARA DEBAR - FRANÇOISE FRUGIER - JACQUES TURKILL - R.L. WOLA. ARS, au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris (723-61-27) (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 janvier.

CARRERA - KIMBERLIN - LÉON VILLAS. Palais de la Ville, 13, avenue de Président-Wilson (723-61-27). Sauf mardi, de 9 h à 15 h. Entrée : 9 F.

LE NOUVEAU OPÉRA DE PARIS. 750 rue de la Harpe, 11, avenue de Président-Wilson (253-00-75). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 12 F. Jusqu'au 25 janvier.

STENDHAL ET L'EUROPE. Bibliothèque nationale, 38, rue de Richelieu (261-42-23). Tous les jours, de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 février.

LA CHINE ENTHUSIASTE. Bibliothèque Nationale (voir ci-dessus). Du 19 janvier au 8 février.

LES FOUQUET. Joies et joilleries à Paris. 189 rue de la Harpe, 11, avenue de Président-Wilson (253-00-75). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 12 F. Jusqu'au 25 janvier.

TADANORI YOKO. Jusqu'au 6 février. LE SPECTACLE EN SUÈDE. Affiche de la collection Paul Lepetit. Jusqu'au 22 janvier. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 10 h à 18 h.

مركز الامم

(Publicité)

En mars 1981, Denis LLOCCA formulait un projet théâtral accompagnant la candidature de sa troupe à la succession d'André Mairal qui quittait alors le Centre dramatique national de Franche-Comté établi à Besançon. Ce projet était accompagné du préambule suivant :

« Le Théâtre est du domaine du cœur. Il propose à ceux qui s'y livrent, public et acteurs, l'expérience d'une relation amoureuse. Le mariage d'un groupe d'artisans du Théâtre avec un public donné est une chose délicate. Il exige de ceux qui ont le pouvoir de mettre en place cette rencontre autant d'intuition que de raison. Pour eux se pose, de manière fondamentale, la problématique du talent ; le talent n'étant pas ici un absolu mais un relatif, une adéquation. La question peut donc se formuler ainsi : la compagnie Denis Llorca en Franche-Comté, est-ce une rencontre qui a du talent ? »

A ceci, MM. Robert Schwint, sénateur et maire de Besançon, Jacques Breton, adjoint chargé des affaires culturelles de la ville, et Robert Abirached, directeur du Théâtre, ont répondu par l'affirmative et nommé Llorca à la direction du Centre dramatique national de Franche-Comté. Aujourd'hui, Marie-Claire Munka, licenciée en lettres modernes, ex-journaliste aux *Dépêches de Dijon*, puis à FR 3-Besançon, depuis janvier 83 productrice et responsable des programmes culturels à Radio-France, fait le point sur les deux premières années d'implantation de la troupe Llorca à Besançon.

Le Centre dramatique national de Franche-Comté ?

Un lieu tout d'abord : le Théâtre du Casino, sis, le long d'une des plus belles promenades de Besançon, la promenade Micaud au bord du Doubs.

Une équipe ensuite, équipe permanente, technique, administrative et artistique de douze personnes, équipe de comédiens de Franche-Comté et d'ailleurs, dont le nombre varie selon les besoins des spectacles.

Un budget aussi : cinq millions provenant de l'Etat, un million de la ville de Besançon, pour la saison 83/84.

Un homme enfin, son directeur, Denis Llorca, dont l'audace, l'enthousiasme, l'ambition, la passion créatrice sont mises au service d'une région qui lui est devenue chère et qui espère de lui qu'il en porte haut et loin les couleurs.

Trois saisons en Franche-Comté !

4 mai 1982. Les Franches-Comtoises, enthousiastes, découvrent enfin et applaudissent le spectacle qui, depuis janvier, intriguait, faisait l'objet de toutes les curiosités, alimentait toutes les conversations. Les *Possédés*, d'après le roman de Dostoïevski, adapté et mis en scène par Denis Llorca. Sept heures de représentation en deux parties. Un événement ! Un événement qui avait la primauté d'une création hors du commun, événement pour le Centre dramatique national de Franche-Comté qui prenait ainsi un nouveau départ sous la conduite de Denis Llorca. Et celui-ci venait de réussir, avec sa Compagnie, le premier d'une série

de partis aussi téméraires les uns que les autres. En effet, si les *Possédés* furent un succès (cinq mille spectateurs pour les seules représentations du printemps 82 à Besançon) et répondirent à l'attente de la région, en la représentant au Festival de Carcassonne (trois mille spectateurs), au Festival d'Avignon (douze mille spectateurs) et dans plusieurs villes : Chambéry, Dijon, Nice, Lyon, Paris, lors d'une tournée de trois mois, il ne pouvait être question d'en rester là, car rien n'était encore acquis pour la nouvelle équipe du Centre dramatique à Besançon.

Un coup d'éclat ne suffit pas aux Franches-Comtoises, gens de réserve par excellence, et comme on ne monte pas une pièce comme les *Possédés* tous les jours, il fallait donc à défaut de création grandiose et étonner, et surprendre, et provoquer et entretenir ce désir du théâtre « serviteur de toute spiritualité » pour reprendre les termes même de Denis Llorca. Propos ambitieux et difficiles pour le moins ! Qu'à cela ne tienne : on offrira aux habitants du théâtre tous les soirs d'octobre à juin, en coproduisant des spectacles de jeunes compagnies, en invitant les comédiens d'autres régions à s'installer pendant une ou deux semaines à Besançon ou en jouant la carte du prestige avec la Comédie-Française. Et de Molière à Courcelles, de Labiche à Vitrac en passant par Bataille, Breton, Defois, sans oublier Jean-Paul Farré, les Comtes de Grillon revus par Alain Esjary, les marionnettes Châteaues, on fera oser, rendez-vous de théâtre, théâtre-divertissement, théâtre-réflexion, mais théâtre-plaisir toujours, onze

rendez-vous auxquels se rendirent quelque quinze mille spectateurs. Une réussite ? Oui... mais sur ces onze spectacles, peu de créations du Centre dramatique ; or la création n'est-elle pas justement la vocation d'un tel centre, d'autres organismes se chargeant de la diffusion ?

Denis Llorca : « Entraînant une équipe de création demande beaucoup d'argent et les contraintes budgétaires sont importantes. Un exemple : pour vingt-cinq représentations des *Possédés*, soit trois semaines et demi de production, cela a coûté cinq mois de préparation. »

Alors il faut choisir : ou bien monter des créations dans les limites du budget, ce qui pour un artiste est toujours frustrant, ou bien opter, comme la saison dernière, pour six mois de coproduction en attendant de pouvoir réaliser ce qu'on aime, ce dont on a envie, comme c'est le cas maintenant pour 1984.

Un grand bonheur créateur

Si l'affiche de cette saison ne comporte que quatre spectacles, il s'agit essentiellement de « spectacles conçus, répétés et fabriqués sur place à Besançon et présentés au Théâtre du Casino » : en mai et juin, le *Sacre de la naissance ou la tragédie d'Edipe* et des *Jocaste*, un texte et une mise en scène de Denis Llorca. En avril, le théâtre fera place au cinéma pour présenter au travers d'une légende comtoise, la vision romanesque de la légende de Berthe de Joux. En mars, Hervé Llorca signera un spectacle musical *Centate*, spectacle autour de la cantate de J.-S. Bach *Jésus que ma joie demeure* et à partir

du 30 janvier jusqu'au 8 février *Cyrano de Bergerac* d'Edmond Rostand dans une mise en scène de Gérard Ortega et Denis Llorca (la première représentation a eu lieu au théâtre de Lons-le-Saunier le 6 janvier).

« C'est avec la joie que je me promets de faire ce spectacle-là. Et pour qu'il donne de la joie. »

Voilà donc retrouvé le véritable état, la vraie raison d'être du Centre dramatique national de Franche-Comté, qui, presque deux ans après les *Possédés*, renoue avec l'aventure théâtrale, expression libre et poétique d'artistes épris d'absolu et désireux de tisser des relations harmonieuses et spontanées avec le public. « Un public plus fidèle, plus chaud, plus fort que je ne l'imaginai », confie Denis Llorca, et de rejeter toute démarche opportuniste, toute tentative de prospection marchande, toute réponse à une commande.

Denis Llorca : « Le Centre dramatique s'oppose à l'exploitation de l'objet artistique en tant que produit et recherche à agiter ce qui appartient au fond du cœur, au fond de l'âme... »

Une démarche généreuse qui conduit le Centre sur les routes de Franche-Comté à la rencontre d'un public toujours plus vaste, celui souvent défavorisé des petites villes et des milieux ruraux. Une rencontre qui, si elle semble prendre l'aspect d'une conquête (témoin l'affiche de cette saison, jugée parfois provocante et représentant un cosmogoniste frottant l'emblème du Centre dramatique sur une terre déserte), n'en exprime pas moins le désir de faire corps avec la région, de s'y enraciner, de s'en imprégner, au point d'y puiser les forces vives qui permettent d'aller

toujours plus avant dans une pratique théâtrale qui exige disponibilité, attention, éveil, don de soi.

« Si je n'avais pas eu un coup de foudre sensuel pour la ville et la région, je ne serais pas venu », insiste Denis Llorca.

Epreuve-t-il encore le besoin de se justifier aux yeux de ses détracteurs qui lui reprochent de ne pas assez s'impliquer dans la région ? Il répond alors dans une lettre accompagnant le programme de cette année : « Je suis d'ici, public, je suis de partout, je suis du théâtre. »

Et pour marquer cette volonté d'intégration, le Centre dramatique, cette année encore, ira au-devant des habitants d'une quinzaine de villes franc-comtoises, en apportant des spectacles spécialement conçus pour elles, avec toute la rigueur et le soin que nécessite toute création théâtrale. Et ce sera la reprise de la tournée en février et mars de *Molière mort ou vif*, dont on a déjà bénéficié l'an dernier une dizaine de villes, puis à la fin de la saison, une autre création et une innovation : on jouera *Roméo et Juliette* sous chapiteau.

Le chapiteau ? Une solution intéressante pour pallier les nombreuses difficultés matérielles qui surgissent lors des tournées : manque de temps pour aménager les salles, sous-équipement, voire absence de lieux adéquats dans certaines communes. Et puis un chapiteau, c'est plein de magie, de poésie ; son installation est en soi un événement et attise la curiosité d'un public souvent peu familier des théâtres. Un chapiteau, c'est la fête aussi, et la fête va de pair avec le théâtre.

Autant de bonnes raisons qui permettront peut-être de répondre ainsi aux exigences d'une

décentralisation souhaitée et voulue, mais pas toujours facile à réaliser.

Le Nouveau Théâtre de Besançon : « Les vibrations d'une âme ! »

Reste qu'à Besançon, le Centre dramatique possède, avec la salle de spectacles du Casino (devenue cinéma avant d'être rendue au théâtre), un outil de travail dont les restaurations et les aménagements successifs (en particulier la récente remise en état de l'ancien cintre) tendent à le rendre adapté, au mieux, aux impératifs d'un théâtre dramatique moderne digne d'une capitale régionale.

Cependant, si les objets ont une âme, que dire alors des lieux et de celui-ci en particulier, le Nouveau Théâtre de Besançon, dont le charme allait selon Denis Llorca « donner beaucoup de ce que l'on venait y chercher, réflexions scénographiques, continuité de la tradition théâtrale... Pour nous, c'est avant tout un théâtre dans un jardin au bord d'un fleuve, un bouquet précieux au terme d'un trajet de plaisir... »

Vision romanesque et idyllique en parfait accord avec l'état d'esprit et le désir de toute la Compagnie :

— Et joyeux !

Oui joyeux : que tu sois de ce théâtre que nous servons, joyeux !

Public, cher public, que le temps que tu nous auras consacré, que l'attention que tu nous auras prêtée pour un soir au théâtre te rendent joyeux.

MARIE-CLAIRE MUNKA.

LE NOUVEAU THEATRE DE BESANCON

centre dramatique national de franche-comté

joue
Cyrano de Bergerac
de Edmond Rostand

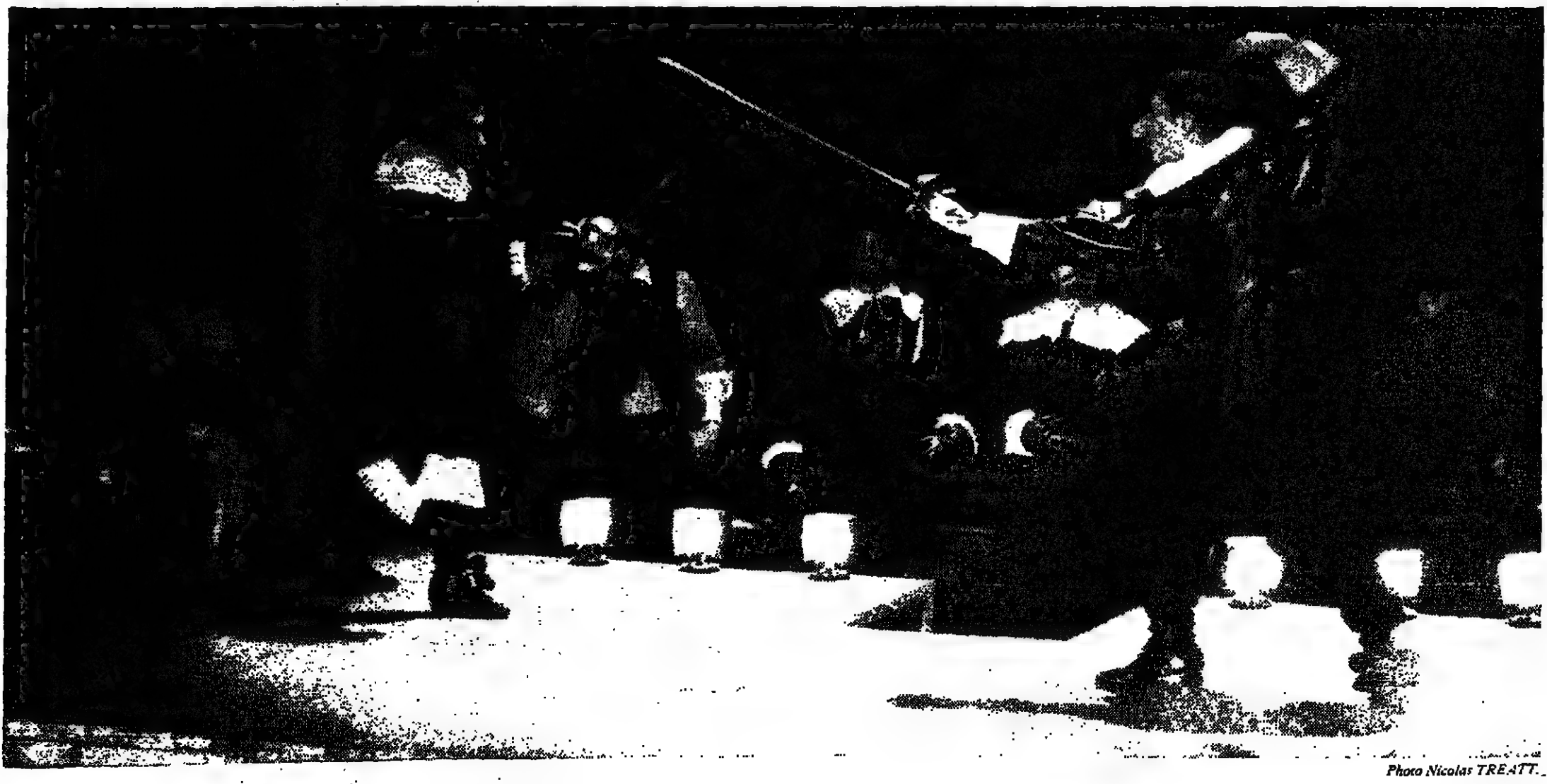


Photo Nicolas TREATT.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
58, rue de Richelieu 2 - 261.82.23
STENDHAL
ET L'EUROPE
Tous les jours de 12 à 18 h
28 OCTOBRE - 29 JANVIER

GALERIE JEANNE CASTEL
Marie-José LEFORT
Recherche pour catalogue
raisonné et achats tableaux

Jean FAUTRIER
3, rue du Cirque, 75008 - 359-71-24

GALERIE RENÉ DROUOT
104, Faubourg-St-Honoré, PARIS 8 - 266-68-67

CLAUDE BAYE
Vernissage le mercredi 18,
de 18 à 21 h.
Jusqu'au 18 février

CENTRE CULTUREL SUEDOIS 11, rue Payenne Paris 3 - 271-82-20
KJELL STRANDQVIST peintures (jusqu'au 12 février)
EDNA MARTIN textiles (jusqu'au 16 février)
lundi-vendredi 12 h-18 h / samedi-dimanche 14 h-18 h

Galerie Maeght Lelong
13 et 14, rue de Téhéran, Paris 8 - Tél. 563.13.19
18 janvier - 25 février 1984
Francis Bacon
peintures récentes
de 9 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 18 h, tous les jours sauf dimanche.

ATHÈNÉE SAULE LOUIS JOUVET
JEAN RACINE
ANDROMAQUE BÉRÉNICE PHÈDRE
COMPAGNIE ANNE DELBEE
L'entreprise est passionnée.
Racine y est souverain mais Anne Delbee
nous en propose une version neuve, vive, (car,
finally) humaine. Festival d'Avignon 83
LOCATION 742.67.27 - FNAC - AGENCES

Pierre Desproges
Pour la
1ère fois seul sur scène
THEATRE FONTAINE
LOC. 874.74.40

LA DOU BL LE
INCONSTANCE
MARI VAUX
et un impromptu de Daniel Benaïd
EPREUVES
Mises en scène de Michel Dubois
Ve 13 et Sa 14 / Ma 17 et Sa 21 / Lu 23 et Sa 28 / Lu 30 et Ma 31 janvier
/ 20h30 / sauf les Me 18 et 25 janvier / 19h30 / Théâtre municipal
Renseignements - Réservations : 120 rue Saint-Pierre - Tél. (31) 85.60.90

POCHE MONTPARNAISSE - 75 Bd. du Montparnasse - LOC : 548-92-97
JANDELIN et **JEAN DAVY** dans **LE PHARAON** de Geva CABAN
mise en scène Etienne BIERRY

OPERA LUNDI 23 JANVIER 1984 A 20H (GALA)
MERCREDI 25 JANVIER 1984 A 19H30
HOMMAGE A MARTHA GRAHAM
AVEC RUDOLF NOUREEV
PAR LA MARTHA GRAHAM DANCE COMPANY
23 JANVIER : GALA - SOIRÉE AU BENEFICE DE L'ÉCOLE DE DANSE MARTHA GRAHAM ET DE L'ÉCOLE DE DANSE DE L'OPERA
LOCATION AUX GUICHETS DE 11H A 18H30 - RENSEIGNEMENTS : OPERA DE PARIS - 742.57.50

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

LOLITA - Bastille (357-42-14), 21 h, sam. 21 h, dim. 17 h (18).

LE PHARAON - Poché (548-92-97), 20 h 30, sam. 20 h 30 (18).

VERS DAMAS - Théâtre Féminal (203-02-55), 20 h 30, sam. 20 h 30; dim. 17 h (18).

FERDAOUS - Carrefour de la Défense (372-00-15), 20 h 30, sam. 20 h 30; dim. 16 h (18).

JAMAIS DEUX SANS TOI - Tristan Bernard (522-08-40), 21 h, sam. 21 h; dim. 15 h (19).

LE RHINOCÉROS - Châtelet, CAC (421-20-36), les 19, 20, 21, 24 à 20 h 45; le 22 à 16 h.

SENDRAMIS - Vincennes, Sébastien (374-81-16), 21 h, dim. 18 h (19).

MEIN IV - Théâtre de Solli (374-34-08), 18 h 30, sam. 18 h 30; dim. 15 h 30 (20).

AUTANT EN EMPORTE LE VENT - Marigny (256-04-41), 20 h 30, sam. 20 h 30; dim. 14 h (20).

AGNES - Société des Champs-Élysées (723-55-10), 21 h, sam. 19 h et 21 h 30; dim. 15 h 30 (20).

LÉONIE EST EN AVANCE - Châtelet, Théâtre Paul-Éluard, (890-89-79), 20 h 30, sam. 20 h 30; dim. 17 h (20).

CHANT DU CYGNE - Petit Montparnasse (320-89-90), 22 h dim. 17 h (21).

FROMETHE ENCHAÎNÉE - Lièvre (556-55-83), 20 h 45 (23).

LE VOYAGE A BÉRLIN - Dejazet (887-97-34), 20 h 30 (24).

ABRAHAM ET SAMUEL - Essai (523-15-10), 20 h 30 (24).

RAYON FEMMES FORTES - Théâtre de Paris, petite salle (280-09-30), 20 h 30 (24).

BOIS PARIS

GENÈVE - La Carrière, par Kargo et Langhoff, coproduction T.N.P. et Comédie de Genève (19-61-22), 20 h 30-01 jusqu'au 4 février.

ROUEN - Grande frange imaginaire d'un dessin de Pierre Corneille, par la Compagnie Ivan Morano, à l'Espace Drouot Villard, du 18 au 21 janvier.

MONTIGNY-LES-METZ - Remontées théâtrales, quatre troupes locales du 18 janvier au 1^{er} février, au centre culturel Marc Senguer (8) (763-22-03).

BERNARD - Cyrano de Bergerac, avec et par Denis Llorca et le Centre dramatique de Franche-Comté (81) (81-42-56), du 20 janvier au 8 février au Théâtre du Centre.

GILLY - Nativité, d'après la Bible, par Michel Humbert et le Centre de création de Gilly (80) (62-88-43), du 10 janvier au 13 février.

CLERMONT-FERRAND - Surcouf, par le Théâtre populaire en Auvergne (73) (33-04-41), du 23 janvier au 1^{er} février.

Les salles subventionnées

Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.

OPERA (742-57-50), le 21 à 19 h 30, le 24 à 20 h; le 25 à 19 h 30, le 26 à 20 h; le 27 à 19 h 30, le 28 à 20 h; le 29 à 19 h 30, le 30 à 20 h; le 31 à 19 h 30, le 1^{er} à 20 h; le 2 à 19 h 30, le 3 à 20 h; le 4 à 19 h 30, le 5 à 20 h; le 6 à 19 h 30, le 7 à 20 h; le 8 à 19 h 30, le 9 à 20 h; le 10 à 19 h 30, le 11 à 20 h; le 12 à 19 h 30, le 13 à 20 h; le 14 à 19 h 30, le 15 à 20 h; le 16 à 19 h 30, le 17 à 20 h; le 18 à 19 h 30, le 19 à 20 h; le 20 à 19 h 30, le 21 à 20 h; le 22 à 19 h 30, le 23 à 20 h; le 24 à 19 h 30, le 25 à 20 h; le 26 à 19 h 30, le 27 à 20 h; le 28 à 19 h 30, le 29 à 20 h; le 30 à 19 h 30, le 31 à 20 h; le 1^{er} à 19 h 30, le 2 à 20 h; le 3 à 19 h 30, le 4 à 20 h; le 5 à 19 h 30, le 6 à 20 h; le 7 à 19 h 30, le 8 à 20 h; le 9 à 19 h 30, le 10 à 20 h; le 11 à 19 h 30, le 12 à 20 h; le 13 à 19 h 30, le 14 à 20 h; le 15 à 19 h 30, le 16 à 20 h; le 17 à 19 h 30, le 18 à 20 h; le 19 à 19 h 30, le 20 à 20 h; le 21 à 19 h 30, le 22 à 20 h; le 23 à 19 h 30, le 24 à 20 h; le 25 à 19 h 30, le 26 à 20 h; le 27 à 19 h 30, le 28 à 20 h; le 29 à 19 h 30, le 30 à 20 h; le 31 à 19 h 30, le 1^{er} à 20 h; le 2 à 19 h 30, le 3 à 20 h; le 4 à 19 h 30, le 5 à 20 h; le 6 à 19 h 30, le 7 à 20 h; le 8 à 19 h 30, le 9 à 20 h; le 10 à 19 h 30, le 11 à 20 h; le 12 à 19 h 30, le 13 à 20 h; le 14 à 19 h 30, le 15 à 20 h; le 16 à 19 h 30, le 17 à 20 h; le 18 à 19 h 30, le 19 à 20 h; le 20 à 19 h 30, le 21 à 20 h; le 22 à 19 h 30, le 23 à 20 h; le 24 à 19 h 30, le 25 à 20 h; le 26 à 19 h 30, le 27 à 20 h; le 28 à 19 h 30, le 29 à 20 h; le 30 à 19 h 30, le 31 à 20 h; le 1^{er} à 19 h 30, le 2 à 20 h; le 3 à 19 h 30, le 4 à 20 h; le 5 à 19 h 30, le 6 à 20 h; le 7 à 19 h 30, le 8 à 20 h; le 9 à 19 h 30, le 10 à 20 h; le 11 à 19 h 30, le 12 à 20 h; le 13 à 19 h 30, le 14 à 20 h; le 15 à 19 h 30, le 16 à 20 h; le 17 à 19 h 30, le 18 à 20 h; le 19 à 19 h 30, le 20 à 20 h; le 21 à 19 h 30, le 22 à 20 h; le 23 à 19 h 30, le 24 à 20 h; le 25 à 19 h 30, le 26 à 20 h; le 27 à 19 h 30, le 28 à 20 h; le 29 à 19 h 30, le 30 à 20 h; le 31 à 19 h 30, le 1^{er} à 20 h; le 2 à 19 h 30, le 3 à 20 h; le 4 à 19 h 30, le 5 à 20 h; le 6 à 19 h 30, le 7 à 20 h; le 8 à 19 h 30, le 9 à 20 h; le 10 à 19 h 30, le 11 à 20 h; le 12 à 19 h 30, le 13 à 20 h; le 14 à 19 h 30, le 15 à 20 h; le 16 à 19 h 30, le 17 à 20 h; le 18 à 19 h 30, le 19 à 20 h; le 20 à 19 h 30, le 21 à 20 h; le 22 à 19 h 30, le 23 à 20 h; le 24 à 19 h 30, le 25 à 20 h; le 26 à 19 h 30, le 27 à 20 h; le 28 à 19 h 30, le 29 à 20 h; le 30 à 19 h 30, le 31 à 20 h; le 1^{er} à 19 h 30, le 2 à 20 h; le 3 à 19 h 30, le 4 à 20 h; le 5 à 19 h 30, le 6 à 20 h; le 7 à 19 h 30, le 8 à 20 h; le 9 à 19 h 30, le 10 à 20 h; le 11 à 19 h 30, le 12 à 20 h; le 13 à 19 h 30, le 14 à 20 h; le 15 à 19 h 30, le 16 à 20 h; le 17 à 19 h 30, le 18 à 20 h; le 19 à 19 h 30, le 20 à 20 h; le 21 à 19 h 30, le 22 à 20 h; le 23 à 19 h 30, le 24 à 20 h; le 25 à 19 h 30, le 26 à 20 h; le 27 à 19 h 30, le 28 à 20 h; le 29 à 19 h 30, le 30 à 20 h; le 31 à 19 h 30, le 1^{er} à 20 h; le 2 à 19 h 30, le 3 à 20 h; le 4 à 19 h 30, le 5 à 20 h; le 6 à 19 h 30, le 7 à 20 h; le 8 à 19 h 30, le 9 à 20 h; le 10 à 19 h 30, le 11 à 20 h; le 12 à 19 h 30, le 13 à 20 h; le 14 à 19 h 30, le 15 à 20 h; le 16 à 19 h 30, le 17 à 20 h; le 18 à 19 h 30, le 19 à 20 h; le 20 à 19 h 30, le 21 à 20 h; le 22 à 19 h 30, le 23 à 20 h; le 24 à 19 h 30, le 25 à 20 h; le 26 à 19 h 30, le 27 à 20 h; le 28 à 19 h 30, le 29 à 20 h; le 30 à 19 h 30, le 31 à 20 h; le 1^{er} à 19 h 30, le 2 à 20 h; le 3 à 19 h 30, le 4 à 20 h; le 5 à 19 h 30, le 6 à 20 h; le 7 à 19 h 30, le 8 à 20 h; le 9 à 19 h 30, le 10 à 20 h; le 11 à 19 h 30, le 12 à 20 h; le 13 à 19 h 30, le 14 à 20 h; le 15 à 19 h 30, le 16 à 20 h; le 17 à 19 h 30, le 18 à 20 h; le 19 à 19 h 30, le 20 à 20 h; le 21 à 19 h 30, le 22 à 20 h; le 23 à 19 h 30, le 24 à 20 h; le 25 à 19 h 30, le 26 à 20 h; le 27 à 19 h 30, le 28 à 20 h; le 29 à 19 h 30, le 30 à 20 h; le 31 à 19 h 30, le 1^{er} à 20 h; le 2 à 19 h 30, le 3 à 20 h; le 4 à 19 h 30, le 5 à 20 h; le 6 à 19 h 30, le 7 à 20 h; le 8 à 19 h 30, le 9 à 20 h; le 10 à 19 h 30, le 11 à 20 h; le 12 à 19 h 30, le 13 à 20 h; le 14 à 19 h 30, le 15 à 20 h; le 16 à 19 h 30, le 17 à 20 h; le 18 à 19 h 30, le 19 à 20 h; le 20 à 19 h 30, le 21 à 20 h; le 22 à 19 h 30, le 23 à 20 h; le 24 à 19 h 30, le 25 à 20 h; le 26 à 19 h 30, le 27 à 20 h; le 28 à 19 h 30, le 29 à 20 h; le 30 à 19 h 30, le 31 à 20 h; le 1^{er} à 19 h 30, le 2 à 20 h; le 3 à 19 h 30, le 4 à 20 h; le 5 à 19 h 30, le 6 à 20 h; le 7 à 19 h 30, le 8 à 20 h; le 9 à 19 h 30, le 10 à 20 h; le 11 à 19 h 30, le 12 à 20 h; le 13 à 19 h 30, le 14 à 20 h; le 15 à 19 h 30, le 16 à 20 h; le 17 à 19 h 30, le 18 à 20 h; le 19 à 19 h 30, le 20 à 20 h; le 21 à 19 h 30, le 22 à 20 h; le 23 à 19 h 30, le 24 à 20 h; le 25 à 19 h 30, le 26 à 20 h; le 27 à 19 h 30, le 28 à 20 h; le 29 à 19 h 30, le 30 à 20 h; le 31 à 19 h 30, le 1^{er} à 20 h; le 2 à 19 h 30, le 3 à 20 h; le 4 à 19 h 30, le 5 à 20 h; le 6 à 19 h 30, le 7 à 20 h; le 8 à 19 h 30, le 9 à 20 h; le 10 à 19 h 30, le 11 à 20 h; le 12 à 19 h 30, le 13 à 20 h; le 14 à 19 h 30, le 15 à 20 h; le 16 à 19 h 30, le 17 à 20 h; le 18 à 19 h 30, le 19 à 20 h; le 20 à 19 h 30, le 21 à 20 h; le 22 à 19 h 30, le 23 à 20 h; le 24 à 19 h 30, le 25 à 20 h; le 26 à 19 h 30, le 27 à 20 h; le 28 à 19 h 30, le 29 à 20 h; le 30 à 19 h 30, le 31 à 20 h; le 1^{er} à 19 h 30, le 2 à 20 h; le 3 à 19 h 30, le 4 à 20 h; le 5 à 19 h 30, le 6 à 20 h; le 7 à 19 h 30, le 8 à 20 h; le 9 à 19 h 30, le 10 à 20 h; le 11 à 19 h 30, le 12 à 20 h; le 13 à 19 h 30, le 14 à 20 h; le 15 à 19 h 30, le 16 à 20 h; le 17 à 19 h 30, le 18 à 20 h; le 19 à 19 h 30, le 20 à 20 h; le 21 à 19 h 30, le 22 à 20 h; le 23 à 19 h 30, le 24 à 20 h; le 25 à 19 h 30, le 26 à 20 h; le 27 à 19 h 30, le 28 à 20 h; le 29 à 19 h 30, le 30 à 20 h; le 31 à 19 h 30, le 1^{er} à 20 h; le 2 à 19 h 30, le 3 à 20 h; le 4 à 19 h 30, le 5 à 20 h; le 6 à 19 h 30, le 7 à 20 h; le 8 à 19 h 30, le 9 à 20 h; le 10 à 19 h 30, le 11 à 20 h; le 12 à 19 h 30, le 13 à 20 h; le 14 à 19 h 30, le 15 à 20 h; le 16 à 19 h 30, le 17 à 20 h; le 18 à 19 h 30, le 19 à 20 h; le 20 à 19 h 30, le 21 à 20 h; le 22 à 19 h 30, le 23 à 20 h; le 24 à 19 h 30, le 25 à 20 h; le 26 à 19 h 30, le 27 à 20 h; le 28 à 19 h 30, le 29 à 20 h; le 30 à 19 h 30, le 31 à 20 h; le 1^{er} à 19 h 30, le 2 à 20 h; le 3 à 19 h 30, le 4 à 20 h; le 5 à 19 h 30, le 6 à 20 h; le 7 à 19 h 30, le 8 à 20 h; le 9 à 19 h 30, le 10 à 20 h; le 11 à 19 h 30, le 12 à 20 h; le 13 à 19 h 30, le 14 à 20 h; le 15 à 19 h 30, le 16 à 20 h; le 17 à 19 h 30, le 18 à 20 h; le 19 à 19 h 30, le 20 à 20 h; le 21 à 19 h 30, le 22 à 20 h; le 23 à 19 h 30, le 24 à 20 h; le 25 à 19 h 30, le 26 à 20 h; le 27 à 19 h 30, le 28 à 20 h; le 29 à 19 h 30, le 30 à 20 h; le 31 à 19 h 30, le 1^{er} à 20 h; le 2 à 19 h 30, le 3 à 20 h; le 4 à 19 h 30, le 5 à 20 h; le 6 à 19 h 30, le 7 à 20 h; le 8 à 19 h 30, le 9 à 20 h; le 10 à 19 h 30, le 11 à 20 h; le 12 à 19 h 30, le 13 à 20 h; le 14 à 19 h 30, le 15 à 20 h; le 16 à 19 h 30, le 17 à 20 h; le 18 à 19 h 30, le 19 à 20 h; le 20 à 19 h 30, le 21 à 20 h; le 22 à 19 h 30, le 23 à 20 h; le 24 à 19 h 30, le 25 à 20 h; le 26 à 19 h 30, le 27 à 20 h; le 28 à 19 h 30, le 29 à 20 h; le 30 à 19 h 30, le 31 à 20 h; le 1^{er} à 19 h 30, le 2 à 20 h; le 3 à 19 h 30, le 4 à 20 h; le 5 à 19 h 30, le 6 à 20 h; le 7 à 19 h 30, le 8 à 20 h; le 9 à 19 h 30, le 10 à 20 h; le 11 à 19 h 30, le 12 à 20 h; le 13 à 19 h 30, le 14 à 20 h; le 15 à 19 h 30, le 16 à 20 h; le 17 à 19 h 30, le 18 à 20 h; le 19 à 19 h 30, le 20 à 20 h; le 21 à 19 h 30, le 22 à 20 h; le 23 à 19 h 30, le 24 à 20 h; le 25 à 19 h 30, le 26 à 20 h; le 27 à 19 h 30, le 28 à 20 h; le 29 à 19 h 30, le 30 à 20 h; le 31 à 19 h 30, le 1^{er} à 20 h; le 2 à 19 h 30, le 3 à 20 h; le 4 à 19 h 30, le 5 à 20 h; le 6 à 19 h 30, le 7 à 20 h; le 8 à 19 h 30, le 9 à 20 h; le 10 à 19 h 30, le 11 à 20 h; le 12 à 19 h 30, le 13 à 20 h; le 14 à 19 h 30, le 15 à 20 h; le 16 à 19 h 30, le 17 à 20 h; le 18 à 19 h 30, le 19 à 20 h; le 20 à 19 h 30, le 21 à 20 h; le 22 à 19 h 30, le 23 à 20 h; le 24 à 19 h 30, le 25 à 20 h; le 26 à 19 h 30, le 27 à 20 h; le 28 à 19 h 30, le 29 à 20 h; le 30 à 19 h 30, le 31 à 20 h; le 1^{er} à 19 h 30, le 2 à 20 h; le 3 à 19 h 30, le 4 à 20 h; le 5 à 19 h 30, le 6 à 20 h; le 7 à 19 h 30, le 8 à 20 h; le 9 à 19 h 30, le 10 à 20 h; le 11 à 19 h 30, le 12 à 20 h; le 13 à 19 h 30, le 14 à 20 h; le 15 à 19 h 30, le 16 à 20 h; le 17 à 19 h 30, le 18 à 20 h; le 19 à 19 h 30, le 20 à 20 h; le 21 à 19 h 30, le 22 à 20 h; le 23 à 19 h 30, le 24 à 20 h; le 25 à 19 h 30, le 26 à 20 h; le 27 à 19 h 30, le 28 à 20 h; le 29 à 19 h 30, le 30 à 20 h; le 31 à 19 h 30, le 1^{er} à 20 h; le 2 à 19 h 30, le 3 à 20 h; le 4 à 19 h 30, le 5 à 20 h; le 6 à 19 h 30, le 7 à 20 h; le 8 à 19 h 30, le 9 à 20 h; le 10 à 19 h 30, le 11 à 20 h; le 12 à 19 h 30, le 13 à 20 h; le 14 à 19 h 30, le 15 à 20 h; le 16 à 19 h 30, le 17 à 20 h; le 18 à 19 h 30, le 19 à 20 h; le 20 à 19 h 30, le 21 à 20 h; le 22 à 19 h 30, le 23 à 20 h; le 24 à 19 h 30, le 25 à 20 h; le 26 à 19 h 30, le 27 à 20 h; le 28 à 19 h 30, le 29 à 20 h; le 30 à 19 h 30, le 31 à 20 h; le 1^{er} à 19 h 30, le 2 à 20 h; le 3 à 19 h 30, le 4 à 20 h; le 5 à 19 h 30, le 6 à 20 h; le 7 à 19 h 30, le 8 à 20 h; le 9 à 19 h 30, le 10 à 20 h; le 11 à 19 h 30, le 12 à 20 h; le 13 à 19 h 30, le 14 à 20 h; le 15 à 19 h 30, le 16 à 20 h; le 17 à 19 h 30, le 18 à 20 h; le 19 à 19 h 30, le 20 à 20 h; le 21 à 19 h 30, le 22 à 20 h; le 23 à 19 h 30, le 24 à 20 h; le 25 à 19 h 30, le 26 à 20 h; le 27 à 19 h 30, le 28 à 20 h; le 29 à 19 h 30, le 30 à 20 h; le 31 à 19 h 30, le 1^{er} à 20 h; le 2 à 19 h 30, le 3 à 20 h; le 4 à 19 h 30, le 5 à 20 h; le 6 à 19 h 30, le 7 à 20 h; le 8 à 19 h 30, le 9 à 20 h; le 10 à 19 h 30, le 11 à 20 h; le 12 à 19 h 30, le 13 à 20 h; le 14 à 19 h 30, le 15 à 20 h; le 16 à 19 h 30, le 17 à 20 h; le 18 à 19 h 30, le 19 à 20 h; le 20 à 19 h 30, le 21 à 20 h; le 22 à 19 h 30, le 23 à 20 h; le 24 à 19 h 30, le 25 à 20 h; le 26 à 19 h 30, le 27 à 20 h; le 28 à 19 h 30, le 29 à 20 h; le 30 à 19 h 30, le 31 à 20 h; le 1^{er} à 19 h 30, le 2 à 20 h; le 3 à 19 h 30, le 4 à 20 h; le 5 à 19 h 30, le 6 à 20 h; le 7 à 19 h 30, le 8 à 20 h; le 9 à 19 h 30, le 10 à 20 h; le 11 à 19 h 30, le 12 à 20 h; le 13 à 19 h 30, le 14 à 20 h; le 15 à 19 h 30, le 16 à 20 h; le 17 à 19 h 30, le 18 à 20 h; le 19 à 19 h 30, le 20 à 20 h; le 21 à 19 h 30, le 22 à 20 h; le 23 à 19 h 30, le 24 à 20 h; le 25 à 19 h 30, le 26 à 20 h; le 27 à 19 h 30, le 28 à 20 h; le 29 à 19 h 30, le 30 à 20 h; le 31 à 19 h 30, le 1^{er} à 20 h; le 2 à 19 h 30, le 3 à 20 h; le 4 à 19 h 30, le 5 à 20 h; le 6 à 19 h 30, le 7 à 20 h; le 8 à 19 h 30, le 9 à 20 h; le 10 à 19 h 30, le 11 à 20 h; le 12 à 19 h 30, le 13 à 20 h; le 14 à 19 h 30, le 15 à 20 h; le 16 à 19 h 30, le 17 à 20 h; le 18 à 19 h 30, le 19 à 20 h; le 20 à 19 h 30, le 21 à 20 h; le 22 à 19 h 30, le 23 à 20 h; le 24 à 19 h 30, le 25 à 20 h; le 26 à 19 h 30, le 27 à 20 h; le 28 à 19 h 30, le 29 à 20 h; le 30 à 19 h 30, le 31 à 20 h; le 1^{er} à 19 h 30, le 2 à 20 h; le 3 à 19 h 30, le 4 à 20 h; le 5 à 19 h 30, le 6 à 20 h; le 7 à 19 h 30, le 8 à 20 h; le 9 à 19 h 30, le 10 à 20 h; le 11 à 19 h 30, le 12 à 20 h; le 13 à 19 h 30, le 14 à 20 h; le 15 à 19 h 30, le 16 à 20 h; le 17 à 19 h 30, le 18 à 20 h; le 19 à 19 h 30, le 20 à 20 h; le 21 à 19 h 30, le 22 à 20 h; le 23 à 19 h 30, le 24 à 20 h; le 25

55 من الامل

ET DES SPECTACLES

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 18

Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. Ph. Bender (Bach, de Falla, Berlioz, Bartok...)
Salle Gaveaux, 20 h 30 : Ph. Bide, R. Ringuet (Schubert, Franck, Brahms...)
Th. des Variétés, 15 h : A. Sarica (Beethoven, Schubert, Liszt...)
Eglise St-Germain l'Auxerrois, 20 h 30 : Les Arts Florissants, dir. W. Christie (Chapman...)

JEUDI 19

Salle Pleyel, 20 h 30 : voir le 18.
Salle Chopin-Pleyel, 12 h 30 et 15 h : Centre national de musique de chambre d'Aquitaine (Schubert, Beethoven...)
Salle Gaveaux, 20 h 30 : Orchestre du Conservatoire, dir. J.-S. Berens (Gounod, Lohé, Berlioz...)
Radio-France, Auditorium 105, 20 h 30 : Duo de piano Carrière (Polska, Chopin...)
Institut polonais, 20 h 30 : M.-Ch. Girod (Chopin, Scriabin, Schumann...)
Salle Cortot, 12 h 30 : F. Vialba, F. Filipek (Schubert) R. Montoya, Cl. Brumma (Brod) P. Etcheverry (Liszt...)
Eglise des Minimes, 10 h : J. Amade (Bach, Mendelssohn, Albin...)
Centre culturel catalan, 20 h 30 : H. Merdier, P. Djacq (Beethoven, Schubert, Debussy...)
Grand Auditorium de l'Arc, Musique d'art moderne de la Ville de Paris, 20 h 30 : Concert de J.-L. Langson et son grand orchestre.

VENREDI 20

Salle Gaveaux, 20 h 30 : P. Badier-Skoda...
Eglise des Minimes, 21 h : R. Chénier, M. Müller, A. Zyberajch (J.-S. C.P.E. Bach, Quanz...)
Eglise américaine, 20 h : T. Giedrowicki, T. Fujimoto, C. Colman...
Sorbonne, Amph. Richelieu, 12 h 30 : duo Carrière (Mozart, Schubert, Mendelssohn...)
Centre musical, 20 h 45 : J. Vandevelde, N. Lee (Schumann, Bach, Poulenc...)
FIAP, 20 h 30 : C. Marie, M. Hyatt (Bach, Villa-Lobos...)

SAMEDI 21

FIAP, 20 h 30 : Ensemble vocal Rospice-Wickham (Schumann, Chocakowitch, Brahms...)
Salle Gaveaux, 17 h : M. Vachavsky, H. Dieter Weber (Beethoven, Tchaikovsky, Schumann...)
Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre national de France, F. Laver (Schubert, Pfitzner, Bruckner...)
Salle Cortot, 20 h 30 : C. Laperne, L. Coladant (Schubert, Brahms...)
Eglise Saint-Martin, 21 h : Ensemble lauréat (musique des XII^e et XIII^e...)

DIMANCHE 22

Eglise Saint-Martin, 16 h : Quatuor vocal Le Concert du Minut (Palestrina, Janquin, Morlaix...)
Radio-France, Auditorium 105, 16 h 30 : Duo Crampeul-Lyck, Y. Boussy (Brahms, Debussy...)
Salle Pleyel, 17 h 45 : Orchestre des Concerts Lamoureux (Beethoven...)
Théâtre du Rond-Point, 11 h : Quatuor Tich de Prague (Schubert, Smetana...)
Salle Gaveaux, 17 h : Ensemble instrumental de Grenoble (20 h 30 : M. Corail, Turtin, Locatelli...)
Théâtre des Champs-Élysées, 17 h 45 : Orchestre des Concerts Poulenc dir. D. Clabrun (Berlioz, Liszt, Respighi...)
Eglise Luthérienne Saint-Pierre, 16 h : Ensemble vocal, dir. G. Plesier (Schütz, Bach, Carissimi...)
Eglise Saint-Jacques la Pauvre, 21 h : J. Philippe (harpe celtique).

Oratoire de Louvre, 16 h 45 : Petite Chœur de St-Martin d'Amoy...
Musée Carnavalet, 18 h : R. Chénier, M. Müller, A. Zyberajch (J.-S. C.P.E. Bach, Quanz...)
Eglise des Minimes, 10 h : R. Chénier, D. Gleditsch (Mozart, Schumann, Brahms...)
Maison-Dame, 17 h 45 : S. Chalmers (Bach, Widor, Tournemire...)
Eglise Saint-Louis des Invalides, 17 h : Ensemble vocal Ars musica, dir. Cl. Carrière (Britten...)
Eglise Saint-Thomas d'Aquin, 17 h 30 : M. Adamszowski (Bach, Reinken, Bach...)

LUNDI 23

Athéna, 20 h 30 : M. Caballe, M. Zanetti...
Salle Gaveaux, 20 h 30 : Orchestre de la S.N.C.F., dir. C.-E. Naudrup (Humperdinck, Hindemith, Brahms...)
Théâtre du Rond-Point, 20 h 30 : Duo Carrière (Polska, Chopin...)
Théâtre de la Renaissance, 21 h : Y. Boukoff (Chopin, Liszt...)
Salle Cortot, 20 h 45 : L. Dussel, M. Housington, C. Rosal, D. Aubert, B. Beaudouin, A. Beaun, Cl. Chevallier, Ph. Legendre, Quatuor Tich Miran (Dissel, Weber...)

MARDI 24

Salle Gaveaux, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-B. Poumier (Haydn, Stravinski, Mozart...)
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique, dir. F. Ceria (Schubert...)
Eglise Saint-Thomas d'Aquin, 20 h 45 : Ensemble Kujala, R. Jacobs (Bach, Dumont, Haendel...)
Radio-France, Auditorium 105, 18 h 30 : V. Dussel, A. Zappelli, A. Zyberajch, M. Müller (Hindemith...)
Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre de chambre de l'Europe, dir. M. Pollini (Wagner, Mozart...)
Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : Orchestre français d'Oratorio, Ensemble vocal, J.-P. Lora, dir. J.-P. Lora (Albin, Scherbert...)
Eglise Saint-Roch, 20 h 45 : Orchestre, dir. E. Martin (Brahms...)
Cité internationale des Arts, 21 h : J.-M. Conquer, E. Lévonnelle (Boulez...)
Salle Cortot, 20 h 30 : J.-Y. Fourness, D. Ny (Chapman, Brahms...)

Jazz, pop, rock, folk

ARC (723-41-77), Grand Auditorium, le 19 à 20 h 30 : J.-L. Longson...
ATMOSPHERE (249-74-50), les 18, 19, 20 à 22 h : G. G. Umbel...
CASINO DE PARIS (274-26-22), le 21 à 18 h 30 et 21 h 30 : H. Hancock...
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), le 21 à 20 h : D. Doris...
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-36), (D. L.) 22 h 30 : M. Laga, (D. L.) 21 h : à partir de 24 : Ray Lema...
CITY (357-99-26), Jen. Ven., Sam. 20 h 15 : Doris Express...
DUNOIS (584-73-00), 20 h 30 : les 20, 21, 22 : M. Gaudin, le 23 : Liane Ol...
ELDORADO (208-18-76), le 22 à 21 h : Lords of the New Church...
L'ÉCUME (542-71-16), le 22 à 21 h : D. Lombard, A. Sheppard...
FORUM (297-33-47), les 20, 21 à 21 h : E. Laga...
GEORGE WILLIAMS TAVERN (354-96-51), les 19, 20, 21 à 22 h : Shomrock...
MANU MUSICALE (238-05-71), le 21 à 20 h 30 : J. Fanchon, J. Tardier, S. Pichard, M. Pons...
MEMPHIS MELODY (329-60-73), Mar. 23 h : G. Colombe, A. Sanders, Jen. 23 h : M. Aucoin, Ven. 22 h : Y. Chénier, 24 h : C. McPherson, Sam.

22 h : Y. Chénier, 24 h : M. Corré, G. Calvete, Dim. 23 h : A. Lauwman, Lun. 23 h : L. Ralbo...
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : les 18, 19 : Mann Dibango, le 20 : Gailgo, le 21 : Maria Maria...
PHILHON (776-44-26), les 19, 20, 21 à 22 h : Sylvain Marc...
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Mar. : J. Dival Quartet, Jen. : Watergate Seven + One, Ven. : Soul Quartet, Sam. : Metropolis Jazz Band, Lun. : New Jazz Band, Mar. : M. Slim...
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : N. Pereira...
SAVOY (277-46-85), 21 h : les 18, 19, 20, 21 : M. Valen, P. Gales, K. Clarke, le 23 : Badault, Torchinsky, Pifarely, le 24 : Badault, Torchinsky, Chassagnia...
SLOW CLUB (233-84-30), (D. L.) 21 h 30 : M. Saury...
SUNSET (241-66-60), (D. L.) 23 h : J.-M. Cadjan, O. Hutman, M. Pery, T. Rabson, (D. L.) 21 h : à partir du 24 : Cl. Barthelmy, J.-L. Pontoux, J. Malin...
38, RUE O. NOYER, le 22 à 22 h 30 : 14 h : Grande fête d'été, le 21 à 20 h : Housanamy...

22 h : Y. Chénier, 24 h : M. Corré, G. Calvete, Dim. 23 h : A. Lauwman, Lun. 23 h : L. Ralbo...
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : les 18, 19 : Mann Dibango, le 20 : Gailgo, le 21 : Maria Maria...
PHILHON (776-44-26), les 19, 20, 21 à 22 h : Sylvain Marc...
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Mar. : J. Dival Quartet, Jen. : Watergate Seven + One, Ven. : Soul Quartet, Sam. : Metropolis Jazz Band, Lun. : New Jazz Band, Mar. : M. Slim...
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : N. Pereira...
SAVOY (277-46-85), 21 h : les 18, 19, 20, 21 : M. Valen, P. Gales, K. Clarke, le 23 : Badault, Torchinsky, Pifarely, le 24 : Badault, Torchinsky, Chassagnia...
SLOW CLUB (233-84-30), (D. L.) 21 h 30 : M. Saury...
SUNSET (241-66-60), (D. L.) 23 h : J.-M. Cadjan, O. Hutman, M. Pery, T. Rabson, (D. L.) 21 h : à partir du 24 : Cl. Barthelmy, J.-L. Pontoux, J. Malin...
38, RUE O. NOYER, le 22 à 22 h 30 : 14 h : Grande fête d'été, le 21 à 20 h : Housanamy...

22 h : Y. Chénier, 24 h : M. Corré, G. Calvete, Dim. 23 h : A. Lauwman, Lun. 23 h : L. Ralbo...
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : les 18, 19 : Mann Dibango, le 20 : Gailgo, le 21 : Maria Maria...
PHILHON (776-44-26), les 19, 20, 21 à 22 h : Sylvain Marc...
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Mar. : J. Dival Quartet, Jen. : Watergate Seven + One, Ven. : Soul Quartet, Sam. : Metropolis Jazz Band, Lun. : New Jazz Band, Mar. : M. Slim...
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : N. Pereira...
SAVOY (277-46-85), 21 h : les 18, 19, 20, 21 : M. Valen, P. Gales, K. Clarke, le 23 : Badault, Torchinsky, Pifarely, le 24 : Badault, Torchinsky, Chassagnia...
SLOW CLUB (233-84-30), (D. L.) 21 h 30 : M. Saury...
SUNSET (241-66-60), (D. L.) 23 h : J.-M. Cadjan, O. Hutman, M. Pery, T. Rabson, (D. L.) 21 h : à partir du 24 : Cl. Barthelmy, J.-L. Pontoux, J. Malin...
38, RUE O. NOYER, le 22 à 22 h 30 : 14 h : Grande fête d'été, le 21 à 20 h : Housanamy...

22 h : Y. Chénier, 24 h : M. Corré, G. Calvete, Dim. 23 h : A. Lauwman, Lun. 23 h : L. Ralbo...
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : les 18, 19 : Mann Dibango, le 20 : Gailgo, le 21 : Maria Maria...
PHILHON (776-44-26), les 19, 20, 21 à 22 h : Sylvain Marc...
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Mar. : J. Dival Quartet, Jen. : Watergate Seven + One, Ven. : Soul Quartet, Sam. : Metropolis Jazz Band, Lun. : New Jazz Band, Mar. : M. Slim...
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : N. Pereira...
SAVOY (277-46-85), 21 h : les 18, 19, 20, 21 : M. Valen, P. Gales, K. Clarke, le 23 : Badault, Torchinsky, Pifarely, le 24 : Badault, Torchinsky, Chassagnia...
SLOW CLUB (233-84-30), (D. L.) 21 h 30 : M. Saury...
SUNSET (241-66-60), (D. L.) 23 h : J.-M. Cadjan, O. Hutman, M. Pery, T. Rabson, (D. L.) 21 h : à partir du 24 : Cl. Barthelmy, J.-L. Pontoux, J. Malin...
38, RUE O. NOYER, le 22 à 22 h 30 : 14 h : Grande fête d'été, le 21 à 20 h : Housanamy...

22 h : Y. Chénier, 24 h : M. Corré, G. Calvete, Dim. 23 h : A. Lauwman, Lun. 23 h : L. Ralbo...
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : les 18, 19 : Mann Dibango, le 20 : Gailgo, le 21 : Maria Maria...
PHILHON (776-44-26), les 19, 20, 21 à 22 h : Sylvain Marc...
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Mar. : J. Dival Quartet, Jen. : Watergate Seven + One, Ven. : Soul Quartet, Sam. : Metropolis Jazz Band, Lun. : New Jazz Band, Mar. : M. Slim...
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : N. Pereira...
SAVOY (277-46-85), 21 h : les 18, 19, 20, 21 : M. Valen, P. Gales, K. Clarke, le 23 : Badault, Torchinsky, Pifarely, le 24 : Badault, Torchinsky, Chassagnia...
SLOW CLUB (233-84-30), (D. L.) 21 h 30 : M. Saury...
SUNSET (241-66-60), (D. L.) 23 h : J.-M. Cadjan, O. Hutman, M. Pery, T. Rabson, (D. L.) 21 h : à partir du 24 : Cl. Barthelmy, J.-L. Pontoux, J. Malin...
38, RUE O. NOYER, le 22 à 22 h 30 : 14 h : Grande fête d'été, le 21 à 20 h : Housanamy...

22 h : Y. Chénier, 24 h : M. Corré, G. Calvete, Dim. 23 h : A. Lauwman, Lun. 23 h : L. Ralbo...
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : les 18, 19 : Mann Dibango, le 20 : Gailgo, le 21 : Maria Maria...
PHILHON (776-44-26), les 19, 20, 21 à 22 h : Sylvain Marc...
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Mar. : J. Dival Quartet, Jen. : Watergate Seven + One, Ven. : Soul Quartet, Sam. : Metropolis Jazz Band, Lun. : New Jazz Band, Mar. : M. Slim...
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : N. Pereira...
SAVOY (277-46-85), 21 h : les 18, 19, 20, 21 : M. Valen, P. Gales, K. Clarke, le 23 : Badault, Torchinsky, Pifarely, le 24 : Badault, Torchinsky, Chassagnia...
SLOW CLUB (233-84-30), (D. L.) 21 h 30 : M. Saury...
SUNSET (241-66-60), (D. L.) 23 h : J.-M. Cadjan, O. Hutman, M. Pery, T. Rabson, (D. L.) 21 h : à partir du 24 : Cl. Barthelmy, J.-L. Pontoux, J. Malin...
38, RUE O. NOYER, le 22 à 22 h 30 : 14 h : Grande fête d'été, le 21 à 20 h : Housanamy...

22 h : Y. Chénier, 24 h : M. Corré, G. Calvete, Dim. 23 h : A. Lauwman, Lun. 23 h : L. Ralbo...
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : les 18, 19 : Mann Dibango, le 20 : Gailgo, le 21 : Maria Maria...
PHILHON (776-44-26), les 19, 20, 21 à 22 h : Sylvain Marc...
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Mar. : J. Dival Quartet, Jen. : Watergate Seven + One, Ven. : Soul Quartet, Sam. : Metropolis Jazz Band, Lun. : New Jazz Band, Mar. : M. Slim...
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : N. Pereira...
SAVOY (277-46-85), 21 h : les 18, 19, 20, 21 : M. Valen, P. Gales, K. Clarke, le 23 : Badault, Torchinsky, Pifarely, le 24 : Badault, Torchinsky, Chassagnia...
SLOW CLUB (233-84-30), (D. L.) 21 h 30 : M. Saury...
SUNSET (241-66-60), (D. L.) 23 h : J.-M. Cadjan, O. Hutman, M. Pery, T. Rabson, (D. L.) 21 h : à partir du 24 : Cl. Barthelmy, J.-L. Pontoux, J. Malin...
38, RUE O. NOYER, le 22 à 22 h 30 : 14 h : Grande fête d'été, le 21 à 20 h : Housanamy...

22 h : Y. Chénier, 24 h : M. Corré, G. Calvete, Dim. 23 h : A. Lauwman, Lun. 23 h : L. Ralbo...
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : les 18, 19 : Mann Dibango, le 20 : Gailgo, le 21 : Maria Maria...
PHILHON (776-44-26), les 19, 20, 21 à 22 h : Sylvain Marc...
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Mar. : J. Dival Quartet, Jen. : Watergate Seven + One, Ven. : Soul Quartet, Sam. : Metropolis Jazz Band, Lun. : New Jazz Band, Mar. : M. Slim...
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : N. Pereira...
SAVOY (277-46-85), 21 h : les 18, 19, 20, 21 : M. Valen, P. Gales, K. Clarke, le 23 : Badault, Torchinsky, Pifarely, le 24 : Badault, Torchinsky, Chassagnia...
SLOW CLUB (233-84-30), (D. L.) 21 h 30 : M. Saury...
SUNSET (241-66-60), (D. L.) 23 h : J.-M. Cadjan, O. Hutman, M. Pery, T. Rabson, (D. L.) 21 h : à partir du 24 : Cl. Barthelmy, J.-L. Pontoux, J. Malin...
38, RUE O. NOYER, le 22 à 22 h 30 : 14 h : Grande fête d'été, le 21 à 20 h : Housanamy...

22 h : Y. Chénier, 24 h : M. Corré, G. Calvete, Dim. 23 h : A. Lauwman, Lun. 23 h : L. Ralbo...
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : les 18, 19 : Mann Dibango, le 20 : Gailgo, le 21 : Maria Maria...
PHILHON (776-44-26), les 19, 20, 21 à 22 h : Sylvain Marc...
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Mar. : J. Dival Quartet, Jen. : Watergate Seven + One, Ven. : Soul Quartet, Sam. : Metropolis Jazz Band, Lun. : New Jazz Band, Mar. : M. Slim...
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : N. Pereira...
SAVOY (277-46-85), 21 h : les 18, 19, 20, 21 : M. Valen, P. Gales, K. Clarke, le 23 : Badault, Torchinsky, Pifarely, le 24 : Badault, Torchinsky, Chassagnia...
SLOW CLUB (233-84-30), (D. L.) 21 h 30 : M. Saury...
SUNSET (241-66-60), (D. L.) 23 h : J.-M. Cadjan, O. Hutman, M. Pery, T. Rabson, (D. L.) 21 h : à partir du 24 : Cl. Barthelmy, J.-L. Pontoux, J. Malin...
38, RUE O. NOYER, le 22 à 22 h 30 : 14 h : Grande fête d'été, le 21 à 20 h : Housanamy...

22 h : Y. Chénier, 24 h : M. Corré, G. Calvete, Dim. 23 h : A. Lauwman, Lun. 23 h : L. Ralbo...
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : les 18, 19 : Mann Dibango, le 20 : Gailgo, le 21 : Maria Maria...
PHILHON (776-44-26), les 19, 20, 21 à 22 h : Sylvain Marc...
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Mar. : J. Dival Quartet, Jen. : Watergate Seven + One, Ven. : Soul Quartet, Sam. : Metropolis Jazz Band, Lun. : New Jazz Band, Mar. : M. Slim...
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : N. Pereira...
SAVOY (277-46-85), 21 h : les 18, 19, 20, 21 : M. Valen, P. Gales, K. Clarke, le 23 : Badault, Torchinsky, Pifarely, le 24 : Badault, Torchinsky, Chassagnia...
SLOW CLUB (233-84-30), (D. L.) 21 h 30 : M. Saury...
SUNSET (241-66-60), (D. L.) 23 h : J.-M. Cadjan, O. Hutman, M. Pery, T. Rabson, (D. L.) 21 h : à partir du 24 : Cl. Barthelmy, J.-L. Pontoux, J. Malin...
38, RUE O. NOYER, le 22 à 22 h 30 : 14 h : Grande fête d'été, le 21 à 20 h : Housanamy...

22 h : Y. Chénier, 24 h : M. Corré, G. Calvete, Dim. 23 h : A. Lauwman, Lun. 23 h : L. Ralbo...
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : les 18, 19 : Mann Dibango, le 20 : Gailgo, le 21 : Maria Maria...
PHILHON (776-44-26), les 19, 20, 21 à 22 h : Sylvain Marc...
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Mar. : J. Dival Quartet, Jen. : Watergate Seven + One, Ven. : Soul Quartet, Sam. : Metropolis Jazz Band, Lun. : New Jazz Band, Mar. : M. Slim...
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : N. Pereira...
SAVOY (277-46-85), 21 h : les 18, 19, 20, 21 : M. Valen, P. Gales, K. Clarke, le 23 : Badault, Torchinsky, Pifarely, le 24 : Badault, Torchinsky, Chassagnia...
SLOW CLUB (233-84-30), (D. L.) 21 h 30 : M. Saury...
SUNSET (241-66-60), (D. L.) 23 h : J.-M. Cadjan, O. Hutman, M. Pery, T. Rabson, (D. L.) 21 h : à partir du 24 : Cl. Barthelmy, J.-L. Pontoux, J. Malin...
38, RUE O. NOYER, le 22 à 22 h 30 : 14 h : Grande fête d'été, le 21 à 20 h : Housanamy...

22 h : Y. Chénier, 24 h : M. Corré, G. Calvete, Dim. 23 h : A. Lauwman, Lun. 23 h : L. Ralbo...
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : les 18, 19 : Mann Dibango, le 20 : Gailgo, le 21 : Maria Maria...
PHILHON (776-44-26), les 19, 20, 21 à 22 h : Sylvain Marc...
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Mar. : J. Dival Quartet, Jen. : Watergate Seven + One, Ven. : Soul Quartet, Sam. : Metropolis Jazz Band, Lun. : New Jazz Band, Mar. : M. Slim...
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : N. Pereira...
SAVOY (277-46-85), 21 h : les 18, 19, 20, 21 : M. Valen, P. Gales, K. Clarke, le 23 : Badault, Torchinsky, Pifarely, le 24 : Badault, Torchinsky, Chassagnia...
SLOW CLUB (233-84-30), (D. L.) 21 h 30 : M. Saury...
SUNSET (241-66-60), (D. L.) 23 h : J.-M. Cadjan, O. Hutman, M. Pery, T. Rabson, (D. L.) 21 h : à partir du 24 : Cl. Barthelmy, J.-L. Pontoux, J. Malin...
38, RUE O. NOYER, le 22 à 22 h 30 : 14 h : Grande fête d'été, le 21 à 20 h : Housanamy...

22 h : Y. Chénier, 24 h : M. Corré, G. Calvete, Dim. 23 h : A. Lauwman, Lun. 23 h : L. Ralbo...
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : les 18, 19 : Mann Dibango, le 20 : Gailgo, le 21 : Maria Maria...
PHILHON (776-44-26), les 19, 20, 21 à 22 h : Sylvain Marc...
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Mar. : J. Dival Quartet, Jen. : Watergate Seven + One, Ven. : Soul Quartet, Sam. : Metropolis Jazz Band, Lun. : New Jazz Band, Mar. : M. Slim...
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : N. Pereira...
SAVOY (277-46-85), 21 h : les 18, 19, 20, 21 : M. Valen, P. Gales, K. Clarke, le 23 : Badault, Torchinsky, Pifarely, le 24 : Badault, Torchinsky, Chassagnia...
SLOW CLUB (233-84-30), (D. L.) 21 h 30 : M. Saury...
SUNSET (241-66-60), (D. L.) 23 h : J.-M. Cadjan, O. Hutman, M. Pery, T. Rabson, (D. L.) 21 h : à partir du 24 : Cl. Barthelmy, J.-L. Pontoux, J. Malin...
38, RUE O. NOYER, le 22 à 22 h 30 : 14 h : Grande fête d'été, le 21 à 20 h : Housanamy...

22 h : Y. Chénier, 24 h : M. Corré, G. Calvete, Dim. 23 h : A. Lauwman, Lun. 23 h : L. Ralbo...
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : les 18, 19 : Mann Dibango, le 20 : Gailgo, le 21 : Maria Maria...
PHILHON (776-44-26), les 19, 20, 21 à 22 h : Sylvain Marc...
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Mar. : J. Dival Quartet, Jen. : Watergate Seven + One, Ven. : Soul Quartet, Sam. : Metropolis Jazz Band, Lun. : New Jazz Band, Mar. : M. Slim...
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : N. Pereira...
SAVOY (277-46-85), 21 h : les 18, 19, 20, 21 : M. Valen, P. Gales, K. Clarke, le 23 : Badault, Torchinsky, Pifarely, le 24 : Badault, Torchinsky, Chassagnia...
SLOW CLUB (233-84-30), (D. L.) 21 h 30 : M. Saury...
SUNSET (241-66-60), (D. L.) 23 h : J.-M. Cadjan, O. Hutman, M. Pery, T. Rabson, (D. L.) 21 h : à partir du 24 : Cl. Barthelmy, J.-L. Pontoux, J. Malin...
38, RUE O. NOYER, le 22 à 22 h 30 : 14 h : Grande fête d'été, le 21 à 20 h : Housanamy...

22 h : Y. Chénier, 24 h : M. Corré, G. Calvete, Dim. 23 h : A. Lauwman, Lun. 23 h : L. Ralbo...
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : les 18, 19 : Mann Dibango, le 20 : Gailgo, le 21 : Maria Maria...
PHILHON (776-44-26), les 19, 20, 21 à 22 h : Sylvain Marc...
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Mar. : J. Dival Quartet, Jen. : Watergate Seven + One, Ven. : Soul Quartet, Sam. : Metropolis Jazz Band, Lun. : New Jazz Band, Mar. : M. Slim...
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : N. Pereira...
SAVOY (277-46-85), 21 h : les 18, 19, 20, 21 : M. Valen, P. Gales, K. Clarke, le 23 : Badault, Torchinsky, Pifarely, le 24 : Badault, Torchinsky, Chassagnia...
SLOW CLUB (233-84-30), (D. L.) 21 h 30 : M. Saury...
SUNSET (241-66-60), (D. L.) 23 h : J.-M. Cadjan, O. Hutman, M. Pery, T. Rabson, (D. L.) 21 h : à partir du 24 : Cl. Barthelmy, J.-L. Pontoux, J. Malin...
38, RUE O. NOYER, le 22 à 22 h 30 : 14 h : Grande fête d'été, le 21 à 20 h : Housanamy...

22 h : Y. Chénier, 24 h : M. Corré, G. Calvete, Dim. 23 h : A. Lauwman, Lun. 23 h : L. Ralbo...
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : les 18, 19 : Mann Dibango, le 20 : Gailgo, le 21 : Maria Maria...
PHILHON (776-44-26), les 19, 20, 21 à 22 h : Sylvain Marc...
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Mar. : J. Dival Quartet, Jen. : Watergate Seven + One, Ven. : Soul Quartet, Sam. : Metropolis Jazz Band, Lun. : New Jazz Band, Mar. : M. Slim...
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : N. Pereira...
SAVOY (277-46-85), 21 h : les 18, 19, 20, 21 : M. Valen, P. Gales, K. Clarke, le 23 : Badault, Torchinsky, Pifarely, le 24 : Badault, Torchinsky, Chassagnia...
SLOW CLUB (233-84-30), (D. L.) 21 h 30 : M. Saury...
SUNSET (241-66-60), (D. L.) 23 h : J.-M. Cadjan, O. Hutman, M. Pery, T. Rabson, (D. L.) 21 h : à partir du 24 : Cl. Barthelmy, J.-L. Pontoux, J. Malin...
38, RUE O. NOYER, le 22 à 22 h 30 : 14 h : Grande fête d'été, le 21 à 20 h : Housanamy...

22 h : Y. Chénier, 24 h : M. Corré, G. Calvete, Dim. 23 h : A. Lauwman, Lun. 23 h : L. Ralbo...
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : les 18, 19 : Mann Dibango, le 20 : Gailgo, le 21 : Maria Maria...
PHILHON (776-44-26), les 19, 20, 21 à 22 h : Sylvain Marc...
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Mar. : J. Dival Quartet, Jen. : Watergate Seven + One, Ven. : Soul Quartet, Sam. : Metropolis Jazz Band, Lun. : New Jazz Band, Mar. : M. Slim...
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : N. Pereira...
SAVOY (277-46-85), 21 h : les 18, 19, 20, 21 : M. Valen, P. Gales, K. Clarke, le 23 : Badault, Torchinsky, Pifarely, le 24 : Badault, Torchinsky, Chassagnia...
SLOW CLUB (233-84-30), (D. L.) 21 h 30 : M. Saury...
SUNSET (241-66-60), (D. L.) 23 h : J.-M. Cadjan, O. Hutman, M. Pery, T. Rabson, (D. L.) 21 h : à partir du 24 : Cl. Barthelmy, J.-L. Pontoux, J. Malin...
38, RUE O. NOYER, le 22 à 22 h 30 : 14 h : Grande fête d'été, le 21 à 20 h : Housanamy...

22 h : Y. Chénier, 2

سباق من الامم

ET DES SPECTACLES

... LE MONDE - Jeudi 19 janvier 1984 - Page 23

DANSE

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (G. v.a.) : Grand Palais, 19 (354-46-85).
L'IMPOSSIBLE M. RENE (A. v.a.) : Académie, 17 (764-97-83).
JEREMIAH JONHSON (A. v.a.) : Ca. 17 (380-30-11).
JESUS DE NAZARETH (G. v.a.) : Grand Palais, 19 (354-46-85).
JONATHAN LIVINGSTON LE GO- LAND (A. v.a.) : Rivoli Beaubourg, 4 (272-63-32); Clichés, 6 (633-10-82).
LAURA (A. v.a.) : Action Christine, 6 (325-47-46).
LOLITA (A. v.a.) : Action Christine, 6 (325-47-46); Olympic Balzac, 9 (361-10-60).
MIDNIGHT EXPRESS (A. v.a.) : Capel, 2 (508-11-69).
LE MILLIARDAIRE (A. v.a.) : Loge- II, 9 (354-42-34).
MOLIERE (Fr.) Bonaparte, 6 (336-12-12).
LE MINISTRE DE LA FEUX (A. v.a.) : Action Christine, 6 (325-47-46); Mac Mahon, 17 (380-34-81).
NEW-YORK, NEW-YORK (v.a. int.) : Calypso, 17 (380-30-11).
ONIBABA (Jap. v.a.) : Forum, 10 (297-53-74); St-Germain Village, 9 (633-63-20); Elysées Lincoln, 6 (359-36-14); Paranaiss, 14 (329-83-11); v.f. : Lumière, 9 (246-49-07).
ORANGE MECANIQUE (A. v.a.) : Studio Gaiety, 12 (354-72-71); Arcades (233-34-56).
OBSSESSION (It. v.a.) : André Bata, 13 (337-74-39).
LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.) : Temples, 9 (272-94-56).
PAQUES SANGLANTE (It. v.a.) : Olympic Luxembourg, 6 (633-97-77); Olympic Entrepôt, 14 (343-35-38); Acadia, 17 (764-97-83).
PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.a.) : Rivoli Beaubourg, 4 (272-63-32); Saint-Lambert, 19 (533-91-64).
PINK FLOYD THE WALL (A. v.a.) : Studio Média, 5 (633-25-97).
RACKET (A. v.a.) : Hollywood Boule- vard, 9 (770-10-41).
SENSE (It. v.a.) : Loge III, 9 (354-42-34); Acadia, 17 (764-97-83).
LE SEPTIEME SIECLE (Sud. v.a.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66).
SHINING (A. v.a.) : Forum Orient Express, 10 (233-42-46); Hausmann, 6 (633-79-83); Marignan, 6 (359-92-52); Paranaiss, 14 (329-83-11); v.f. : Maxville, 9 (770-72-86); Nations, 12 (343-04-67).
TUEURS DE DAMES (A. v.a.) : Action Balzac, 9 (325-72-07).
LA VIE EST BELLE (A. v.a.) : 14-Juillet Racine, 6 (326-19-48); Olympic Bal- zac, 9 (361-10-60).
LE VOLEUR DE BICYCLETTE (It. v.a.) : Studio des Ursulines, 9 (354-39-19).
LE VOYEUR (Bel. v.a.) : Loge I, 9 (354-42-34); Olympic, 14 (343-35-38).
Les festivals
L'AVENTURE AU CINEMA (v.a.) : Olympic, 14 (343-35-38); mar. : L'Empire du Gros; jeudi : Une aventure de Buffalo Bill; vend. : Chien Kuo;

mar. : Edward Munch; dim. : Hammett; jeudi : Raging Bull; mardi : Lola, une femme allemande.
E. BOGART (v.a.) : Action La Fayette, 9 (578-30-30); mar. : le Trésor de la Sierra Madre; jeudi : High Sierra; vend. : Key Largo; sam. : la Femme à abattre; dim. : Les masques; lundi : le Maître gendarme du vol; mardi : La mort n'était pas un rendez-vous.
MARY BROTHERS (v.a.) : Action Balzac, 9 (325-72-07); mar. : la Sorpe au Canard; jeudi : Explorateurs en folie; vend. : les Maîtres au grand magasin; sam. : Noix de coco; dim. : Chercheurs d'or; lundi : Une nuit à l'Opéra; mardi : Monkey business.
C. DEBORD : Studio Capel, 9 (354-42-32); mar. : jeudi, vend. : sam. : la Société du spectacle; dim. : lundi, mardi : le Giron dans Noctes et Consommation.
DIALOGUES AMOUREUX DU CINEMA (v.a.) : République-Cinema, 11 (805-51-33); mar. : lundi : l'Amour l'après-midi; jeudi, dim. : La femme qui pleure; vend. : mardi : Simone Barlow ou la vertu; sam. : le Plan de super.
FELLINI (v.a.) : Calypso, 17 (380-30-11), 18 h 30 : Casanova; jeudi, vend. : lundi, mardi, 13 h 30 : la Cité des Femmes; jeudi, vend. : lundi, mardi, 13 h 40 : I Vitelloni; jeudi, vend. : lundi, mardi, 16 h 10 : Hail et demi; 17 h 45 : Fellini-Roma.
FILMS FANTASTIQUES A AVONIAZ (v.a.) : Eclair, 19 (707-38-04); mar. : 22 h : l'Empire; mer. : lundi 14 h : C'était demain; mer. : 16 h : sam. 20 h : Hallowen; mer. : 20 h : dim. 14 h : lundi 16 h : Phantom of the Paradise; sam. : 16 h : dim. 20 h : A cause d'un assassinat; jeudi 20 h : sam. 14 h : The last wave; jeudi 22 h : lundi 16 h : Full circle; dim. 18 h : mardi 22 h : The last sitting room; jeudi 14 h : vend. 16 h : mardi 22 h : Résurrection; vend. 18 h : Femmes; vend. 22 h : Fog; mardi 20 h : L'été; mer. : 18 h : jeudi 16 h : Le mens- tre est vivant; vend. 20 h : mardi 14 h : Pochon au noir; jeudi, dim. 16 h : mardi 18 h : Massacre à la tronçonneuse; vend. 14 h : sam. 22 h : lundi 20 h : Taver- ne la hague; dim. 22 h : Wolfen.
A. BITCHCOCK (v.a.) : Action La Fayette, 9 (578-30-30); mar. : jeudi : Scorpions; vend. : mar. : le Faux Com- pte; dim. : lundi, mardi : la Loi du sé- queur.
N. OSEIMA (v.a.) : Rialto, 19 (607-97-61); mar. : sam. 21 h : jeudi, dim. 16 h 15 : vend. 14 h, 18 h 30 : lundi 18 h 30 : Frippe; jeudi, dim. 18 h 30 : vend. 21 h : sam. 16 h 15 : lundi 14 h :

21 h : la Production; mer. : sam. 18 h 30 : jeudi 14 h, 21 h : vend. : lundi 16 h 15 : dim. 21 h : la Cinéma.
M. FIALAT Studio 43, 9 (770-63-40); mar. : 18 h : jeudi, lundi 22 h : sam. 20 h : dim. 14 h : London; mer. : 20 h : vend. 18 h : sam. 16 h : dim. 22 h : Nous ne vieillirons pas ensemble; mer. : vend. 22 h : jeudi, dim. 18 h : sam. 14 h, 18 h : lundi 20 h : l'Épave; mer. : jeudi vend. 20 h : sam. 22 h : dim. 16 h, 20 h : lundi 18 h : Passe ton bac d'abord.
PROMOTION DU CINEMA (v.a.) : Studio 28, 19 (606-36-07); mar. : le Retour de Joli; jeudi : le Grand Caravai; vend. : Andromède; sam. : le Diable; dim. : mardi : Jemini plus Jemini.
J. SCHATZBERG (v.a.) : Olympic, 14 (343-35-38); mar. : jeudi : Pastiche à

Needle Park; vend. : Vol à la tire; sam. : l'Épave; dim. : dim. : mardi : Por- trait d'une enfant déesse.
C. SALIBA (v.a.) : Desfer, 14 (321-61-01); jeudi 16 h : Ass et les loups; vend. 14 h : Cria Chavros; lundi 16 h : la Cousine Angélique; vend. 16 h : Stren- uité en robe; mer. : vend. : mardi 20 h : jeudi, sam. 22 h : dim. 18 h : Vive vite.
SHAKESPEARE PAR LAURENCE OLIVIER (v.a.) : Action Rive-Gauche, 9 (325-65-04); vend. : lundi : Henri V; mer. : sam. : mardi : Richard III; jeudi, dim. : Hamlet.
JULES VERNE (v.a.) : Marais, 4 (278-47-86); mer. : dim. : Aventures fantas- tiques; jeudi, lundi : le Fer à cheval brisé; vend. : mardi : Voyage au centre de la terre; sam. : l'île mystérieuse.

MARGNAN - CONCORDE PATHÉ - U.G.C. BIARRITZ - WEPLER PATHÉ - FRANÇAIS PATHÉ - REX FORUM - CINÉ BEAUBOURG - U.G.C. ODÉON - QUINTETTÉ PATHÉ - MONT-PARNASSE PATHÉ U.G.C. ROTONDE - U.G.C. CONVENTION - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - U.G.C. GARE DE LYON NATION - FAUVETTE - MISTRAL - 3 MURAT - 3 SECRÉTAN - ST-LAZARE PASQUIER
Et dans les meilleures salles de la périphérie.

Piano ***
ORCHESTRE DE CHAMBRE
DE L'EUROPE
Dir. et sol. :
MAURIZIO POLLINI
Mauri
mardi 24 janvier
Récital
VLADIMIR ASHKENAZY
Schubert - Schumann
mardi 21 janvier
PLEVEL Loc. 503-88-71

COACH
Le Monde
Souples et décontractés, les sacs "Coach bag" sont taillés dans un remarquable cuir américain - c'est un cuir "pleine fleur" qui, à l'usage, se patine et vieillit en beauté.
Ce sont les sacs les plus connus depuis dix ans aux U.S.A. et déjà reconnus aujourd'hui à Paris.
Galerie Coach Bag
23 Rue Jacob, Paris 6
326.29.17

LE BON PLAISIR
LE BON PLAISIR
LE BON PLAISIR
CATHURSE DENEUVE
MICHEL SERRAULT
JEAN-LOUIS TRINTIGNANT
LE MINISTRE DE L'INTERIEUR
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
FRANCIS GIROD

A PARTIR DES 20 ET 21 JANVIER
2 NOUVEAUX TEMPS FORTS POUR LE WEEK-END
 VENDREDI : LE MONDE LOISIRS
DATÉ SAMEDI
NOUVEAU SUPPLÉMENT AU «MONDE» DU VENDREDI DATÉ SAMEDI
Le Monde Loisirs veut proposer, pour le week-end, des formules de distraction et d'évasion de qualité. Il le fera à travers des reportages et des rubriques régulières : voyages, tourisme, gastronomie, jeux, nouveautés du disque et des cassettes vidéo, mode, bricolage, auto-moto... Chaque semaine sera en outre présenté un choix commenté des programmes de la radio et de la télévision. Le vendredi, vous trouverez désormais avec votre quotidien ce nouveau supplément illustré LE MONDE LOISIRS pour organiser les temps forts de votre week-end.
 SAMEDI : LE MONDE AUJOURD'HUI
DATÉ DIMANCHE-LUNDI
NOUVEAU SUPPLÉMENT AU «MONDE» DU SAMEDI DATÉ DIMANCHE-LUNDI
Le Monde Aujourd'hui veut aider à comprendre comment, à partir des évolutions actuelles, se prépare le monde de demain. Chaque semaine, des rubriques régulières sur la recherche scientifique, technique, médicale, architecturale et sur l'évolution des modes de pensée. Le samedi, vous trouverez désormais avec votre quotidien ce nouveau supplément illustré LE MONDE AUJOURD'HUI pour accompagner votre réflexion sur les rendez-vous de l'avenir.
Ces deux suppléments illustrés seront vendus en- cartés dans les éditions quotidiennes du «Monde».

COMMUNICATION

AUX ÉTATS-UNIS

La Cour suprême légalise le magnétoscope

La Cour suprême des États-Unis a déclaré le 17 janvier que l'enregistrement privé d'émissions de télévision ne violait pas la loi sur les droits de reproduction. Elle met fin ainsi au feuilleton juridique qui oppose, depuis 1976, les compagnies cinématographiques Universal Studios et Walt Disney Productions à la firme Sony. Le juge a estimé que l'usage du magnétoscope par un particulier relevait d'une utilisation différée de la télévision et non d'un piratage. Il a laissé au Congrès le soin d'aménager la loi sur les droits de reproduction en fonction des progrès de la technologie.

Salué par les industriels de l'électronique comme une grande victoire des consommateurs, l'arrêt de la Cour suprême ne met pas fin au conflit qui oppose l'industrie cinématographique américaine à celle de la vidéo. Le marché de la vidéo-cassette préenregistrée, dominé par les compagnies cinématographiques,

est en effet paralysé par la « first sale doctrine », une vieille loi du dix-neuvième siècle, qui autorise tout acheteur d'une œuvre (en l'occurrence les vidéo-clubs et les particuliers) à en faire ce que bon lui semble sans l'autorisation du détenteur des droits. C'est pour contourner cette loi que les éditeurs ont attaqué Sony pour violation du droit de reproduction. Ils espéraient obtenir une taxe sur les magnétoscopes et les cassettes vierges qui vienne alimenter la production (le Monde du 13 février 1983).

Devant le développement rapide du marché du magnétoscope (neuf millions d'appareils) et celui du piratage du cinéma et de la télévision payante, une partie du Congrès est favorable à l'instauration de cette taxe. Mais les États-Unis sont déjà en période préélectorale, et une telle décision risque fort d'être impopulaire.

La presse arabe en France Paris concurrence Beyrouth

Comme Le Caire, Beyrouth, Koweït ou Rabat, Paris a aujourd'hui sa presse de langue arabe : une dizaine de titres représentant cinq cent mille exemplaires, la plupart répliqués de la capitale libanaise, en tout cas, créés et animés, sinon financés, la plupart du temps, par des Libanais. La plus grande partie de ces journaux sont vendus dans le monde arabe, sauf l'Arabica, sorte de Pariscope bilingue français-arabe distribué gratuitement aux Arabes séjournant à Paris, et, l'été, à Genève et Cannes.

Aux hebdomadaires existant déjà (El Watan-el-Arabi, El-Mostakbel, Kol-el-Arab, etc.) s'ajoute en cette fin janvier le premier quotidien arabe de Paris (Londres avait déjà le sien, commandité par Ryad, Chark-el-Haoussat), El-Khawater (Reflets). Ce journal, lancé par le patron de presse libanaise Emile Hayek, tirera à trente-cinq mille exemplaires et paraîtra en fin de semaine sous forme d'un hebdomadaire en français, Reflets-Dimanche, imprimé à soixante-quinze mille exemplaires. Emile Hayek affirme que son journal sera un « message libanais à l'Orient et à l'Occident » et qu'il ne dépend d'aucun courant politique déter-

miné et défendra « le seul intérêt des Libanais sans distinction de confessions ».

On verra à l'usage si ces « bonnes résolutions » tiennent, toutes les autres publications arabes de Paris exprimant sans grandes nuances les points de vue des régimes irakien, syrien, saoudien, etc. En avril 1982, El-Watan-el-Arabi avait été l'objet, rue Marbeuf, d'un attentat sanglant dont maintes sources ont rendu la Syrie responsable, cet hebdomadaire étant pro-irakien.

Un autre quotidien, El-Moharrer, est en préparation ainsi que plusieurs hebdomadaires, notamment El-Youn el-Sabah, dont le rédacteur en chef sera un Palestinien, Bilal El-Hassan, anciennement au quotidien médical beyrouthine El-Safir. El-Youn el-Sabah sera « ouvert à toutes les forces progressistes arabes ».

« Progressistes », « conservateurs » ou apolitiques, tous les journalistes arabes à Paris affirment qu'ils ont choisi cette capitale « en raison de la liberté d'expression qui y règne » et aussi de « l'intense activité politique arabe » dont elle est le siège.

J.-P. P.-H.

Libres opinions

L'équipe rédactionnelle doit avoir la personnalité juridique

par DENIS PERIER-DAVILLE (*)

UNE disposition du projet de loi sur la presse écrite concerne directement les journalistes. C'est l'article 13 qui a été ainsi rédigé : « Toute publication quotidienne est tenue de comporter sa propre équipe rédactionnelle... ». Quelle est la portée de ce texte ? Selon certains, serait tout simplement visé le cas de l'Aurora qui, comme on le sait, ne comporte pas de rédaction, le contenu de ce journal étant identique à celui du Figaro. Cet article serait ainsi un texte ad hominem, fait pour régler un cas particulier, certes choquant, mais relevant plutôt de la contre-emploi, de la tromperie sur la marchandise.

Cette interprétation érigée n'est nullement celle du premier ministre. Recevant la presse à l'occasion du nouvel an, M. Pierre Mauroy s, a, en effet, déclaré, le 9 janvier, au cours de son allocution, que sont « reconnues (par le texte de loi en préparation) les équipes rédactionnelles, c'est-à-dire la spécificité des journalistes dans les entreprises de presse. Cette loi, a-t-il ajouté, peut donc être l'occasion pour les journalistes, s'ils le veulent, de mieux affirmer l'originalité de leur tâche, et de montrer que la presse ne se limite pas aux porteurs du capital des entreprises. »

C'est là un langage nouveau. Jusqu'à présent, la législation ne reconnaissait le journaliste que sous un angle purement individuel. Pour la première fois, il est fait référence dans un texte législatif à l'équipe rédactionnelle. Ce qui est reconnaître, enfin, une vérité d'évidence : c'est la rédaction qui donne au journal sa personnalité, sa vie propre.

Les auteurs du projet de loi ne tirent malheureusement pas de cette reconnaissance de l'équipe rédactionnelle les conséquences logiques qu'elle implique. De nombreuses organisations de journalistes demandent qu'il soit précisé dans la loi que l'équipe rédactionnelle est dotée de la personnalité juridique. La rédaction constitue, en effet, une fiction dénuée de pouvoir sur le plan du droit. Elle ne peut pas juridiquement agir par elle-même. Elle ne peut le faire que si elle est représentée par une association, une société des rédacteurs, un groupement coopératif ou tout autre organe démocratiquement désigné, doté de la personnalité juridique et ayant ses représentants légaux. Ce que reconnaît d'ailleurs implicitement le projet de loi. Il prévoit, en effet, que la commission pour la transparence et la pluralité pourra être saisie, non pas par l'équipe rédactionnelle — qui pourrait être habilitée à parier en son nom — mais par la société des rédacteurs.

Doter l'équipe rédactionnelle de la personnalité juridique constitue à la fois une mesure de bon sens et une nécessité pratique. Or, cette demande se heurte présentement à un refus. A cet égard, rien n'est changé. Ce n'est pas la première fois que les sociétés de rédacteurs se trouvent sur le plan politique et professionnel pris en tenaille par une alliance des extrêmes, qui n'admettent les journalistes qu'isolés et donc impuissants.

Faut-il en conclure que ceux-ci doivent continuer à rester des éternels mineurs sous tutelle, et que l'information reste une affaire trop importante pour la confier aux journalistes ?

(*) Secrétaire général de la Fédération française des sociétés de journalistes.

VU

Eddy et Michel

« M. Eddy va être encore en retard », a dit, mardi soir, la blonde et pulpeuse ouvreuse de « La dernière scène », feignant d'ignorer que le fanatique cinéphile Eddy Mitchell avait abandonné la salle obscure de ses quinze ans pour s'écarter sur l'écran avec ses idoles. C'est donc Michel Sardou, autre chanteur, qui prend la relève pour présenter — pendant combien de temps ? — cette soirée mensuelle qui fait les beaux jours de FR3.

Michel Sardou, lui-même fils de comédiens, n'a certes pas le côté cool du gentil Eddy qui se faisait brocarder régulièrement par la caissière, mais il n'est pas l'essence. L'intérêt de « La dernière scène » est d'avoir reconstruit l'atmosphère de ce qu'était le cinéma dans les années 50, avec ses actualités, ses dessins animés, son grand film mais aussi ses « réclames », qu'on n'appelait pas encore « le pub ». L'attraction qui sépare les deux films restitue également un élément du repas complet qu'on offrait aux spectateurs plutôt que le fast-food du plat unique qu'on nous sert aujourd'hui dans les salles pour un prix élevé.

Eddy Mitchell et Gérard Jourdain ont eu la bonne idée de donner à leur soirée cinéma rétro un fil conducteur, lui conférant ainsi une unité, une démarche ayant valeur pédagogique et culturelle dont sont dénuées ces soirées-patchwork que les responsables de la télévision croient nécessaire de bâtir pour capter le maximum de monde. Soirée à thème dont « La dernière scène », voici vingt ans, ont fourni le prototype et dont le succès ne s'est jamais démenti.

Pour ses débuts, Michel Sardou n'est pas venu les mains vides en annonçant l'innovation de « La dernière scène » : la présentation, désormais, d'un film inédit en V.O., en deuxième partie. Joli cadeau pour les couchetards.

CLAUDE DUREUX.

Télévision par câble à Lyon

5000 foyers équipés en deux ans

M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T., et M. Francisque Colomb, sénateur et maire de Lyon, ont signé le 17 janvier un accord sur une opération pilote de télévision par câble. Le réseau mis en place pourra distribuer avant la fin 1983 neuf chaînes de télévision à cinq mille foyers. Les quartiers équipés seront choisis en concertation avec les autorités de la ville et la direction générale des télécommunications (D.G.T.). Les foyers reliés recevront en outre, s'ils le désirent, un terminal unique accolé à l'annuaire électronique et à plusieurs banques de données.

Tout en portant sur une opération pilote, cet accord entre les P.T.T. et la ville de Lyon « prend en compte l'évolution vers l'emploi des fibres optiques ». Le projet d'ensemble du câblage de la ville sera étudié par un groupe de travail réunissant les P.T.T. (D.G.T. et Télédiffusion de France), la ville de Lyon et les mandataires ou conseils choisis par la ville. Ce groupe devra examiner « les formules d'association entre la ville et les P.T.T. » en vue de la construction et de l'exploitation du réseau. Il se réunira pour la première fois à Lyon à la fin du mois et devra fixer d'ici trois mois les modalités pratiques du projet.

[Cet accord dissout un conflit politique latent depuis deux mois. En concédant la réalisation de son réseau à une société privée, Lyon Télévision (constituée par la Compagnie générale des eaux), la municipalité de Lyon n'avait pas caché son opposition au plan centralisateur de la D.G.T. (le Monde du 16 novembre 1983). Elle accepte aujourd'hui officiellement les décisions gouvernementales et le choix des fibres optiques. En contrepartie, les P.T.T. semblent faire un pas en accordant une formule « d'association » avec la ville. Reste à savoir s'il s'agit de déléguer une part de la maîtrise d'ouvrage ou de reconnaître à une société privée la responsabilité de l'exploitation. Notons que la Générale des eaux fait partie du groupe de travail et est ainsi associée aux négociations. Lyon n'est pas Vaulx-Pénil et mérite sans doute quelques compensations. — J.-F.L.]

ERRATUM. — A propos du lancement du Nouveau Midi (le Monde du 10 janvier), nous indiquions que la société éditrice, la BRET, était celle qui éditait la revue Ville de Paris. Cela est inexact, nous écrit l'administrateur de cette publication, M. Denis Baudouin, car elle est éditée par l'Association pour l'information municipale, dont le président est M. Jacques Chirac. La société BRET n'est que le régisseur de la publicité de ce journal et n'exerce en aucune manière les fonctions d'éditeur.

Mercredi 18 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Feuilleton : Delfes. J.R. et Bobby s'affrontent.
21 h 25 Saturday blues, le blues du samedi soir, de S. Migot, J. Wilson, P. Desfons, A. de Gandemar. Un vaste périple jusqu'aux sources du gospel et du blues avec Marguerite Youriakov, une émission consacrée au mode rituel. Images religieuses du gospel, images quotidiennes de la rue, images éperdues joyeuses des grands bals nocturnes. Des images à ne pas manquer.
22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Téléfilm : Les enquêtes du commissaire Maigret. Réal. Stéphane Bérin. Avec J. Richard. Pour lequel de ses amants Josephine Papet a-t-elle été assassinée ? L'ancien camarade de classe de Maigret ?
22 h 15 Magazine : Moi-je. Petites histoires de vol, des gens rêvent d'être un autre, d'autres se bagarrent pour lancer une entreprise. Boom sur le marché des caméras de surveillance.
23 h 05 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Variétés : Cadences 3. Émission de Guy Lux et L. Micic. Avec C. Dumont, G. Reno, R. Cocciante.
21 h 45 Journal.
22 h 05 Feuilleton : Exil. de R. Muller et E. Guéhen, d'après L. Feuchtwanger, avec K. Lavitich, L. Martini, V. Gloriam. 1938. Un journaliste d'origine juive et un musicien allemand quittent tous deux leur pays pour monter un journal à Paris. Commence le combat contre le nazisme. Un feuilleton décevant.

23 h Prélude à la nuit. A Cantor un Villancico de R. Carri, par l'Agape Music, dir. E. Gicon.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 05 Dessin animé : Du plomb dans la neige.
17 h 10 Court métrage.
17 h 15 Dessin animé : Belle et Sébastien.
17 h 40 Feuilleton : Hackberry Finn et Tom Sawyer.
18 h 05 Carrefour de l'Océan-mer.
18 h 30 Vie régionale (magazine d'information).
18 h 55 Dessin animé : Gili et Julie.
19 h Informations.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 35 Feuilleton : Fortune.
19 h 50 Vingt mille lieues sous les mers. Travaux vidéo d'après l'œuvre de Jules Verne.

FRANCE-CULTURE

20 h Marguerite Youriakov : Les musiques des îles (Inde, Japon).
22 h 30 Nuits magiques : J.-L. Godard.

FRANCE-MUSIQUE

19 h 5 Concert : Bach/Mozart, Godefron, Beethoven, par le Trio à cordes de Paris.
20 h Les chants de la terre.
20 h 30 Concert : (Semaine de musique ancienne d'Innsbruck 1983) : Sonate en trio « la pucelle » de Couperin. Tu n'as, o mio bel nome de Scarlatti, Inno, cantate de Bedini de Boumori, Chœur concert de Ruzman, Trio-soprano en la de Bach, Inno paupers II cor de Haendel, avec R. Jacobs, haute-contre, R. Kijken, flûte traversière, S. Kijken, violon baroque, W. Kijken, viole de gambe, R. Kijken, clavecin.
22 h Cycle acoustique.
23 h Fréquences de nuit.

Jeudi 19 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 Vision plus.
12 h Le rendez-vous d'Amik.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Objectif santé.
14 h 55 Feuilleton : Jo Gaillard.
14 h 50 Cinquante ans de cinéma américain. Harry Fonda parle d'Orson Welles.
15 h 30 Quarté de Vincennes.
15 h 55 Huacaran. Record du saut en parachute au Pérou.
16 h 30 Porcraï d'échivain. La Bretagne de Chateaubriand.
17 h Châteaux : Vincennes.
18 h Le Nouveau d'Amérique.
18 h 15 Le village dans les nuages.
18 h 40 Variétéscope.
18 h 55 7 heures moins 5.
19 h Météo.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Jeu : Les petites drôles.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilleton : la Chambre des dames, réal. Y. André. Cinquième épisode d'une saga médiévale coquine avec Marina Vlady, mère comblée et femme insoumise.
21 h 35 Contre-enquête. Magazine de A. Houge. L'affaire des « rochers de Saint-Flour » : une femme chassée en colère. Approche difficile du fait divers.
22 h 30 Histoires naturelles.
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOPIE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 5 Jeu : L'accordéon des neufs.
13 h 35 Feuilleton : les Amours romantiques.
13 h 50 Aujourd'hui la vie.
14 h 55 Téléfilm : Meurtres au monastère, de Derruy Kagan.
16 h 30 Magazine : Un temps pour tout.
17 h 45 Récré A2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord, pas d'accord.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 La théâtre de Boulevard.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Marco Polo, de D. Bailer, V. Labella et G. Monzillo. Neuvième épisode d'une superproduction aux lueurs de l'unité qui unit Marco et le prince Chingis, Achem l'envole dans le Sud.
21 h 35 Alain Decaux : L'histoire en question. L'histoire de Landru, ce grand séducteur « brulant » qui fit disparaître onze femmes dans sa cuisine.
22 h 50 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : L'inspecteur Gadget.
20 h 5 Les jeux.
21 h 35 Ciné-pension. Émission présentée par M.-C. Buraud.
20 h 40 Film : Retour en force. Film français de Jean-Pierre Poiré (1979), avec V. Lanoix, B. Lafont, P. Moody, G. Jugnot, E. Haring. Les amis familiaux et autres d'un petit truant sorti de prison. Comédie farfelue où l'on sent la parfaite complaisance du réalisateur et de ses interprètes.
22 h 10 Journal.
22 h 30 Prélude à la nuit. Fantaisie chromatique et fugue de J.S. Bach, par T. Llanusa, pianiste.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 Dessin animé : Du plomb dans la neige.
17 h 25 Monsieur l'ordinateur : qu'est-ce qu'un programme ?
17 h 35 Rocking chair.
18 h 5 Compromis sur table : les rapports entre les P.M.E. et les banques.
18 h 30 Présence du cinéma.
18 h 55 Dessin animé : Gili et Julie.
19 h Informations.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 35 Feuilleton : Fortune.
19 h 50 Vingt mille lieues sous les mers. Travaux vidéo d'après l'œuvre de Jules Verne.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales.
8 h Les chemins de la connaissance : Lire et relire Robert Musil : à 8 h 32, Schumpeter et Keynes ou les dynamiques de capitalisme ; à 8 h 50, Le pont du Nord.
9 h 7 Matinée de la littérature.
10 h 45 Les jeunes entrepreneurs.
11 h 2 Musique : Perspectives du vingtième siècle : carte blanche à Harry Halbergh (à 13 h 30 et 17 h 32).
12 h 5 Agence.
12 h 45 Panorama.
14 h 5 Son.
14 h 5 Un être, des voix : « la Dame de Châteauneuf », G.T. Deler.
14 h 47 Les après-midi de France-Culture : Têtes chercheuses : à 15 h 20, Débat ; à 16 h, Reportage ; à 17 h, Raison d'être.
18 h 30 Feuilleton : les Éthiopiens.
19 h Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Les progrès de la biologie et de la médecine : Le point sur le cancer aujourd'hui.
20 h Nouveau répertoire dramatique : « Vous imprimez sur Paris » d'Y. Nevers, réal. A. Dave. Avec P. Vaneck, M. Simon, P. Simonnet, P. Michéa, Y. Arcaud.
22 h 30 Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h à 6 h 45 Fréquences de nuit : à 3 h 45, Concert : Webern, Liszt.
6 h 2 Musique du matin.
7 h 10 Concert : Vivaldi, Haendel, Cavalli.
7 h 45 Le Journal de musique.
8 h 12 Magazine.
8 h 5 L'oreille en collapso.
9 h 20 Drame orléanais : œuvres de Schütz, Beethoven, Chostakovitch, Brahms, Martin.
12 h La royauté de la musique.
12 h 35 Jazz : Eric Dolphy.
13 h Concerts internationaux de guitare.
13 h 30 Poissons d'or.
14 h 4 Musique légère.
14 h 30 L'après-midi des musiciens : « Toute la lyre » ou Victor Hugo musicien : Pagnini, Palestrina, Stradella, Weber, Berlioz, Beethoven.
17 h 5 Répertoire contemporain : G. Garcia.
18 h L'après-midi.
19 h 5 Concert : l'Orchestre de Bill Hardman et Junior Cook et le World Saxophone Quartet.
20 h Jazz : Le bloc-notes.
20 h 30 Concert : (et direct de la Maison de Radio-France) : « Le Prélude » de d'Anglebert, Corrette, Leroux, Siret, « Airs de 2 » d'I. Poulenc par L. Boulay, clavecin ; « Sonate à quatre mains » de Bortolotti, « Rondo pour deux guitares et un hautbois » de Chopin, « Sonate à quatre mains (de l'Éternité) » de Chopin, « Sonate pour deux pianos sur thèmes de Beethoven », par le duo de pianos Carrère.
22 h 30 Fréquences de nuit.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 19 JANVIER

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., est invité à l'émission « Découvertes » sur Europe 1, à 15 heures.

مقالات

	Le jour	Le jour T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,05
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	Le jour	Le jour T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,80
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressif selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

AIR INTER

LIGNES AERIENNES INTERIEURES

Dans le cadre de son nouveau plan de développement recherche pour la DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DES TELECOMMUNICATIONS

INGENIEURS GRANDES ECOLES

(X, Mines, Centrale, ENST, ESE...)
Diplômés Grandes Ecoles Commerciales (HEC, ESSEC)
1 à 3 ans d'expérience, pour participer à la conception, à la réalisation et à la mise en place de systèmes d'information mettant en oeuvre des techniques de pointe (télécommunications, bureautique, mini et micro-informatique, bases de données). Une première expérience dans une société de conseil serait appréciée. Les candidats devront posséder de réelles capacités de travail en équipe.

Lieu de travail : ORLY.
Perspectives d'évolution intéressantes. Nombreux avantages sociaux.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 62001 au service Effectifs Recrutement Orientation
1, avenue du Maréchal De Gaulle - 91550 PARAY VIEILLE POSTE

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE - PARIS 8ème

pour son Service
Crédits Immobiliers

**ATTACHE
DE CLIENTELE H/F**

ayant une bonne expérience (5 ans minimum) du financement des opérations immobilières.

Assistant du Chef de Service, il aura la responsabilité :

- des contacts avec les clients ;
- de l'étude des opérations ;
- de la gestion administrative des dossiers ;
- de la surveillance des risques.

Ce poste requiert de solides connaissances juridiques et une bonne pratique de l'Anglais, parlé et écrit.

Réf. 101 M

Adresser candidature détaillée et prétentions en précisant la référence du poste sous n°85999 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

pour son Service Exploitation
Grandes Entreprises

EXPLOITANT H/F

Chargé des relations avec un groupe de Grandes Entreprises.

Le candidat retenu sera de formation supérieure (HEC - ESSEC - Sciences Po... etc.) et pourra justifier d'une expérience bancaire de 5 ans minimum essentiellement orientée vers les relations avec les entreprises importantes. Le poste à pourvoir exige de réelles qualités techniques et commerciales.

La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Réf. 102 M

BANQUE

Direction Internationale
Division Grandes Entreprises
Nous recherchons pour un Etablissement Bancaire de premier plan un

**Exploitant Confirmé
CL VI/2, VII**

pour gérer et développer un Fonds de Commerce comprenant de Grandes Sociétés dont l'activité est tournée vers l'Etranger. Après 3 à 4 ans de carrière réussie, intéressantes possibilités d'évolution au sein du réseau international.

Nous examinerons avec rapidité et discrétion votre dossier de candidature.
Adresser C.V. détaillé sous réf. 2546/JR à : Monsieur ALEXANDRE
40, rue Olivier de Serres 75015 PARIS

Radio France
internationale

recherche pour ses émissions
vers l'AMERIQUE LATINE

**JEUNES JOURNALISTES
BILINGUES**

De doivent parler et écrire parfaitement ESPAGNOL, ou le PORTUGAIS DU BRÉSIL.

Et leur connaissance de français doit être bonne. Outre une maîtrise parfaite de l'écrit, l'activité implique des horaires de travail de nuit et la pratique de la dactylographie.

Expérience radio souhaitée.

Candidatez français ou en règle vis-à-vis de la législation en vigueur.

Disponibilité immédiate.

Adresser curriculum vitae et prétentions au Service du Personnel de R.F.I.
B.P. 9516 - 75762 PARIS CEDEX 16.

**GRAND GROUPE CHIMIQUE
FRANÇAIS**

recherche

JEUNES CADRES

(H.E.C. - ESSEC - SUP. DE CO. PARLY
ou ECOLES DE CHIMIE)

Débutants ou ayant déjà une première expérience professionnelle réussie.

Désirant faire une carrière commerciale dans un groupe international bien implanté à l'étranger et offrant des possibilités nombreuses d'évolution de carrière.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° T043.991 M
REGIE PRESSE - 83 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

La ville de Colombes (92)
80.000 hab. recrute pour la
Direction POPULATION

**1° SON (SA)
RESPONSABLE**

DU SERVICE ETAT CIVIL
Ouvrir les tâches d'Etat civil et d'affaires diverses (militaires, chasses, décès de boisson) qu'il (elle) devra organiser et contrôler. Il (elle) assurera une attention particulière à la direction du personnel (18 + 18) aux contacts avec la population et à la pratique informatique. Ce poste convient à un (a) attaché (e) ou à un (a) rédacteur (rice) très expérimenté (e).

**2° SON (SA)
RESPONSABLE**

DU SERVICE ELECTIONS
Mêmes préoccupations, même qualification.

Adresser candidature et C.V. à M. Le Maire.

Recherche pour formation
admirale (Rég 75 et 94)

PROFESSEURS

Micro-informatique de gestion, comptabilité générale, secrétariat. Temps plein ou partiel. Ecrire avec C.V. et prêt. à SPIAC, 11, rue de Valenciennes, 75008 Paris.

Société française de négoce
de métaux minéraux
recherche pour Paris

CADRE COMMERCIAL

Ayant connaissances minérales ou métaux ou produits chimiques et esprit de contact des secteurs suivants : fonderie, aciérie, raffineries, chimie, verrerie, sidérurgie. Anglaise recommandée.

Ecrire avec C.V. et prêt. à M. 88.418 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

Cherche
Attaché Commercial pour vente
- Edition - Publications, Banques.
Rég. 9, Palais de Commerce
M. Boucard - 345-11-18.

Conseil juridique, 17e, recherche
COLLABORATEUR (TRICE)

EXPERIMENTE (E)
5 ans minimum.
Ecrire avec C.V. et prêt. à R.P. 808, 75008 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

emplois régionaux

emplois régionaux

CISI

**Ingénieur
commercial**

Nous sommes une des premières SSI (société de services et d'ingénierie informatique) nationales. Nous offrons, à partir de notre Direction Régionale de Marseille, un ensemble de services et de projets industriels et économiques destinés aux entreprises de la région méditerranéenne (CAO, G.P. aide à la décision, calculs techniques...). Afin de renforcer notre implantation, nous recherchons un ingénieur commercial ayant après une formation supérieure, une expérience réussie de la vente de produits ou services informatiques. Basé à Marseille, ce poste rayonne sur la région Provence - Alpes - Côte d'Azur. Il ouvre à un candidat de valeur de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe CISI. Pour prendre contact, écrire en joignant un CV à : CISI Marseille Direction Régionale, 4 quai d'Arenes 13002 Marseille. Toutes les candidatures seront examinées avec la plus grande discrétion.

**GROUPE
CISI**
L'INFORMATIQUE EN ACTION

**Chef de projet
informatique
confirmé**

P.M.E. 200 personnes, 750 millions CA, filiale d'une importante coopérative du Val de Loire (2,5 milliards de CA et 2.200 personnes) crée un poste de Chef de Projet informatique (H/F).

De formation Mitag ou équivalent, le titulaire du poste devra disposer d'une expérience concrète de 5-8 ans environ acquise au sein d'une entreprise ou SSCI. Rattaché au Directeur Général, il travaillera en étroite liaison avec les utilisateurs.

Homme de terrain, il sera chargé d'organiser et de mettre en place rapidement différentes applications dans des secteurs variés.

Concepteur, il aura la possibilité dans un second temps de développer les moyens informatiques au sein de l'entreprise et de s'occuper d'une petite équipe faisant passer la société de la sous-traitance à la création d'un service informatique.

Poste intéressant et évolutif pour un candidat recherchant l'efficacité et doté de bonnes capacités de contact et d'un sens marqué des responsabilités.

Poste basé au Lion d'Angers (49).

Ecrire sous réf. JY 259 AM.

4, rue Massenet 75016 Paris

etap

INFORMATIS-TELECOM

PARIS-PROVINCE
Pour d'importantes projets
TELECOM 1, VIDEOTEX
de systèmes de réseaux de télécom, au niveau régional.

INGENIEURS-SYSTEMES

Bonne expérience en logiciel des transmissions par paquets. L'expérience des protocoles HDLC, X.25, SNA, TRANSPAC est appréciée.

INGENIEURS-SYSTEMES

PROCESSEURS INDUSTRIELS SOLAR-MITRA-POP-MICRO

INGENIEURS-TELEPHONE

AVANT BONNE EXPERIENCE EN TELEPHONE TEMPORELLE

Projet exceptionnelle par leurs résultats.

28, r. Daubenton-5, 337-68-22.

URGENT

P.E.P. et F.C.P.E. recherche pour

LEP LOUVIERS

PROF. DE MATHS

Classe du BEP

Recherchons (32) 40-12-40

M. GOURMELON - Provins.

**RECHERCHONS
INGENIEUR
COMMERCIAL**

NOUS concevons, réalisons et commercialisons en France et en Europe des périphériques d'ordinateurs.

NOUS sommes en très forte croissance et recherchons

UN COMMERCIAL JEUNE ET TRÈS DYNAMIQUE

avec une expérience réussie de la vente de périphériques d'ordinateurs.

SI VOUS AVEZ une parfaite maîtrise de la langue anglaise, écrivez avec curriculum vitae à :

REGIE PRESSE

sous n° T043.957 M

85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES

296-15-01

IMPORTANTE MUTUELLE D'ASSURANCES

en province recherche pour son

SERVICE DOCUMENTATION

**UN SPECIALISTE DU TRAITEMENT
DE L'INFORMATION**

capable de créer et gérer un système documentaire.

L'intéressé sera chargé de l'organisation, de la documentation de l'entreprise.

Ce poste conviendrait à un candidat de niveau 2° cycle universitaire.

Formation en informatique documentaire indispensable, bonne connaissance du secteur de l'assurance et expérience professionnelle antérieure souhaitables.

Adresser C.V. détaillé manuscrit + photo et prétentions à notre conseil Pierre LECOMTE & Consultants Associés

D. 110 FONTAINEBOURG, 77850 HERICY.

Réponse et discrétion assurées.

Entreprise privée du négoce de céréales et produits du sol, engrais, produits phytosanitaires, semences et aliments pour le bétail (40 personnes - C.A. 150 M.F. +) recherche son

DIRECTEUR GENERAL

Le candidat retenu, 35 ans minimum, aura une expérience prouvée de la gestion commerciale, financière et administrative. Outre l'habitude des responsabilités à haut niveau, il devra, car seul « maître à bord », avoir l'esprit d'entrepreneur ayant comme souci permanent la rentabilité et le développement de l'entreprise. Il disposera d'une très grande autonomie de gestion et assumera la pleine responsabilité des résultats.

Quelques années d'expérience dans le milieu agricole seront un atout supplémentaire. La rémunération offerte, fonction du « back-ground » du candidat, sera très motivante avec possibilité d'intéressement aux résultats. Poste basé dans l'Ouest de la France (prox. grande ville universitaire).

Adresser dossier de candidature (C.V. détaillé, photo et prétentions) sous réf. 4088 à PIERRE LICHOU S.A. BP 220, 75003 PARIS CEDEX 02 qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.

LA RÉDUCTION DU DÉFICIT DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Logique...

Quelle que soit la définition, l'information, quand les statistiques servent de projectiles dans le combat politique, il en est ainsi dans le domaine du commerce extérieur, la réduction de plus de moitié du déficit en 1983 par rapport à 1982 se prêtant à des interprétations différentes, évidemment, entre la majorité et l'opposition.

M. Valéry Giscard d'Estaing avait, au Grand-Jury R.T.T. le Monde, mis en avant un ralentissement des importations. Mme Edith Cresson a, le 17 janvier, mis l'accent sur l'essor des exportations. L'un oubliant ce que l'autre exalte. Les deux ont raison. Le mois, mais les ont tort vis-à-vis d'une opinion publique en déficit de vérité.

Les importations ont augmenté de 5,7 % en 1983 par rapport à 1982, pour atteindre 788 milliards de francs; mais elles s'élevaient à 752,2 % en 1980 et 1982. De leur côté, les exportations ont progressé de 14,6 % l'an dernier pour représenter près de 724 milliards de francs, alors qu'elles avaient augmenté de 9,3 % l'année précédente. Il y a donc eu à la fois un fort ralentissement de la montée des achats à l'étranger et une vive accélération de la pousse des ventes. En volume, abstraction faite de la hausse des prix, les importations ont même diminué, alors que les exportations enregistraient une certaine hausse.

Ce double phénomène s'explique d'ailleurs fort logiquement par les efforts du plan de rigueur adoptés le 25 mars. C'est en effet à partir de juin que le taux annuel de progression des achats est devenu moins élevé que celui des ventes. Ces taux s'élevaient

croisés dans l'autre sens en septembre 1981. Suite à l'austérité renforcée, les Français ont moins acheté, tout particulièrement à l'étranger, alors que les industriels, moins sollicités, ont pu vendre davantage sur des marchés extérieurs qui connaissent une reprise.

Le décalage de conjoncture a joué à l'avantage de ce qui s'était produit en 1981 et l'amélioration a été aussi rapide que la détérioration avait été brutale. Il a joué aussi en dépit d'une hausse des prix qui restait plus forte en France que chez ses principaux partenaires. Le redressement, accentué par un déstockage des produits pétroliers, s'est effectué malgré la hausse du dollar; mais il a aussi des nuances s'imposant: si la renchérissement de la devise américaine a accru le coût des importations, incompressibles, elle a aussi encouragé certains achats non indispensables et a, en tout cas, favorisé certaines ventes.

Il ne faut pas oublier enfin les conséquences des trois dévaluations du franc qui, même si les variations de taux de change sont pour un pays comme la France plus dangereuses que bénéfiques, dans la mesure notamment où elles poussent à la facilité, ont eu quelques effets positifs.

Dans le domaine des échanges, où de nombreux facteurs intérieurs et extérieurs interviennent il serait en tout cas malaisé de dire: trop tôt victorieux. Après toutes les révolutions, après l'effort, d'autant plus spectaculaire que la chute avait été profonde. Réparer n'est pas jouer.

MICHEL BOYER.

Le montant des prêts bonifiés accordés aux entreprises est porté à 60 milliards de francs pour l'année 1984

Le montant des prêts bonifiés, c'est-à-dire des crédits accordés aux entreprises à des taux d'intérêt inférieurs à ceux du marché (la différence étant prise en charge par le Trésor), a été fixé à 60 milliards de francs pour l'année 1984 par le ministre de l'Économie et des Finances, ce qui correspond à une augmentation de 20 % environ par rapport à l'année précédente.

En 1983, l'enveloppe de ces prêts, initialement de 45 milliards de francs, avait finalement atteint 52 milliards en décembre dernier, en tenant compte des 3 milliards qui avaient constitué la dotation initiale du Fonds industriel de modernisation (FIM) (le Monde du 3 décembre 1983).

Pour 1984, la répartition de cette enveloppe est la suivante:

- Prêts bonifiés à long terme: il s'agit des prêts spéciaux à l'investissement et des prêts aidés aux entreprises. Leur montant a été fixé à 26 milliards de francs, identique aux prévisions initiales de 1983 (lesquelles avaient toutefois bénéficié d'un coup de pouce de 3,5 milliards en fin d'année). Ces crédits sont distribués par quatre organismes spécialisés: Crédit national, Crédit d'équipement des P.M.E., Crédit coopératif et Sociétés de développement régional. Leur taux s'échelonne entre 9,75 % pour les prêts spéciaux à l'investissement et 11,75 % pour les prêts aidés aux entreprises.
- Prêts bancaires à l'industrie ou P.B.I.: cette nouvelle procédure mise en place par les banques, à la demande des pouvoirs publics en 1983, avait porté sur un peu plus de 6 milliards de francs, l'enveloppe de 8,5 milliards réservée à ces P.B.I. n'ayant pas été utilisée en totalité. Cette année, leur montant pourrait atteindre 12 milliards, grâce au concours des comptes pour le développement industriel (Codévi), dont les banques peuvent conserver 50 % de la collecte. Les taux pratiqués seront de 10,75 % pour les prêts à

moyen terme et de 11 % pour le long terme.

- Prêts spéciaux de refinancement ou P.S.R.: il s'agit, là aussi, d'une nouvelle formule, lancée au milieu de l'année dernière dans le cadre du « moratoire » annoncé par M. Mitterrand dans son discours de Flagnac, destinée à faire baisser les charges financières des entreprises. En 1983, deux mille entreprises ont bénéficié de ces dispositions sur la base d'un taux de 12 % et pour un montant total de 2 milliards de francs. Cette année, l'enveloppe a été fixée à 3 milliards, et le seuil d'accès de la procédure abaissé à 11 %.
- Prêts participatifs: au total, 2 milliards de francs ont été accordés par les banques en 1983, sous la forme de prêts participatifs privés, un montant qui devrait atteindre 3 milliards cette année. Dans le même temps, le montant des prêts participatifs simplifiés (P.P.S.), plus particulièrement destinés aux toutes petites entreprises, qui avait atteint plus de 1 milliard de francs en 1983 (après une dotation initiale de 780 millions) au bénéfice de cinq mille entreprises artisanales, sera porté à 1,5 milliard de francs. Leurs conditions d'octroi et leurs taux de montage inchangés, mais leur montant maximal sera relevé de 400 000 F à 500 000 F par dossier.
- Prêts du Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.): 8 milliards de francs, soit un chiffre inchangé par rapport à 1983.

Enfin, les prêts participatifs technologiques distribués par le FIM porteront sur 7 milliards de francs, ce qui correspond à l'enveloppe de 5 milliards prévue pour 1984, augmentée de 2 milliards (sur les 3 milliards affectés au Fonds l'année dernière), seulement 1 milliard de francs ayant été effectivement utilisés en 1983 au bénéfice d'une cinquantaine d'entreprises.

SERGE MARTI.

FORTE PROGRESSION DES CRÉDITS POUR L'INNOVATION INDUSTRIELLE

Une des rares lignes budgétaires en croissance - l'aide à l'innovation industrielle - a représenté 225 millions de francs l'an passé, soit 30 % de plus qu'en 1982. L'ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche) a accordé en 1983 mille quatre cent quatre-vingt-quatre aides aux entreprises, petites ou moyennes. Depuis 1979, date de création de cette procédure, cinq mille trois cent soixante-quatre aides ont été distribuées, représentant un total de 2,8 milliards de francs.

Ces aides, destinées à tous les secteurs industriels, sont des avances remboursables en cas de succès. Le taux des remboursements et le taux des avances sont calculés sur le chiffre d'affaires réalisé grâce à l'innovation en question.

L'ANVAR, qui accorde, parallèlement, des aides aux laboratoires de recherche (cinq cinquante nouveaux dossiers d'aides en 1983, soit 65,4 millions

de francs), a pour double fonction de valoriser la recherche (aider les laboratoires à trouver des débouchés industriels) et de favoriser l'innovation (aider les entreprises à entrer en contact avec les laboratoires et à lancer de nouveaux produits ou processus de production). Son budget en 1984 dépassera le milliard de francs.

En 1983, les aides ont été distribuées, très régionalisées, est maintenant bien rodée. Une large publicité a été faite et plus aucune P.M.E. n'est censée l'ignorer. Reste que le nombre de dossiers présentés par les entreprises n'augmente pas guère depuis trois ans: moins de deux mille pour quarante-cinq mille P.M.E. Pourquoi? Le mot d'ordre gouvernemental - « innover » - ne se traduit pas par une accélération de l'innovation en France. Sans doute faut-il chercher une partie de la réponse dans la situation financière très défavorable des entreprises. — E.-L.B.

(Suite de la première page.)

Ces sacrifices ont entraîné une baisse de la demande intérieure, qui a eu les conséquences que l'on sait sur le commerce extérieur: les achats à l'étranger ont augmenté de 5,7 % en valeur - c'est-à-dire ont baissé de quelque 2 % en volume - alors que, dans le même temps, les exportations, progressivement de 14,6 %, soit d'environ 4 % en valeur réelle, beaucoup d'industriels étant allés chercher à l'étranger des clients qui se dérobent en France.

La chance a, cette fois-ci, été de notre côté. Car, si l'économie américaine n'était pas fortement repartie, entraînant plus ou moins dans son sillage un certain nombre d'autres pays - la Canada, la R.F.A., la Grande-Bretagne, les pays scandinaves, mais aussi pratiquement tout le Sud-Est asiatique et le Japon - le plan d'austérité, justement décidé en mars 1983, aurait débouché sur une récession, aussi forte que difficile à surmonter.

La reprise des économies étrangères entraînant celle du commerce mondial a profité aux entreprises françaises. On peut dire que, dans l'ensemble, celles-ci ont compensé - en exportant plus - la baisse de la demande intérieure. Ainsi s'explique le fait que la production industrielle n'ait pas vraiment reculé. De ce point de vue, la stratégie de substitution des marchés extérieurs au marché intérieur a été en partie réussie, facilitée, faut-il le rappeler, par un dollar qui se révalue constamment.

C'est sur cette lancée que va se dérouler l'année 1984: stagnation de la production industrielle (les entreprises exportatrices compensant les revers et les difficultés des firmes ne produisant que pour le marché intérieur), réajustage des comptes extérieurs, recul de l'inflation (la hausse des prix devrait avoiser les 8 %), freinage des hausses de salaires, lourdeur des prélèvements fiscaux et sociaux. Fait nouveau: exportation, longtemps connu par des mesures sociales (formation des jeunes) ou structurelles (retraites anticipées) va augmenter. Cela paraît très difficile à éviter.

Entre l'été 1983 et l'été 1984, deux cent mille emplois industriels vont être supprimés. Contrairement à ce qui s'était passé jusqu'à présent, le commerce et les services ne créent plus d'emplois pendant un certain temps, conséquence de la stagnation de la consommation et d'une politique des prix très sévère. C'est dire que ne sera plus compensé la baisse des emplois industriels, particulièrement forte dans le bâtiment et les travaux publics, l'industrie automobile et les secteurs producteurs des biens de consommation.

Ces tendances ne s'effaçeront pas. Elles devraient donc y avoir au moins 300 000 chômeurs supplémentaires à la fin de l'année. Ce chiffre risque, hélas, d'être dépassé, certains secteurs ne pouvant plus supporter des

DIX-HUIT MOIS DE RIGUEUR

Le chant des sirènes

effectifs devenus trop importants: sidérurgie, charbonnages, chantiers navals, automobiles...

Fait marquant parce que lourd de conséquences: M. Mitterrand a admis que les entreprises devaient sauvegarder ou retrouver leur compétitivité. Plus précisément, MM. Mauroy et Fabius semblent décidés à laisser les firmes améliorer une situation financière plus désastreuse que jamais. Le ministre de l'Industrie a demandé que soient libérés les prix industriels. Les suppressions d'emplois vont s'accroître en 1984.

Ce qui redressement s'ajoute aux sacrifices déjà demandés - et reconduits - en matière de salaires, d'impôts et de cotisations sociales. Lourde addition qui, cette fois, épargne complètement les entreprises, n'étant supportée que par les ménages.

Si la voie empruntée est difficile, ce serait une erreur de croire - ou de faire croire - que l'effort sera de courte durée. Et cela pour au moins trois raisons.

La première est la charge de la dette extérieure. S'il est une chose avec laquelle il n'est pas possible de badiner, c'est bien celle-là. Le service de nos emprunts à l'étranger - c'est-à-dire le remboursement, année par année, du capital et des intérêts - va nous coûter de plus en plus cher: 85 milliards de francs au moins en 1984, 80 milliards de francs l'année prochaine et 90 milliards en 1986.

Pour pouvoir honorer ces dettes sans avoir à emprunter davantage, il nous faudra accepter pendant des années une croissance économique faible, plus faible en tous cas qu'à l'étranger. Ce décalage conjoncturel, M. Delors en a récemment admis l'absolue nécessité (les achats à l'étranger baissent avec le ralentissement de la croissance).

Mais il est une autre raison qui rend indispensable un long effort: l'accent mis par le gouvernement sur la nécessaire modernisation de notre industrie va entraîner - si elle réussit, c'est-à-dire si les investissements reprennent - une poussée d'achats à l'étranger.

Il est évident enfin que notre industrie va devoir fournir un effort considérable pour produire et exporter vers les pays industrialisés, d'abord, vers les États-Unis, alors que jusqu'à présent ses tentatives de pénétration étaient les pays en voie de développement, marché plus facile à pénétrer, mais dont la demande a peu évolué ces dernières années. Comment l'industrie française pourra-t-elle gagner des parts de marché sur le continent américain ou au Japon - où la demande poten-

tielle est considérable - si elle ne réalise pas un prodigieux effort d'équipement, de modernisation, de commercialisation?

Une chose est sûre: cet effort ne sera accompli que si les entreprises disposent des moyens financiers nécessaires. Depuis quelques années, c'est l'argent qui manque le plus. Pour cette raison encore, les ménages vont devoir se restreindre. Dans un contexte de croissance nulle, si la part de la valeur ajoutée allant aux investissements et aux bénéfices augmente - et cela est nécessaire - le pouvoir d'achat des salariés diminuera. Il diminuera encore plus si, aux effets de ce partage interne modifié, s'ajoutent les conséquences d'un prélèvement extérieur accru, sous forme d'enrichissement du dollar.

Dans cette logique qui semble bien maintenir son cours, le seul espoir d'échapper à une baisse du niveau de vie est une forte reprise à l'étranger qui permettrait aux ménages de bénéficier quand même d'une petite partie des surplus de la croissance. C'est dire que des États-Unis et de la R.F.A. dépend maintenant le plus ou moins grande rudesse du chemin.

Gouverner

deviendrait impossible

Au fur et à mesure que l'effort se fera plus pesant, que le chômage augmentera, que naîtront les tensions sociales, grandira la tentation d'en finir avec un plan que le réajustage des comptes extérieurs rendra apparemment sans objet.

Il n'est pas difficile d'imaginer la convergence des intérêts: les salariés, après l'effort, voudront être payés de leur dû, c'est-à-dire obtenir des rémunérations plus importantes; les commerçants et les prestataires de services qui, payant maintenant pour les industriels, attendent avec l'impatience qu'on imagine la libération de leurs prix, qui sont aussi leurs revenus; les agriculteurs dont le niveau de vie a baissé; les médecins et les pharmaciens, les fonctionnaires, les travailleurs de l'industrie, enfin, qui réclameront que cesse le massacre.

Le carcan dans lequel MM. Mauroy et Delors ont progressivement enfilé l'économie - contrôle des prix et des tarifs, encadrement draconien du crédit, restrictions budgétaires - est peut-être nécessaire et probablement cohérent avec la recherche des objectifs visés: déindexation des salaires, transfert des profits du commerce à l'industrie, redistribution de ces profits en faveur des entreprises et au détriment des salariés. Ce carcan est-il tenable?

Il tient, modifié dans sa forme - depuis l'été 1982, c'est-à-dire depuis dix-huit mois, il lui faudra encore tenir deux ans, peut-être plus.

Le pouvoir socialiste, brusquement saisi par le réalisme, s'est immergé dans l'austérité avec autant

de conviction qu'il s'était lancé - soixante - en 1981 sur la voie de la relance et des générosités. Les contradictions ne sont-elles pas trop fortes, le changement de ton - de philosophie, même - trop absolu, l'architecture trop tendue, et, pour tout dire, l'ensemble trop artificiel par l'extrême volontarisme qu'il implique?

Les pertes subies aux élections, et dont Jérôme Jaffré montre qu'elles coïncident avec l'austérité grandissante (le Monde daté 1^{er} et 2 janvier 1984), prouvent à tout le moins beaucoup de désillusions. Difficile d'avoir tout misé sur la croissance économique, comme le faisait M. François Mitterrand, et de programmer maintenant une longue cure de non-croissance, génératrice d'équilibres commerciaux.

Difficile de ne pas décevoir après avoir dit et répété, comme l'avait fait l'actuel président de la République en janvier 1979, qu'on refusait le démantèlement de la sidérurgie, qu'on se prononçait pour le maintien des installations d'Usinor à Denain et Longwy et pour la construction d'une nouvelle aciérie à cet endroit. Difficile, pour le parti socialiste, d'avoir fixé un objectif de production charbonnière de trente millions de tonnes et de programmer maintenant le repli sur dix-sept millions.

Difficile d'entendre dire maintenant que les hausses de salaires ont leur part de responsabilité dans l'inflation. Difficile de voir M. Mermaz cautionner une politique qui cherche à redonner goût au profit après avoir fustigé le même profit « auquel on condamnerait les femmes et les hommes ».

Pau de pouvoirs auront programmé pareil changement, pareille rupture avec le passé: déindexation des salaires, baisse du pouvoir d'achat, contrôle des revenus, coup de frein donné à la consommation et aux prestations sociales. Peu de pouvoirs auront attaqué les problèmes économiques avec une telle brutalité et pour tout dire un tel courage: inflation, déficit commercial, déficits financiers intérieurs...

N'est-ce pas trop? Trop contradictoire, trop dur, trop long à supporter, trop décevant aussi de voir un pouvoir de gauche mener une politique ressemblant étrangement à d'autres politiques menées dans le passé.

La tentation sera grande, dans quelques semaines, dans quelques mois de rebroussement chemin. Si, pourtant, un choix s'offre encore à la France, ce n'est certes pas celui de l'abandon mais bien celui d'un durcissement pour en finir plus vite avec une épreuve qui, en se prolongeant, ébranlerait le pays tout entier et rendrait impossible son gouvernement.

ALAIN VERNHOLLES.

(4) Voir Economie et Statistiques, n° 161, de décembre 1983. Une projection de l'économie française à l'horizon 1988.

AFFAIRES

LA CRISE DE LA CONSTRUCTION NAVALE

Folles enchères pour quatre cargos

Les mises en garde de M. Guy Herminier, membre du bureau politique du parti communiste, s'inscrivent contre ceux qui pensent à un « plan liquidateur de la construction navale ». L'occupation par 3 000 ouvriers de l'établissement de La Seyne; la réaffectation de plus de 100 millions de francs; la lutte « au fil de l'eau » pour savoir si l'armateur français Delmas Vieilleux commandera des navires en France ou à l'étranger: tout le secteur de la construction navale confronté aux nécessités et douloureuses mutations du monde, est en pleine ébullition. Le gouvernement a jusqu'au 20 janvier au soir pour décider s'il accordera ou refusera à M. Tristan Vieilleux, l'un des armateurs français les plus dynamiques, la licence d'importation pour la commande de quatre navires transporteurs de bois, qui a fait l'objet d'un protocole d'accord avec un chantier yougoslave. Ce protocole a été négocié au début décembre et confirmé le 17 décembre, mais il était soumis à une condition: l'octroi par le gouvernement d'une licence d'importation (des navires, considérés comme équipement stratégique, doivent obtenir cette autorisation s'ils sont achetés à l'étranger). L'armateur français et le chantier yougoslave avaient fixé, dans leur protocole, la date limite du 20 janvier.

Les chantiers yougoslaves proposent à l'armateur français de construire les quatre navires dont il a besoin, pour moderniser sa flotte sur les lignes de la côte occidentale d'Afrique, à un prix unitaire de 135 millions de francs, assorti d'un crédit intéressant. Ils se sont engagés en outre, à la demande de M. Vieilleux, à acheter à des entreprises françaises du matériel (grues, par exemple) pour équiper ces navires, soit 20 % du prix de chaque cargo.

Très intéressés par cette commande, les chantiers de Saint-Nazaire (groupe Alsthom Atlan-

que) ont proposé à l'armateur et aux pouvoirs publics une formule qui consisterait à faire construire deux navires à Saint-Nazaire et deux autres en Corée. On fait valoir chez Alsthom que cette formule permettrait d'engager une coopération technique fructueuse avec les entreprises coreennes qui tiennent le haut du pavé dans la construction navale mondiale. Mais pour emporter cette commande à un prix relativement proche de celui proposé par les Yougoslaves - 133 millions de francs par bateau - il faudrait que l'Etat, donc les contribuables, attribue à Alsthom une subvention budgétaire de quelque 150 millions de francs par navire. Le jeu en vaut-il la chandelle?

Les responsables d'Alsthom Atlantique - qui emploie cinq mille six cents salariés à Saint-Nazaire - indiquent que la commande de ces deux bateaux représente environ deux millions d'heures de travail, soit le tiers d'une année de production. Si nous n'obtenons pas cette commande, ajoutent-ils, nous serons en rupture de charge grave au milieu de 1984.

Les pouvoirs publics, pour leur part, hésitent à entendre que l'armateur français lui-même pourrait obtenir une prime, au titre de plan de modernisation de la flotte marchande, s'il s'adresse à des chantiers français, mais que cette assurance ne peut lui être donnée s'il préfère un chantier étranger.

M. Tristan Vieilleux, qui n'avait toujours pas été nommé directeur général de la compagnie, a fait savoir que, si la licence lui était refusée, il supprimerait purement et simplement sa commande et renoncerait à son plan de développement. Dans ce cas, il réunit son comité central d'entreprise pour expliquer aux représentants syndicaux les conséquences sociales qui en découleront.

FRANÇOIS GROSCHARD.

M. Edouard Leclerc acquiert 20 % du capital d'une société pétrolière américaine

M. Edouard Leclerc n'en finit pas de faire parler de lui. Longtemps, on n'a pas pris très au sérieux cet « épique de Landreau ». Depuis quelques années, l'homme qui cherche à travailler de l'autre côté de l'Atlantique (M. Leclerc disposait jusqu'à présent d'une licence d'importation de produits pétroliers (licence A3). Elle leur avait été retirée pour six mois (jusqu'en février donc), après que des centres Leclerc eurent fait au cours de l'été des rabais « sauvages » sur le prix des carburants. Ils avaient, et d'autres grands distributeurs aussi, obtenu un demi-succès, puisque les rabais autorisés des prix de vente sur les carburants furent portés de 10 à 17 centimes.

Grâce à leur association américaine, MM. Leclerc espèrent disposer d'une licence A10, qui leur donne réglementairement la possibilité d'accéder au raffinage.

Ils ne souhaitent pas devenir des industriels du pétrole. Ils se donnent de nouveaux atouts pour obtenir, grâce à la concurrence internationale, de meilleurs prix.

En attendant, les centres Leclerc marchent très bien. L'an dernier, selon leur créateur, les centres distributeurs (quelques 450 en France) ont fait 36,6 milliards de francs de chiffre d'affaires, en augmentation de 24 % par rapport à 1982 et de 21 % à surface commerciale constante. En volume, la progression est de 11 %. La grande distribution en France n'aura, elle, progressé que de 1 ou 2 %.

Cette année, les centres Leclerc devraient commencer à vendre tabacs et parfums: tout est désormais en place pour le faire. — A.T.

MM. Leclerc sont conseillés par le cabinet international Arthur Andersen et aussi par le Crédit lyonnais, l'une des banques des centres Leclerc et qui cherche à travailler de l'autre côté de l'Atlantique (M. Leclerc disposait jusqu'à présent d'une licence d'importation de produits pétroliers (licence A3). Elle leur avait été retirée pour six mois (jusqu'en février donc), après que des centres Leclerc eurent fait au cours de l'été des rabais « sauvages » sur le prix des carburants. Ils avaient, et d'autres grands distributeurs aussi, obtenu un demi-succès, puisque les rabais autorisés des prix de vente sur les carburants furent portés de 10 à 17 centimes.

Grâce à leur association américaine, MM. Leclerc espèrent disposer d'une licence A10, qui leur donne réglementairement la possibilité d'accéder au raffinage.

Ils ne souhaitent pas devenir des industriels du pétrole. Ils se donnent de nouveaux atouts pour obtenir, grâce à la concurrence internationale, de meilleurs prix.

En attendant, les centres Leclerc marchent très bien. L'an dernier, selon leur créateur, les centres distributeurs (quelques 450 en France) ont fait 36,6 milliards de francs de chiffre d'affaires, en augmentation de 24 % par rapport à 1982 et de 21 % à surface commerciale constante. En volume, la progression est de 11 %. La grande distribution en France n'aura, elle, progressé que de 1 ou 2 %.

Cette année, les centres Leclerc devraient commencer à vendre tabacs et parfums: tout est désormais en place pour le faire. — A.T.

(1) M. Edouard Leclerc a un frère qui se prénomme Michel et qui, de son côté, cherche notamment à vendre des automobiles neuves avec des rabais. Le premier prend toujours ses distances avec le second.

10-10-1964

© GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

شکذا من الاصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant

17 JANVIER

PARIS

17 janvier

Léger repli

En baisse de 0,2 % la veille, le marché parisien a pratiquement redoublé mardi l'on en croit l'indicateur instantané, en repli de 0,26 % en clôture.

Comme dans la matinée, la réduction de moitié du déficit du commerce extérieur en 1983 par rapport à l'année précédente a été accueillie avec satisfaction autour de la corbeille après la bonne nouvelle. L'aspect moral en moins - que constituait le récent accord de ventes d'armes signé entre la France et l'Arabie Saoudite (le Monde du 17 janvier).

Conséquences directes de cet accord, Thomson-CSF, qui figure parmi les firmes concernées par ce contrat (essentiellement des câbles de télécommunications), a annoncé l'annulation d'un contrat d'achat de 100 millions de câbles. C.S.F. avait été tiré à la hausse, et le titre avait conclu les cinq séances sur une progression d'ensemble de 18 %, signe que certains investisseurs pressentaient des nouvelles favorables du côté du boulevard Haussmann, siège de la société.

Dans la s.f.m.e., Esso, Simor, Peugeot, S.F.M., Piver-Lille et U.F.B. ont également de l'avance avec des hausses de 2 % à 4 % tandis que Valdo doit être révisé à la hausse en raison d'un excédent de demandes.

A l'inverse, Beghin, bien orienté jusqu'à présent, a chuté 3,5 %, précédé par La Radiote, Générale de Fonderie, Euromarché, tandis que Serep, S.B.B., D.M.C. Lafarge et Mumm abandonnent 2 % à 3 %.

Alors que le dollar continue à faire marche arrière, le dollar-stre, lui, ne varie guère, à 11,36/39 F. Sur le marché de l'or, le lingot s'est traité à 101 400 F en second cours (-1050 F) tandis que le sapin était inchangé, à 650 F.

Fixing de Londres : 368,75 dollars l'once.

NEW-YORK

Hésitant

Il a fallu attendre la dernière heure de cotation pour voir l'indice Dow Jones des valeurs industrielles reprendre un peu de hauteur (il a touché la séance de mardi à 1 271,46 points, en hausse de 3,87 points sur la veille), signe de l'hésitation qui prévaut actuellement dans la communauté financière. Les récentes prévisions quant à un ralentissement de la reprise économique aux Etats-Unis ont semé le désarroi à Wall Street. Les uns estiment qu'il s'agit là d'un élément fondamentalement assez favorable, puisque il va contribuer à peser sur les taux d'intérêt sans compromettre un mouvement de fond, mais d'autres observateurs craignent les conséquences qui ne manquent pas d'un ralentissement sur les marges bénéficiaires des entreprises américaines.

Sans trop s'impliquer dans ce débat de fond, un certain nombre de professionnels ont profité pour procéder à des achats sur des valeurs jugées étrangères à priori, qu'elles ont un peu baissé sous l'effet de prises de bénéfices. C'est ainsi que les titres technologiques ont été les grands gagnants de la séance. Commonwealth Edison en tête avec plus de 3,7 millions d'actions échangées, les opérateurs anticipant la remise en exploitation d'une firme centrale nucléaire que possède cette entreprise.

Au total, les transactions ont porté, mardi soir, sur 92,75 millions d'actions, contre 93,75 millions la veille, les hausses ayant dépassé les replis d'une courte série (884 face à 723).

VALEURS	Cours de 16 jan.	Cours de 17 jan.
Alcoa	68 1/2	68 1/2
A.T.T.	48 3/8	48 1/2
Boeing	48 3/8	48 1/2
General Electric	51 1/4	51 1/4
Du Pont de Nemours	73 3/4	73 3/4
Eastman Kodak	45 1/2	45 1/2
Ford	45 1/2	45 1/2
General Motors	57 1/8	57 1/8
IBM	120 1/2	120 1/2
Johnson & Johnson	48 3/8	48 3/8
Merck	48 3/8	48 3/8
Pharmacia	48 3/8	48 3/8
Schering	48 3/8	48 3/8
Union Carbide	48 3/8	48 3/8
U.S. Steel	31 1/8	31 1/8
Xerox Corp.	50 1/8	50 1/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CRÉDIT D'ÉQUIPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES. En 1983, le Crédit d'équipement des P.M.E. a accordé 24 milliards de francs de prêts aux entreprises (ce qui correspond à 66 000 accords de crédit), soit une progression de 28 % sur les 11,7 milliards consentis l'année précédente. Ce montant se répartit entre 11,8 milliards de francs de prêts à long terme (23 000 accords), soit un bond de 57 % par rapport à 1982, et 12,2 milliards de francs de crédits à moyen terme dans le cadre de crédits préfinancés (13 000 accords), soit une progression de 9 % d'une année à l'autre.

L'établissement de la rue de Richelieu précise que plus de 55 % des concours à moyen et long terme consentis l'année

dernière ont bénéficié aux secteurs de l'industrie et du bâtiment-neuvas publics, tandis que 22 % étaient représentés par des prêts à long terme dans le cadre de financements liés au secteur du tourisme (hôtellerie, restauration, tourisme social...), une activité héritée de l'existence de crédits à court et moyen terme. Le Crédit d'équipement des P.M.E. a financé, en fin de compte, en décembre 1983, avec la Caisse nationale des marchés de l'Etat.

Parmi les principales caractéristiques de l'année 1983, on relève un accroissement important des prêts participatifs simplifiés (1,1 milliard de francs, pour 3 400 accords) sur 3,2 milliards de prêts participatifs simplifiés correspondant à 7 400 accords. D'autre part, la part de l'établissement dans l'octroi des prêts supplémentaires de refinancement a été de 540 millions de francs en 1983, soit 1 700 dossiers, sur un total évalué à 2 milliards de francs pour l'ensemble des organismes concernés.

Pour 1984, le Crédit d'équipement des P.M.E. qui devrait distribuer 34,7 % de l'enveloppe totale des 25 milliards de francs de prêts bonifiés à long terme, participera activement à l'octroi des prêts participatifs technologiques mis en place par le Fonds industriel de modernisation. D'autre part, il prévoit de créer une Société sous la forme d'une filiale de crédit-bail immobilier.

INDICES QUOTIDIENS
(base 100 = 31 déc. 1983)

16 jan. 17 jan.
Cote officielle 167,4 167,4
Cote des agents de change 167,4 167,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Euros prêts de 12 mois 11,3/4
COURS DU DOLLAR À TOKYO
1 dollar (en yen) 235,25 234,23

	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den
--	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. ENSEIGNER L'HISTOIRE : « Pour une mémoire plurielle », par Suzanne Clouet ; « La dimension sociale », par Georges Saguy ; « Et la géographie ? », par Yves Lacoste.
- LI : le Boucher d'Athènes, de Jean Duché.

ÉTRANGER

34. DIPLOMATIE : La Conférence sur le désarmement en Europe ; La crise de l'Europe des Dix ; M. Roland Dumas se propose de renouer l'ensemble de ses collègues de la Communauté.
4. AFRIQUE
4. ASIE
5. PROCHE-ORIENT : « L'O.L.P. en quête d'une nouvelle stratégie », par Eric Rouleau.
6. EUROPE : R.F.A. : le mariage du général Kissinger a jeté un certain trouble dans les milieux de l'OTAN.
6. AMÉRIQUES : ARGENTINE : un nouvel officier général arrêté pour une affaire d'enlèvement datant de 1978.

POLITIQUE

7. Le rapport de M. Marchais au comité central du P.C.F.
8. La préparation des élections européennes.
9. L'affaire des « avions naufragés ».

SOCIÉTÉ

11. La politique sur le mort de Pierre Boudin.
12. Le dossier de l'enseignement privé.
13. DÉFENSE : Second souffle pour la recherche militaire.

ARTS ET SPECTACLES

15. Quand la France aime les belles pierres.
16. DANSE : Martha Graham.
17. THÉÂTRE : Daniel Oubrychik.
18. PHOTO : la poupée de Hans Bellmer.
19. SÉLECTION : Programme des expositions.
20. COMMUNICATION : livre opinion, par Denis Périer-Deville : « L'équipe rédactionnelle doit avoir la personnalité juridique ».

ÉCONOMIE

27. CONJONCTURE : La réduction du déficit du commerce extérieur.
28. AFFAIRES : La crise de la construction navale.
29. SOCIAL : Un entretien avec M^{me} Georgina Dutoit.

RADIO-TÉLÉVISION (24) INFORMATIONS SERVICES (14) :
Vaccinations ; Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel.

Annouces classées (25-26) :
Carnet (14) ; Programmes des spectacles (20 à 23) ; Marchés financiers (29).

Le numéro du « Monde » daté 18 janvier 1984 a été tiré à 467 253 exemplaires

Sanjaack

Solde

Femmes & Hommes

97 Champs-Élysées

A B C D E F G

A Beyrouth

Le président de l'université américaine a été assassiné

De notre correspondant.

Beyrouth. — Le président de l'université américaine de Beyrouth, M. Malcom Kerr, de nationalité américaine, a été assassiné, ce mercredi matin 18 janvier à 9 h 30, au moment où il se rendait à son bureau, dans le secteur islamiste progressiste de Beyrouth, par trois individus armés de revolvers munis de silencieux, qui l'attendaient à la porte de l'ascenseur. Ils ont réussi à prendre la fuite.

Né au Liban dans une famille de professeurs à l'université américaine, âgé de quarante-sept ans, parlant parfaitement l'arabe, M. Kerr avait de bonnes relations avec l'ensemble des milieux étudiants, malgré la multitude de factions rivales qui s'y trouvent. L'attentat est interprété ici de prime abord comme un acte anti-américain et s'inscrirait donc dans le cadre du harcèlement visant, en particulier, les États-Unis et la France pour provoquer le départ de la force multinationale.

Le prédécesseur de Malcom Kerr, M. David Dodge, avait été enlevé le 19 juillet 1982 mais avait été relâché sain et sauf un an plus tard, par l'intermédiaire de la Syrie.

Le rapt, à Beyrouth-Ouest également, d'un diplomate, M. Hussein Farroukh, premier secrétaire et consul général d'Arabie Saoudite (le Monde du 18 janvier) pour un coup de semonce à l'égard de la politique de Riyad. On note que cet acte a été perpétré au lendemain d'un discours du roi Fahd à la conférence islamique de Casablanca, appelant à la réintégration de l'Égypte au sein

de cet organisme, et renouvelant la reconnaissance accordée à M. Yasser Arafat comme chef de l'O.L.P., malgré la victoire remportée sur lui par les dissidents soutenus par la Syrie et, dans une moindre mesure, par la Libye.

Cet élément est pris en considération pour déterminer l'origine de l'opération antisauoudienne ; et l'on rappelle que, en 1981, le chargé d'affaires jordanien enlevé à Beyrouth, alors sous contrôle syrien, avait été libéré trois mois plus tard, grâce à l'intervention de Damas. Mais l'hypothèse d'une action d'inspiration iranienne n'est pas exclue. Le Mouvement du « djihad islamique » ayant expressément menacé l'Arabie Saoudite après les attentats du Koweït, le 12 décembre dernier. Une combinaison de ces deux facteurs est d'ailleurs retenue comme plausible par les enquêteurs. L'éclosion étant, en tout cas, apparemment attribuée aux militants chiites libanais, des contacts, auxquels la Syrie s'est jointe, ont été pris avec le mouvement Amal pour obtenir la libération du diplomate.

Le prince héritier saoudien Abdallah est entré personnellement en contact avec le président syrien Hafez el Assad. Le chef d'Amal, M. Nabih Berri, a reproché le rapt et promis de faire tout son possible à cet égard. L'aile extrémiste du mouvement échappe néanmoins à son contrôle. Quel qu'il en soit, l'ambassade saoudienne à Beyrouth a annoncé que, selon ses renseignements, le diplomate était toujours vivant.

On craint dans certaines sphères que l'opération antisauoudienne menée en plein Beyrouth-Ouest, fief de longue date des militants sunnites, n'altère, étant donné le contexte dans lequel elle s'est produite, un antagonisme sunnite-chiite, jusque-là virtuel, bien qu'apparaissant, déjà les signes réels, enrobés dans une solidarité islamique qui demeure la règle. Parallèlement, le dirigeant sunnite beyrouthin, M. Saïb Salam, a réconforté exprimé son agacement à l'égard du chef druze, M. Walid Jumblatt, en termes vifs, répliquant aux critiques de ce dernier à l'égard des sunnites de Beyrouth.

LUCIEN GEORGE

(Malcom Kerr était profondément attaché au Liban, dans toutes ses composantes. Arabisant, il enseignait depuis de nombreuses années l'histoire contemporaine du Proche-Orient et a publié plusieurs livres sur la région, notamment appréciés par les spécialistes. Chef du département des études politiques à l'UCLA, à Los Angeles, c'est sur sa demande qu'il avait été détaché pour enseigner à l'université américaine de Beyrouth. M. Kerr avait aussi des relations amicales avec de nombreux Libanais, de toutes confessions et tendances politiques. Il suscitait l'admiration et la sympathie chez tous ceux qui ont eu l'occasion de bien le connaître. — E. R.)

Sur le vif

Sales chiens

En R.F.A. les pacifistes marquent le pas. Heureusement que les chiens sont là pour prendre le relais. Ils sont invités à manifester en masse jeudi à Hambourg, à exprimer leur grogne, à protester contre l'augmentation de la taxe imposée à leurs propriétaires. Ce qui risque de compromettre gravement leurs chances de trouver un logement. La presse signale déjà des cas tragiques, des familles entières de tacleurs, la mère, le fils et leurs petits épousés, jetés à la rue, allant grossir le nombre des sans-abri.

Quand j'ai entendu ça hier à la radio, je me suis dit : ça recommence, hier c'était les juifs, aujourd'hui c'est les chiens. Décidément il n'y a rien à faire avec les Allemands. J'en connais un. Je l'ai appelé pour lui dire ma façon de penser. Il s'est défendu en attaquant les chiens. Ils sont mal élevés, ils n'ont pas les mêmes habitudes que nous. Ils prennent nos réverbères pour des pistolets. Ils sont hargneux, il y a des villes en banlieue où il est dangereux d'entrer la nuit, on ne compte plus les agressions. Et il a même ajouté : Vous dites que vous aimez les chiens mais si votre fille vous en ramenait un, je vois d'ici le tête que vous feriez. Moi, ce genre de propos, je ne peux plus les supporter. J'ai raccroché.

On réclame anti-chiens, il n'y a pas qu'en R.F.A., je sais bien. En U.R.S.S. la propagande se déchaine : on les accuse de manger la viande des Soviétiques. En Islande ils sont carrément interdits de séjour, traqués, obligés de se cacher. La résistance leur trouve parfois des planques, au prix des pires dangers. On m'a cité le cas d'un type formidable, courageux, un ministre qui en avait abruti un dans sa cave. Il a été pris. Ça va l'obliger à démissionner. On parle toujours des Arméniens, on oublie les chiens victimes d'un véritable holocauste en Chine populaire, où ils ont été exterminés par centaines de milliers.

A trop les mépriser, les maltraiter, on va déclencher des réactions en chaîne d'une terrible violence. On parle toujours des chiens, on oublie que, pendant la guerre d'Algérie, les chiens à la botte de l'O.A.S. — il y en a eu, oui — étaient prêts à l'opération suicide. Ils étaient bardés de grenades et ils n'attendaient que l'occasion de mourir pour tuer de Gaulle.

Non, le seul pays vraiment démocratique, c'est la Suisse. Là vous trouvez un peu partout des petits parcs pour chiens, un chien assis sur le siège des toilettes pour bien indiquer l'endroit où il peut faire ses besoins. Pour quoi ça dessin ? Parce qu'il y en a quand même qui sont analphabètes, il faut bien le reconnaître.

CLAUDE SARRAUTE.

Les rivalités s'accroissent entre Usinor et Sacilor

Loi de se clarifier, la situation de la sidérurgie française devient de plus en plus confuse. Loin d'entamer un « dialogue » comme le souhaite M. Fabius, les différents partenaires se figent dans des positions de défiance.

M. Raymond Levy, P.-D.G. d'Usinor, qui avait pris très tôt — et courageusement — position pour « une révision » du plan acier, adopté par le gouvernement en 1982 (dont il jugeait les objectifs de production utopiques), en vient maintenant à déclarer, le 17 janvier, « qu'il maintient les grandes lignes de son plan ». Il souhaite construire des aciéries à Lacour et à Neuves-Maisons, à la place d'usines de fonte, « ce qui pose un difficile problème social d'ordre local » : quatre mille emplois devraient être supprimés dans les deux sites. Mais, au-delà, il prévient qu'il ne « lâche » pas les aciéries ou les usines de production, au Val de France, au profit de son concurrent Sacilor. D'autres problèmes devront être résolus dans d'autres usines (Thionville et certaines filiales du groupe C.F.E.M., C.C.G.), mais il ne s'agit plus de réduire les capacités de production d'Usinor.

Alors que la réalité lui donne raison puisque le plan de 1982 s'est révélé trop timide (10 milliards de francs de pertes, cette année, pour Usinor et Sacilor, et une production française de 17,6 millions de tonnes en 1983 pour un objectif de 24 millions de tonnes en 1986), M. Levy fait-il « marche arrière » ? Deux conceptions de la révision du plan acier s'opposent. La première logique voudrait que l'on « revienne tout à plat », et que l'on donne de façon étroite les politiques des deux groupes. Pour ce faire, il faudrait sans doute fusionner Usinor et Sacilor ou, au minimum, nommer un « coordinateur », tant les frères ennemis d'hier n'arrivent pas à s'entendre aujourd'hui. Cette conception est partagée par beaucoup d'experts, des syndicalistes proches de la C.F.D.T., et par M. Levy, lui-même — qui, toutefois, n'a jamais ouvertement souhaité marier Usinor et Sa-

cilor. Elle est appuyée dans ses grandes lignes par Matignon et par M. Delors, qui estiment que cette solution, certes plus coûteuse du point de vue social (25 000 à 35 000 emplois), est la seule susceptible de sortir définitivement la sidérurgie de l'ornière.

De l'autre côté, l'on trouve M. Claude Dollé, président-directeur général de Sacilor, appuyé par la C.G.T. et par des conseillers à l'Elysée : « Il faut éviter de trop réduire nos capacités de production, face à des concurrents européens — allemand et italien — qui ne réduisent pas les leurs ». La crise, estime-t-on, en grand partie, est passagère, et il faut éviter de supprimer 630 000 tonnes de capacité, comme la Commission de Bruxelles le demande. Cette solution n'implique que 15 000 à 20 000 suppressions d'emplois.

Dans cette optique, les deux groupes resteraient distincts, même si une certaine coopération, qui respecterait l'autonomie de gestion. Tout porte à croire que le ministre de l'Industrie penche pour cette deuxième solution, qui a le désavantage d'être plus coûteuse financièrement. En ce pour cela que M. Delors et Matignon ont fait bloquer les projets de budget 1984 des groupes (le Monde du 11 janvier) ? M. Levy a-t-il senti que cette deuxième solution est en passe de l'emporter ? Ses déclarations s'expliquent aussi comme un mouvement tactique. Il dit : « On ne se pas écarté pour l'ensemble de la sidérurgie ; j'en tire les conséquences. Je ne défends plus que les intérêts d'Usinor dans ce cadre ».

Que décidera le gouvernement ? La première solution est plus économique, mais l'on a peur des deux ans de pertes et de tergiversations sans négociation à temps avec les syndicats. Les élections de 1986 approchent.

La deuxième solution risque de prolonger la « guerre » entre Usinor et Sacilor et... les déficits au-delà de 1988.

ERIC LE BOUCHER.

Le coefficient de qualité d'emprunteur de certaines banques est abaissé

L'organisme américain Standard and Poor's, spécialisé dans l'appréciation de la qualité des emprunteurs dans le monde, de concert avec un autre organisme, Moody's, également américain, a légèrement abaissé la cotation de risque (Credit Rating) de plusieurs grandes banques internationales, ce qui équivaut à une baisse de leur « taux d'appréciation » et de la confiance qu'on leur accorde au moment où elles contractent des emprunts.

La cotation de A, la moins bonne, à AAA, la meilleure. Elle a été ramené de AAA à AA, pour une série de banques américaines (Chase Manhattan, Manufacturers Hanover, Bank of Boston, Mellon National, First Bank System) et étrangères (Banque nationale de Paris, Société générale et Long Term Credit Bank of Japan).

Les seules banques continuant à bénéficier de la cotation AAA sont J.P. Morgan aux États-Unis, le Crédit agricole et Paribas, Westminster et Barclays en Grande-Bretagne, Bayerische Landesbank en R.F.A., Rabobank aux Pays-Bas, Industrial Bank of Japan et la Société de banques suisses.

VIVE REMONTÉE DU DOLLAR 8,61 F

Le mécanisme de dollar a été trop rapide pour que les acheteurs habituels (gros détaillants et opérateurs commerciaux) ne se précipitent pour profiter de la baisse. Mercredi 18 janvier, le cours de la monnaie américaine, qui était tombé mardi de 8,59 F à 8,52 F, contre 8,66 F à la veille du week-end, est remonté brutalement à 8,61 F environ.

A Francfort, il est passé de 2,795 DM à 2,815 DM. Aux États-Unis, aucune nouvelle particulière n'est venue influencer sur les cours.

« Un malfaiteur blessé au cours d'un hold-up ». Un hold-up dans une bijouterie d'une galerie des Champs-Élysées à Paris, dans l'après-midi du 17 janvier, s'est terminé par un échange de coups de feu entre deux malfaiteurs armés de revolvers et de pistolets mitrailleurs et des policiers du commissariat du huitième arrondissement.

Les policiers, qui avaient repéré leur manège, ont attendu, pour les interpellés, que Didier Conrad, vingt-quatre ans, et Jean-Claude Guariglia, vingt-sept ans, sortent de la galerie pour s'enfuir avec leur butin sur une moto garée rue de Poitiers. Une fusillade a alors éclaté. Didier Conrad a été atteint de quatre balles, dont une à la tête. Il est dans un état grave. Jean-Claude Guariglia a pu être maîtrisé.

Standard and Poor's a justifié sa décision par les « risques accrus et les incertitudes » affectant les créances de ces banques sur les emprunteurs nationaux et internationaux. « En fait, la multiplication des échecs de paiements de dettes des pays en voie de développement.

Il est à remarquer que cette cotation de risque ne s'applique qu'au marché des capitaux à long terme des États-Unis, et qu'elle n'est pas valable pour le marché international des capitaux en euros. Cette cotation est demandée par les banques ou établissements emprunteurs : certains ne le font pas, comme les banques allemandes, ou le Crédit lyonnais en France. La B.N.P., par exemple, vient de lever 350 millions d'eurodollars dans les meilleures conditions à Londres et jour de la meilleure cotation (P1) pour les capitaux à court terme, y compris aux États-Unis Commercial Paper.

Après une explosion à son bord

UN BOEING-747 D'AIR FRANCE FAIT UN ATERRISSAGE FORCÉ A KARACHI

Karachi (Routier). — Une explosion en plein vol a percuté le fuselage d'un Boeing-747 d'Air France et a contraint l'appareil à effectuer, mercredi 18 janvier, un atterrissage d'urgence sur l'aéroport de Karachi, au Pakistan. Les deux cent quarante-six passagers et les quatre membres d'équipage de l'appareil sont sains et saufs.

L'explosion s'est produite une demi-heure après le décollage de l'aéroport de Karachi. La dépressurisation a contraint le pilote à perdre de l'altitude en catastrophe, puis à atterrir. Le Boeing reliait Bangkok à Karachi, en direction de Paris.

Les autorités pakistanaises ont indiqué que le trou découvert dans la suite à bagages pourrait avoir été provoqué par une valise contenant des produits inflammables. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

Les services de sécurité examinent la liste des passagers de l'avion pour voir si des Français se trouvaient parmi eux. Douze Français avaient été interpellés, l'année dernière, à la suite d'attentats commis à Karachi contre l'agence d'Air France et trois autres représentations françaises.

A la suite de décès aux Pays-Bas

LES IMPORTATIONS DE CREVETTES SÈVÈREMENT RÉGLEMENTÉES EN FRANCE

L'importation et la vente en France de crevettes décorées et congelées, quel que soit leur pays d'origine, sont suspendues jusqu'à nouvel ordre, ont annoncé, le 17 janvier, le ministre de l'Agriculture et le secrétaire d'État à la consommation. De leur côté, les autorités suisses ont décidé le même jour de renforcer les contrôles sanitaires de crustacés importés, tandis qu'en Allemagne fédérale et aux Pays-Bas on a interdit les importations de crustacés venant du Sud-Est asiatique.

Ces décisions ont été prises après la mort de trois personnes âgées d'une maison de retraite à Utrecht (Pays-Bas). Une centaine d'autres personnes ont été intoxiquées. Il semble que ces personnes aient succombé à une dysenterie bacillaire provoquée par la consommation de crevettes roses dites « norvégiennes » aux Pays-Bas et en réalité importées notamment du Sud-Est asiatique et du Sénégal.

NOUVELLES GRÈVES A LA COMÉDIE-FRANÇAISE

Le personnel d'accueil de la Comédie-Française (inspecteurs, contrôleurs et guichetiers) a voté à l'unanimité un préavis de grève pour les 21 et 22 janvier dans l'heure préliminaire de la grève. Le syndicat national des professionnels du spectacle et de l'action culturelle C.G.T. explique que cette décision est la « conséquence des réponses négatives de la direction à la demande de mise à niveau professionnel et salarial d'un personnel réduit à des ressources nettes inférieures à 2 800 francs pour 132 heures par mois ». De leur côté, les machinistes, en conflit avec la direction depuis les fêtes de fin d'année — ce qui a en outre conséquence l'annulation de certains spectacles en soirée — poursuivront jusqu'au 22 janvier les arrêts de travail d'une heure avant le lever de rideau.

Les comédiens pour leur part avaient décidé de maintenir les représentations en supportant les changements de décors pendant la première heure de spectacle.

SOLDES D'HIVER

le bazar à tissus, le plus chic, le plus grand, le plus étonnant.

TISSUS « COUTURE » ET « DÉCORATION »

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

مكتبة الأصيل